Université M’hamed Bouguera – Boumerdes

Faculté des sciences économique,commerciale

et sciences de gestion

164

Mémoire de fin de cycle pour l’obtention du diplôme de master

Option : comptabilité et audit

Thème :

La consolidation comptable

Et

L’audit des comptes consolidés

Cas : GROUPE SONATRACH

Elaboré par :

Amina Benmenni

Encadré par :

Mohamed Zenibaa

2020/2021

Université M’hamed Bouguera – Boumerdes

Faculté des sciences économique,commerciale

et sciences de gestion

Mémoire de fin de cycle pour l’obtention du diplôme de master

Option : comptabilité et audit

Thème :

La consolidation comptable

Et

L’audit des comptes consolidés

Cas : GROUPE SONATRACH

Elaboré par :

Amina Benmenni

Encadré par :

Mohamed Zenibaa

2020/2021

« Non seulement les chiffres gouvernent le monde, mais encore ils montrent comment le monde est gouverné »

GOETHE

Résumé

La problématique de notre étude s'est concentrée sur la clarification des modalités de réalisation de la consolidation comptable ainsi que le déroulement du processus d'audit légal des comptes consolidés, à travers une présentation détaillée du processus d'élaboration des états financiers consolidés et de la démarche d'audit légal.

Il a été conclu que la consolidation des comptes est la technique permettant de présenter la situation financière d'un groupe d'entités comme si celui-ci ne formait qu'une seule et même entité afin de mieux en apprécier la réalité économique et financière globale, et c'est un processus qui commence par la détermination du périmètre et méthodes de consolidation puis, les retraitements d'homogénéité, l'élimination des opérations intragroupes pour avoir à la fin un bilan, un comptes de résultats, un tableau des flux de trésorerie et un tableau de variation de capitaux propres consolidés.

Nous avons également conclu que l'objectif du processus d'audit est essentiellement de s'assurer que les compte sont correctes et fiables, et qu'ils reflètent l'image fidèle et permet aussi de s'assurer de la qualité des travaux de consolidation telle que la conformité du périmètre, les retraitements adaptés au contexte du groupe, l'exhaustivité de l'élimination des comptes intragroupe, la pertinence dans le traitement des variations de périmètre, la qualité des informations contenues dans les notes annexes aux comptes consolidés.

Le processus d'audit des comptes consolidés commence par la planification de la mission d'audit et l'identification des risques dans le plan de travail afin de déterminer l'étendu et la nature des travaux à accomplir lors de l'audit. Enfin l'auditeur prépare un rapport exprimant son opinion technique sur les comptes consolidés.

L'audit des comptes consolidés cherche à donner confiance et crédibilité aux données incluses dans les états financiers consolidés du groupe.

Mots clés : consolidation, comptes consolidés, périmètre de consolidation, audit des comptes consolidés, plan de mission, rapport d'avis.

الملخص

تمحورت مشكلة دراستنا في تبيان الكيفية التي يتم بها إعداد القوائم المالية المجمعة وكذا كيفية أداء عملية التدقيق على مستوى مجمعات الشركات، من خلال عرض تفصيلي لعملية التجميع المحاسبي والتدقيق الخارجي، الالزامي، للقوائم المالية المجمعة.

وتم التوصل الى ان التجميع المحاسبي هو طريقة لعرض الوضع المالي لمجموعة من الكيانات كما لو انها شكلت كيانا واحدا من أجل تقدير وتقييم الوضع الاقتصادي والمالي المجمل بشكل أفضل، وهو عملية تبدأ بتحديد المحيط وطرق التجميع وعمليات التجانس، وإلغاء العمليات المتبادلة داخل المجمع للحصول في النهاية على الميزانية المجمعة، قائمة الدخل المجمعة، جدول تغيرات الخزينة المجمع وجدول التغيرات في حقوق الملكية المجمع.

كما توصلنا أيضا الى أن الهدف من عملية التدقيق أساسا هو التأكد من انها صحيحة ن وموثوق بها، وتعكس الصورة الصادقة، وتمكن أيضا من ضمان جودة اعمال التجميع مثل مطابقة نطاق او محيط التجميع والغاء العمليات المتبادلة داخل المجموعة، والتغيرات التي تطرأ على محيط التجميع وكذلك جودة المعلومات الواردة في الملاحظات الملحقة بالقوائم المالية المجمعة.

تبدأ عملية التدقيق للقوائم المالية المجمعة بالتخطيط لعملية التدقيق وتحديد المخاطر في في خطة العمل لتحديد مدى وطبيعة الاعمال الواجب إنجازها في مراجعة الحسابات، وفي النهاية يقوم المدقق بإعداد تقرير يبدي فيه رأيه الفني والمحايد حول المهمة، وبذلك تسعى عملية التدقيق الى إضفاء الثقة والمصداقية على البيانات المتضمنة في القوائم المجمعة.

الكلمات المفتاحية:

التجميع، الحسابات المجمعة، الشركة الام، تدقيق القوائم المالية المجمعة، تقرير التدقيق

Remerciement

Je remercie en premier lieu ***Allah,*** le tout puissant, de m'avoir accordé santé, force et courage pour accomplir ce travail.

Je tiens à remercier particulièrement et infiniment, mon encadreur,

Mr ***ZENIBAA Mohamed*** pour son encadrement, ses conseils et sa présence permanente.

Je remercie mon professeur Mr Agoune reda pour tout ce que j'ai appris de lui et pour sa sincérité, son dévouement et sa méthode unique d'enseigner, il restera toujours un exemple à suivre .

Je remercie **Mr Dahim Ahmed**, mon encadreur à la Sonatrach, pour son aide et ses conseils enrichissants, merci de m'avoir donné accès à certaines informations d'une importance majeure pour mon travail.

Je remercie aussi **MR Benmahdi Omar**, Mme **Amaouche Amel**, Mr **Djelouah Azedine** et toute l'équipe consolidation groupe.

Merci **Benmenni Yacine** pour tout ce que vous avez fait pour moi, ainsi que votre équipe Audit et risques.

Merci à **tous mes enseignants** au sein du département des **sciences financières et comptabilité**, qui m'ont énormément apporté tout au long de mon cursus universitaire.

Dédicace

A mes chers parents, pour tous vos sacrifices, amour, tendresse et votre soutien tout au long de ma vie. Aucune dédicace ne saurait être assez pour exprimer ce que vous méritez.

A mon frère, mes sœurs, mes neveux et nièces.

A mon cousin Benmenni Yacine

A mes collègues et mes amis et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce modeste travail.

Table des matières

TITRE	PAGE
Résumé	I
Remerciement	III
Dédicace	IV
Table des matières	V
Liste des tableaux	XVIII
Liste des figures	XXII
Liste des abréviations	XXIII
Liste des annexes	XXV
Introduction générale	A
PARTIE PREMIERE : la partie théorique	
Chapitre premier : Aspects généraux de la consolidation des comptes	
Section 01 : Définition des principales notions de la consolidation	
Introduction chapitre	1
1- Notion du groupe	2
1-1 Définition de l'entreprise	2
1-2 Définition du groupe	3
1-3 Les composants d'un groupe	3
1-3-1 La société mère ou holding	4
1-3-2 Les filiales	4
1-4 la nature des liens au sein d'un groupe	4
1-4-1 Les liens financiers	5
1-4-2 Les liens personnels	5
1-4-3 Les liens contractuels	6
1-5 Les avantages de l'organisation en groupe	7
1- notion de consolidation	7
2-1 Historique de la consolidation	7
2-2 Définition de la consolidation	9
2-3 Les techniques de consolidation	10
2-3-1 La consolidation directe	11
2-3-2 La consolidation par palier	12
2-4 Limites de la consolidation	13
2-5 Utilité de la consolidation	14
2- Les comptes consolidés	14
3-1 Définition des états financiers individuels	14
	15

3-2 Définition des états financiers consolidés	15
3-2-1 Le patrimoine	15
3-2-2 La situation financière	16
3-2-3 Les résultats et l'activité	17
3-2-4 La croissance externe	17
3-2-5 La croissance interne	17
3-3 Les objectifs des comptes consolidés	17
3-3-1 Au plan de l'information interne	18
3-3-2 Au plan de l'information externe	
Section 02 : périmètre et méthodes de consolidation	
1- Le périmètre de consolidation	18
1-1 Définition du périmètre	18
1-2 Définition du contrôle	20
1-2-1 Les filiales sous contrôle exclusif	20
1-2-2 Les coentreprises	22
1-2-3 Les participations minoritaires sous influence notable	22
1-3 L'exclusion du périmètre	23
2- Le pourcentage de contrôle et d'intérêt	24
2-1 Utilité des pourcentages de contrôle et d'intérêts.	24
2-2 Le pourcentage de contrôle	24
2-3 Le pourcentage d'intérêt	25
3- les méthodes de consolidation	25
3-1 Le choix de la méthode de consolidation	27
3.2 La méthode de consolidation et le type de contrôle	28
3.3 Principe de chaque méthode	29
3.3.1 L'intégration globale	29
3.3.2 Intégration proportionnelle	29
3.3.3 Mise en équivalence	29
Section 03 : Les normes relatives à la consolidation des comptes	
1- La consolidation des comptes selon les normes internationales IAS/IFRS	30
1-1 Définition des normes IAS/IFRS	30
1-2 Les normes relatives à la consolidation des comptes	31
1-2-1 IAS 27 : Etats financiers individuels	32
1-2-2 IAS 28 : Participations dans les entités associées	33

et partenaires	34
1-2-3 IFRS 3 : Regroupements d'entreprises	35
1-2-4 La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	36
1-2-5 La norme IFRS 11 : « partenariats »	38
1-2-6 La norme IFRS 12 : « information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »	40
2- La consolidation des comptes selon le référentiel algérien	40
2-1 La consolidation selon le SCF	41
2-1-1 Consolidation - Regroupement d'entités Comptes consolidés	42
2-1-2 Consolidation des filiales	44
2.1.3 Consolidation des entités associées	45
2.1.4 Ecart de première consolidation	46
2.1.5 Comptes combinés	48
	50
2-2 La consolidation des comptes selon le code de commerce :	50
2-3 La consolidation selon le droit fiscal algérien	51
2-3-1 Reconnaissance juridique	52
2-3-2 Le régime fiscal	54
3- Autres avantage	
Conclusion du chapitre	
Chapitre deuxième : Processus de la consolidation	
Section 01 : Homogénéisation et intégration des comptes individuels	
INTRODUCTION CHAPITRE	54
1- Homogénéisation des comptes	55
1.1 Le reclassement d'homogénéité	55
1.1.1 Le décalage entre les dates de clôtures des comptes sociaux	55 56
1.1.2 Les différentes présentations des états financiers individuels	56 56
1.2 Les retraitements d'homogénéité	57
1.2.1 Les retraitements liés à la fiscalité	
1.2.2 Les retraitements liés aux méthodes de comptabilisation et d'évaluation	58 64
1.2.3 Les retraitements à caractère économique	64
2. L'intégration des comptes individuels	65
2.1 L'objectif de l'intégration des comptes individuels	
2.2 Les modalités de l'intégration des comptes individuels	65 65
2.2.1. Société intégrée globalement	65

2.2.2. Société intégrée proportionnellement 2.2.3. Société mise en équivalence	
Section 2 : L'élimination des opérations réciproques et répartition des capitaux propres	
1- L'élimination des opérations internes au groupe 1-1 Opérations avec incidence sur le résultat du groupe 1-1-1 Marge sur stock 1-1-2 Dividendes 1-1-3 Plus-value de cession interne 1-1-4 Provisions internes au groupe 1-2 Opérations sans incidence sur le résultat du groupe 2- Répartition des capitaux propres et élimination des titres de participations 2-1 partages des capitaux propres 2-1-1 Consolidation globale 2-1-2 Consolidation proportionnelle 2-1-3 La mise en équivalence 2-2 L'élimination des titres de participation 2-2-1 Ecart d'évaluation 2-2-2 L'écart d'acquisition	67 68 69 70 71 72 72 74 74 74 74 75 75 75 76
Section 3 : présentation des états financiers consolidés	
1- Le bilan consolidé 1.1 Les rubriques spécifiques aux bilans consolidés 1-1-1 Écart d'acquisition (ou goodwill) 1-1-2 Participations comptabilisées selon la méthode mise en équivalence 1-1-3 Intérêts minoritaires 1.2Les bilans consolidés selon les normes internationales 2- Le compte de résultat consolidé 2.1 Le compte de résultat selon le référentiel algérien SCF 2.1.1 Le contenue 2.1.2 La forme 2.2 Le compte de résultat selon le référentiel international 3- Le tableau des flux de trésorerie 3.1 Le tableau de flux de trésorerie selon le référentiel algérien	81 81 81 81 82 82 83 84 84 85 86 86 87

3.2 Le tableau de flux de trésorerie selon le référentiel international	88
	92
4- Les états de variation des capitaux propres	92
4.1 La variation des capitaux propres part groupe	92
4-1-1 Les variations résultant des transactions avec les actionnaires de la société consolidante	93
4-1-2 Les variations générées par le résultat de l'exercice et les variations de valeur des actifs et passifs enregistrés directement dans les capitaux propres	93
4.2 La variation des intérêts minoritaires	94
	94
5- Notes annexes aux états financiers	95
5.1 Les annexes selon le référentiel algérien	97
5.2 Les annexes selon le référentiel international	
Conclusion du chapitre	
Chapitre troisième : L'audit des comptes consolidés	
Section 01 : le cadre théorique de l'audit des comptes consolidés	
Introduction chapitre	99
1- L'audit financier	100
1-1 Définition de l'audit financier	100
1-2 Objectifs de l'audit financier	100
1-3 L'auditeur externe	101
1-4 Méthodologie d'audit externe	102
1-4-1 Etape 1 : prise de connaissance	102
1-4-2 Etape 2 : évaluation du contrôle interne	102
1-4-3 Etape 3 : examen des comptes financiers	103
1-4-4 Dernière étape : opinion et rapport	104
	105
2– Les normes de l'audit financier	105
2-1 Les normes internationales d'audit	107
2-2 Normes algériennes d'audit	108
3- L'audit des comptes consolidés selon la législation Algérienne	108
3-1 Obligation d'audit des comptes consolidés	109
3-2 les rapports légaux de l'audit des comptes consolidés	109
3-3 Acceptation de la mission d'audit	109
3-3-1 Conditions préalable à l'audit	110
3-3-2 Lettre de mission	

Section 02 : la phase préliminaire de l'audit des comptes consolidés	
1- prise de connaissance du groupe	111
1-1 Contenu du dossier permanent	111
1-1-1 Les données économiques	111
1-1-2 Les données comptables	112
1-1-3 Les procédures	112
1-1-4 L'organisation du groupe	112
1-1-5 L'organisation de la mission	112
1-2 Les moyens utilisés	113
1-2-1 Collecte des informations	113
1-2-2 Analyse des risques	114
1-2-3 Analyse des manuels	116
1-2-4 Analyse de l'organisation mise en place	117
1-2-5 Analyse du périmètre de consolidation	118
1-2-6 L'identification des confrères et définition des relations avec ceux-ci	118
1-2-7 La fixation des seuils de signification	120
1-2-8 Analyse des données non liées à l'exploitation	123
1-2-9 La revue du calendrier	123
2- Le plan de mission	124
3- Appréciation du contrôle interne	125
3-1 Le contrôle interne d'un groupe	125
3-1-1 La délégation des pouvoirs	126
3-1-2 Harmonie des principes comptables et des méthodes d'évaluation	126
3-1-3 Planification et contrôle de gestion	127
3-1-4 Audit interne	128
3-2 Contrôle interne des entreprises consolidées	129
Section 03 : Phase finale de l'audit des comptes consolidés	
1- Contrôle des comptes des entreprises entrant dans le périmètre de consolidation	130
1-1 Objectifs des contrôles	130
1-2 Contacte et échanges préalables	131
1-3 Natures de l'examen des travaux des confrères	131
1-4 Examen de l'exécution de la mission	132
1-5 Calendrier des opérations menant à la certification	133
2- Contrôle des opérations de consolidation	135

2-1	Choix du périmètre et méthode de consolidation	135
	2-1-1 Régularité	135
	2-1-2 Contrôle possible	136
2-2	Contrôle de la reprise des comptes sociaux des filiales	137
	2-2-1 Objectif du contrôle	137
	2-2-2 Contrôle possible	138
2-3	Retraitement de consolidation (homogénéisation des comptes)	138
	2-3-1 Objectif du contrôle	138
	2-3-2 Contrôle possible	139
2-4	Les cumuls préparés sous une forme homogène	140
	2-4-1 Objectif du contrôle	140
	2-4-2 Contrôle possibles	140
2-5	Elimination des opérations intra-groupe	141
	2-5-1 Objectifs du contrôle	141
	2-5-2 Contrôle possible	142
2-6	L'élimination des titres	146
	2-6-1 la date d'acquisition	146
	2-6-2 Les consolidations suivantes	147
	2-6-3 Contrôles possibles	148
	2-6-4 Points particuliers	149
2-7	Modifications de périmètre en cours d'exercice	149
	2-7-1 Le traitement des modifications de périmètre en cours d'exercice	149
	2-7-2 Objectifs du contrôle	151
	2-7-3 Contrôle possible	151
2-8	Analyse des capitaux propres et la situation nette	152
	2-8-1 Objectif du contrôle	152
	2-8-2 Contrôle possible	152
	2-8-3 importance et complexité de la situation nette consolidée	153
2-9	Les entreprises mises en équivalence	158
	2-9-1 Objectifs du contrôle	158
	2-9-2 Contrôle possible	158
2-10	Fiscalité	159
	2-10-1 Objectifs du contrôle	159
	2-10-2 Contrôle possible	160
	2-10-3 Les impôts différés	160
2-11	Ecritures diverses de centralisation et présentation des comptes Consolidés	161
	2-11-1 objectifs du contrôle	161
	2-11-2 Contrôle possible	161

2-12 Analyse de cohérence des documents de synthèse et contrôle de l'annexe et du rapport de gestion	162
2-12-1 Objectif de contrôle	162
2-12-2 Contrôles possible	163
2-13 La synthèse des contrôles effectués	164
2-13-1 Objectifs du contrôle	164
2-13-2 Contrôles possibles	164
2-14 Tableaux de bouclage	165
2-14-1 Tableau de passage du résultat social au résultat consolidé	165
2-14-2 Tableau de passage de la situation nette sociale à la situation nette consolidée	166
2-14-3 Tableau de variation des capitaux propres groupe	169
2-14-4 Tableau des variations des intérêts minoritaires	170
2-14-5 Tableau de contrôle global du mouvement des capitaux propres consolidés	171
3- Confection et élaboration du rapport sur les comptes consolidés	172
3-1 L'élaboration du rapport	172
3-2 La conclusion du rapport d'audit	175
3-2-1 Certification des comptes avec ou sans observations	175
3-2-2 Certification des comptes avec réserves	175
3-2-3 Refus de certification	175
3-3 Model de rapports	176
3-3-1 rapport sans réserve	176
3-3-2 Rapport avec réserves	177
3-3-3 Rapports avec refus de certifier	178
Conclusion chapitre	180
Partie deuxième : Etude de cas du groupe Sonatrach	
Chapitre premier : Présentation de l'organisme d'accueil	
Section 01 : Organisation de la macrostructure de SONATRACH et la nouvelle stratégie sh 2030	

Introduction chapitre	182
1. Historique de SONATRACH	183
2. Missions de SONATRACH	184
3. Organisation Générale de SONATRACH	185
3.1. La Direction Générale	185
3.2. Les structures Fonctionnelles centrales	186
3.3. Les Activités Opérationnelles	189
4. Présentation de la nouvelle Stratégie de SONATRACH «SH 2030»	192
4-1. Les grands objectifs stratégiques pour	192
4-2. Trois types d'initiatives pour se transformer	193
4-3. Outils à mettre en place	196
Section2 : présentation de la direction corporate finance	
1. Organisation de la direction corporate finance	196
2. Missions essentielles	198
3. La direction comptabilité et consolidation groupe	199
4. Organigramme de corporate finanace	202
Section3 : le groupe Sonatrach	
1. Présentation du groupe Sonatrach	203
1.1. Le groupe Sonatrach	203
1.2. Les principales filiales et participations du groupe SONATRACH	203
1.3. Organigramme du groupe Sonatrach	205
2. Holding service para pétrolier SPP	206
2.1. Carte technique de SPP holding	206
2.2. Le portefeuille du holding spp	206
3. Les principales entités du holding SPP	207
4. Organigramme du holding SPP	210
Conclusion chapitre	211
Chapitre deuxième : Pratique de la consolidation au sein du groupe Sonatrach	
Section 01 : Notions de base de la consolidation comptable à Sonatrach	

Introduction chapitre	211
1- Hyperion Financial Management logiciel	212
2- Définition du périmètre et méthodes de consolidation	213
2-1 PRINCIPES COMPTABLES	213
2-2 Période de Consolidation	214
2-3 Devise de Consolidation	214
2-4 Principes de Consolidation	214
2-4-1 Méthodes de consolidation	214
2-4-2 Critères de seuils du Groupe	215
2-4-3 Méthodes de conversion	215
3- Le processus de la consolidation à Sonatrach	215
3-1 Déterminer le périmètre	215
3-2 La collecte des données	220
3-3 Homogénéisation des comptes	220
3-4 Les travaux de consolidation	222
3-4-1 les éliminations	222
3-4-2 la contribution	223
4- Le tableau du passage des comptes sociaux au contributif	224
4-1 pour le bilan	224
4-2 pour le TCR	226
Section 02 : mise en œuvre du processus de consolidation	
1. Spp spa	228
1.1. Le passage des états financiers individuels au contributifs	228
1.1.1. le bilan	228
1.1.2. le TCR	229
1.2. Ecritures d'élimination des opérations intragroupe	231
1.2.1. Ecriture d'élimination des opérations réciproques sans incidence sur le résultat	231
1.2.2. Ecriture d'élimination des opérations réciproques avec incidence sur le résultat	232
1.3. La répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations	233
1.4. Elaboration du bilan et du TCR contributif de SPP	234
1.4.1. le bilan contributif	234
1.4.2. le TCR contributif	235
2. HESP	236
2.1. le passage des comptes sociaux au contributifs de HESP	236

2.1.1. le bilan	236
2.1.2. le TCR	239
2.2. Ecritures d'élimination des opérations intragroupe	243
2.2.1. Ecriture d'élimination des opérations réciproques sans incidence sur le résultat	243
2.3. La répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations	247
2.4. Elaboration du bilan et du TCR contributif de SPP	249
2.4.1. le bilan contributif	249
2.4.2. le TCR contributif	250
3. Algesco	254
3.1. le passage des comptes sociaux aux contributif de ALGESCO	254
3.1.1. la bilan	254
3.1.2. le TCR	255
3.2. L'écriture de la répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations	256
3.3. Elaboration du bilan et TCR contributif	257
3.3.1. le bilan contributif	257
3.3.2. le TCR contributif	259
Section 03 : Elaboration des états financiers consolidés	
1. le bilan consolidé du holding SPP	261
2. le TCR consolidé du holding SPP	263
3. tableau de variation des capitaux propres consolidé	267
4. tableau des flux de trésorerie	267
Section 04 : Analyse des comptes consolidés du holding SPP	
1. Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net	268
2. Evolution chiffre d'affaire, valeur ajouté , marge nette globale	270
3. Evolution des charges	271
4. Evolution des investissements	273
5. L'évolution des dividendes reçus par le holding	274
6. L'analyse	276
Conclusion chapitre	277
Chapitre troisième : Mise en œuvre de la mission d'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach	

Section 01 : Les bases du processus d'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach	
1. Le cadre légale de la mission d'audit des comptes consolidés au groupe Sonatrach	280
1.1. Le groupement momentané des commissaires aux comptes	280
1.2. Référence légale de l'audit des comptes consolidés	280
2. L'exécution de la mission	281
2.1. Les contrôles effectués	282
2.2. Les documents demandés par le CAC	282
3. cycle d'exploitation de la consolidation au sein de Sonatrach	283
4. Le processus de production de la consolidation du groupe SONATRACH	285
4.1. le périmètre de consolidation	285
4.2. Instruction de consolidation	285
4.3. la collecte des données	286
4.4. Retraitement d'homogénéisation	287
4.5. Les traitements de consolidation	288
4.6. les rapprochements intra-groupe	288
Section 02 : les contrôles de la phase préliminaire	
1. Analyse des risques liés à l'audit des comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation	289
2. Risques liés au processus de consolidation	292
3. Risque lié à l'utilisation de l'outil informatique	292
4. Analyse de l'organisation mise en place	294
4.1. Contexte	295
4.2. Description de l'organisation	296
4.2.1. Un axe fonctionnel	296
4.2.2. Un axe transverse	297
5. Analyse des manuels	298
6. Appréciation du contrôle interne	299
Section 3 : les contrôles des opérations de consolidation	
1. Appréciation des règles et procédures de consolidation et des retraitements effectués	300
2. contrôle des méthodes de consolidation	300
3. contrôle du périmètre de consolidation	302
4. outils de consolidation :	303
5. Contrôle de la reprise des comptes sociaux des filiales	304

6. Analyse des retraitements :	304
6.1. Annulation des créances et dettes réciproques et neutralisation des produits et charges réciproques	304
6.2. Neutralisation des «marges» sur cessions de stocks et d'immobilisations	305
6.3. Conversion des comptes des sociétés et participations détenues à l'étranger	305
6.4. Retraitement des dividendes servis au sein du Groupe	306
6.5. Annulation des pertes de valeur sur les titres et créances	308
6.6. Calcul des parts du Groupe et des parts des minoritaires	308
6.7. Calcul de l'écart d'équivalence	309
7. Contrôle de l'annexe	310
Section 04 : Le suivie des réserves et l'élaboration des états financiers consolidés du groupe Sonatrach	
1- Le suivi de la levé des réserves	312
1-1 uniforme des taux de change	312
1-2 Elaboration TFT méthode directe	312
1-3 Procédure sur acomptes sur dividendes	313
1-4 Pourcentage de contrôle des mises en équivalence :	313
2- Présentation des états financiers consolidés publiés du groupe Sonatrach	314
2-1 Le bilan consolidé	314
2-2 comptes de résultats consolidé	316
2-3 tableau des flux de trésorerie consolidé	317
2-4 tableau des variations des capitaux propres	318
3- Contrôle des documents de synthèse	319
Conclusion chapitre	320
Conclusion générale	321
Bibliographie	332
Annexes	337

Liste des tableaux

I. Partie première		
Chapitre 01:		
Tableau 1.1	Les types de consolidation	5
Tableau 1.2	Avantages et inconvénients de la consolidation directe	12
Tableau 1.3	Avantages et inconvénients de la consolidation par palier	13
Tableau 1.4	les différentes catégories de participation	27
Tableau 1.5	méthodes de consolidation en référentiel algérien et international	28
Chapitre 02:		
Tableau 2.1	Traitement de l'écart d'acquisition par IFRS 3	78
Tableau 2.2	Le format de tableau de flux de trésorerie	88-91
Chapitre 03:		

Tableau 3.1	le calendrier des opérations menant à l'audit des comptes consolidés	133
Tableau 3.2	la démarche d'audit des comptes consolidés	154
Tableau 3.3	tableau de répartition de la situation nette et du résultat	157
Tableau 3.4	passage du résultat social au résultat consolidé	165
Tableau 3.5	passage de la situation nette sociale à la situation nette consolidée	167
Tableau 3.6	variation des capitaux propres	169
Tableau 3.7	variation des intérêts minoritaires	170

2. partie deuxième		
Chapitre 02		
Tableau 2.1	détermination du périmètre et de consolidation	219
Tableau 2.2	Balance (passage social/ consolidé)	225
Tableau 2.3	Le passage de la balance au TCR contributif	226
Tableau 2.4	Balance (passage social/ consolidé) bilan contributif de spp spa	229
Tableau 2.5	balance passage social/consolidé TCR de SPP spa	230
Tableau 2.6	revenus de dividendes du holding SPP	232
Tableau 2.7	bilan contributif SPP	234
TABLEAU 2.8	TCR contributif de SPP	235
Ttableau 2.9	Le passage de la balance au bilan contributif de HESP	237
Tableau 2.10	balance résultat de HESP (passage social/ conso)	239 - 242
Tableau 2.11	bilan contributif de HESP	249
Tableau 2.12	compte de résultat contributif HESP	250
Tableau 2.13	le passage du bilan social au contributif de ALGESCO	254
Tableau 2.14	le passage de la balance au TCR contributif ALGESCO	255
Tableau 2.15	le bilan contributif d'ALGESCO	257
Tableau 2.16	tableau de compte de résultat contributif d'ALGESCO	258
Tableau 2.17	le bilan consolidé du holding SPP	260-161
Tableau 2.18	le tableau de comptes de résultats consolidé du holding SPP	262-266
Tableau 2.19	Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net	267
Tableau 2.20	tableau de valeur ajouté/ chiffre d'affaire et résultat net/ chiffre d'affaire.	269
Tableau 2.21	Evolution des charges	270

Tableau 2.22	Evolution des investissements	271
Tableau 2.23	L'évolution des dividendes reçus par le holding	272
CHAPITRE 03		
Tableau 3.1	Le passage du bilan social au contributif de APEC	294
Tableau 3.2	titres non consolidés exercice 2020	303
Tableau 3.3	Réconciliation des écarts intragroupe	305
Tableau 3.4	les capitaux propres de MEDGAZ	306
Tableau 3.5	le bilan consolidé (actif) du groupe Sonatrach exercice 2020	314
Tableau 3.6	le bilan consolidé (passif) du groupe Sonatrach exercice 2020	315
Tableau 3.7	comptes de résultat consolidé du groupe sonatrach (exercice 2020	316
Tableau 3.8	TFT consolidé du groupe Sonatrach (exercice 2020)	317
Tableau 3.9	variation des capitaux propres consolidés du groupe sonatrach (exercice 2020).	318

Liste des figures

I. Partie première		
Chapitre 01		
1-1	la participation multiple	6
1-2	le type de contrôle et la méthode de consolidation correspondante	26
CHAPITRE 02		
2.1	Schéma de conversion de monnaie étrangère	64
2.2	Homogénéisation et intégration des comptes sociaux	66
CHAPITRE 3		
3.1	la démarche d'audit des comptes consolidés	105
II. Partie deuxième		
CHAPITRE 1		
1.1	organigramme de la macro structure de Sonatrach	191
1.2	organigramme de corporate finance	202
1.3	organigramme juridique du groupe Sonatrach	204
1.4	le portefeuille du holding SPP	205
1.5	l'organigramme juridique de SPP	209
CHAPITRE *02*		
2.1	le choix de la méthode de consolidation sur le progiciel SHCONSO	217
2.2	organigramme juridique de SPP	218
2.3	Fonctionnalité de HFM	224
2.4	le compte créance clients& comptes rattachés de HESP	245
2.5	compte dettes fournisseurs et cpts ratachés	246
2.6	portefeuille titres de ENSP	248
2.7	Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net	268
2.8	la part des entités dans le chiffre d'affaire globale	268
2.9	variation du résultat net des entité consolidés de SPP homding	270
2.10	diagramme de l'évolution des charges	271
2.11	Evolution des dividendes reçus par SPP	273
CHAPITRE 03		
3.1	Cycle d'exploitation de la consolidation à sonatrach	*284*
3.2	Contrôles bloquants du logiciel HFM	*287*
3.3	organigramme légal du holding SPP	*293*
3.4	ORGANIGRAMME JURIDIQUE DU SGS	*301*

	HOLDING	
3.5	Organigramme juridique de Sonatrach spa	*302*

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
IASB	International Accounting Standards Board
IASCF	International Accounting Standards committee Foundation
ARB	Accounting Research Bulletins
APB	Accounting principal board
IFRS	International Financial Reporting Standard
IASC	International Accounting Standards committee
SCF	Système Comptable Financier
SSAP	Statements of Standards Accounting Practice
IAS	International Accounting Standards
SARL	Société à Responsailité Limité
SPA	Société Par Action
AGO	Asemblée Générale Ordinaire
CEE	Communauté Economique Européenne
UGT	Unité Génératrice de la trésorerie
SH	SONATRACH
E&P	Exploration-Production
LRP	Liquéfaction, Raffinage et Pétrochimie
TRC	Trnsport par Canalisations
COM	Commercialisation
DCP	Direction Corporate
SPE	Stratégie, Planification et Economie
FIN	Finance
RHU	Ressources Humaines
BDM	Business Développement Marketing

ACT	Activité Centrale
JUR	Juridique
ISI	Informatique et système d'information
HSE	Santé, sécurité et environnement
RDT	Recherche et Développement
HFM	Hyperion Financial Management

Liste des annexes

Annexe 01	LA FICHE CONTACT (INFORMATION GENERALE ET CONTACT)	337
Annexe 02	CAPITAL SOCIAL	338
Annexe 03	Titre de participation	339
Annexe 04	Bilan social SPP spa (actif)	340
Annexe 05	bilan social SPP spa (passif)	341
Annexe 06	TCR SPP spa	342
Annexe 07	bilan social ENAC	343
Annexe 08	TCR social ENAC	344- 345
Annexe 09	Bilan social HESP (actif)	346
Annexe 10	Bilan social HESP (passif)	3547
Annexe 11	TCR HESP	348
Annexe 12	Bilan social ALGESCO (actif)	349
Annexe 13	bilan social ALGESCO (passif)	350
Annexe 14	TCR ALGESCO	351
Annexe 15	Bilan social SAFIR	352
Annexe 16	TCR SAFIR	353- 354
Annexe 17	Bilan social BASP (actif)	355
Annexe 18	bilan social BASP (passif)	356
Annexe 19	TCR BASP	357
Annexe 20	Bilan social APEC	358
Annexe 21	TCR APEC	359- 360
Annexe 22	Bilan social ENGCB	361
Annexe 23	TCR ENGCB	362-363
Annexe 24	Bilan social ENGTP	364
Annexe 25	TCR ENGTP	365- 366
Annexe 26	Bilan social ENSP	367
Annexe 27	TCR ENSP	368- 369
Annexe 28	Bilan social ENTP	370
Annexe 29	TCR ENTP	371-372
Annexe 30	Bilan social ENAGEO	373
Annexe 31	TCR ENAGEO	374-375
Annexe 32	Bilan social ENAFOR	376
Annexe 33	TCR ENAFOR	377-378
Annexe 34	bilan consolidé SPP holding	379
Annexe 35	TCR consolidé SPP holding	380- 381
Annexe 36	TFT consolidé SPP holding	382- 383
Annexe 37	variations des capitaux propres consolidé SPP holding	384
Annexe 38	bilan social « ENTP » exercice 2018	385

Annexe 39	TCR social « ENTP » Exercice 2018	386- 387
Annexe 40	bilan social SAFIR exercice 2018	388
Annexe41	TCR social SAFIR exercice 2018	389-390
Annexe 42	bilan social « ENGCB » exercice 2018	391
Annexe 43	TCR social « ENGCB » exercice 2018	392-393
Annexe 44	bilan social « ENGTP » exercice 2018	394
Annexe 45	TCR social « ENGTP » exercice 2018	395-396
Annexe 46	bilan social « ENSP » exercice 2018	397
Annexe 47	TCR social « ENSP » exercice 2018	398-399
Annexe 48	bilan social « ENAC » exercice 2018	400
Annexe 49	TCR social « ENAC » exercice 2018	401-402
Annexe 50	bilan social « ENAFOR » exercice 2018	403
Annexe 51	TCR social « ENAFOR » exercice 2018	404 - 405
Annexe 52	bilan social « ENAGEO » exercice 2018	406
Annexe 53	TCR social « ENAGEO » exercice 2018	407 - 408
Annexe 54	Bilan « APEC » exercice 2019	409
Annexe 55	TCR social « APEC » exercice 2019	410 -411
Annexe 56	Les documents demandés par le CAC	412-413
Annexe 57	rapport d'audit de SPC BVI	414- 415
Annexe 58	Rapport d'audit de NEAL EXERCICE 2020	416- 417
Annexe 59	Rapport d'audit de Sipex Niger	418- 419
Annexe 60	Périmetre de consolidation 2020 groupe Sonatrach	420
Annexe 61	transformation de Med gaz en filiale	421
Annexe 62	la fusion de sk conseil d'administration de Sonatrach	422
Annexe 63	la fusion de sk AGO de Sonatrach	423
Annexe 64	Organigramme de SIP	424
Annexe 65	Organigramme SVH	425
Annexe 66	Bilan CASH	426
Annexe67	suivie de levé de réserve « uniforme de taux de change »	427
Annexe 68	suivie de levé de réserve « élaboration tft méthode directe »	428
Annexe 69	suivi de levé de réserve « Acomptes surdividende »	429- 430
Annexe 70	suivi de levé de réserve « pourcentage de control MEE »	431- 432

Introduction générale

Introduction générale

Les groupes de sociétés sont devenus, depuis de nombreuses années, des acteurs incontournables du paysage économique. Face aux importants enjeux concurrentiels et en raison de l'ouverture progressive du marché, de nombreuses sociétés se sont, en effet, vues contraintes de s'organiser sous forme de groupe afin d'assurer, ensemble, la pérennité de leurs activités. Cette technique de concentration permet à plusieurs sociétés, de dimensions variables et aux activités complémentaires, de poursuivre une destinée économique commune.

Face à l'évolution de l'économie mondiale, plusieurs entreprises se sont regroupées afin d'unifier leurs forces et leurs efforts d'investissement, de profiter des économies d'échelles, de s'implanter sur des marchés étrangers et enfin de diversifier leurs activités.

Pour évaluer la santé financière d'un groupe et pouvoir donner une image claire de ce groupe comme s'il s'agit d'une seule entité on ne peut pas se baser sur les comptes individuels de l'ensemble des filiales, c'est pour cette raison que les comptes consolidés se sont introduits.

Vu la multiplicité des techniques comptables liées à la consolidation, le comité des normes comptables international IASB a publié des normes et des techniques particulières à la consolidation, il est devenu nécessaire de maitriser la manière de consolider ainsi le processus d'élaboration et de présentation les états financiers consolidés qui possèdent une grande importance.

Autrement dit le but de la consolidation des comptes au sein d'un groupe de société est de fournir les états financiers consolidés après avoir suivi tout un processus, afin de parvenir à une traduction fidèle de la situation et de la performance financière d'un groupe ainsi que les flux de trésorerie qu'il génère.

Pour les groupes d'entreprise, la publication des comptes consolidés à la fin de chaque année est devenue une obligation exigée par les comités des normes nationaux et internationaux.

La consolidation des comptes est un outil de gestion indispensable en matière d'information externe. De ce fait une assurance sur la nature de cette information est nécessaire. Cette assurance est obtenue par la consultation d'un avis sur les comptes présentés, émis par un professionnel avec l'indépendance de jugement indispensable.

L'auditeur des comptes consolidés certifie que les comptes sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Dans le cadre de la mission de révision des comptes consolidés la nature des éléments à contrôler et le contrôle interne du groupe sont tellement particuliers qu'ils conduiront l'auditeur à adapter sensiblement sa démarche habituelle.

En effet, Les comptes consolidés sont complexe puisque ils regroupent les informations financières de plusieurs entreprises dont l'environnement économique, fiscale et comptables est différent aussi l'organisation du contrôle interne dans un groupe est particulière ce qui influera sur l'étendu et le déroulement des travaux de révision.

Vue cette complexité les normalisateurs mondiaux de comptabilité et d'audit notamment l'**IASB** (International Accounting Standards Board) et L'**IAASB** (International Auditing and Assurance Standards Board) portent un intérêt particulier à la consolidation et l'audit des comptes consolidés.

D'un coté les normes comptables internationales qui traitent de la consolidation sont régulièrement mises à jours afin de cerner tous les cas qui

émergent ou qui n'ont pas été traité au par avant .D'un autre cote les professionnels en audit actualisent des normes et des guides d'audit pour orienter et faciliter la démarche d'audit des comptes consolidés.

L'**Algérie** a adhéré à ces mouvements de normalisation mondiale par l'adoption des référentiels harmonisés avec les normes internationales à savoir :

- L'adoption du « **SCF** » qui a été inspiré des normes internationales IAS/IFRS.

- Les Normes Algériennes d'Audit « **NAA** » fortement inspirées des Normes internationales d'audit **ISA**.

Suite à l'importance de la consolidation surtout avec l'évolution de l'idée du regroupement de société et son impact sur l'image d'un groupe, ainsi que de l'audit des comptes consolidés ayant pour but la certification des comptes de groupe, nous avons fait le choix de consacrer notre recherche sur le thème intitulé comme suit :

« **La consolidation comptable et l'audit des comptes consolidés**».

Nous avons choisi ce thème parce que c'est un thème adéquat avec notre spécialité, notre choix est justifié aussi par son importance ainsi que par notre curiosité de découvrir la pratique des techniques de consolidation et de la mise en œuvre de ses différentes opérations qui nous amèneront à l'obtention des états financiers consolidés.et découvrir aussi les démarches d'un audit bien préparé des coptes consolidés ayant pour but la certification des comptes de groupe. Ce travail se fixe donc pour **objectif** d'étudier la manière dont les comptes consolidés sont établies selon le référentiel national et international et les différentes étapes conduisant à leurs certifications suivi lors d'un audit des comptes consolidés selon les normes NAA et les ISA.

Pour mener à bien notre recherche, nous avons pris comme cas **le groupe SONATRACH**, première société des hydrocarbures en Algérie depuis 1963, le

choix de cette entreprise est basé sur l'importance du groupe ainsi que ses filiales. A travers notre travail d'étude durant 15 mois de stage pratique au département consolidation groupe à la direction générale de Sonatrach à Hydra (de Mars 2021à juin 2022) nous avons essayé d'analyser les techniques et les méthodes de consolidation choisies au sein de la **SH** sachant qu'elle a un nombre important de filiales en nationales et en international et de suivre le processus de consolidation du début jusqu'à l'élaboration des états financiers consolidés du groupe, et pratiquer par la suite la démarche d'audit légale des comptes consolidés pour l'exercice 2020.

Dans cette optique, Notre travail de recherche a pour objet d'apporter des éléments de réponse à la problématique suivante :

Comment se réalise la consolidation et l'audit des comptes consolidés ayant pour but la certification des comptes de groupe ?

De cette question principale, découlent les questions suivantes :

1. En quoi consiste le processus de la consolidation des comptes ?
2. La démarche d'audit des comptes consolidés est –elle différente de celle des comptes individuels ?
3. Les comptes consolidés du groupe Sonatrach reflètent-ils l'image fidèle de son patrimoine, situation financière et de son résultat ?

En effet nous avons constitué les hypothèses suivantes qui peuvent être infirmées ou confirmées à l'issu de notre travail :

1- Le processus de consolidation est traduit par l'ensemble des opérations et retraitements appliqués sur les comptes sociaux des filiales et participations et qui aboutit à l'obtention des états financiers consolidés du groupe.

2- L'audit des comptes consolidés suies la même démarche que l'audit de comptes individuelles mais avec des particularités et nécessite l'examen et la revue des états financiers et des rapports d'audit de toutes les filiales
3- Les comptes consolidés du groupe Sonatrach sont certifiés par un auditeur légale donc ils reflètent une image fidèle de son patrimoine, situation financière et de son résultat .

Pour l'élaboration de ce mémoire nous avons fait appel à une approche méthodologique adéquate afin de pouvoir répondre à la problématique et de tester les hypothèses de départ.

Nous avons adopté la méthode descriptive et analytique :

• **La méthode descriptive** : que nous trouverons dans les trois premiers chapitres de notre travail, dont nous allons définir les concepts clés de la consolidation comptables, la présentation du processus de consolidation ainsi que l'audit des comptes consolidés.

• **La méthode analytique** : que nous trouverons dans les deux derniers chapitres, dans lesquels nous allons expliquer et analyser l'application du processus de consolidation au sein de la SONATRACH, ainsi que l'audit des comptes consolidés.

Dans notre recherche nous avons mis en valeur et sommes concentrés sur la consolidation et sur l'audit des comptes consolidés d'égale importance, c'est-à-dire que nous avons essayé de connaitre de façon assez approfondie tous les aspects théoriques et pratiques liés aux deux domaines, car à notre avis pour que la mission d'audit soit bien préparer et efficace, l'auditeur doit connaitre et maitriser tous les aspects de la consolidation.

Contrairement aux rares études précédentes, dans lesquelles l'accent a été mis sur l'audit des comptes consolidés, et la consolidation abordée de manière pas approfondie.

Dahim Ahmed, en 2009, à travers son mémoire de fin d'étude de poste graduation spécialisé intitulé « l'audit des comptes consolidés de groupe », de l'institut national de commerce , à traiter la problématique suivante : La promulgation des textes sur la consolidation des comptes se traduira –t- elle par un accroissement du nombre de sociétés présentant des comptes consolidés, et par l'extension à ces dernières des modalités de contrôles prévus pour les comptes sociaux ?

Ahmed a choisi le groupe Sonatrach pour son étude de cas et il a basé sur l'audit des comptes consolidé avec un tout petit passage sur la consolidation et il a conclu que l'obligation de publication des comptes consolidés implique la nécessité de leurs certifications par un corps de contrôleurs professionnelles pour s'assurer que ces comptes sont réguliers.

L'étude nous a semblé importante car elle s'est déroulé avant l'adoption du scf et nous n'avons pas résisté la curiosité de savoir la différence entre le pcn et le scf en matière de consolidation et même chose pour l'audit des comptes consolidé

Laib fatma zohra a traité le thème « l'audit des comptes consolidés » en 2017, à travers son mémoire de master de l'université de Boumerdes, elle a choisi le groupe GIPEC pour son étude de cas et elle a conclut qu'au sein du groupe GIPEC le processus de consolidation est conforme aux exigences du SCF.

Du point de vue méthodologique nous avons structuré notre plan de travail en deux parties à savoir :

Partie première :

C'est la partie théorique qui consiste à une recherche documentaire composée de trois chapitres :

- Le premier chapitre va porter sur l'ensemble des aspects généraux de la consolidation des comptes.
- Le deuxième chapitre sera consacré à la présentation des différentes étapes de la consolidation des comptes.
- Le troisième chapitre sera consacré à l'audit des comptes consolidés

Partie deuxième :

La partie pratique constituera la dernière partie de notre travail, ou nous allons présenter notre étude de cas, qui se compose de trois chapitres également dont :

- Le premier chapitre comprend la présentation de l'organisme d'accueil
- Le deuxième chapitre comprend la pratique de la consolidation au sein de la **sh**
- Et le dernier chapitre comprend la pratique de l'audit légale des comptes consolidés du groupe Sonatrach.

Partie première :

La partie théorique

Chapitre premier

Aspects généraux de la consolidation des comptes

Introduction du chapitre

La modernisation des structures économiques, le dynamisme des marchés financiers et l'évolution des systèmes juridiques des groupements d'entreprises ont favorisé l'expansion de la pratique des comptes consolidés. C'est pourquoi, il est important de mettre en lumière les concepts de base desdits comptes.

Ce premier chapitre va nous permettre d'évoquer le cadre conceptuel de la consolidation des comptes ainsi que les normes nationales et internationales qui traitent la consolidation.

Pour ce faire, ce chapitre doit être décortiqué en trois sections :

D'abord une première section qui porte sur les notions du groupe, de la consolidation et des comptes consolidés ;

Ensuite, la seconde section mettre en claire la notion du périmètre de consolidation et ses différentes méthodes ;

Enfin, une dernière section qui traite la consolidation des comptes selon les deux référentiels nationaux et internationaux.

Section 1 : définition des principales notions de la consolidation

Le développement des entreprises se fait de plus en plus au travers d'entités dépendantes mais distinctes juridiquement, soit par créations de filiales, soit par prise de participations dans d'autres sociétés. Donc cette première section a pour objet de définir la notion du groupe, de consolidation et des comptes consolidés.

1- Notion du groupe

1.1 Définition de l'entreprise

Selon LAUZEL et BOUQUIN l'entreprise est un groupement humain hiérarchisé qui met en œuvre des moyens intellectuels, physiques, financiers, pour extraire, transformer, transporter, distribuer des richesses ou produire des services, conformément à des objectifs définis par une direction, personnelle ou collégiale, en faisant intervenir, à des degrés divers, les motivations de profit et d'utilité sociale[1]

L'entreprise est une organisation ou entité de base, dotée en principe d'autonomie économique et tenue de déposer des statuts et de déclarer des comptes, l'entreprise n'a pas de réalité juridique. Il n'existe pas, en effet de "code des entreprises", c'est le "code des sociétés" qui régit les entreprises en fonction de leur forme juridique (sociétés SARL SPA, …)[2]

On peut dire aussi que l'entreprise est une entité économique qui exerce une activité définit pour but de fournir des biens et des services à des clients dans un environnement concurrentiel ou non concurrentiel.[3]

[1] LAUZEL(Pierre) et BOUQUIN (Henri) : Comptabilité analytique de gestion, SIREY, Paris, 1988, p.13.
[2] http://www.cuisinedespatrons.com/entreprise-etablissement-filiale-groupe-holding/ (consulté le 24/07/2021 à 20h)
[3]

1.2 Définition du groupe

Jean Montier et **Olivier Grassi** définissent le groupe comme étant un ensemble de moyen traduisant un réseau de relations de dépendances. Celles-ci peuvent être sous tendues par un lien juridique plus ou moins fort reposant sur une participation dans le capital d'autrui mais aussi revêtir une relation économique de dépendance illustrant une grande variété d'accords de coopération (sous-traitance, fabrication en commun, octroi de licence, etc…) [1].

Selon **Grandguillot**, un groupe est un ensemble de sociétés économiquement et financièrement liées mais ayant chacune une indépendance juridique (personnalité juridique propre). L'une d'entre elles, la société mère, dirige et contrôle les autres sociétés qui sont sous sa dépendance[2]

BACHY et **SION** disent nous pouvons définir le groupe comme un ensemble d'entreprise reliées entre elles. Les liens reliant différentes entités peuvent toutefois être de nature diverses. Nous pouvons distinguer trois catégories de groupes : les groupements d'entreprise, les groupes personnels, et les groupes financiers.[3]

D'une façon générale un groupe c'est l'ensemble des sociétés ou d'entreprises ayant des liens entre elles par des participations dans le capital mais juridiquement autonomes, disant aussi que c'est un ensemble des filiales ou des participations contrôlé par une entreprise mère.

1.3 Les composants d'un groupe

Les normes **IFRS** définit le groupe en tant qu'une mère avec toutes ses filiales, dont on peut citer les composants suivants :

[1] Jean Montier, Olivier Grassi, techniques de consolidation, 2ème édition, Economica, 2006, p16.
[2] GRANDGUILLOT (Béatrice) et (Francis): Comptabilité des sociétés, GULINO LEXTENSO, Paris, 2014, p.251.
[3] BACHY (Bruno) et SION (Michel) : analyse financière des comptes consolidés norme IFRS,2ème édition, DUNOD, Paris, 2009, p.5.

1-3-1 La société mère ou holding

Société, le plus souvent sans activité de production, qui possède une ou plusieurs filiales et définit la stratégie pour l'ensemble du Groupe. La Holding est, elle-même détenue par les actionnaires, personnes physiques ou morales (autres sociétés)[1]

Selon la norme **IAS 27** « une société mère est présumée exercer le contrôle lorsqu'elle détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote d'une entreprise ou lorsqu'elle peut diriger les politiques financière et opérationnelles de l'entreprise en vertu de statuts ou des contrats »[2].

Selon **l'article 132-4 SCF** « une entité dominante est dispensé d'établir les états financiers consolidés si elle est détenue quasi-totalement par une autre entité et elle a obtenu l'accord des détenteurs des intérêts minoritaires la détention quasi-total signifie que la société dominante détient au moins 90% des droits de votes »[3]

1-3-2 Les filiales

Une filiale doit être une société par action (spa) ou une sarl par action.

Remarque

En appelant sous filiale la filiale d'une société dépendante d'un groupe, autrement dit c'est une filiale d'une autre filiale.

1-4 la nature des liens au sein d'un groupe

Les liens qu'on peut trouver dans un groupe de société sont :

[1] 2http://www.cuisinedespatrons.com/entreprise-etablissement-filiale-groupe-holding/ (consulté le 24/07/2021 à 23H)

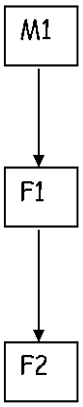
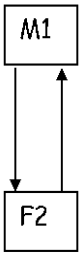
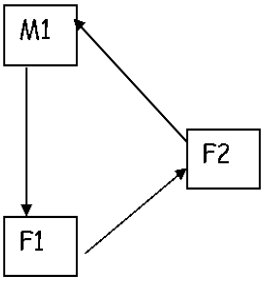
[2] http : www.IASplus.com

[3] Journal officiel de la république Algerienne n 19, 25 mars 2009, p 14.

1-4-1 Les liens financiers

La société mère et les sociétés du groupe peuvent être liées par des participations simples ou complexes. Ces liens sont résumés sous la forme d'un tableau

Tableau 1.1 : Les types de consolidation

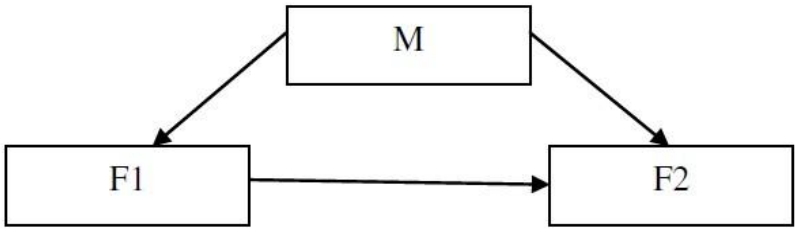
Participation directe	Participation indirecte	Participation réciproque	Participation circulaire
			
Participation directe de M1 dans F1	Participation indirecte de M1 dans F2 par l'intermédiaire de F1	Participation croisée entre M1 et F2	Participation circulaire entre M1, F1 et F2

Source :Jean-Michel Palou, manuel de consolidation principes et pratiques,2ème édition, Groupe Revu Fiduciaire- 2002, p 22.

Le tableau ci-dessus montre qu'il y a quatre types de participation, et chaque type indique ce que l'entreprise mère possède de ses filiales

Nous trouvons que **BERTIN Elisabeth** et des autres ont ajouté un autre type de participation qui présente la participation multiple :

Figure 1.1 : la participation multiple



Source : BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Manuel Comptabilité et Audit, Berti, Alger, 2013, p.183.

F1 constitue un investissement direct, alors que F2 constitue une participation multiple.

1-4-2 Les liens personnels

Le groupe « personnel » ou « horizontal » est constitué de sociétés indépendantes, qui peuvent s'adonner à des activités différentes, sans liaisons financières entre elles, mais appartenant à un même dirigeant ou à un même groupe de dirigeants et dont l'unité de décision résulte d'une communauté d'associés ou de dirigeants sociaux.[1]

1-4-3 Les liens contractuels

Les groupes contractuels sont multiformes, puisque dans le domaine contractuel tout est " à priori" possible. Ils se forment à partir d'une idée de collaboration entre sociétés ou même entre un groupe de sociétés, autrement dit, par des liens contractuels tels que le contrat d'intégration, d'exclusivité, de franchise, de sous-traitance, d'assistance technique, de réalisation de marchés publics... Le groupe contractuel suppose une collaboration présentant un certain degré de permanence et de généralité.[2]

[1] Ouassini sabli meriem, La responsabilité de la société mère du fait de ses filiales, thèse pour l'obtention du titre de docteur, université de Paris Dauphine, Décembre 2014, p28

[2] Ouassini sabli meriem, La responsabilité de la société mère du fait de ses filiales, thèse pour l'obtention du titre de docteur, université de Paris Dauphine, Décembre 2014, p28.

1-5 Les avantages de l'organisation en groupe

Les avantages de constituer un groupe sont :[1]

- Faire participer des investisseurs au financement d'une activité sans devoir partager le pouvoir au niveau de son propre capital
- Assurer la division des risques
- Assurer le développement de l'activité à l'international
- Faciliter l'acquisition et la cession d'activités
- Faciliter les alliances entre entreprises.

2- notion de consolidation

2-1 Historique de la consolidation

L'histoire de la consolidation se diffère d'un pays à un autre :

Aux états –Unis[2]

1892 : Première publication des états financiers consolidés : National Lead.

1905 : Congrès international sur les états financiers consolidés.

1910 : états financiers consolidés inclut dans les rapports annuels.

En Grande-Bretagne[3]

1922 : Publication du premier bilan consolidé.

1933 : publication du premier compte de résultat consolidé.

1944 : Première norme sur les états financiers consolidés SSAP14 (statements of standards accounting practice).

[1] Bachy Bruno et Michel Sion, op. cit, de p 8 à 12

[2] Mohamed Neji Hergli, Maitriser la consolidation des comptes référentiel IFRS, Octobre 2007, page 1.

[3] Idem, page 1.

Des dispositions destinées à imposer l'établissement des comptes consolidés furent prises successivement :[1]

1944 : en Suède

1952 : au canada et en Afrique du sud

1957 : en Norvège.

1963 : en Irlande.

1965 : en Allemagne fédérale.

En France :[2]

1966 : Publication des premiers états financiers consolidés.

1968 : Première norme : recommandation du conseil national de la comptabilité.

1978 : Projet de rapport du conseil national de la comptabilité sur les états financiers consolidés.

1985 : Publication de la loi portant sur la consolidation des comptes.

En Belgique :

Le premier arrêté royal concernant la publication des comptes consolidés date du 29/11/1977

En Tunisie :

La loi comptable n° 96-112 du 30 décembre 1996 a rendu obligatoire la préparation et la publication des comptes consolidés dès qu'une norme relative à la consolidation sera publiée[3].

En Algérie :

La consolidation comptable fut en 1996 par le code de commerce par les articles 732 bis 3 et 4, champ d'application se limitant toutefois, à la société holding faisant appel public à l'épargne et/ou cotée en bourse.

[1] J-Y Eglem et P-Gazil, la consolidation outil de gestion et de contrôle des groupes, p. 52.
[2] Mohamed neji hergli, maitriser la consolidation des comptes, p. 2.
[3] Hamadi Ben Amor, La consolidation des bilans 2006, Les éditions Raouf Yaich, 1ère édition, page 2.

Deux arrêtés du ministère des finances furent pris en application du code de commerce :

- L'arrêté du 09/10/1994, précisant les modalités d'établissement de la consolidation des comptes de groupe.
- L'arrêté du 22/12/1999, portant l'adaptation du PCN à l'activité des holdings et à la consolidation des comptes de groupe.

La loi de finance du 25novembre 2007 a permis le rapprochement des pratiques algériennes des standards internationaux par la fixation du cadre général du nouveau system comptable financier.

La loi de finance du 25 mars 2009 a apporté section sur la consolidation et les groupements d'entités et comptes consolidés.

2-2 Définition de la consolidation

On va présenter quelques définitions afin de déterminer une définition plus globale :

Consolider c'est substituer au montant des titres de participation qui figure au bilan d'une société, après retraitement éventuel, la part de la situation nette de la société émettrice, y compris le résultat de l'exercice, qui correspond à ces titres pour la mise en équivalence, pour l'intégration globale c'est substituer aux titres de participation l'actif et le passif qui correspond à ces titres. [1]

Selon **GRANDGUILLOT** La consolidation des comptes consiste à regrouper les comptes annuels de plusieurs sociétés (bilan, compte de résultat, annexe…) comme si celles- ci ne formaient qu'une seule entité. L'objectif est de donner une image fidèle et complète de la situation financière et des résultats du groupe [2]

Selon **l'article 132-1** du **SCF** dans son chapitre portant sur la consolidation – regroupement des entités- comptes consolidés : « Les comptes consolidés visent à

[1] J.Y eglem et P.gazil, **la consolidation outil de gestion et de contrôle des groupes**, édition Vuibert, France, 1984, p 63.

[2] GRANDGUILLOT (Béatrice) et (Francis), Op .cit, p.258.

présenter le patrimoine, la situation financière et le résultat d'un groupe d'entités comme s'il s'agissait d'une entité unique »[1].

La consolidation est également définie comme une technique permettant de réunir les comptes de plusieurs entités ayant des intérêts commun mais préservant chacune sa personnalité juridique [2]

Donc, d'une manière générale, on peut dire que :
Le terme « consolidation » est d'origine anglo-saxonne. La consolidation comptable est une technique qui permet d'aboutir les états financiers consolidés d'un groupe de société comme s'il ne s'agissait que d'une seule entité, à fin de mieux en apprécier la réalité économique de ce groupe à partir des comptes individuels de l'ensemble des entités qui le constituent mais gardant chacune sa personnalité juridique.

2-3 Les techniques de consolidation

Les participations dans les sociétés prennent différentes formes : directes, indirectes, réciproques…, ce qui rend difficile la pratique de consolidation. Il existe, à priori, deux principales techniques de consolidation : la consolidation par palier, où chaque société est consolidée dans la société qui la détient ; et la consolidation directe, où chaque société est consolidée directement dans les comptes de la société mère.[3]

Les capitaux propres consolidés, les intérêts minoritaires, le résultat consolidé, les écarts d'acquisition et d'évaluation obtenus doivent être identiques, quelle que soit la technique utilisée.[4]

[1] Journal officiel de la république Algérienne n 19, 25mars2009, p 14 .
[2] Mohamed Neji Hergli**, Maitriser la consolidation des comptes** référentiel IFRS, Octobre, page 1.
[3] WHITE (Allen) : La consolidation directe, De BOECK, Bruxelles, 2003, p.46.
[4] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p.218.

2-3-1 La consolidation directe

Elle consiste à consolider, toutes les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation, quel que soit le lien, direct ou indirect, avec la société-mère. Les capitaux propres et résultats de chaque société consolidée sont répartis directement entre les intérêts du groupe et les intérêts minoritaires.[1]

Le choix de ce mode de consolidation permet de mieux appréhender la répartition des capitaux propres de chaque entreprise entre le groupe et les intérêts minoritaires. C'est le mode le plus utilisé dans la pratique.[2]

Tableau 1.2 : **Avantages et inconvénients de la consolidation directe**

Avantages	Inconvénients
• Elle fournit directement l'information financière au niveau du groupe. • Elle permet donc un gain de temps et de coût par rapport à celle par paliers.	• Elle rend difficile les analyses à l'intérieur du groupe, analyses utiles aux besoins de gestion ou d'information (segmentation par activités, zones géographiques…). • La contrainte est de déterminer préalablement le pourcentage des intérêts détenus par la société mère dans chaque société.

Source : Ropert (Eric) : Nouvelles pratiques des comptes consolidés, Gualino, Paris, 2000, p.49.

Ce tableau a pour but de présenter les avantages et les inconvénients de la consolidation directe et de sa pratique au niveau d'un groupe.

[1] SCHEVIN (Pierre) : réflexion d'une sous filiale difficultés techniques et concepts innovants, revue française de comptabilité, N°435, Septembre 2010, p29.
[2] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p.218.

2-3-2 La consolidation par palier

La consolidation par paliers consiste à consolider chaque société dans la société détentrice de ses titres. On aboutit ainsi à des sous-ensembles qui seront à leur tour consolidés au sein de la société mère.[1]

Cette approche permet, quant à elle, de mettre en évidence des intérêts minoritaires dans les sociétés intégrées proportionnellement ou mises en équivalence.[2]

Tableau 1.3 : Avantages et inconvénients de la consolidation par palier

Avantages	Inconvénients
• Elle permet une segmentation de l'information financière à l'intérieur du groupe.	• Elle nécessite un travail plus important que la consolidation directe globale, d'où un délai et un coût plus élevés. • Elle est difficile à utiliser lorsque les liaisons financières entre sociétés sont complexes.

Source: Ropert (Eric), Op.cit. p.49.

Ce tableau vise à récapituler les avantages et les inconvénients de la méthode indirecte de la consolidation.

[1] BEN AMOR (Hamadi) : la consolidation des bilans 2006, Raouf YAICH, Sfax, 2006, p41.
[2] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p. 218.

2-4 Limites de la consolidation

Bien que la consolidation constitue le meilleur moyen pour les investisseurs et les bailleurs de fonds d'analyser économiquement et financièrement le groupe, elle présente cependant certaines limites. Celles-ci se résument principalement dans les points suivants:

- Les états financiers consolidés se prêtent difficilement à des études comparatives :

• dans le temps, du fait du changement du périmètre de consolidation sauf si des informations complémentaires sont mentionnées dans les notes aux états financiers.

• dans l'espace, du fait des particularités de chaque groupe et notamment lorsque les activités sont diversifiées.

- Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des relations existant entre le groupe et ses sous-traitants et façonniers dont l'importance peut être grande et dont le sort est souvent lié à celui du groupe.[1]

2-5 Utilité de la consolidation

Pour une société consolidante, possédant des participations dans d'autres entités, les états financiers individuels ne présentent à l'actif que la valeur des titres de participation. Mais ces titres représentent en fait un ensemble d'éléments (situation financière) figurant dans les comptes individuels des entités à consolider, c'est-à-dire appartenant au groupe dominé par la mère (ce sont donc des filiales).[2]

3- Les comptes consolidés

3-1 Définition des états financiers individuels

[1] Ben amor hamadi,OP CIT, p 13

[2] NEJI HERGLI (Mohamed), op.cit., p.3.

Selon IAS 27.4 Les états financiers individuels « sont ceux que présente une société mère, un investisseur dans une entreprise associée ou un Co entrepreneur dans une entité contrôlée conjointement, dans lesquels les investissements sont comptabilisés sur la base de la participation directe plutôt que sur la base des résultats et de l'actif net publiés des entreprises détenues. ». Le paragraphe IAS 27.7 ajoute que « les états financiers d'une entité qui n'a pas de filiale, d'entreprise associée ou de participation de Co entrepreneur dans une entité contrôlée conjointement ne sont pas des états financiers individuels ».[1]

3-2 Définition des états financiers consolidés

Selon les dispositions de l'article **132-1** de l'arrêté du 26 juillet 2008, portant sur le nouveau système comptable et financier, les états financiers consolidés d'une société donnent une présentation plus complète que les états financiers individuels au regard de plusieurs domaines :[2]

3-2-1 Le patrimoine

Les états financiers consolidés mettent en évidence tout le patrimoine dont le groupe a la gestion. Ce patrimoine peut être représenté par des usines, des biens immobiliers, du matériel ou même des actifs financiers. Il est plus évocateur que les titres des entreprises consolidées mentionnés parmi les immobilisations financières de la société consolidant. De plus, la valeur de ces actifs est inscrite au coût d'entrée de ce bien dans le périmètre de consolidation. Si ce bien est transféré d'une entreprise à l'autre, il ne change pas de valeur.

3-2-2 La situation financière

[1] Neji hergli, op cit, p 3
[2] l'article 132-1 de l'arrêté du 26 juillet 2008 .

Les états financiers consolidés présentent toutes les créances et dettes, à l'égard des tiers extérieurs au groupe, relatives aux entreprises comprises dans la consolidation. Dans les états financiers individuels de la société consolidant sont mentionnés des prêts ou des emprunts à l'égard d'autres entreprises du groupe. Dans les états financiers consolidés, ces créances et dettes internes au groupe sont éliminées. Seules les véritables créances et dettes à l'égard des tiers sont présentées dans les états financiers consolidés.

Cette présentation est plus explicite que les états financiers individuels vis-à-vis des prêteurs et investisseurs. Elle donne une réalité plus complète sur la véritable situation financière du groupe.

Ainsi, la situation financière de la société consolidant peut s'avérer très saine, tandis que l'endettement du groupe est très préoccupant. Inversement, la situation financière de la société consolidant peut se révéler délicate, sachant que les équilibres financiers de l'ensemble des sociétés contrôlées sont satisfaisants.

Enfin, si le groupe se finance par location-financement, il est possible de présenter en comptabilité ces opérations comme un financement d'actif. L'endettement financier est donc plus proche de la réalité économique.

3-2-3 Les résultats et l'activité

Grâce aux états financiers consolidés, on mesure mieux le volume du chiffre d'affaires réalisé par le groupe. Il en est de même pour les résultats, puisque les états financiers consolidés visent à souligner la quote-part des résultats de l'exercice de chaque entreprise attribuée au groupe, que ces résultats soient distribués ou maintenus en réserves.

Une société consolidante ne fait apparaître dans les états financiers individuels que :

- le résultat net lié à son activité,
- les dividendes des filiales (résultat lié aux exercices antérieurs),
- les provisions pour dépréciation des filiales déficitaires (relatives aux pertes de l'exercice).

Les états financiers consolidés sont tout à fait révélateurs des véritables performances d'un groupe. Plusieurs tendances peuvent être dégagées.

3-2-4 La croissance externe

• Elle est négative : la société consolidante peut assurer un développement important par l'acquisition de titres d'entreprises nouvelles. Si le prix d'acquisition de ces titres est très élevé, la marge brute d'autofinancement du groupe doit permettre de rembourser les emprunts qui ont été engagés pour financer l'acquisition. Si les résultats du groupe ne sont pas suffisants, le groupe sera dans l'impossibilité de faire face à ses échéances.

• Elle est positive : si le groupe peut à un faible prix racheté des titres de sociétés en difficulté dans un secteur d'activité qu'il connaît bien. Dans l'hypothèse où la restructuration est efficace, le groupe pourra dégager des résultats par croissance externe.

3-2-5 La croissance interne

Elle est constatée par la performance de l'ensemble des entreprises consolidées, plutôt que celle de la société consolidante. Cette performance s'entend nette de toutes opérations réalisées dans le groupe qui aurait généré des résultats internes. Dans une approche simplifiée, on substitue à l'encaissement des dividendes de la société consolidante, les véritables résultats économiques des sociétés du groupe.

3-3 Les objectifs des comptes consolidés

Les comptes consolidés ont pour but de montrer la situation financière et les résultats du groupe formés par une société mère et les sociétés dépendantes comme si le groupe ne formait qu'une seule entité.

Les comptes consolidés peuvent être utilisés dans un but d'information à la fois interne et externe[1].

3-3-1 Au plan de l'information interne

L'établissement des comptes consolidés dans un groupe permet à la direction de pratiquer une gestion de groupe et d'obtenir la maximisation des profits avec l'utilisation optimale des ressources.

Dans cette optique, les comptes consolidés ont deux utilisations principales :

- Mesure des résultats globaux du groupe, par rapport aux prévisions et aux objectifs définis par la direction.
- Choix des politiques permettent d'obtenir le profit maximal au niveau du groupe.

3-3-2 Au plan de l'information externe

les comptes consolidés permettent aux actionnaires de la société mère et aux tiers, investisseurs, banquiers notamment, de connaitre :

- La situation nette du groupe ;
- La situation financière du groupe ;
- La rentabilité du groupe.

[1] MESSEKDJI (Chafik), techniques de consolidation des comptes de groupes, HOUMA, Alger, 2012, p.13

Section 2 : périmètre et méthode de consolidation

Cette section traite des opération préliminaire de consolidation avec la détermination du périmètre du groupe et des méthodes de consolidation à utiliser en fonction du type de contrôle exercé, en parlant aussi des pourcentages d'intérêt et de contrôle.

1- Le périmètre de consolidation

1-1 Définition du périmètre

Définir le périmètre de consolidation, c'est identifier le groupe dont on veut présenter l'image, c'est déterminer les différentes entreprises, dont les comptes annuels vont participer à la consolidation.[1]

Périmètre de consolidation c'est-à-dire l'enveloppe du groupe dont une image comptable est apportée par la consolidation. Ce périmètre doit avoir, dans le temps, une certaine stabilité. La typologie des sociétés retenues dans le périmètre permet de définir, en fonction de l'intensité du lien de rattachement de chaque société au groupe, les méthodes de consolidation applicables[2]

C'est la première étape du processus de consolidation. Elle consiste à établir la liste des entités devant être consolidées et à définir la méthode de consolidation applicable à chacune d'elle.

Généralement, définir le périmètre de consolidation c'est identifier le groupe dont on veut présenter l'image, ou bien déterminer les différentes sociétés, dont les comptes annuels vont participer à la consolidation, sachant aussi que le périmètre de consolidation comprend la société mère et les sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement au moins 20% des droits de vote.

[1] BERTIN (Elisabeth), Les états financiers consolidés IAS/IFRS, GUALINO, Paris, 2007, p.127.
[2] J-Y eglem et P gazil, la consolidation outil de gestion et de contrôle des groupes, op.cit, p.63.

Il est important de noter que le périmètre de consolidation n'est pas fixé une fois pour toute un groupe vit et son périmètre fluctue en permanence. Il peut être affecté par[1] :

- Des acquisitions ou des cessions d'actifs ou de participation d'une année sur l'autre (restructurations, désengagements stratégiques, …) ;
- Des motifs légaux comme des possibilités d'exclusions mentionnées dans certains règlements ; autres opérations particulières (entité « ad hoc », portage…).

Déterminer un périmètre de consolidation dans le groupe, c'est préciser quelles sont les sociétés consolidables et les sociétés non consolidables. La consolidation est obligatoire dès lors que la société contrôle de façon exclusive ou conjointe une ou plusieurs entreprises ou qu'elles exercent une influence notable.

1-2 Définition du contrôle

Le contrôle d'une société se réalise par les droits de vote que l'on détient directement ou indirectement dans l'assemblée des actionnaires.
Il se calcule comme la somme des pourcentages de participation que l'on détient :
Directement dans la société
Indirectement à condition d'être majoritaire dans les sociétés intermédiaires.[2]

Selon les normes IAS/IFRS, (IAS 27, IAS 28 et IAS 31), le contrôle peut s'exercer sur des filiales, sur des co-entreprises et sur des entreprises associées. On parle respectivement de contrôle exclusif, de contrôle conjoint et d'influence notable. Toutes les entreprises qui n'entrent pas dans une de ces trois catégories doivent être exclues du périmètre de consolidation.[3]

[1] Barneto(pascal)et Gregorio(george), finance, Dunod, Paris, 2009, p 161.
[2] Michel Lanfumez, comptabilité des sociétés, les editions D'organisation,paris,1995 ,p 165.
[3] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p. 194.

Donc on peut dire que l'ensemble consolidé est composé de la société- mère et d'un certain nombre d'entreprise qu'elle contrôle de manière exclusive ou conjointe ou sur lesquelles exerce une influence notable.

1-2-1 Les filiales sous contrôle exclusif

Selon Eric Tort le contrôle exclusif est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activés.
Ainsi dans cette catégorie les filiales dont la société consolidante détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote.[1]

Selon IFRS 10, le contrôle repose sur trois critères cumulatifs, à savoir : le pouvoir sur l'entité, l'exposition ou le droit à des rendements variables sur celle-ci et la capacité d'influer sur le montant des rendements. Le pouvoir est défini par « les droits effectifs conférant la capacité actuelle de diriger les activités dites pertinentes ».

En dehors du contrôle de droit conféré par la détention de la majorité des droits de vote, le référentiel international (IFRS) reconnaisse aussi en fonction de leur propre définition du contrôle le contrôle contractuel en présence de clauses statutaires ou contractuelles ouvrant le droit d'exercer une influence dominante voire le contrôle de fait selon le pouvoir de désignation/révocation des organes de direction.[2]

1-2-1-1 Le contrôle de droit

Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise (plus que la moitié) ;[3]

[1] ERIC (Tort) : l'essentiel de la consolidation des comptes, GUALINO, France, 2014, p.30.
[2] ERIC (Tort) : l'essentiel de la consolidation des comptes, GUALINO, France, 2014, p.30.
[3] NEJI HERGLI (Mohamed), Op.cit., p.8.

1-2-1-2 Le contrôle de fait

Provient de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes de la direction, d'administration ou de surveillance d'une autre entreprise. La société consolidante est présumée avoir effectué cette désignation lorsqu'elle a disposé au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à 40% des droits de vote, et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait, directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;[1]

1-2-1-3 Le contrôle contractuel ou statutaire

Découle de l'influence dominante exercée sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires (concession d'exploitation, franchise…), lorsque le droit applicable le permet, et que la société dominante est actionnaire ou associé de cette entreprise.[2]

1.2.2 Les coentreprises

Le contrôle conjoint correspond au partage du contrôle d'une entité exploitée en commun par deux actionnaires ou plus dont les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. Il suppose un nombre limité d'actionnaires exerçant, en vertu d'un accord contractuel, un contrôle conjoint sur les activités et un consentement unanime sur les décisions essentielles relevant de la stratégie financière et opérationnelle.

Selon IFRS 11, le contrôle conjoint est défini par le partage contractuel du contrôle sur une entreprise nécessitant le consentement unanime des parties au niveau des décisions relatives aux activités pertinentes. Il doit s'agir d'un contrôle collectif se traduisant par une action de concert entre les parties en matière de gestion des activités ayant une incidence importante sur les rendements de l'entreprise. [3]

[1] ROPERT (Eric), Op.cit, p.24.
[2] ROPERT (Eric), Op.cit, p.24.
[3] ERIC (Tort), Op.cit, p.30.

1.2.3 Les participations minoritaires sous influence notable

Selon Eric Tort « l'influence notable est présumée dès lors que la société consolidante détient directement ou indirectement au moins 20% des droit de vote ».
Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable et qui n'est ni une filiale de celui-ci, ni une coentreprise
Cette influence se manifeste généralement par[1] :

- Une présence au conseil d'administration ;
- Une participation aux processus de prise de décisions ;
- L'existence de transactions significatives avec l'entreprise concernée ;
- L'échange de personnels dirigeants ;
- La fourniture d'informations techniques importantes.

1-3 L'exclusion du périmètre

Le périmètre de consolidation englobe, en principe, toutes les sociétés sous contrôle exclusif, conjoint ou sur lesquelles la société-mère exerce une influence notable. Cependant, certaines entités doivent être exclues en vertu de dispositions normatives. Le référentiel IFRS définit clairement les cas d'exclusion du périmètre de consolidation dans un souci de lutte contre les montages déconsolidants.[2]

Généralement, une entité (filiale ou participation) est exclue du périmètre de consolidation
dans l'un des cas suivants :[3]

- Lorsque des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée par la société consolidante sur la filiale ou la

[1] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p. 195.
[2] BACHY (Bruno) et SION (Michel), Op.cit., p. 44.
[3] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit., p. 196/197.

participation, ou les possibilités de transfert de fonds par la filiale ou la participation ;

- Lorsque des actions ou parts de cette filiale ou participation ne sont détenues qu'en vue de leur cession ultérieure ;
- Lorsque la filiale ou la participation ne représente, seule ou avec d'autres, qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle ;
- Lorsque les informations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles.

Par contre, lorsque les activités d'une filiale sont dissemblables de celles des autres entreprises du groupe, des informations supplémentaires sur ses activités devront être fournies en annexe.[1]

2- Le pourcentage de contrôle et d'intérêt

Tandis que le pourcentage de contrôle est nécessaire pour déterminer en amont le périmètre et la méthode de consolidation, le pourcentage d'intérêt est utilisé dans le processus même de consolidation pour procéder aux calculs d'intégration et/répartition des comptes des capitaux propres et des résultats.[2]

2-1 Utilité des pourcentages de contrôle et d'intérêts.

Le pourcentage de contrôle calculé pour chaque société permet de décider de son entrée dans le périmètre de consolidation et du mode de consolidation qui sera adopté (intégration globale, proportionnelle ou mise en équivalence).

Le pourcentage d'intérêt sert ensuite à exprimer la part de capital détenue par la société mère, directement ou indirectement, dans chaque société consolidé et en conséquence le montant de ses droits dans l'actif net de chacune.[3]

[1] BACHY (Bruno) et SION (Michel), Op.cit., p. 45.
[2] ERIC (Tort), Op.cit, p.36.
[3] J-Y eglem& P. gazil op cit p 71.

2-2 Le pourcentage de contrôle

Le pourcentage de contrôle détermine la nature du lien de dépendance entre une société et celle dont elle détient, directement ou indirectement, une part du capital. Il s'exprime en pourcentage de droits de vote. Ceux-ci correspondent aux pourcentages de capital sauf lorsque sont créées des à vote plural ou sans droit de vote. Le pourcentage de contrôle de la société mère sur une société est obtenu en additionnant les pourcentages de contrôle de toutes les sociétés du groupe y possédant une participation.[1]

Le pourcentage de contrôle permet ainsi de déterminer le type de contrôle ou d'influence et donc, le périmètre et la méthode de consolidation[2]

2-3 Le pourcentage d'intérêt

Le pourcentage d'intérêt correspond à la part de capital détenue par la société mère du groupe, directement et indirectement, dans chaque société concernée. Il s'obtient en multipliant les pourcentages de détention des sociétés constituant « la chaine de contrôle ». S'il existe plusieurs chaines de contrôle, les pourcentages d'intérêts se cumulent au niveau de la société placée le plus haut dans la chaine, qui ne doit pas être rompue.[3]

Il est utilisé aussi comme outil principal dans la mise en œuvre le processus de consolidation (intégration des comptes, élimination des opérations réciproques, répartition des capitaux propres et des résultats) [4]

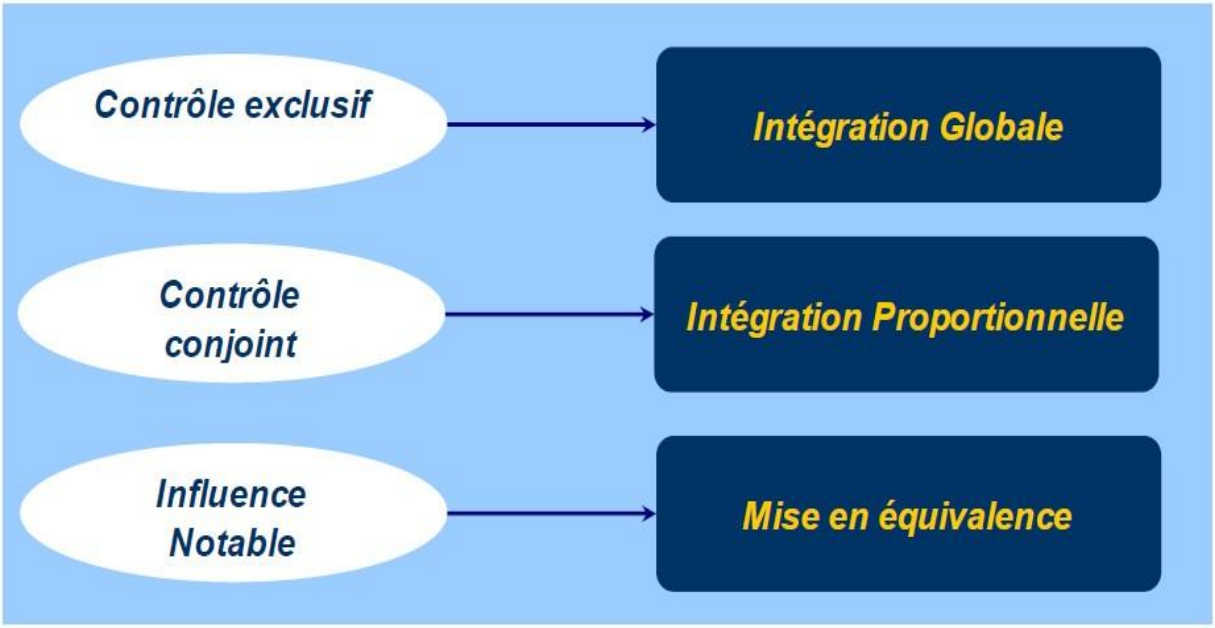
3- les méthodes de consolidation

Techniquement, la consolidation consiste à substituer au montant des titres de participation qui figure au bilan de la société consolidante, la part des capitaux propres (y compris de résultat) des sociétés consolidées correspondant à ces titres.

[1] ibid
[2] ERIC (Tort), Op.cit, p.36.
[3] ibid
[4] BEN AMOR (Hamadi), Op.cit, p24.

En fonction de la nature du contrôle exercé par la société consolidante sur la société consolidée, une telle substitution peut prendre plusieurs formes.

Figure 1.2 : le type de contrôle et la méthode de consolidation correspondante



Source: Neji Hergli (Mohamed), Op.cit. p.31

Ce schéma démontre que chaque type de contrôle correspond à une méthode de consolidation.

Remarque

Le décret exécutif n° 08-156 du 26 mai 2008 portant application des dispositions de la loi 07-11 du 25 novembre 2007 portant SCF, et dans son article 41 ne reconnait que la méthode de **l'intégration globale** et celle de **la mise en équivalence** afin d'établir les comptes consolidés. (On excluant explicitement la méthode de l'intégration proportionnelle).[1]

3-1 Le choix de la méthode de consolidation

Tableau 1.4 : les différentes catégories de participation

[1] Journal officiel de la République Algérienne, N°27, 28 mai 2008, p.12.

Nature de la relation	Dénomination	Objectifs de la présentation économique des comptes consolidés	Méthode de consolidation	Normes
Pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle	**Entité contrôlée ou filiale**	Intégrer dans les états financiers de l'entreprise consolidante la totalité du bilan et du compte de résultat de l'entité consolidée de façon à obtenir la vision économique de l'ensemble formé par l'entreprise consolidante et sa ou ses filiales.	Intégration globale	IAS 27
Pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles en commun avec un nombre limité d'actionnaires ou d'associés	**Co-entreprise ou entité sous contrôle conjoint**	Faire apparaître dans les comptes consolidés le partage de l'activité, des résultats, des actifs et passifs des co-entreprises.	Intégration proportion-nelle	IAS 31
Pouvoir d'influencer les politiques financière et opérationnelle	**Entité associée ou sous influence notable**	Évaluer chaque année la valeur de la participation et appréhender la quote-part de résultat revenant au groupe.	Mise en équivalence	IAS 28
Participation financière	**Entité non consolidée**	Évaluer les participations financières à la juste valeur	Absence de consolidation	IAS 39

Source : BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p55.

Le tableau ci-dessus synthétise les différentes catégories de participation et la méthode de consolidation applicable

3.2 La méthode de consolidation et le type de contrôle

Les méthodes de consolidation comptables varient selon la nature des relations entre la société mère et sa filiale.

Tableau 1.5 : méthodes de consolidation en référentiel algérien et international

Type de contrôle	% de droit de vote	Méthode de consolidation
Exclusif	>50%	Integration globale
Conjoint	=50%	Avant c'était une intégration proportionnelle mais après la normalisation des IFRS elle est devenue une mise en équivalence selon IFRS 11
Influence notable	<50% (> ou = 20%)	Mise en equivalence

Source : élaboré par l'étudiante sur la base d'IFRS 11.

Ce tableau indique que la méthode de la consolidation appliquée par la société mère précise la nature du contrôle exercer ainsi que le pourcentage du droit de vote qu'elle possède.

3.3 Principe de chaque méthode

Selon le SCF et le référentiel international IFRS chaque méthode consiste à :[1]

3.3.1 L'intégration globale

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitement éventuels;
- Répartir les capitaux propres et le résultat des entreprises consolidées entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés, dits « intérêts minoritaires »;
- Eliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

3.3.2 Intégration proportionnelle

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est constaté;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées.

3.3.3 Mise en équivalence

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice, déterminée d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidés.

[1] MESPLE-LASSALLE (Dominique), La consolidation des comptes, MAXIMA, Paris, 2013, p.26, 31,35.

Section 3 : Les normes relatives à la consolidation des comptes

1- La consolidation des comptes selon les normes internationales IAS/IFRS

Dans cette sous-section, on va définir le référentiel international, son champ d'application et leurs objectifs, en parlant des normes qui caractérisent les comptes consolidés.

1-1 Définition des normes IAS/IFRS

La comptabilité est la science de l'enregistrement et de la présentation des activités économiques d'une entité, et puisque cette science est basée sur les transactions financières qui sont très complexe, les spécialistes en comptabilité ont vu la nécessité de travailler suivant des principes et des normes reconnues au niveau mondial. Ces normes ont été faites par un organisme de comptabilité appelé l'International Accounting Standards Board «IASB».

IASB (l'acronyme d'International Accounting Standards Board), c'est le comité exécutif de l'IASCF (International Accounting Standards Committee Foundation), organisme qui supervise le normalisateur comptable international.

C'est en 2001, que IASC, créé en 1973, se réforme et devient IASB.

L'IASB est une structure de droit privé dont le siège est basé à Londres. C'est le comité des normes comptables internationales. Il est composé de 14 représentants des principales organisations comptables de différents pays comme l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Mexique, le Japon, et les Pays-Bas. Il regroupe actuellement plus de 60 pays. L'IASB est également en contact avec 7 organismes nationaux de la comptabilité,

L'**IASB** a pour mission de préparer et de voter les normes **IFRS**. Cet organisme a pour objet d'élaborer et de publier des normes comptables internationales qui devront être respectées lors de la présentation des comptes annuels et des états financiers.[1]

IFRS International Financial Reporting Standard, complément des normes IAS International Accounting Standard, sont des normes comptables internationales élaborées par l'IASB, International Accounting Standards Board, au lendemain des scandales financiers.[2]

Les normes IAS/IFRS sont des normes fixées par l'IASB héritière de l'IASC dans le but d'harmonisation des réglementations nationales relatives à la comptabilité en générale et l'établissement et la publication des états financiers et aussi d'encourager le monde entier à accepter et appliquer les normes comptables uniques et standards[3].

1-2 Les normes relatives à la consolidation des comptes

Avant 2011, c'est-à-dire avant la nouvelle normalisation fixée par l'IASB, on avait les normes suivantes qui caractérisaient les comptes consolidés :

- **IAS 27** : états financiers consolidés et individuels
- **IAS 28** : participations dans des entreprises associées
- **IAS 31** : participations dans des coentreprises
- **IFRS 3** : regroupement d'entreprises

[1] https: //www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/iasb.html, (consulter le 8/09/2021 à 10H)
[2] PAR ALAIN FERNANDEZ, WWW.PILOTER.ORG/GOUVERNANCE-ENTREPRISE/IAS-IFRS.HTML, consulté le 21/05/2022 à 15H50
[3] IAS/IFRS les normes comptables internationales, collectif EPBI, pages bleues, Mai 2010, p.8.

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié trois nouvelles normes relatives à l'établissement des comptes consolidés :

- **IFRS 10** : Etats financiers consolidés (Consolidated financial statements),
- **IFRS 11** : Partenariats ou Accords conjoints (Joint arrangements)
- **IFRS 12** : Informations sur les participations dans d'autres entités (Disclosure of involvement with other entities).

Les normes anciennes **IAS 27** et **28** ont été largement amendées, devenant :

- **IAS 27 :** Etats financiers individuels (**Separate financial statements**) au lieu de Etats financiers consolidés et individuels
- **IAS 28 :** Participations dans les entités associées et partenaires (**Investments in associates and joint-ventures**) au lieu de Participations dans les entités associées.
- **IAS 31 :** Participations dans les coentreprises a été abrogée. Il en est de même des interprétations SIC 12, Consolidation - Entités ad hoc (intégrée dans IFRS 10) et SIC 13, Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par les coentrepreneurs (intégrée dans IFRS11).

1-2-1 IAS 27 : Etats financiers individuels

Cette norme est appliquée pour la première fois en 1 janvier 1990 ensuite en révision en fin

2003 par le transfert du certaines partie à la nouvelle norme IFRS 03, le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle version d'IAS 27 (IAS 27 – 2011) qui s'intitule « Etats financiers individuel » suite à la publication d'IFRS 10 « Etats financiers consolidés ».[1]

[1] http://www.focusifrs.com/ (publié le 13/01/2013, consulté le 08/09/2021 à 15H

La norme IAS 27 révisée comprend les règles comptables et les informations à fournir sur les participations dans les filiales, les coentreprises et les entités associées lorsque la mère est tenue de présenter des états financiers individuels.[1]

1-2-1-1 Le champ d'application

Elle doit être appliquée à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés d'un groupe d'entités contrôlées par une société mère.[2]

1-2-1-2 Objectifs

L'objectif de l'IAS 27 est d'améliorer la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information contenue dans les états financiers individuels (non consolidés) qu'une société mère, un investisseur ou un Co entrepreneur choisit, ou est tenu en vertu de la réglementation locale, de présenter.

1-2-2 IAS 28 : Participations dans les entités associées et partenaires

IAS 28 a été publiée par l'IASB le 18 décembre 2003. Cependant, cette norme a fait l'objet de plusieurs amendements, dont certains ont été adoptés au sein européen. Ils sont présentés succinctement ci-après à la rubrique « Au niveau de l'Union européenne ».

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle version d'IAS 28 (IAS 28-2011) qui s'intitule « Participation dans les entités associés et partenaires» suite à la publication d'IFRS 11« Partenariats » qui annule et remplace IAS 31 « Participation dans des coentreprises »[3]

[1] OBERT (Robert) : synthèse de nouvelles normes IFRS sur les comptes consolidés, revue française de comptabilité, N°444, juin 2011, p.5.

[2] http://www.focusifrs.com/ (publié le 13/01/2013, consulté le 08/09/2021 à 15H30

[3] IFRS in your pocket 2015 « guide de référence sur IFRS », Deloitte Tohmatsu Limited, Studio at Deloitte, London, p.78.

1-2-2-1 Le champ d'application

IAS 28 s'applique à comptabilisation des participations dans des entreprises associées.

1-2-2-2 Objectifs

L'objectif de cette norme est de prescrire la comptabilisation des participations dans les entreprises associées en cas d'influence notable et aussi de définir les exigences d'application de la méthode de mise en équivalence (equity methode) pour des participations dans les entreprises associées et des coentreprises. [1]

1-2-3 IFRS 3 : Regroupements d'entreprises

La première publication de la norme IFRS 3 a été faite le 31 Mars 2004, cette norme est passée par une révision en 10 Janvier 2008 qui remplace IFRS 3 publiée en 2004. Cette norme s'applique aux regroupements d'entreprises effectués aux cours de périodes ouvertes à compter du 1er Juillet 2009.[2]

1-2-3-1 Objectif de la norme IFRS 3

Cette norme est établie pour améliorer la qualité et l'utilité des informations relatives au regroupement des entreprises qui publient des états financiers, et aussi les conditions de comptabilisation et d'évaluation des actifs acquis et passifs repris à la juste valeur et indentification de goodwill, et que ces informations rependent aux indicateurs permettant aux utilisateurs des états financiers de passer des évaluations sur la nature et les effets financiers de ce regroupement.[3]

[1] http://www.focusifrs.com/content/download/6344/33208/version/1/file/Juin444-5_Consol.pdf :(consulté le20/09/2021 à10H
[2] OBERT (Robert) : synthèse de nouvelles normes IFRS sur les comptes consolidés, Op.cit. , p.6.
[3] Ibid., p.6.

1-2-3-2 Champ d'application

IFRS 3 «Regroupements d'entreprises» s'applique à toutes les opérations dont la substance correspond à la définition d'un regroupement d'entreprises quelle que soit la forme juridique ou la structure du regroupement à l'exception des opérations entre entreprises sous contrôle commun, des participations dans les coentreprises et des états financiers des coentreprises. [1]

1-2-4 La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés »

L'IASB a fixé une date précise pour la mise en application de cette norme obligatoirement à partir de 1er janvier 2013, d'autre part l'Union Européenne a approuvé en décembre 2012 et la mise en application de cette norme pour les entreprises cotées en 1er janvier 2014.
IASB a publié le 12 mai 2011, la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés ».

IFRS 10 vient amender IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » qui s'intitule à compter de cette même date « Etats financiers individuels » (IAS 27 version 2011).

Ces amendements fournissent, aux entités qui répondent à la définition « d'entité d'investissement », comme certains fonds d'investissement, une exemption de l'obligation de consolider leurs filiales. Ainsi, ces entités peuvent évaluer leur participation dans des filiales en particulier à la juste valeur par le biais du résultat net conformément à IFRS 9 ou à IAS 39.
Ces normes entrent en vigueur le 1er janvier 2014, et l'application anticipée est permise. [2]

[1] Consolidation, IFRS, Septembre 2005, p.10.
[2] IFRS in your pocket 2015 « guide de référence sur IFRS », Deloitte Tohmatsu Limited, Studio at Deloitte, London, p.34.

Les objectifs et les points essentiels de cette norme se présentent comme suit :[1]

1-2-4-1 Objectifs de la norme IFRS 10

Cette norme est émise dans le but d'établir un modèle de consolidation fondé sur le contrôle dont la présentation et la publication des états financiers est unifiés pour toutes les entreprises consolidantes et consolidées quel que soit la nature de contrôle (droit de vote ou un accord contractuel)

1-2-4-2 Les principaux points soulignés par de la norme

- La définition de la filiale comme une entité contrôlée par une autre entité, soit la société mère donc il faut avoir une société mère qui contrôle un ou plusieurs entités pour présenter des états consolidés.
- La définition de groupe qui doit présenter des états consolidés comme s'il s'agit d'une seule entité
- La notion de contrôle : un ensemble d'instructions pour l'évaluation du contrôle, des indications relatives aux droits de protection, au pouvoir délégué, au contrôle de fait et aux relations mandataires de fait, et le principe d'identification de la nature des entités consolidés ou consolidantes.

1-2-5 La norme IFRS 11 : « partenariats »

Cette norme a été publiée en mai 2011 en même date comme la norme IFRS 10 pour l'IASB est applicable obligatoirement à partir de 1er janvier 2013. Cette norme a remplacé la norme IAS 31 « participation des co-entreprises », en Europe la norme a été approuvée en décembre 2012 et la mise en application de cette norme pour les entreprises cotées en 1er janvier 2014.

[1] Ibid., p.34.

Les amendements sur IFRS 11 concernant la comptabilisation de l'acquisition d'une entreprise commune dont l'activité de cette dernière s'applique prospectivement à compter du 1er janvier 2016 et une application anticipée est permise[1].

On présente ci-après les objectifs et les points principaux des IFRS11[2] :

1-2-5-1 Objectif de la norme IFRS 11

Avoir une présentation unifiée des comptes consolidés et des informations financières fournis par les entités qui sont contrôlés conjointement dans le cas d'un partenariat.

1-2-5-2 Les principaux points de la norme IFRS 11

- Le contrôle conjoint est se définit un partage de contrôle et des décisions relatives d'une activité ou entreprise entre deux partie ou plus.

- Le partenariat ou accord conjoint (joint arrangement) : est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint, par la distinction entre 2 types de partenariat :

- Une entreprise commune (joint-opération) est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci (IFRS 11).

[1] IFRS in your pocket 2015 , guide de référence sur IFRS , Deloitte Tohmatsu Limited, Studio at Deloitte, London, p.45.
[2] ibid ,P45.

- Une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci (IFRS 11).

  Le traitement comptable des partenariats pour les deux cas l'activité commune est une coentreprise comme suit :

- Dans une activité commune, chaque partenaire comptabilise ses actifs, passifs et charges propres majorés de la quote-part des actifs, passifs et charges communs.
- Dans une coentreprise, chaque coentreprise constate la valeur de ces participations par la méthode de mise en équivalence sauf trois cas (lorsque l'investisseur est : un organisme de capital-risque, un fonds commun ou une société d'investissement à capital variable) cités par la norme ou il possède le choix de les évalués par la juste valeur conformément à IFRS 9 ou IAS 39 complété par certaines informations à fournir.

- La norme IFRS 11 a abandonné la méthode consolidation l'intégration proportionnelle par contre en IAS 31, IFRS 11 a autorisé seulement l'utilisation de la méthode de mise en équivalence.

1-2-6 La norme IFRS 12 : « information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

L'IASB a appliqué cette norme obligatoirement, le 1er janvier 2013, l'Union Européenne a approuvé cette norme en décembre 2012 et mise en application obligatoirement pour les entreprises cotées 1er janvier 2014.
Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié les amendements de l'IFRS 12 clarifié que les entités qui mesurent toutes ses participations détenus en juste valeur doivent fournir tous les informations liées à ces derniers. L'amendement est appliqué à partir du 1er janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

La norme IFRS 12 a remplacé le contenu dans les normes actuellement en vigueur, IAS 27 et IAS 28 avant la révision et IAS 31 avant d'être remplacée par IFRS 11.[1]

L'essentiel de la norme et ses objectifs sont[2] **:**

1-2-6-1Objectif de la norme IFRS 12

Cette norme oblige les entreprises de fournir les informations nécessaires aux utilisateurs des états financiers pour établir des évaluations sur : la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et les risques liées à cette dernière et aussi les incidences de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et ses flux de trésorerie.

1-2-6-2 L'essentiel de la norme IFRS 12

Les catégories ou l'information est de nature obligatoire à fournir : les hypothèses et jugements importants, et les informations relatives aux participations et intérêts dans des filiales, dans des partenariats et les entreprises associées, dans les filiales non consolidées d'une société d'investissement.

On peut aussi mentionner autres normes qu'ils sont liées à la consolidation d'une façon indirecte comme IAS 1 qui traite la présentation des états financiers ; IAS 12 impôts sur les résultats ; l'IAS 24 qui présente les informations relatives aux parties liées.

[1] IFRS in your pocket 2015, guide de référence sur IFRS, Deloitte Tohmatsu Limited, Studio at Deloitte, London, p.46.
[2] Ibid., p.46.

2- La consolidation des comptes selon le référentiel algérien

Le système comptable financier comporte un cadre conceptuel de la comptabilité financière, des normes comptables et nomenclature des comptes permettant l'établissement des états financiers sur la base des différents principes comptables généraux comptabilité d'engagement…..etc.) [1]

D'après la loi n°07/11 du 25/11/2007 la comptabilité des entreprises doit être aménagée conformément aux dispositions du nouveau plan comptable à partir du 1er Janvier 2010, la comptabilité des entreprises, des banques et des compagnies d'assurance est établie selon le principe de la prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique, comme le stipule l'article 6 de la loi n°07/11 du 25 Novembre 2007 portant SCF.

En Algérie, la consolidation des comptes est appliquée selon le SCF et selon le code de commerce, sachant qu'elle se référence aussi sur les normes internationales IAS/IFRS.

2-1 La consolidation selon le SCF

Le ministère des finances a publié le 26 Juillet 2008 l'arrêté fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, la 2eme section du 3eme chapitre a traité la consolidation, regroupement d'entité et les comptes consolidés, dont :[2]

[1] Système comptable financier, copyright EURL page bleues internationales, Avril 2010, p.6.

[2] Arrêté du 26 juillet 2008, relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation-nomenclature et règles de fonctionnement des comptes, journal officiel, N°19, p.14,15,16.

2-1-1 Consolidation - Regroupement d'entités Comptes consolidés

132-1 « Les comptes consolidés visent à présenter le patrimoine, la situation financière et
le résultat d'un groupe d'entités comme s'il s'agissait d'une entité unique ».

132-2 « Toute entité, qui a son siège social ou son activité principale sur le territoire national et qui contrôle une ou plusieurs autres entités, établit et publie chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités ».

132-3 « L'établissement et la publication des états consolidés sont à la charge des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'entité dominante de l'ensemble consolidé, dite entité consolidante (ou société mère) ».

132-4 « Une entité dominante est dispensée d'établir des états financiers consolidés si elle est détenue quasi-totalement par une autre entité et si elle a obtenu l'accord des détenteurs des intérêts minoritaires. La détention quasi-totale signifie que la société dominante détient au moins 90% des droits de vote ».

132-5 « Le contrôle est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. Le contrôle est présumé exister dans les cas suivants :

* détention directe ou indirecte (par l'intermédiaire de filiales) de la majorité des droits de vote dans une autre entité ;

* pouvoir sur plus de 50% des droits de vote obtenu dans le cadre d'un accord avec les autres associés ou actionnaires ;

* pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des dirigeants d'une autre entité ;

* pouvoir de fixer les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu des statuts ou d'un contrat ;

* pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions des organes de gestion d'une entité ».

132-6 « Sont laissées en dehors du champ d'application de la consolidation les entités pour lesquelles des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur elles par l'entité consolidante.

Il en est de même pour les entités dont les actions ou parts ne sont détenues qu'en vue de leur cession ultérieure dans un avenir proche.

Toute exclusion de la consolidation d'entités entrant dans les catégories visées dans ce point est justifiée dans l'annexe des comptes consolidés ».

2-1-2 Consolidation des filiales

132-7 « Dans le cadre de l'établissement de comptes consolidés, les entités contrôlées sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste :

Au bilan, à reprendre les éléments du patrimoine de l'entité consolidante, à l'exception des titres des entités consolidées, et de substituer à la valeur comptable de ces titres non repris, l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces entités déterminés d'après les règles de consolidation ;

Au compte de résultat, à substituer aux opérations de la société consolidante, celles réalisées par l'ensemble consolidé, en excluant les opérations traitées entre elles par les entités faisant partie de cet ensemble.

Les états financiers consolidés prennent en compte les intérêts des tiers (intérêts minoritaires) ces intérêts des minoritaires figurent sous une rubrique spécifique dans les capitaux propres et dans les résultats nets de l'ensemble consolidé ».

132-8 « La conversion en monnaie nationale des états financiers des entités étrangères est effectuée selon la méthode suivante :

* les actifs et passifs sont convertis sur la base du cours de clôture ;

* les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date des transactions, toutefois pour des raisons pratiques, l'utilisation d'un cours de change moyen ou approchant est autorisée.
Les écarts de change qui résultent de ces traitements sont inscrits dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la sortie de l'investissement net ».

132-9 « Si la date de clôture de l'exercice d'une entité comprise dans la consolidation est antérieure de plus de trois mois à la date de clôture de l'exercice de consolidation, les états financiers consolidés sont établis sur la base de comptes intérimaires établis à la date de la consolidation et contrôlés par le commissaire aux comptes de l'entité consolidée ou à défaut par un professionnel chargé du contrôle des comptes ».

132-10 « L'annexe des états financiers consolidés comporte toutes les informations à caractère significatif permettant d'apprécier correctement le périmètre, le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'ensemble constitué par les entités incluses dans la consolidation.
Il inclut notamment un tableau de variation du périmètre de consolidation précisant toutes les modifications ayant affecté ce périmètre, du fait de la variation du

pourcentage de contrôle des entités déjà consolidées, comme du fait des acquisitions et cessions de titres ».

2.1.3 Consolidation des entités associées

132-11 « Une entité associée est une entité dans laquelle l'entité consolidante exerce une influence notable et qui n'est ni une filiale, ni une entité constituée dans le cadre d'opérations faites en commun. L'influence notable est présumée exister dans les cas suivants :

* détention (directe ou indirecte) de 20% ou plus des droits de vote ;
* représentation dans les organes dirigeants ;
* participation au processus d'élaboration des politiques stratégiques ;
* transactions d'importance significative, échange d'informations techniques essentielles ou échange de cadres et de dirigeants ».

132-12 « Dans le cadre de l'établissement de comptes consolidés, les participations dans les entités associées sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence qui consiste :

2 Au niveau de l'actif du bilan consolidé ;

- à substituer à la valeur comptable des titres la part qu'ils représentent dans les capitaux propres et le résultat de l'entité associée ;
- à imputer l'écart ainsi dégagé aux réserves consolidées et au résultat consolidé.

3 Au niveau du compte de résultat consolidé :

- à présenter sous une rubrique particulière la part du groupe dans le résultat de l'entité associée ;
- à prendre en compte dans le calcul du résultat consolidé cette part du groupe dans le résultat de l'entité associée ».

2.1.4 Ecart de première consolidation

132-13 « L'écart de première consolidation constaté lors de l'entrée d'une entité dans le périmètre de consolidation est déterminé par différence entre :

* le coût d'acquisition des titres de l'entité concerné tel qu'il figure à l'actif de la société détentrice de ces titres ;
* et la part non réévaluée des capitaux propres de cette entité revenant à la société détentrice, y compris la part de résultat de l'exercice acquis à la date d'entrée de l'entité dans le périmètre de consolidation ».

132-14 « L'écart de première consolidation positif se compose généralement de deux éléments qui font l'objet de traitement comptable différent dans le cadre de l'établissement de comptes consolidés :
* un écart d'évaluation qui correspond à la différence entre la valeur comptable de certains éléments identifiables de l'actif, et la juste valeur de ces mêmes éléments à la date de l'acquisition des titres ;

* un écart d'acquisition, ou goodwill, qui correspond à l'excédent de l'écart de consolidation qui n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables de l'actif, et qui est inscrit à un poste particulier d'actif. Lorsque l'écart de première consolidation ne peut être réparti entre ses différents composants, il est admis, par mesure de simplification, qu'il soit porté pour la totalité de son montant au poste « écart d'acquisition ».

132-15 « Dans le cadre d'une consolidation :
* les écarts d'évaluation sont imputés aux éléments identifiables des actifs concernés, jusqu'à ramener ces actifs à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition ;

* l'écart d'acquisition est inscrit à l'actif non courant du bilan sous une rubrique distincte, en augmentation de l'actif si l'écart est positif, en diminution de l'actif si l'écart est négatif».

132-16 « A chaque inventaire, le montant de l'écart d'acquisition positif est comparé à la valeur économique (ou valeur d'utilité) des éléments immatériels constitués par cet écart ; une perte de valeur de l'écart d'acquisition est éventuellement constatée pour ramener le montant de cet écart à sa valeur économique. Cette perte de valeur est irréversible ».

132-17 « Un écart d'acquisition négatif (ou goodwill négatif) est comptabilisé en produit en fonction de son origine :

* lorsqu'il correspond à des dépenses futures attendues, il est comptabilisé en produit à la date de survenance de ces pertes ou dépenses ;
* lorsqu'il correspond à un écart entre la juste valeur des actifs non monétaires acquis et leur valeur d'acquisition, il est comptabilisé en produit sur la durée d'utilité restante de ces actifs;

* lorsqu'il ne peut être rattaché ni à des charges futures, ni à des actifs non monétaires, il est immédiatement comptabilisé en produit ».
132-18 « Toutes explications sur le traitement de l'écart susvisé doivent être données dans l'annexe des comptes consolidés ».

2.1.5 Comptes combinés

132-19 « Les entités qui forment un ensemble économique soumis à un même centre stratégique de décisions situé ou non sur le territoire national, sans qu'existent entre elles de liens juridiques de domination, établissent et présentent des comptes,

obligatoirement dénommés « comptes combinés », comme s'il s'agissait d'une seule entité ».

132-20 « L'établissement et la présentation des comptes combinés obéissent aux règles prévues en matière de comptes consolidés, sous réserve des dispositions résultant de la spécificité des comptes combinés liée à l'absence de liens de participation en capital ».

132-21 « Les critères d'unicité et de cohésion justifiant l'établissement et la présentation de comptes combinés sont notamment considérés comme remplis dans les situations suivantes :

- Entités dirigées par une même personne morale ou par un même groupe de personnes ayant des intérêts communs ;
- Entités appartenant aux secteurs coopératif ou mutualiste et constituant un ensemble homogène à stratégie et direction communes ;
- Entités faisant partie d'un même ensemble, non rattachées juridiquement à la société holding (ou sous-holding), mais ayant la même activité et étant placées sous la même autorité :
- Entités ayant entre elles des structures communes ou des relations contractuelles suffisamment étendues pour engendrer un comportement économique coordonné dans le temps ;
- Entités liées entre elles par un accord de partage de résultat (ou toute autre convention) suffisamment contraignant et exhaustif pour que la combinaison de leurs comptes soit plus représentative de leurs activités et de leurs opérations que les comptes personnels de chacune d'elles ».

2-2 La consolidation des comptes selon le code de commerce :

La réglementation algérienne en matière de consolidation repose sur l'**ordonnance N°96-27** du **9 Décembre 1996**, notamment les **deux arrêtés** du **9 Octobre 1999**, intégré à la loi sur les sociétés commerciales.

Le code de commerce algérien définit permettant à une entité d'avoir la personnalité morale d'un groupe dans le chapitre 4 « disposition communes aux sociétés commerciales dotées de la personnalité morales » dans sa deuxième section «filiales, participation et sociétés contrôlée » comme suit :

Article 729 « lorsqu'une société possède plus de 50% du capital d'une société, la seconde est considérée comme filiales de la première. Une société est considérée comme ayant une participation dans une autre société, si la fraction du capital qu'elle détient dans cette dernière inférieure ou égale à 50% »

Article 730 « une société par action ne peut posséder d'action d'une autre société, si celle- ci détient directement une fraction de son capital supérieure à 10% »

Article 731 « une société est considérée, pour l'application de la présente section, comme en contrôlant une autre :

-Lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ;

-Lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres sociétés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ;

-Lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblés générales de cette société ;

Elle est présumée exercer ce contrôle lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieur à 40% et qu'aucune autre société ou actionnaire ne détiennent directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne.
La société qui exerce un contrôle sur une ou plusieurs sociétés, conformément aux alinéas précédents, est appelée pour l'application de la présente section « Société Holding »

Article 732 « toutes participation même inférieur à 10% détenue par une société contrôlée est considérée comme détenue indirectement par la société qui contrôle cette société ».

Art 732 bis « lorsqu'une société par actions détient indirectement le contrôle d'une autre société, celle-ci ne peut détenir plus de 50% du capital de la première »

Art 732 bis 1 « lorsqu'une société a pris, au cours d'un exercice, une participation dans une société ayant son siège social Algérie ou acquis plus da la moitié du capital d'une telle société, il en est fait mention dans le rapport des commissaires aux comptes.
Le conseil d'administration, le directoire ou le gérant rend compte dans son rapport, de l'activité des filiales de la société, par branche d'activité et fait ressortir les résultats obtenus ».

Art 732 bis 2 « le contrôle des comptes de la société holding est exercé par deux commissaires aux comptes aux moins ».

Art 732 bis 3 « la société holding qui fait appel public à l'épargne et/ou cotée en bourse, est tenue à l'établissement et à la publication des comptes consolidés tels que définis à l'article 732 bis 4 présent code ».

Art 732 bis 4 « par comptes consolidés, on entend la présentation de la situation financière et des résultats d'un groupe de sociétés, comme si celle-ci ne formaient qu'une seule entité.
Ils sont soumis aux mêmes règles de présentation, de contrôle, l'adoption et de publication que les comptes annuels individuels.
Les modalités d'application du présent article, seront déterminées, en tant que de besoin, par voie réglementaire.

Le législateur algérien a traité la notion de groupe dans les articles **« 729 à 732** » du code de commerce. Il a défini les caractéristiques d'une société mère et d'une filiale, puis les conditions de prise de contrôle, ainsi que le cas des Holding ».
Dans cette section nous avons vu la consolidation des comptes selon les normes, en remarquant que la consolidation selon le référentiel algérien et selon le référentiel international est techniquement pratiquée de la même manière sauf quelques points.

2-3 La consolidation selon le droit fiscal algérien

Le législateur fiscal de sa part a aussi traité la notion de consolidation et cela comme suit :

2-3-1 Reconnaissance juridique

Contrairement au code de commerce, le code des impôts directs et taxes assimilées apporte une définition spécifique à un groupe de sociétés. Il précise que : « ... le groupe de sociétés s'entend de toute entité économique de deux ou plusieurs sociétés par actions juridiquement indépendantes dont l'une appelée Société mère, tient les autres, appelées membres, sous sa dépendance par la détention directe de 90% ou plus du capital social et dont le capital ne peut être détenu en totalité ou en

partie par ces sociétés ou à raison de 90% ou plus par une société tierce éligible en tant que société mère ... ». (Art 138 bis du code des impôts directs et taxes assimilées) Cette définition met en évidence plusieurs conditions à réunir pour être reconnu en tant que groupe en droit fiscal :

- ✓ Premièrement, une entité membre du groupe doit être une société par actions;
- ✓ Deuxièmement, le capital d'une société membre doit être détenu directement au moins à hauteur de 90% par la société mère ;
- ✓ Troisièmement, le capital social de la mère ne doit pas être détenu à hauteur de 90% par une autre société mère ;
- ✓ Quatrièmement, les membres ne doivent pas détenir directement ou indirectement la totalité ou une partie du capital de la mère ;

Avant, outre ces conditions, pour qu'une société intègre un groupe, elle doit justifier de résultats positifs pendant les deux derniers exercices qui précédent son intégration. Actuellement, après adoption de la loi de finance pour 2008, les sociétés ne sont plus soumises à la dite condition d'après l'article suivant : « les dispositions du paragraphe 3 de l'article 138 du code des impôts directs et taxes assimilés sont abrogées ».[1]

2-3-2 Le régime fiscal

En Algérie, le régime fiscal offre aux groupes de sociétés la possibilité de consolider les bénéfices imposables à l'IBS (régime d'intégration fiscale) ainsi que d'autres avantages.

[1] Voir Art 138 bis du code des impôts directs et taxes assimilées

- ✓ **Régime d'intégration fiscale**

Le régime de l'intégration fiscale ou du bilan consolidé permet à une société mère d'être seule redevable de l'impôt sur les sociétés au titre du résultat du groupe qu'elle forme avec ses membres. Ce régime permet une compensation intégrale des résultats bénéficiaires et déficitaires à l'intérieur d'un groupe.

Aussi, selon le code des impôts directs et taxes assimilées, il ne peut être accordé qu'en cas d'option faite par la société mère et acceptation par les différentes entités composant le groupe. Cette option est irrévocable pour une période de quatre ans. Quant aux déclarations d'acomptes provisionnels en matière d'IBS, pour le premier exercice couvert par la dite option, chacun des membres du groupe évalue et verse des acomptes pour une période de douze mois comme si il est imposé individuellement. Ces acomptes seront imputés sur l'IBS dû par la mère. Pour les exercices à venir, il n'y a que la société mère qui calcul et paye des acomptes provisionnels déterminés sur la base du résultat du groupe.

3 Autres avantage

Outre les avantages fiscaux accordés à toute société individuelle, les groupes bénéficient notamment de:

- ✓ **En matière d'IBS**
  - ❖ Une exonération des dividendes perçus par les sociétés au titre de leurs participations dans le capital d'autres sociétés du groupe. (voir § 3, Art 138 du code des impôts directs et taxes assimilées) ;
  - ❖ Une exonération des plus -values sur cessions internes d'immobilisations. (voir § 3, Art 173 du code des impôts directs et taxes assimilées) ;

- ✓ **En matière de TAP** (taxe sur l'activité professionnelle**) et de TVA :**

  Selon l'article 219 bis,50% du chiffre d'affaire soumis à la TAP est exonérée au titre des opération intra-groupe. Aussi, pour le même type d'opérations il y a une exonération en matière de TVA.

- ✓ **En matière de droits d'enregistrement :**

  Les actes portant intégration d'un nouveau membre à un groupe donné ainsi que ceux constatant les opérations intra-groupe sont exonérés du droit d'enregistrement.[1]

Le code des impôts directs et des taxes assimilés a bien précisé la notion de groupe et la reconnaissance d'un groupe dans le droit fiscal. Il a ainsi traité le régime fiscal en matière d'exonération de l'IBS, TAP, TVA et des droits d'enregistrements.

[1] Loi de finance 2008, chapitre II, Section I : impôts directs et taxes assimilées, Art 6.

Conclusion du chapitre

En concluant ce chapitre, et après avoir étudié les aspects généraux d'une partie de notre thème de recherche on peut dire que définir ces notions de base a pour objectif de passer à l'application du processus de la consolidation en utilisant ce que nous avons appris en se basant sur les normes nationales et internationales citées au cours de ce chapitre.

Il est à noter que la définition du périmètre de consolidation ainsi que le choix de la méthode de la consolidation applicable résultant de cette définition sont les opérations préliminaires du processus de consolidation.

Donc nous nous intéressons à aborder comment appliquer ces notions dans le cadre du processus de la consolidation qui aura lieu dans le chapitre qui va suivre.

Chapitre deuxième :

Processus de la consolidation

Introduction du chapitre

Apres avoir défini le périmètre de consolidation qui nous a amené à choisir la méthode de la consolidation appliquée pour chaque société et filiale par rapport à la société mère, nous pourrons passer à la mise en œuvre notre processus de consolidation.

Ce processus consiste en premier lieu à harmoniser les comptes individuels des filiales, cette homogénéisation se référencie aux règles générales de la société consolidante afin que nous puissions intégrer les comptes sociaux dans les comptes de la société mère cette phase sera présentée dans la première section du présent chapitre.

Ensuite, dans la deuxième section après avoir les comptes financiers intégrés nous effectuerons les opérations de consolidation en commençant par l'élimination des opérations intra groupes et finir par le partage des capitaux propres.

Enfin nous pourrons présenter les états financiers consolidés de la société mère, cette phase est la dernière du processus de consolidation et la dernière section de ce chapitre.

Section 01 : Homogénéisation et intégration des comptes individuels

1- Homogénéisation des comptes

Dans les comptes consolidés, il doit être utilisé des méthodes comptables homogènes, c'est-à-dire, communes à l'ensemble des entités appartenant au périmètre de consolidation. En cas de divergences entre les règles locales et celles retenues au niveau du groupe, il y a donc lieu de procéder préalablement à la consolidation à des retraitements d'homogénéisation au niveau des comptes individuels de l'entité concernée.[1]

1.1 Le reclassement d'homogénéité

Il provient de deux éléments essentiels :

1.1.1 Le décalage entre les dates de clôtures des comptes sociaux

La date de clôture des comptes consolidés soit être identique à la date de clôture des comptes retenue par la société consolidante, pour ses comptes individuels.[2]
Lorsque l'écart, entre les deux dates, ne dépasse pas trois mois, les IFRS (IAS 27.26 & IAS 27.27 et IAS 28.24 et IAS 28.25), admettent que les états financiers des filiales ou des entreprises associées puissent être utilisés, à condition :

- Qu'ils soient modifiés pour tenir compte des transactions et événements significatifs intervenus dans l'intervalle.

[1] ERIC (Tort), Op.cit. p.45.
[2] BAILLY (Laurent) : comprendre les IFRS, édition MAXIMA, Paris, 2007, P.131

- La durée des périodes de reporting et toute différence entre les dates de reporting doivent être identiques d'une période à l'autre.[1]

1.1.2 Les différentes présentations des états financiers individuels :

On peut trouver une différence entre la présentation des états financiers individuels des sociétés consolidées alors qu'elles se situent dans le même périmètre de consolidation, ces états financiers individuels peuvent être soit selon :[2]

- Une tendance « anglo-saxonne » : présentation des états financiers « en liste», avec une distribution des produits et charges par « fonction » au niveau du compte de résultat;
- Une tendance « continentale » : présentation du bilan et du compte de résultat «en comptes» et ventilation des produits et charges par « nature ».

Il en résulte que l'obtention d'une image unifiée et pertinente du groupe à travers des états financiers homogènes, requiert un travail de reclassement de comptes des différentes entités consolidables.

1.2 Les retraitement d'homogénéité

Les retraitements d'homogénéisation peuvent porter sur trois principaux domaines :[3]

1. Les retraitements liés à la fiscalité ;
2. Les retraitements liés aux méthodes de comptabilisation et d'évaluation
3. Retraitements à caractère économique.

1.2.1 Les retraitements liés à la fiscalité

[1] NEJI HERGLI (Mohamed), op.cit. p.81.
[2] SAIHI (Youcef), Les consolidés des impôts différés selon les normes IAS/IFRS en Algérie, mémoire de magister, Ecole supérieure de commerce d'Alger, 2011, p.46.
[3] BOUJELBENE (Sawsan), Comptabilité Sectorielle, mémoire de magister, Ecole Supérieure de Commerce de SFAX, Tunisie, 2008, p.55.

Dans les comptes sociaux, des écritures sont constatées afin de bénéficier d'avantages fiscaux. Ces écritures ne sont pas justifiées économiquement et doivent être annulées dans les comptes consolidés pour que ces derniers reflètent au mieux la réalité économique des transactions du groupe.

A titre d'exemple, nous pouvons citer : les amortissements dérogatoires, provisions pour hausse des prix et subventions d'investissement.[1]

1.2.2 Les retraitements liés aux méthodes de comptabilisation et d'évaluation

Dans de nombreux cas, si un membre du groupe utilise des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les états financiers consolidés pour des transactions et des événements semblables dans des circonstances similaires, des ajustements appropriés sont apportés à ses états financiers lorsqu'ils sont utilisés pour préparer les états financiers consolidés.[2]

Selon le référentiel international on peut classer ces retraitements en trois parties :[3]

1.2.2.1 Immobilisations corporelles

La norme IAS 16 distingue deux modèles pour l'évaluation postérieure des immobilisations corporelles :

- Le modèle du coût : après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle sera comptabilisée à son coût diminué des cumuls amortissements et des pertes de valeurs ;

- Le modèle de la valeur réévaluée : qui prévoit qu'une immobilisation dont la juste valeur peut être évaluée d'une manière fiable doit être comptabilisée à son montant

[1] Ibid., p.59
[2] OBERT (Robert) : Fusion consolidation, édition DUNOD, 5éme édition, Paris, 2016.p.138.
[3] OBERT (Robert), Fusion consolidation, Op.cit., p.258.

réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieures.

1.2.2.2. Immobilisations incorporelles

Les normes IFRS ne reconnaissent pas comme immobilisations incorporelles les frais d'établissement et d'augmentation de capital. Ces derniers doivent être comptabilisés en charges.

1.2.2.3. Valorisation des stocks

L'IAS 2 « stock », propose pour la valorisation des stocks fongibles, les méthodes ci-dessus:

- La méthode CMP (coût moyen pondéré) : le coût de chaque élément est déterminé à partir de la moyenne pondérée du coût d'éléments similaires au début d'une période et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de la période ;

- La méthode FIFO (First In/First Out): les éléments du stock qui ont été acquis ou produits les premiers sont vendus les premiers.

1.2.3 Les retraitements à caractère économique

Il dépend principalement de :

1.2.3.1 Activation du contrat de location financement

Selon la norme IAS 17 : « Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages

inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine...»[1]

Autrement dit : « Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement… »[2]

Selon l'article 135-1 de la cinquième section du troisième chapitre du journal officiel algérien :[3]

« Un contrat de location est un accord par lequel un bailleur cède au preneur pour une période déterminée le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements »

La location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif avec ou sans transfert de propriété en fin de contrat.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

La classification d'un contrat de location en contrat de location-financement ou en contrat de location simple dépend de la réalité de la transaction plutôt que de la forme du contrat. Les exemples de situations qui conduisent normalement à classer un contrat de location en contrat de location-financement sont les suivants[4] :

- ✓ La propriété de l'actif est transférée au preneur au terme de la durée de location ;
- ✓ Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, il existe une certitude raisonnable que l'option sera levée ;

[1] Selon le paragraphe 4 de la norme IAS 17.
[2] IBID
[3] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., P.16.
[4] Batata Sofiene, cours de comptabilité approfondie, FSECSG , université m'hamed bougerra, Boumerdes,2019.

- ✓ La durée de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s.il n'y a pas transfert de propriété ;
- ✓ Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- ✓ Les actifs loués sont d'une nature spécifique et seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

Dans le cas où le retraitement est à opérer, il convient dans le journal de consolidation :[1]

- ✓ D'inscrire le bien en immobilisations corporelles à l'actif du bilan, pour sa valeur au contrat de location, ou si cette valeur n'est pas stipulée dans le contrat, à sa juste valeur ;
- ✓ D'inscrire en contrepartie au passif, un emprunt théorique pour la valeur du coût d'entrée de l'immobilisation ;
- ✓ D'annuler au compte de résultat, les redevances de crédit-bail pour les remplacer par une annuité d'amortissement du bien (paragraphe 16 de la norme IAS 17) et par une charge d'intérêt sur l'emprunt, calculée de sorte que le taux d'intérêt sur l'emprunt soit constant sur la durée de d'amortissement du bien (paragraphe 15 de l'IAS 17) ;
- ✓ De solder en cas de cession du contrat de crédit-bail, tous les éléments concernant ce contrat, en constatant une Valeur comptable nette des Éléments d'Actifs cédés, l'annulation de la dette restante et les impôts différés le cas échéant, les produits éventuellement perçus étant inscrits au compte de résultat ;
- ✓ D'annuler le dépôt de garantie éventuel et de le considérer comme un remboursement en capital de l'emprunt.

1.2.3.2 Les impôts différés

[1] MESPLE-LASSALLE (Dominique), Op.cit., p157.

Selon l'article 134-2 de la quatrième section du troisième chapitre du journal officiel algérien : « l'imposition différée est une méthode qui consiste à comptabiliser en charges la charge d'impôt sur le résultat imputable aux seules opérations de l'exercice ».[1]

Selon Eric TORT : « Les impôts différés ont pour origine des décalages temporaires (ou temporels), sources de déduction ou d'imposition futures. Les décalages temporaires résultent de la différence entre la valeur comptable et fiscale des actifs et passifs ».[2]

Les impôts différés enregistrés au bilan et au comptes su résultat résultent de :[3]

- Du décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et sa prise en compte dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur dans un avenir prévisible ;

- De déficits fiscaux ou de crédits d'impôt reportables dans la mesure o leur imputation sur des bénéfices fiscaux ou des impôts futurs est probable dans un avenir prévisible ;

- Des aménagements, éliminations et retraitements effectués dans le cadre de l'élaboration d'états financiers consolidés.

1.2.3.3 La conversion des comptes de sociétés étrangères

Les comptes des entreprises étrangères établissant leurs comptes en devises doivent être convertis dans la monnaie de consolidation. La méthode de conversion a une incidence sur les états financiers consolidés et conduit à l'apparition d'une rubrique écart de conversion dans les capitaux propres.[4]

[1] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., P.16
[2] ERIC (Tort), Op.cit. p.53.
[3] Article 134-2, Journal Officiel, Algérie, N° 19, 25 mars 2009, P16.
[4] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p.80.

Il importe au préalable de définir la notion de monnaie de fonctionnement et de monnaie de présentation :[1]

a- **La monnaie fonctionnelle ou de fonctionnement**

C'est la monnaie de l'environnement primaire économique dans lequel opère l'entreprise. C'est la monnaie utilisée pour l'évaluation des actifs, des passifs et des transactions courantes de l'entreprise ;

Autrement dit, en présence d'une entité autonome, la monnaie de fonctionnement sera généralement la monnaie locale.[2]

b- La monnaie de présentation

C'est la monnaie retenue pour présenter les états financiers. Lorsque la monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie d'une économie hyper inflationniste, l'entité doit retraiter ses états financiers selon IAS 29 « Information financière dans les économies hyper inflationnistes ».

Un groupe identifie pour chacune des entreprises individuelles du périmètre de consolidation la monnaie fonctionnelle et convertit les états financiers de ces entités dans la monnaie de présentation choisie par le groupe. [3]

Il existe deux méthodes pour effectuer cette conversion : [4]

a- Méthode du cours de clôture :

Schématiquement, cette méthode consiste à convertir les éléments d'actif et de passif (monétaires ou non) au cours de clôture. Les charges et les produits (y compris les dotations aux amortissements et provisions) sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion sont portés dans les capitaux propres,

[1] BERTIN (Elisabeth) : Les états financiers consolidés IAS/IFRS, Editions GUALINO, Paris, 2007, p.172.
[2] ERIC (Tort), Op.cit, p.50.
[3] BERTIN (Elisabeth), Op.cit, p172.
[4] http://revuefiduciaire.grouperf.com/guide/20125/rfiducgu20125_0400_02572D_001.html, (consulté le 20/09/2021 à 22H)

dans la rubrique « écart de conversion » pour les intérêts majoritaires, et intégrés dans le poste « intérêts minoritaires » pour la part des minoritaires.

b- Méthode du cours historique (non prévue par la norme internationale)

Cette méthode consiste à convertir les capitaux propres et les éléments non monétaires au cours à la date de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise et les éléments monétaires au cours de clôture de l'exercice. Les produits et charges sont convertis à un taux moyen, hormis les dotations aux amortissements et provisions sont converties au cours historique. Les écarts de conversion sont inscrits en résultat.

Pour convertir les états financiers d'une entreprise étrangère dans la monnaie des états financiers consolidés, le groupe doit utiliser la méthode du cours de clôture, qui se définit ainsi :[1]

- Conversion des actifs et passifs au cours de clôture à l'exception des capitaux propres (cours du jour de la date de clôture) ;

- Conversion des capitaux propres au cours historique (cours de change à la date de l'entrée des éléments dans les capitaux propres) ;

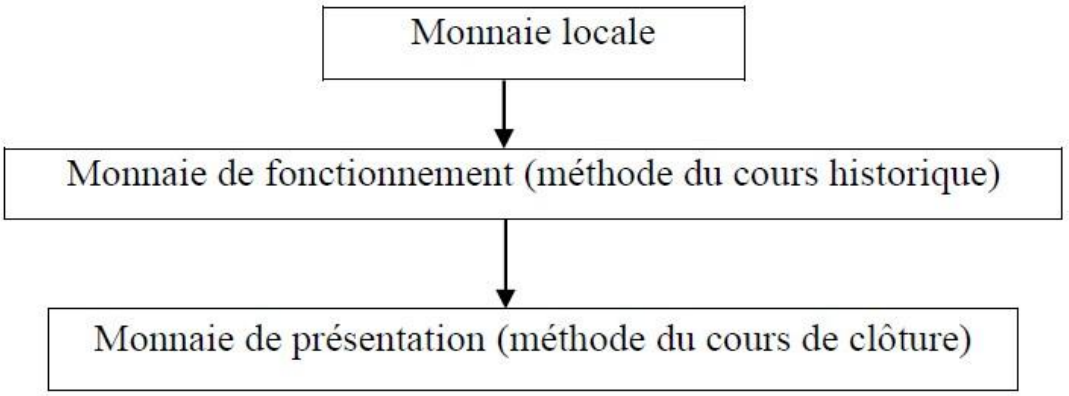
- Conversion des charges et produits au cours de change à la date de transaction, pour des raisons pratiques un taux de change moyen pour la période ;

- Les écarts de change qui en résultent sont à inscrire dans une rubrique particulière des capitaux propres : écart de conversion.

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.69.

La démarche de conversion des comptes des filiales étrangères est la suivante :

Figure 2.1 : Schéma de conversion de monnaie étrangère



Source : Bachy et autres, Op.cit., p68.

pré-consolidés.[1]

Le schéma ci-dessus récapitule les étapes suivies par l'entreprise consolidante afin d'homogénéiser la monnaie utilisée entre l'entreprise mère et ses filiales étrangères.

2. L'intégration des comptes individuels

Après l'homogénéisation des comptes individuels des sociétés filles, on passe à la deuxième étape du processus de pré consolidation, dont on va intégrer les comptes sociaux dans les comptes de la société consolidante.

2.1 L'objectif de l'intégration des comptes individuels

L'objet de l'intégration se traduit par un cumul de tous les comptes des différentes sociétés consolidables y compris ceux de la consolidante. L'objectif étant l'élaboration d'un bilan et d'un compte de résultat

[1] BERTIN (Elisabeth), Op.cit. p.172.

2.2 Les modalités de l'intégration des comptes individuels

Les comptes sociaux s'intègrent mais pas tous de la même façon car l'intégration change selon la méthode de consolidation appliquée :[1]

2.2.1. Société intégrée globalement

Les postes du bilan et du compte de résultat3 sont cumulés intégralement avec ceux de la consolidante.

2.2.2. Société intégrée proportionnellement

Les postes de bilan et compte de résultat sont intégrée dans des comptes de pré-consolidante à hauteur du pourcentage d'intérêt détenu par le groupe.

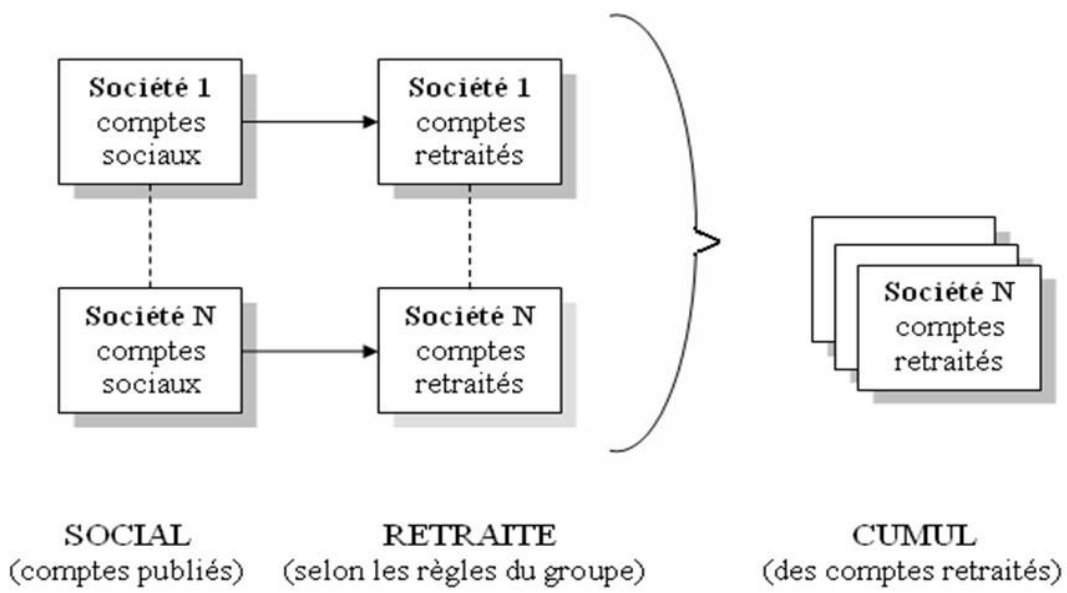
2.2.3. Société mise en équivalence

Il n'y a ni intégration du bilan ni du compte de résultat. En effet, cette méthode consiste, seulement, à substituer à la valeur comptable des titres de participation détenus par la consolidante, celle à laquelle ils correspondent réellement dans la situation nette de la société consolidée.

On peut schématiser les deux étapes de cette première phase de pré consolidation dans le schéma ci-dessous :

[1] MONTIER (Jean) et GRASSI (Olivier), Techniques de consolidation, édition ECONOMICA, 2éme édition, Paris, 2006, p185.

Figure 2.2 : Homogénéisation et intégration des comptes sociaux



Source : Sophie de Oliveira leite, Dang pham, **La consolidation des comptes**, édition Ellipses, Paris, 2002, p66.

La figure ci-dessus schématise comment la société consolidante traite les comptes sociaux de ses filiales afin de présenter les comptes cumulés.

Dans cette section nous avons expliqué les opérations de pré consolidation faites par l'entreprise mère avant de commencer les opérations de consolidation qu'on y avoir dans la prochaine section

Section 2 : L'élimination des opérations réciproques et répartition des capitaux propres

Dans cette section, on va présenter ce que le consolidateur doit faire après avoir toutes les informations des filiales et participations dont il a besoin, les deux grandes masses de cette section sont : l'élimination des opérations intragroupes et la répartition des capitaux propres.

1- L'élimination des opérations internes au groupe

Afin que les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation financière et de l'activité d'un groupe, il convient donc ne prendre en compte que les opérations réalisées avec des tiers extérieurs au groupe. Par conséquent, seuls les éléments suivants vont apparaître aux comptes consolidés :

- les actifs ou passifs à l'égard des tiers extérieurs au groupe ;
- les seules transactions réalisées avec des tiers ;
- les seuls résultats réalisés avec des tiers.

En définitive, les comptes consolidés sont établis comme ceux d'une entreprise individuelle où des transactions entre établissements ou unités ne donnent pas lieu à reconnaissance de produits ou charges, ni d'actifs ou passifs.
Pour la construction des états financiers consolidés, il convient donc d'éliminer ces opérations internes au groupe qui relèvent de deux catégories[1] :

- les opérations avec incidence sur le résultat du groupe ;
- les opérations sans incidence sur le résultat du groupe.

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.62

1-1 Opérations avec incidence sur le résultat du groupe

Les opérations internes ayant un impact sur le résultat consolidé doivent être éliminées suivant les modalités ci-après. Afin de dégager un résultat consolidé hors « résultats internes » traduisant uniquement les transactions du groupe avec ses partenaires extérieurs, il convient en effet d'éliminer l'effet sur le résultat global des opérations intragroupes concernées. Selon l'origine du « résultat interne » – exercice en cours et/ou antérieur –, l'élimination correspondante a pour contrepartie le résultat consolidé et/ou les réserves consolidées. Enfin, cette élimination portant sur une correction du résultat consolidé donne lieu, sauf exceptions, à la constatation d'un impôt différé lié à la différence temporaire ainsi générée.[1]

Ces éliminations de profits internes au groupe doivent être réalisées quelle que soit la méthode de consolidation retenue. Ils ne donnent pas lieu à information dans les états financiers sauf lorsque leur importance justifie une mention en annexe.[2]

Les opérations concernées sont les opérations ayant un impact sur le résultat consolidé. Autrement dit, il s'agit notamment des opérations intragroupes se traduisant par un résultat interne au groupe, c'est-à-dire, des profits et des pertes internes ainsi que des plus et moins- values internes. Il en va de même des dividendes intragroupes, des dotations internes aux provisions pour dépréciation des titres de participation et de celles relatives aux provisions pour risques et charges à hauteur des pertes subies par les filiales intégrées globalement.[3]

[1] ERIC (Tort), Op.cit, p.42.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit, p.62.
[3] ERIC (Tort), Op.cit, p.42.

1-1-1 Marge sur stock

Les ventes de biens entre sociétés du groupe conduisent à revaloriser le stock et à dégager une marge fictive. Cette marge contenue dans les stocks en provenance d'autres sociétés du groupe doit être éliminée si son montant est significatif.[1]

1-1-1-1 Elimination des profits

Lorsqu'une société du groupe possède dans ses stocks des biens ou des services provenant d'autres sociétés du groupe et sur lesquels une marge brute a été dégagée, celle-ci doit être éliminée. En effet, tant que ces biens ou services ne sont pas refacturés à l'extérieur du groupe, le profit contenu dans ces biens ou services ne peut être maintenu dans les résultats consolidés, puisqu'il n'est pas réalisé avec des tiers. Il ne s'agit que de l'application, au niveau du groupe, du principe du coût historique : les stocks sont valorisés au prix de revient (pour le groupe)[2]

1-1-1-2 Elimination des pertes

L'élimination des pertes internes n'est pas aussi automatique que celle des profits car il faut faire la distinction entre les pertes véritables, qui ont un caractère définitif, et celles qui résultent seulement de l'utilisation de prix de transfert inférieurs à la valeur réelle des actifs vendus.

Lorsqu'une transaction interne est conclue aux conditions normales du marché et qu'elle aboutit à une perte pour le vendeur, on peut considérer qu'elle est définitive puisque le résultat aurait été le même si l'acheteur n'avait pas appartenu au groupe. Le principe de prudence impose alors de la maintenir en comptabilité.

Mais les transactions entre sociétés du même groupe sont souvent conclues à des prix éloignés de la juste valeur des actifs concernés, afin d'optimiser la gestion des résultats au niveau du groupe et de minimiser la charge fiscale totale. Dans ce cas, la

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit, p.62.
[2] NEJI HERGLI (Mohamed), Op.cit, p.107.

perte qui n'est que la conséquence d'un prix de vente volontairement sous-évalué, doit être éliminée car elle n'a pas de caractère réel.[1]

1-1-2 Dividendes

Lorsqu'une société consolidée verse un dividende à une autre société du groupe cela représente au niveau des comptes individuels une diminution des capitaux propres pour l'entreprise qui verse le dividende et un produit financier pour l'entreprise qui le reçoit. Ce résultat doit être éliminé au niveau de l'entité qui perçoit le dividende.[2]

1-1-2-1 Dividendes provenant de bénéfices réalisés après la prise de contrôle

Selon IAS 27.25 « Les soldes et les transactions intra-groupe, y compris les ventes, les charges et les dividendes, sont intégralement éliminés… ».

L'élimination des dividendes reçus se justifie par le fait qu'ils sont juridiquement issus de résultats antérieurement réalisés ; or ceux-ci ont été pris en compte à leur origine au niveau consolidé en tant qu'élément de « résultat ». Comme les dividendes reçus sont inscrits en produits à caractère financier dans les comptes individuels, il faut en consolidation les considérer comme un élément prélevé sur exercice antérieur, et donc les réimputer en réserves de l'entreprise bénéficiaire de la distribution .[3]

1-1-2-2 Dividendes provenant de bénéfices réalisés avant la prise de contrôle

A ce propos il y a lieu de distinguer deux situations possibles :[4]

a. La décision de distribution des bénéfices est antérieure à la date d'acquisition des titres (date de prise de contrôle) : Dans les comptes sociaux de l'acquéreur, et conformément aux IFRS, les dividendes perçus viennent en

[1] NEJI HERGLI (Mohamed), Op.cit. p.108.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.64.
[3] NEJI HERGLI (Mohamed), Op.cit. p.118.
[4] Ibid, p.119.

déduction du coût d'acquisition des titres à due concurrence. Aucune élimination ne s'impose dans ces conditions.

b. La décision de distribution des bénéfices est postérieure à la date d'acquisition des titres (date de prise de contrôle) : Le produit financier qui en résulte, tel que constaté dans les comptes sociaux de l'acquéreur, non acquis par le groupe, est à éliminer en consolidation : il est viré en réduction du coût d'acquisition.

1-1-3 Plus-value de cession interne

Lorsqu'une société intégrée vend à une autre société intégrée une immobilisation, elle réalise (généralement) une plus-value de cession qu'on peut qualifier d'interne (et qui sera imposée). La société acquéreuse peut cependant constater un amortissement plus important (si l'immobilisation est amortissable).

Les plus-values dégagées sur des immobilisations cédées à l'intérieur du groupe ainsi que les suppléments d'amortissements constatés doivent être annulés.[1]

Dans les comptes consolidés, cette plus-value est éliminée chez le vendeur et l'immobilisation est ramenée à sa valeur historique chez l'acquéreur. Cette élimination est obligatoire et il n'existe pas de possibilité de déroger au principe général de retour au coût historique consolidé.[2]

La mise en œuvre de cette élimination peut s'avérer assez lourde, notamment en cas de cession ancienne, voire de cessions successives d'un même bien entre

[1] OBERT (Robert), Op.cit, p.230.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit, p.64.

entreprises du groupe ; elle suppose alors de conserver toutes les informations sur les cessions passées tant que les biens concernés sont encore dans le groupe.[1]

1-1-4 Provisions internes au groupe

Dans leurs comptes individuels, les entreprises doivent parfois enregistrer des provisions pour dépréciation et éventuellement pour risques afin de couvrir le risque de défaillance d'une participation consolidée. Les provisions pour dépréciation des titres constituées par l'entreprise détentrice de la participation sont éliminées en totalité. En effet, elles font double emploi avec la prise en compte en consolidation des capitaux propres consolidés de l'entité.

Les provisions pour dépréciation des créances intra groupe sont également éliminées. Les provisions internes au groupe ne sont pas éliminées si elles constatent une dépréciation ou un risque au niveau de l'ensemble consolidé. Il convient de s'interroger sur l'origine de la provision et de chercher ce qu'il adviendrait si la provision était constituée dans une entreprise unique.[2]

1-2 Opérations sans incidence sur le résultat du groupe

Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés à l'intérieur du périmètre de consolidation selon les modalités définies ci-après. Afin de conserver dans les états financiers consolidés uniquement les soldes et les flux du groupe avec ses partenaires externes, il s'agit donc d'éliminer, respectivement dans le bilan et le compte de résultat consolidés, les soldes et les flux relatifs aux opérations internes. De ce point de vue, les sociétés mises en équivalence ne sont pas concernées par cette neutralisation en

[1] MESPLE-LASSALLE (Dominique), op.cit, p.115.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.64.

l'absence d'intégration dans les comptes consolidés des comptes d'actifs, de passifs, de produits et charges correspondant.

Les opérations concernées sont les opérations intragroupes n'affectant pas le résultat consolidé, appelées opérations « réciproques ». Il s'agit notamment des opérations internes de type achat/vente se traduisant, d'une part, par un produit et une charge de même montant et, d'autre part, par une créance et une dette de même montant entre les sociétés participantes[1]

Ces opérations sont enregistrées dans les comptes individuels de chaque entreprise en sens opposé, c'est-à-dire dans des comptes réciproques de créances et dettes et de charges et produits. Ces derniers sont éliminés dans le cadre de la consolidation.

Ces éliminations portant sur des montants identiques sont sans incidence sur le résultat d'ensemble du groupe. L'élimination de ces opérations permet au groupe de n'afficher dans ses états financiers que seules les transactions à l'égard des tiers.

Il est important de noter, cependant, que l'élimination des comptes réciproques ne s'effectue qu'entre entreprises consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Dans le cas d'une intégration globale, l'élimination est à 100%. Mais dans le cas de l'intégration proportionnelle, elle s'effectue dans la limite du pourcentage d'intégration. La différence entre le montant de la créance ou dette et la quote-part éliminée est assimilée à une créance ou dette envers des entreprises extérieures au groupe. Il en est de même pour les charges et produits. Aucune information n'est imposée dans les états financiers consolidés sur les transactions intragroupes.

[1] ERIC (Tort), Op.cit. p.44.

Si l'entreprise est mise en équivalence, les opérations réciproques ne sont pas éliminées. Les transactions sont en effet considérées comme réalisées avec des tiers. Ces entreprises mises en équivalence relèvent de la notion d'entreprises liées et une information spécifique est prévue en annexe relative aux parties liées au groupe.[1]

2- **Répartition des capitaux propres et élimination des titres de participations**

Les opérations de cumul, de partage des capitaux propres des entités consolidées et d'élimination des titres s'effectuent à ce stade du processus de consolidation. Ces opérations se réalisent selon les modalités propres à chaque méthode de consolidation.[2]

2-1 partages des capitaux propres

Cette étape de la dernière phase du processus de consolidation varie en fonction de la méthode de consolidation retenue comme suit :[3]

2-1-1 Consolidation globale

La répartition des capitaux propres est opérée sur la base du pourcentage d'intérêt détenu par la société mère dans la société consolidée. L'objectif est de constater les intérêts majoritaires ainsi que les intérêts minoritaires correspondants aux parts des actionnaires hors groupe et des actionnaires du groupe dans les capitaux propres et dans le résultat de la filiale consolidée.

2-1-2 Consolidation proportionnelle

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p.65.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p.72.
[3] SAIHI (Youcef), Les consolidés des impôts différés selon les normes IAS/IFRS en Algérie, mémoire de magister, Ecole supérieure de commerce d'Alger, 2011, p.50.

Dans ce cas, le partage est aussi effectué sur la base du pourcentage d'intérêt de la mère dans la société consolidée. Cependant, l'objectif n'étant pas de constater des intérêts non contrôlés mais, seulement, des intérêts majoritaires dans les capitaux propres de la société consolidée car seule la quote-part des comptes appartenant au groupe est cumulée.

2-1-3 La mise en équivalence

Dans le cas d'une mise en équivalence, il n'y a ni répartition de capitaux propres ni élimination de participations. En effet, cette méthode répond à une autre logique qui échappe à la phase d'intégration et consiste, seulement, à substituer au coût d'acquisition des titres, la valeur comptable à laquelle ils correspondent dans les capitaux propres (y compris les résultats) de l'entreprise mise en équivalence.

2-2 L'élimination des titres de participation

La mise en œuvre de cette opération suppose que la valeur des titres soit égale à la quotepart de la société mère dans la situation nette de la société consolidée. Or, il s'avère qu'il n'y a pas toujours égalité entre ces deux éléments (la valeur des titres et ce à quoi ils équivalent dans la situation nette de la société consolidée).

Celle-ci étant comptabilisée à son coût d'acquisition, il en résulte un écart appelé « écart de consolidation » qui a pour origine deux éléments :[1]

- L'écart de première consolidation : Ecart de consolidation à la date d'acquisition de la participation ;
- La part de la société mère dans la variation des capitaux propres de la filiale depuis cette date.

2-2-1 Ecart d'évaluation

[1] SAIHI (Youcef), Les consolidés des impôts différés selon les normes IAS/IFRS en Algérie, mémoire de magister, Ecole supérieure de commerce d'Alger, 2011, p.50.

La norme **IAS 36** impose de constater une dépréciation (ou perte de valeur) lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.[1]

La norme **IFRS 3** (§18) précise que l'acquéreur doit évaluer les actifs identifiables acquis et les passifs repris à leurs juste valeur à la date d'acquisition. On appelle «écarts d'évaluation». La différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans l'entreprise contrôlée. La différence dont il est question peut être une plus ou moins-value latente.[2]

Selon l'article 132-14 « SCF » : un écart d'évaluation qui correspond à la différence entre la valeur comptable de certains éléments identifiables de l'actifs, et la juste valeur de ces mêmes éléments à la date de l'acquisition des titres.[3]

Le traitement comptable de l'écart d'évaluation se fait en deux étapes :[4]

Etape A : Intégration des plus ou moins-values latentes au bilan consolidé ;

Etape B : Constatation de la dépréciation de l'écart d'évaluation.

2-2-2 L'écart d'acquisition

L'IFRS 3 définit l'écart d'acquisition comme étant : « l'excédent du cout d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs acquis à la date d'acquisition ».

Selon l'article 132-14 du « SCF » : « un écart d'acquisition, ou goodwill, qui correspond à l'excédent de l'écart de consolidation qui n'a pas pu être affecté à

[1] 1 BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.115.
[2] OBERT (Robert), Op.cit., p.235.
[3] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p.15.
[4] LEFEBVRE (Francis), Comptes consolidés, Francis, Paris, 2007, p.433.

des éléments identifiables de l'actifs, et qui est inscrit à un poste particulier d'actifs».[1]

Selon l'article 132-15 : « l'écart d'acquisition est inscrit à l'actif non courant du bilan sous une rubrique distincte, en augmentation de l'actif si l'écart est positif, en diminution de l'actif si l'écart est négatif ».[2]

Donc cet écart peut être positif (goodwill) comme il peut être négatif (Badwill) :[3]

2.2.2.1 Goodwill

Comptabilisation à l'actif du bilan dans un poste spécifique d'actif incorporel. L'écart d'acquisition, ou survaleur, ou goodwill, correspond au « surprix » payé par l'acheteur par rapport à la quote-part d'actifs et de passifs acquis. En effet, le vendeur, en cédant sa participation, se défait de profits futurs, tandis qu'au contraire l'acheteur acquiert ces mêmes profits. Il semble donc raisonnable, dans le prix d'acquisition, de tenir compte des profits futurs actualisés sur une période raisonnable.

2.2.2.2 Badwill

Un tel écart apparait lorsque la participation a été acquise à un prix inférieur à sa part dans les capitaux propres retraités ce qui peut correspondre :

- soit à des charges de restructuration futures rendues nécessaires par la mise aux normes techniques du groupe par exemple d'une usine ;
- soit à un abattement de valeur pour une baisse de rendement à venir (obsolescence technique, dépassement technologique, concurrences) ;
- soit tout simplement à la réalisation d'une bonne affaire (difficultés passagères de la société reprise, baisse du cours de bourse….).

[1] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p.15.
[2] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p.15.
[3] COLINET (François) et PAOLI (Simon) : pratique des comptes consolidés, DONOD, 6ème édition, Paris, 2016, p.130.

Tableau 2.1 : Traitement de l'écart d'acquisition par IFRS 3

ITEMS	International **IFRS 3**
Goodwill Positif	Inscription en immobilisations incorporelles : pas d'amortissement mais test annuel de dépréciation obligatoire.
Goodwill Négatif	Reprise en résultat de l'exercice d'acquisition après confirmation des justes valeurs des actifs et passifs identifiables.

Source : François colinet, Simon paoli, op, cit. p 130.

Le tableau présenté ci avant résume l'interprétation des normes IFRS 3 les deux sortes du Goodwill que ce soit positif ou négatif

2.2.2.3 Dépréciation du goodwill

La norme internationale IFRS3 a entériné la suppression de l'amortissement systématique du goodwill.

Ce dernier est désormais affecté, à la date d'acquisition, à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT est définie par l'IAS 36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs, qui génère des flux de trésorerie ("cash flows"),

Fortement indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs. Et l'ensemble, ainsi formé, est soumis chaque année à un test de dépréciation visant à s'assurer que sa "valeur recouvrable" (le plus élevé des montants entre sa juste valeur diminuée des frais de cession estimés et sa valeur

d'usage, cette dernière correspond à la somme des cash flows futurs actualisés attendus de ce dernier) n'est pas inférieure à sa valeur nette comptable.[1]

Apres avoir terminé cette seconde section, et après le suivi du processus de consolidation on peut dire que le l'entreprise consolidante est capable d'afficher les états financiers consolidés qu'on va en parler dans la section prochaine.

[1] Selon le paragraphe 39 de la norme IFRS3.

Section 3 : présentation des états financiers consolidés

Dans cette section nous allons viser l'approche formelle de la présentation des états financiers consolidés, à ce stade l'entreprise mère et après avoir passé toutes les étapes du processus de consolidation elle doit présenter le bilan, le compte de résultat consolidés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau de flux de trésorerie et les notes annexes.

Selon le SCF 2009 qui a adopté des modèles de base, pour les comptes individuels et consolidés qui doivent être adaptés à chaque entité afin de fournir des informations financières répondant à la réglementation.[1]

La norme IAS1 définit la présentation des états financiers consolidés. Les dispositions de cette norme laissent aux groupes une liberté importante dans la structure et la présentation des états financiers. C'est un vrai changement pour les utilisateurs des états financiers qui sont familiarisés avec des états financiers plus normés et détaillés. Les choix de présentation des états financiers sont effectués pour garantir une bonne compréhension de la situation et de la performance financière du groupe.

Les états financiers comprennent :

- Le bilan ;
- Le compte de résultat ;
- L'état de variation des capitaux propres ;
- Le tableau de flux de trésorerie ;
- Les méthodes comptables et notes annexes.[2]

[1] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p. 23.
[2] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.73.

1- Le bilan consolidé

Chaque entité doit présenter au bilan, selon la norme IAS 1, séparément ses actifs et ses passifs tant courants que non-courants.[1]

En normes IFRS, l'appellation « état de situation financière » peut être utilisée, de manière facultative, pour désigner le bilan.

De manière générale, la présentation du bilan consolidé selon le référentiel international se faite par rapport aux informations minimales à produire et de leur ordre de présentation, dont, il n'existe pas de modèle normé obligatoire. L'objectif du bilan consolidé est de représenter la situation patrimoniale et financière du groupe.[2]

1.1 Les rubriques spécifiques aux bilans consolidés

Le bilan consolidé contient quelques rubriques spécifiques par rapport à des états financiers individuels. Dans un but de bonne analyse, il convient de :[3]

1-1-1 **Écart d'acquisition (ou goodwill)**

Il représente la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part des capitaux propres retraités au jour de l'acquisition. Cet écart est positif lorsque le coût d'acquisition des titres est supérieur à la quote-part des capitaux propres. Le goodwill relatif à une entreprise associée est obligatoirement inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence

1-1-2 **Participations comptabilisées selon la méthode mise en équivalence**

Le montant de ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres des entreprises associées consolidées par la méthode de mise en équivalence.

[1] BERTIN (Elisabeth), Op.cit. p. 198.
[2] ERIC (Tort), Op.cit. p.69.
[3] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p.7

1-1-3 **Intérêts minoritaires**

Quote-part des capitaux propres d'une société consolidée selon la méthode de l'intégration globale qui revient aux associés ou actionnaires extérieurs au groupe. Cette rubrique figure obligatoirement dans les « capitaux propres ».

1.2 Les bilans consolidés selon les normes internationales

A propos des bilans consolidés le référentiel international marque les points suivants:[1]

Le cadre conceptuel définissant les objectifs et les qualités requises en matière d'information financière internationale, la norme IAS 1 s'applique plus spécifiquement à la présentation des états financiers établis en normes IFRS. Ceux-ci doivent être établis conformément aux dispositions générales prévues au §. 15 à 46 de la norme IAS1, à savoir notamment ;

- Le respect de l'image fidèle ;
- La continuité d'exploitation ;
- La permanence de la présentation ;
- La non-compensation sauf exceptions des éléments des états financiers et la production des informations comparatives concernant l'exercice précédent.

Au niveau du bilan, la norme IAS 1 ne prévoit pas de modèle obligatoire en termes d'ordre et de format de présentation mais une liste d'informations minimales obligatoires, cette liste se présente comme suit :

- immobilisations corporelles ;
- immeubles de placement ;
- immobilisations incorporelles
- actifs financiers ;

[1] ERIC (Tort), Op.cit. p.71.

- participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- actifs biologiques ;
- stocks ;
- clients et autres débiteurs ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- actifs et groupe d'actifs détenus en vue de leur vente selon IFRS 5 ;
- fournisseurs et autres créditeurs ;
- provisions ;
- passifs financiers ;
- passifs et actifs d'impôt exigible ;
- passifs et actifs d'impôt différé ;
- passifs inclus dans des groupes classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS5 ;
- intérêts minoritaires, présentés au sein des capitaux propres ;
- capital émis et réserves attribuables aux actionnaires de la société mère.

2- Le compte de résultat consolidé

Les normes IFRS imposent uniquement la production d'informations minimales dans un état de résultat global comprenant d'une part, les composantes du résultat et d'autre part, les autres éléments de charges et produits directement inscrits en capitaux propres.[1]

La norme IAS 1 laisse le choix entre une présentation des charges classées par nature ou regroupées par fonctions (ou destination). Il n'y a pas de méthode préférentielle bien que la présentation par destination d'origine anglo-saxonne soit davantage utilisée car plus prisée par les analystes pour mesurer la performance d'un groupe.

[1] ERIC (Tort), Op.cit. p.77.

La présentation par destination laissant une part importante au jugement, les entreprises choisissant ce mode de présentation doivent fournir en annexe le montant des principales natures de charges (amortissements, frais de personnel).[1]

Selon l'article 230.1 du SCF le compte de résultat est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entité au cours de l'exercice. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement. Il fait apparaitre, par différence, le résultat net de l'exercice.[2]

2.1 Le compte de résultat selon le référentiel algérien SCF

Le SCF traite les points suivants à propos des comptes de résultats :

2.1.1 Le contenue

Selon l'article 230.2 les informations minimales présentées au compte de résultat sont les suivantes :[3]

- Analyse des charges par nature, permettant de déterminer les principaux agrégats de gestion suivants : marge brute, valeur ajoutée, excèdent brut d'exploitation ;
- Produits des activités ordinaires ;
- Produits financiers et charges financières ;
- Charge de personnel ;
- Impôts, taxes et versements assimilés ;
- Dotation aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations corporelles ;
- Dotations aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations incorporelles ;

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit., p.77.
[2] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p 25
[3] Ibid., p 25

- Résultat des activités ordinaires ;
- Eléments extraordinaires (produits et charges) ;
- Résultat net de la période avant distribution ;
- Pour les sociétés par action, résultat net par action

Dans le cas de compte de résultat consolidé :

- La quote-part dans le résultat net des entités associées et des co-entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence ;
- La part des intérêts minoritaires dans le résultat net.

Donc le compte de résultat consolidé met en évidence :

- Le résultat des entreprises intégrées (société-mère plus sociétés intégrées selon les méthodes globale et proportionnelle) ;
- Le résultat des entreprises mises en équivalences (quote-part revenant au groupe);
- Le résultat consolidé de l'ensemble ventilé en :

  -Part du groupe dans le résultat ;

  -Part des minoritaires (ou intérêts hors-groupe) dans le résulat.

2.1.2 La forme :

Le paragraphe 88 de la norme IAS 1, laisse aux entreprises de présenter leur compte de résultat selon deux modèles, l'un suivant un classement par nature, l'autre selon un classement par destination ou par fonction[1].

[1] BONIER (Carole) et PASCALLE (Delvaille) : comptabilité financière des groupes, édition GUALINO,Paris, 2006, p.118.

Compte du résultat par nature : consiste à regrouper les charges et produits en familles selon leurs natures.

Compte de résultat par fonction : consiste à classer les charges selon leur fonction dans les ventes.

2.2 Le compte de résultat selon le référentiel international

La norme IAS 1 ne prévoit pas de modèle obligatoire en termes d'ordre et de format de présentation mais une liste d'informations minimales, cette liste est citée ci-dessous[1] :

Les produits des activités ordinaires
Les charges financières ;
La quote-part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
La charge d'impôt sur le résultat ;
Un montant unique représentant le total des activités abandonnées (voir IFRS 5) ;

Le résultat net de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère ;

3- Le tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie, au sens de l'IAS 7, impose la fourniture d'une information sur l'historique des évolutions de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'une entreprise au moyen d'un tableau des flux de trésorerie classant les flux de trésorerie de l'exercice en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.[2]

[1] ERIC (Tort), Op.cit. p.80.
[2] BERTIN (Elisabeth), Op.cit. p. 184.

Les normes IAS/IFRS en conduisant à une volatilité plus forte du résultat remettent en avant le tableau de flux de trésorerie qui neutralise les flux purement, comptables pour ne retenir que les encaissements et décaissements. Aussi le tableau de flux est appelé à jouer un rôle majeur dans l'analyse financière.[1]

Le tableau des flux de trésorerie consolidé retrace tous les mouvements monétaires qui expliquent le passage du bilan d'ouverture au bilan de clôture. En effet, le tableau des flux de trésorerie donne la variation de trésorerie (et équivalents) durant l'exercice. Cette variation de trésorerie (et équivalents) est égale à la différence entre la trésorerie (et équivalents) figurant dans le bilan à la clôture et la trésorerie (et équivalents) figurant dans le bilan à l'ouverture.[2]

L'objectif du tableau des flux de trésorerie est de fournir une information sur la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie et les besoins d'utilisation de cette trésorerie. Les utilisateurs d'états financiers sont intéressés par la façon dont le groupe génère et utilise la trésorerie.[3]

Selon l'article 240.1 du « SCF » : le tableau de flux de trésorerie a pour but d'apporter aux utilisateurs des états financiers une base d'évaluation de la capacité de l'entité à générer de la Trésorerie et trésorerie et des équivalents de trésorerie.[4]

3.1 Le tableau de flux de trésorerie selon le référentiel algérien

Selon l'article 240-2 du SCF un tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de disponibilités intervenues pendant l'exercice selon leur origine[5] :

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.85.
[2] BERTIN (Elisabeth), Op.cit. p. 184.
[3] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.85.
[4] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p.22.
[5] Journal Officiel de la République Algérienne n° 19, Op.cit., p.22.

- Flux générés par les activités opérationnelles (activités qui génèrent des produits et autres activités non liées à l'investissement et au financement) ;

- Flux générés par les activités d'investissement (décaissements sur acquisition et encaissements sur cession d'actifs à long terme) ;

- Flux générés par les flux de financement (activités ayant pour conséquence de modifier la taille et la structure des fonds propres ou des emprunts) »

3.2 Le tableau de flux de trésorerie selon le référentiel international

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés selon l'une de deux méthodes suivantes :[1]

- La méthode directe, suivant laquelle les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes sont présentées.
- La méthode indirecte, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

L'Autorité des normes comptables propose dans sa recommandation n°2013-03 un modèle amélioré de tableau de flux de trésorerie intégrant certaines évolutions normatives internationales.[2]

Tableau 2.2 : Le format de tableau de flux de trésorerie.

[1] OBERT (Robert), Op.cit, p.180.
[2] ERIC (Tort), Op.cit, p.91.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE	N	N-1
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires) +/– Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant) –/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur +/– Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés –/+ Autres produits et charges calculés –/+ Plus et moins-values de cession –/+ Profits et pertes de dilution +/– Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence – Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt + Coût de l'endettement financier net +/– Charge d'impôt (y compris i impôts différés) **Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)** – Impôts versés **(B)** +/– Variation du B. F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) **(C**)		

= FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (D)		
– Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés) + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés) + Incidence des variations de périmètre (cessions) – Incidence des variations de périmètre (acquisitions) + Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés) +/– Variation des prêts et avances consentis + Subventions d'investissement reçues +/– Autres flux liés aux opérations d'investissement		
= FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INV		
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital – Versées par les actionnaires de la société mère – Versées par les minoritaires des sociétés intégrées + Sommes reçues lors d'un changement dans les participations sans		

+/– Sommes versées lors d'un changement dans les participations sans perte de contrôle + Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options –/+ Rachats et reventes d'actions propres – Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice – Dividendes versés aux actionnaires de la société mère – Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées + Encaissements liés aux nouveaux emprunts – Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement) – Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement) +/– Autres flux liés aux opérations de financement		
= FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		
+/– Incidence des variations des cours des devises **(G)**		
=VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (D+E+F+G)		

Source: Eric (Tort), Op.cit. p.92

Le tableau présenté ci-dessus c'est la présentation type de tableau de flux de trésorerie et les éléments essentiels qu'ils doivent appartenir à ce tableau.

4- les états de variation des capitaux propres

Le groupe doit présenter comme une composante séparée des états financiers un état représentant la variation des capitaux propres. Ce document doit expliquer la variation globale des capitaux propres c'est-à-dire à la fois la part du groupe et la part des intérêts minoritaires.[1]

En référentiel IFRS, il est en outre prévu la production d'un état de résultat global comprenant, en particulier, les autres éléments du résultat global inscrits directement hors du résultat net.[2]

On va avoir deux points essentiels à propos des états de variation des capitaux propres qui seront présentés comme suit :

4.1 La variation des capitaux propres part groupe

La variation des capitaux propres du groupe entre deux dates de clôture traduit l'augmentation ou la diminution du patrimoine du groupe, selon les principes d'évaluation appliqués dans les états financiers.

Les variations des capitaux propres se décomposent en deux catégories :

4-1-1 Les variations résultant des transactions avec les actionnaires de la société consolidante

– les dividendes distribués par la société consolidante ;
– les augmentations ou réduction de capital de l'entreprise consolidante ;
– les acquisitions ou cessions de titres d'autocontrôle (ou actions propres).

[1] BACHY (Bruno), SION (Michel), Op.cit. p.81.
[2] ERIC (Tort), Op.cit. p.98

4-1-2 Les variations générées par le résultat de l'exercice et les variations de valeur des actifs et passifs enregistrés directement dans les capitaux propres

– le résultat de l'exercice ;
– les produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres comme l'exige la norme IAS 39 pour certaines opérations ;
– l'incidence des changements de méthode comptable ou des corrections d'erreurs d'un exercice antérieur ;
– l'incidence des variations de taux de conversion dans l'hypothèse où le groupe consolide des entités dont les comptes sont établis en devises (voir chapitre précédent);
– l'incidence des réévaluations que nous étudierons dans le chapitre consacré à l'évaluation des actifs.

4.2 La variation des intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires n'existent que lorsque le périmètre de consolidation comprend des entités consolidées par intégration globale que le groupe ne détient pas en totalité.

La variation des intérêts minoritaires a deux origines principales :

- Les variations générées par le résultat de l'exercice et les variations de valeur des actifs et passifs enregistrés directement dans les capitaux propres comme nous l'avons décrit ci-dessus ;

- Des variations spécifiques aux intérêts minoritaires qui résultent soit de l'affectation du résultat d'une entité consolidée ou de variation de périmètre

de sociétés intégrées globalement, entrée ou sortie de périmètre, acquisition ou cession partielle de titres, augmentation de capital.

5- Notes annexes aux états financiers

5.1 Les annexes selon le référentiel algérien

L'annexe SCF doit comporter, des informations relatives qu'on va les présenter comme suit :[1]

- Au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, aux méthodes et règles d'évaluation :

  - ❖ Référence aux règles algériennes et, éventuellement, aux règles internationales ou à des règles internationalement reconnues ;
  - ❖ Méthodes de consolidation, détermination de l'écart d'acquisition, détermination de la valeur d'entrée des actifs et des passifs, méthodes de conversion utilisée pour les comptes des entités étrangères, etc. ;

- Au périmètre de consolidation : critères retenus pour la définition du périmètre, liste des entreprises consolidées, part du capital détenu directement ou indirectement dans chacune des entités, mode de consolidation par entité, etc. ;

- A la comptabilité des comptes : justification et incidences des changements comptable, cout d'acquisition de titre d'une entité acquise durant l'exercice consolidée proportionnellement ou globalement, montant de l'écart d'acquisition, impact des acquisitions et des cessions sur le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, etc. ;

[1] BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Op.cit. p.361.362.

- Aux explications des postes du bilan, du compte de résultat et de leurs variations ;

- Aux événements postérieurs à la clôture ;
- Aux entreprises liées : transactions avec les entreprises non consolidées proportionnellement ou globalement ;

- Aux dirigeants : rémunérations, engagements en matière de pension et indemnités assimilées, avances et crédits accordés, etc.

5.2 Les annexes selon le référentiel international

La norme IAS 1 précise qu'une entité doit :[1]

- Présenter des informations sur la base d'établissement des états financiers et sur les méthodes comptables spécifiques choisies;
- Indiquer les informations imposées par les normes comptables qui ne sont pas présentées par ailleurs dans les états financiers;
- Fournir des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le corps des états financiers, mais qui sont nécessaires pour chacun d'entre eux.
- Les notes de l'annexe consolidée doivent faire l'objet d'une présentation structurée.
- Les postes des autres documents consolidés doivent renvoyer à un paragraphe précis de l'annexe.

Dans les annexes consolidées, il convient de fournir des informations complémentaires sur les états financiers consolidés, notamment :

- La liste des filiales nationales et étrangères, avec leur nom, leur pays d'enregistrement ;

[1] BERTIN (Elisabeth), Op.cit, p.227.

- Le pourcentage d'intérêts et de droits de vote détenus ;
- Les raisons qui ont conduit à la non-consolidation d'une filiale ainsi que la nature des relations avec la société mère ;
- Les acquisitions et les sorties de filiale durant l'exercice et les incidences sur la situation financière, avec une comparaison dans le temps ;
- Une description des méthodes utilisées pour la consolidation.

Donc dans cette dernière section, nous avons présenté ce que l'entreprise consolidante affiche après avoir suivi le processus de consolidation expliqué dans les deux précédentes sections, c'est-à-dire la présentation des états financiers consolidés c'est le résultat des opérations et retraitements de la consolidation appliqués au sein d'une entreprise mère.

Conclusion du chapitre

Il importe de noter que le processus de consolidation est très complexe et obéit à une démarche stricte et normalisée afin de s'assurer que ces comptes reflètent l'activité, présentent une véritable situation patrimoniale et donnent une image économique réelle, pour se servir, enfin, d'un vrai outil de gestion.

A la fin de ce chapitre nous nous retrouvons avec les états financiers consolidés de la société mère en passant par plusieurs étapes et en mettant en place de différentes opérations de consolidation qui appartiennent au processus détaillé dans ce chapitre.

Chapitre troisième

L'audit des comptes consolidés

Introduction du chapitre

L'auditeur des comptes consolidés certifient que les comptes sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Dans le cadre de la révision des comptes consolidés, la nature des éléments à contrôler et le contrôle interne du groupe sont tellement particuliers qu'ils conduiront l'auditeur à adapter sensiblement sa démarche habituelle.

En effet, un groupe et souvent complexe, composé de sociétés dont l'environnement économique, légal, comptable et fiscal est différent et se caractérise par des flux d'opérations souvent difficiles à cerner précisément. De plus, les dispositifs de contrôle interne d'un groupe ont des particularités qu'il ne faut pas ignorer et qui influeront considérablement sur l'étendue et le déroulement des travaux de révision. Enfin, cette complexité nécessitera la mise en place d'une organisation des relations avec les différents intervenants, la constitution d'une équipe et l'établissement de dossiers de travail adaptés à l'originalité des procédures d'audit.

Les étapes de certifications seront traitées dans ce chapitre.

Section 01 : le cadre théorique de l'audit des comptes consolidés

1- L'audit financier :

1- 1 Définition de l'audit financier :

L'audit est une procédure qui certifie les comptes d'une entreprise. Elle est assurée par un auditeur qui atteste de la bonne santé financière de l'entreprise ainsi que de la régularité de sa gestion.

Un bon audit assure ainsi une certification à ladite entreprise auprès de différents partenaires ou organisme par exemple. Au-delà de cette mission de contrôle, l'auditeur grâce à son analyse permet à son client de prévoir les futures démarches à effectuer.

Selon Robert le Duff l'audit financier est un processus par lequel un professionnel compétent et indépendant examine et évalue une information en vue d'exprimer sur celle-ci, une opinion par référence à des critères établis ; normalement cette opinion accroît la crédibilité de cette information et par voie de conséquence son utilité. La démarche d'audit suppose l'application de techniques et d'outils par un professionnel ayant une connaissance suffisante des activités faisant l'objet de l'examen. L'auditeur formule une opinion indépendante susceptible d'engager sa responsabilité, sur un plan civil mais aussi dans certains cas, sur un plan pénal.[1]

1.2 Objectifs de l'audit financier

L'audit a pour but d'augmenter le niveau de confiance que les états financiers inspirent aux utilisateurs visés. Pour que ce but soit atteint, l'auditeur exprime une opinion indiquant si les états financiers ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'information financière applicable. Dans le contexte de la plupart des référentiels à usage général, cette opinion consiste à

[1] Robert Le Duff, Encyclopédie de la gestion et du management, Dalloz, 1999, Paris, p : 70

indiquer si les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle a conformément au référentiel[1] ?

1-3 L'auditeur externe :

La principale différence entre un auditeur interne et un auditeur externe est que l'auditeur externe n'est pas employé au sein d'une entreprise et travaille au sein d'un cabinet d'audit. Il intervient chez des entreprises diverses pendant une durée limitée (soit le temps de réaliser son audit) et est donc amené à effectuer des déplacements régulièrement au cours de l'année.

Pour ce qui est des missions, l'auditeur externe a pour rôle d'évaluer la situation financière des entreprises et de contrôler leurs comptes. Il s'agit de s'assurer de la conformité des données fournies par les entreprises et de s'assurer, dans une certaine mesure, de la sincérité de ces dernières.

Dans le cadre de ses missions, l'auditeur externe :

- Rencontre les acteurs clés de l'entreprise ;
- Vérifie les factures et les relevés bancaires ;
- Analyse le capital de l'entreprise ;
- Rédige des synthèses ;
- Formule des critiques, des préconisations.

Les auditeurs externes sont notamment amenés à intervenir dans le cadre d'acquisitions et de restructurations.

On notera qu'avoir un excellent relationnel est indispensable pour les auditeurs externes. Ils doivent réussir à s'adapter à chaque nouvelle entreprise et à comprendre leur fonctionnement pour être en mesure d'effectuer correctement sa mission.

[1] IFAC, Norme Internationale D'audit ISA 200, Traduction française modifiée pour la dernière fois en février 2011

1-4 Méthodologie d'audit externe

Chaque cabinet d'audit a une méthodologie qui lui est propre. Cependant, on retrouve dans chacune de ces méthodologies des grandes lignes semblables. L'objectif est d'en donner ici un aperçu simplifié afin de comprendre globalement ce qu'est la méthodologie d'audit.

La méthodologie va s'appuyer sur une démarche générale qu'il faut ensuite adapter aux spécificités de chaque mission. Cette démarche comporte 4 étapes principales[1] :

- Prise de connaissance ;
- Evaluation du contrôle interne ;
- Examen des comptes financiers ;
- Opinion et rapport.

1-4-1 Etape 1 : prise de connaissance

Cette première étape permet à l'auditeur de prendre connaissance du contexte général de la société et d'évaluer les principaux risques. Il va ensuite s'appuyer sur cette prise de connaissance pour planifier et orienter sa mission.

C'est au cours de cette première étape que l'auditeur met en place le dossier permanent (ou le complète s'il existe déjà) et rédige le plan de mission.

Pour atteindre ses objectifs, il va mener des entretiens avec les personnes clés de l'entreprise et exploiter la documentation ainsi que les comptes de l'entreprise.

1-4-2 Etape 2 : évaluation du contrôle interne

Au cours de cette deuxième étape, l'auditeur va rechercher les différents risques et en apprécier les incidences possibles sur la nature et l'étendue de ses travaux. Il va pour se faire étudier les procédures de contrôle interne aboutissant à la production des comptes financiers.

[1] www.l'expert-comptable.com , visité le 19/05/2022 à 10h23.

Cette étape lui permet de mettre en œuvre une approche par les risques, ce qui va lui éviter de contrôler exhaustivement les comptes financiers mais bien de se focaliser sur les points risqués. Pour rappel, l'objectif du CAC est d'exprimer une opinion motivée sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des informations financières qui lui sont soumises. Il n'a pas pour objectif de prouver que les informations sont justes.

Pour s'assurer d'atteindre cet objectif, l'auditeur va établir un seuil de signification. Ce seuil, un chiffre, va lui donner une limite chiffrée au-delà de laquelle une erreur, une inexactitude ou une omission peut affecter la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels. Ce seuil va être utilisé tout au long de sa mission pour programmer l'étendue des sondages et apprécier la gravité des anomalies éventuellement constatées. Il s'agit bien sûr d'une notion subjective, qui est établie en fonction de critères quantitatifs (bénéfice net, capitaux propres…) et qualitatifs (intuition fondée sur analyse effectuée). Il relève donc du pouvoir de décision du CAC.

1-4-3 Etape 3 : examen des comptes financiers

Cette troisième étape est dans la continuité des deux précédentes. En effet, une fois qu'on a pris connaissance de l'environnement de l'entreprise, de son contrôle interne et qu'on a ciblé les risques, il est nécessaire d'analyser les comptes de manière plus précise afin d'identifier les éventuelles anomalies significatives.

Pour contrôler les comptes, l'auditeur va chercher à valider les assertions d'audit. Il s'agit des critères auxquels doit répondre l'information financière pour qu'elle soit régulière et sincère. Ces assertions s'appliquent à chaque poste du bilan et du compte de résultat et aux informations contenues dans l'annexe. Globalement il existe 6 assertions : exhaustivité, réalité, propriété, correcte évaluation, séparation des exercices, correcte imputation.

Pour valider ces assertions, l'auditeur va mettre en œuvre des procédures d'audit. Il va ensuite consigner tous ses travaux dans un dossier de travail. Ce dossier va permettre au CAC de :

- Rendre la mission plus efficace grâce au suivi de l'avancement des travaux
- Contrôler les travaux de ses collaborateurs ;
- Justifier les conclusions tirées et apporter la preuve des diligences effectuées.

1-4-4 Dernière étape : opinion et rapport

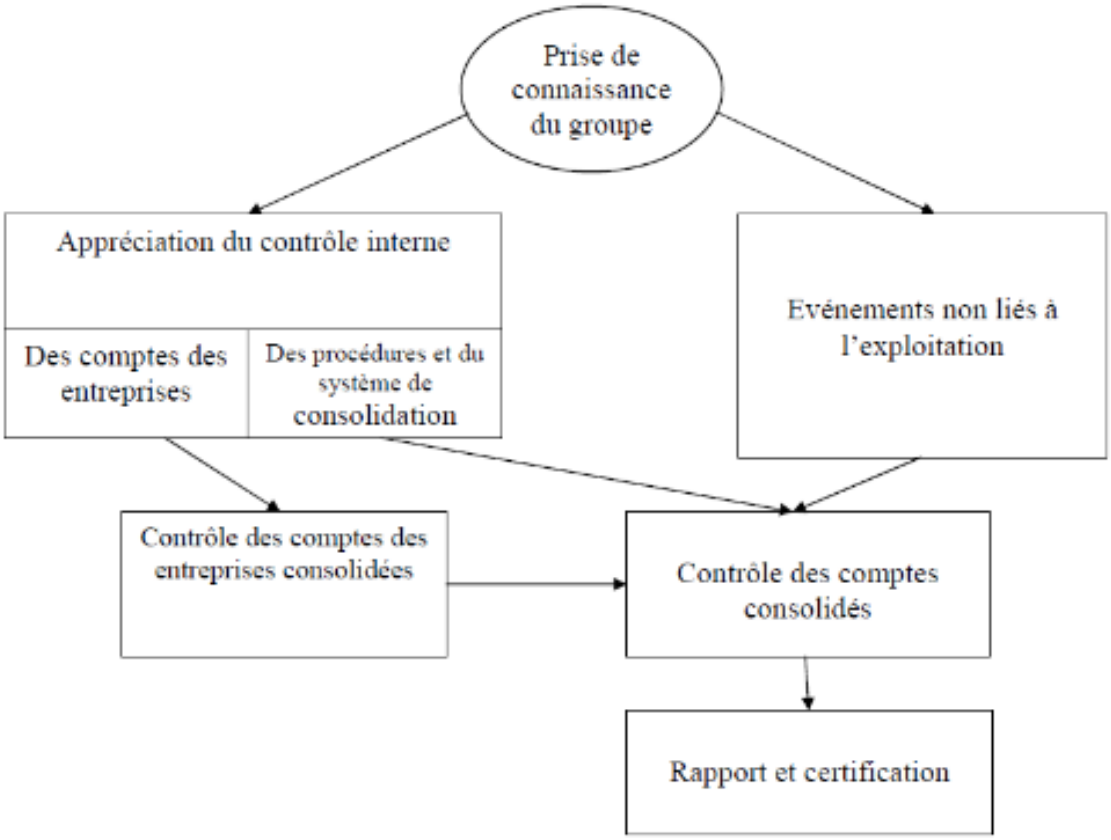
Le CAC, comme la loi le prévoit, doit établir un rapport dans lequel il expose et justifie son opinion. Cette opinion est la conclusion de tous les travaux menés au cours de la mission. Elle est communiquée à l'ensemble des associés/actionnaires au cours de l'assemblée générale annuelle par l'intermédiaire du rapport. Ce rapport a une forme et un fond précis : titre, paragraphes, date, signature du rapport.

L'opinion donnée par le CAC peut être, selon le cas :

- La certification sans réserve ;
- La certification avec réserve(s) : désaccord ou limitation ;
- Le refus de certifier : désaccord, limitation ou incertitude.

Nous traiterons en détail dans les prochaines sections la **démarche d'audit des comptes consolidés**, nous ne le résumerons que dans un schéma simplifié pour se faire une idée.

Figure 3.1 : la démarche d'audit des comptes consolidés



Source : Francois Colinet, Simon Paoli, la pratique des comptes consolidés, Dunod, 2005, Paris, P :533

2– Les normes de l'audit financier :

2-1 Les normes internationales d'audit

L' **IAASB (**International Auditing and Assurance Standard Board) a reçu la mission et le pouvoir de publier au nom du conseil de l'IFAC des recommandations sur l'audit et les missions qui s'y attachent.

L'IAASB publie des textes sous forme de recommandations internationale (appelée International Standard of Auditing, ISA)[1]

[1] www.ifac.org le 07-01-10 à 18 :06

Comme suit Le contenu de ces normes:

-**ISA 200** objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite d'un audit selon les normes internationales d'audit

-**ISA 210** accord sur les termes des missions d'audit

-**ISA 220** contrôle qualité d'un audit d'états financiers

-**ISA 230** documentation d'audit

-**ISA 240** les obligations de l'auditeur en matière de fraude lors d'un audit d'états financiers

-**ISA 250** prise en considération des textes législatifs et règlementaires dans un audit d'états financiers

-**ISA 260** communication avec les personnes constituant le gouvernement d'entreprise

-**ISA 265** communication des faiblesses du contrôle interne aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise et à la direction

-**ISA 300** planification d'un audit d'états financiers

-**ISA 315** identification et évaluation des risques d'anomalies significatives par la connaissance de l'entité et de son environnement

-**ISA 320** caractère significatif lors de la planification et de la réalisation d'un audit

-**ISA 330** réponses de l'auditeur aux risques évalués

-**ISA 402** facteurs à considérer pour l'audit d'une entité faisant appel à une société de services

-**ISA 450** évaluation des anomalies relevées au cours de l'audit

-**ISA 500** éléments probants

-**ISA 501** éléments probants« considérations supplémentaires sur des aspects spécifiques»

-**ISA 505** confirmations externes

-**ISA 510** missions d'audit initiales – soldes d'ouverture

-**ISA 520** procédures analytiques

-**ISA 530** sondages en audit

-**ISA 540** audit des estimations comptables, y compris des estimations comptables en juste valeur et des informations fournies les concernant

-**ISA 550** parties liées

-**ISA 560** évènements postérieurs à la clôture

-**ISA 570** continuité de l'exploitation

-**ISA 580** déclarations écrites

-**ISA 600 aspects particuliers – audits d'états financiers d'un groupe (y compris l'utilisation des travaux des auditeurs des composants**)

-**ISA 610** utilisation des travaux des auditeurs internes

-**ISA 620** utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur

-**ISA 700** fondement de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers

-**ISA 705** modifications apportées à l'opinion formulée dans le rapport de l'auditeur indépendant

-**ISA 706** paragraphes d'observation et paragraphes relatifs à d'autres points dans le rapport de l'auditeur indépendant

-**ISA 710** données comparatives – chiffres correspondants et états financiers comparatifs

-**ISA 720** les obligations de l'auditeur au regard des autres informations dans des documents contenant des états financiers audités

2-2 Normes algériennes d'audit :

Depuis 2016 les normes Algériennes d'audit sont publiées par décisions ministériel. Le conseil national de comptabilité est chargé de l'élaboration et veille sur l'application de ses nouvelles normes

Les normes algériennes d'audit sont largement inspirées des normes internationales d'audit et visent toutes les formes d'audit légal ou contractuel.

A ce jour deux décisions portant les normes algériennes d'audit ont été publiées sur le site du conseil national de la comptabilité à savoir :

2-2-1 La décision N° 150 du 11 octobre 2016 portant Les Normes Algériennes d'Audit:

- **NAA 300** «planification d'un audit financier » ;
- **NAA 500** « éléments probants » ;
- **NAA 510** « Mission d'audit initiales-soldes d'ouverture»
-**NAA 700** « fondements de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers ».

2-2-2 La décision N°002 du 04 février 2016 portant les Normes Algériennes d'Audit:

- **NAA 210** « accord sur les termes des missions d'audit » ;
- **NAA 505** « confirmations externes » ;
- **NAA 650** « évènements postérieurs à la clôture»;
- **NAA 580** « déclarations écrites »

3-L'audit des comptes consolidés selon la législation Algérienne

3-1 Obligation d'audit des comptes consolidés

La loi réglementant la profession d'audit en Algérie a touché à l'obligation d'audit des comptes consolidés, à travers l'article 24 de la loi 10-01 du 29 juin 2010, relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé, qui stipule que lorsqu'une société ou un organisme établit des comptes consolidés ou des comptes composés, le commissaire aux comptes certifie également la sincérité, la régularité, et l'image fidèle des comptes consolidés ou combinés, et ce, sur la base des documents comptables et du rapport des commissaires aux comptes des filiales ou entités rattachées par le même centre de décision[1].

[1] Voir Article 24 loi 10-01, journal officiel de la république Algérienne n 42, 11 juillet 2010, p,7.

3-2 les rapports légaux de l'audit des comptes consolidés

Le législateur algérien n'ayant pas fait de distinction entre le contrôle des comptes individuels et le contrôle des comptes consolidés, le commissaire aux comptes est tenu d'établir les mêmes rapports légaux, qui sont prévus à l'article 25, de la loi 10-01[1] :

- un rapport de certification avec ou sans réserve de la régularité, de la sincérité et de l'image fidèle des documents annuels, ou éventuellement un refus de certification dument motivé.
- Eventuellement d'un rapport de certification des comptes consolidés ou des comptes combinés.
- D'un rapport spécial sur les conventions réglementées.
- D'un rapport spécial sur le détail des cinq rémunérations les plus élevées.
- D'un rapport spécial sur les avantages particuliers accordés au personnel.
- D'un rapport spécial sur l'évolution du résultat des cinq derniers exercices et du résultat par action ou part sociale.
- D'un rapport spécial sur les procédures de contrôle interne.
- D'un rapport spécial lorsqu'il constate une menace sur la continuité d'exploitation.
- Les normes du rapport, les modalités et délais de leur transmission à l'assemblée générale et aux tiers concernés sont fixés par voie réglementaire.

3-3 Acceptation de la mission d'audit

3-3-1 Conditions préalable à l'audit

Comme pour toute acceptation de mandat, l'acceptation par Un commissaire aux comptes d'une mission impliquant l'audit de comptes consolidés suppose de sa part la mise en œuvre d'une démarche de vérification de sa capacité à effectuer la mission conformément aux dispositions de la norme **NAA 210**

[1] Article 25 loi 10-01, journal officiel de la république Algérienne n 42, 11 juillet 2010, p,7.

A cet effet, Le commissaire aux comptes s'assure que les conditions préalables à l'audit sont réunies[1] :

- Le référentiel comptable à appliquer est acceptable au regard des caractéristiques de l'entité et de l'objectif ;
- La direction reconnait, comprend et assume ses responsabilités en ce qui concerne l'établissement et la présentation des états financiers ;
- La direction considère nécessaire la mise en place d'un système de control interne efficace ;
- La direction n'opposera aucune limite ni restriction aux vérifications et contrôles à opérer, nécessaires à l'accomplissement de la mission.

L'absence de ces conditions peut mener l'auditeur à refuser la mission.

3-3-2 Lettre de mission

Quand le commissaire aux comptes accepte la mission, il doit établir une lettre de mission **qui,** selon la **NAA 210** « accords sur les termes d'une mission d'audit » doit contenir[2] :

- Les principaux termes de la mission : objectif de l'audit, responsabilité de l'auditeur, la responsabilité de la direction, les honoraires, le référentiel applicable....
- Audits récurrent, le cas échéant ;
- selon l'article **732 bis 2** du code de commerce : « le contrôle des comptes de la société holding est exercé par deux commissaires aux comptes au moins. »[3] la mission est dévolue à plusieurs commissaires aux comptes, ceux-ci établissent soit une lettre de mission commune en formant un groupement momentané des commissaires aux comptes, soit des lettres de mission individuelles.

[1] Ministère des finances, décision n : 02,contanant les normes algériennes d'audit(210- 505-560- 580) daté de 04 /02/2016.
[2] Ministère des finances, décision n : 02, contenant les normes algériennes d'audit (210- 505-560- 580) daté de 04 /02/2016.
[3] République algérienne démocratique et populaire, code de commerce, 2007, p, 221.

- Dans le cas d'une lettre de mission commune, celle-ci devra préciser, la répartition des travaux entre les auditeurs et le budget d'honoraires alloué à chacun d'eux.

Section 02 : la phase préliminaire de l'audit des comptes consolidés

1- prise de connaissance du groupe

Comme pour l'audit des comptes annuels, et compte tenu ; du volume des informations à obtenir ou à maîtriser, cette étape de la démarche est particulièrement importante et complexe.

Le recueil des informations sur le groupe a pour objectifs principaux :

- De constituer un dossier permanent de consolidation ;
- De mieux connaître les événements ou les circonstances pouvant avoir une importance significative sur les comptes consolidés ;
- D'orienter, de planifier la mission et de choisir les techniques de contrôle les plus appropriées pour l'audit des comptes consolidés

1-1 Contenu du dossier permanent

Le dossier permanent dans l'audit des comptes consolidés répond aux mêmes besoins que celui lié à l'audit des comptes annuels. Il contient :

- Le recueil d'informations générales à caractère pluriannuel ;
- Les informations relatives à tous les intervenants dans les comptes consolidés ;
- L'organisation de la mission
- L'élaboration du programme de travail.

Les informations collectées peuvent être classées en plusieurs rubriques[1]

1-1-1 Les données économiques

- L'organigramme du groupe ;

[1] Dahim ahmed, audit des comptes consolidés du groupe, poste de graduation spécialisé, mémoire de fin d'étude, institut national de commerce, Alger, 2009, p, 23.

- La structure du groupe et le poids relatif des entreprises consolidées ;
- Les secteurs d'activité des entreprises consolidées ;
- La nature et l'importance des flux intra-groupe ;
- La place du groupe dans son secteur d'activité.

1-1-2 Les données comptables

- Le plan comptable du groupe ;
- Les comptes consolidés sur plusieurs exercices ;
- Le manuel de consolidation ;
- La justification de certains postes particuliers.

1-1-3 Les procédures :

- Le manuel de consolidation ;
- Les règles d'évaluation choisies ;
- Les règles propres à la consolidation ;
- Les règles de présentation ;
- La procédure de réconciliation des comptes intra-groupe ;
- Les principes comptables et les méthodes de consolidation retenus dans le groupe ;
- Le calendrier des opérations.

1-1-4 L'organisation du groupe

- L'organigramme du service de consolidation ;
- Le choix de traitement des données consolidés (centralisée/décentralisée) ;
- Le système informatique utilisé ;
- Les relations avec les responsables de chaque entreprise consolidée ;
- Les comptes rendus de l'audit interne.

1-1-5 L'organisation de la mission

- Le programme de travail ;
- Les budgets d'interventions et les honoraires ;
- Le suivi des temps ;
- L'examen analytique ;

- Les feuilles de synthèse caractéristiques ;
- Les rapports de certification ;
- Les rapports d'audit ;
- Les comptes rendus de réunion ;
- Le courrier.

1-2. Les moyens utilisés

1-2-1 Collecte des informations

La prise de connaissance est généralement obtenue par le commissaire aux comptes[1]:

- Au travers de contacts avec les dirigeants et avec les responsables financiers et comptables des entreprises consolidés ;
- Par l'analyse des comptes consolidés des entreprises précédents, s'ils existent ;
- Par l'analyse des comptes annuels et rapports de gestion des exercices précédents pour les différentes entités consolidées ;
- Par l'examen des procès-verbaux des conseils d'administration des sociétés consolidées importantes.
- Par l'analyse des rapports émis dans le passé par les contrôleurs internes et externes ;
- Par la revue des budgets, plans de développements, plan de financement relatifs au group
- Par la lecture des diverses publications internes décrivant les activités du groupe

L'auditeur pourra également rechercher des sources d'informations externes lui permettant de prendre connaissance :

- De rapports publiés par des groupes exerçant des activités similaires ;
- De la presse et des revues spécialisées dans le secteur d'activité du groupe.

[1] Antoine Mercier , Philippe Merle, MEMENTO PRTIQUE audit et commissariat aux comptes, Francis Lefebvre, 2011, paris , France, P :730.

1-2-2 Analyse des risques

Cette analyse est conduite en considérant, notamment les domaines suivants[1] :

- Les risques liés à l'audit des comptes individuels entrants dans le périmètre de consolidation. Ces risques sont examinés pour chaque entité significative et couvrent notamment les points suivants : la nature de l'activité, l'existence de transaction ne faisant pas l'objet d'un traitement répétitif et pour lesquelles il est nécessaire de recourir à des estimations comptables, le suivi des erreurs relevées lors des exercices précédents ;
- Les risques liés à l'existence d'autres intervenants dans le groupe pour lesquels il est nécessaire de vérifier : le respect des normes de comportement professionnel, notamment en matière d'indépendance, l'application satisfaisante des diligences professionnelles lors de la réalisation de leurs travaux ;
- Les risques liés au processus de consolidation dont l'origine peut résulter: d'une organisation insuffisante pour permettre la transmission des informations nécessaires au service de consolidation dans des conditions respectant la fiabilité et les délais, d'un système comptable inadapté ne donnant pas toutes les garanties requises pour vérifier le processus de consolidation, du recours à des principes comptables groupe contraires aux règles et pratiques généralement reconnues ou dont la mise en œuvre peut s'avérer difficile en raison de l'organisation comptable des entreprises constituant le groupe, de l'existence d'opérations inhabituelles réalisées à l'intérieure du groupe ou avec des tiers, notamment cession d'actif, variation du périmètre, de consolidation et opérations de restructuration, de la complexité de certains traitements.

- Les risques liés à l'utilisation de l'outil informatique

[1] Dahim ahmed, op cit, P, 24,25.

Le recours à **l'informatique** est de plus en plus présent dans la gestion des entreprises et les techniques d'audit informatique arrivent à maturité. Avec les techniques d'audit employées jusqu'à ces derniers temps, il était délicat de porter un jugement de valeur sur les résultats issus des systèmes informatisés. C'était notamment le cas lors de la certification des comptes en milieu informatisé. L'utilisation de l'informatique augmente de façon considérable la productivité des contrôles, notamment dans les organisations ou le volume des opérations traitées est important. Dans ces conditions, l'utilisation des sondages devient rapidement caduque. La méthodologie informatique d'audit proposée est **l'approche par les risques**. Cette technique consiste à rechercher **les points forts** d'un traitement informatique. Les auditeurs s'appuient sur ces points forts et ont recours à d'autres techniques pour étudier les risques non couverts. Un point fort réel garantit qu'aucune anomalie ne peut mécaniquement survenir dans un domaine donné. Dès qu'un de ces points forts est pressenti, les auditeurs s'assurent de sa réalité. Si les tests de contrôle de ce point fort s'avèrent concluants, il n'est pas nécessaire de prévoir des diligences étendues. En revanche, l'absence de points forts est caractéristique de la présence de risques non couverts. Le programme de travail prévoit alors les diligences nécessaires destinées à s'assurer qu'aucune anomalie significative n'est apparue dans les domaines présentant ces risques potentiels

Le fait de recourir à l'ordinateur dans la gestion de l'entreprise constitue un risque en soi. Parmi les risques je mettrai en évidence le **risque logique**.

Le risque logique provient de la mise en œuvre de mauvaises procédures, c'est à dire du déroulement de séquences d'instructions mal adaptées. Il peut s'agir d'une mauvaise programmation, qui tolère l'intervention sur des informations hors du cadre prévu, ou qui permet des traitements non conformes. Il peut aussi s'agir d'erreurs de manipulation, comme le choix d'un mauvais support lors d'opérations de sauvegarde. Enfin, il peut s'agir plus prosaïquement d'erreurs humaines, comme l'oubli d'une ou plusieurs opérations prévues.

- ✓ **Les principaux risques logiques**[1] :

Dès qu'il s'agit d'informatique, les risques logiques sont très nombreux, puisque l'informatique est une technique qui fonctionne pour l'essentiel sur la logique. Voici les principaux risques logiques classiques :

- contrôle interne insuffisant,
- paramétrage erroné,
- contrôle d'accès mal adapté,
- saisie de données non conformes
- erreur de manipulation de supports,
- erreur de programmation
- oubli partiel ou total d'une procédure
- emploi pervers de procédures

1-2-3 Analyse des manuels

Les auditeurs se font communiquer les manuels de consolidation et de principes comptables, ou le plan comptable groupe, afin[2] :

-D'examiner leur contenu pour vérifier leur conformité avec la législation et les principes comptables généralement admis, notamment en matière :

-De critères d'inclusion et d'exclusion de participations dans la consolidation ;

-De choix des méthodes de consolidation ;

-D'informations à fournir dans les comptes consolidés ;

-D'options comptables retenues en consolidation qui diffèrent des règles comptables appliquées dans les comptes annuels : sont-elles conformes aux dispositions législatives et réglementaires et sont-elles de nature à donner une image fidèle des comptes consolidés ?

-De prendre connaissance des autres dispositions du manuel de consolidation et d'apprécier leur validité technique, notamment pour ce qui concerne :

[1] Jean-paul LAMY, audit et certification des comptes en milieu informatisé, les éditions d'organisation, paris,1996, P 19

[2] Eric Ropert et autres, nouvelle pratique des comptes consolidés, Gualiano éditeur, paris, 2000,p 230 .

- L'annulation des comptes et opérations intra- groupe ;
- Les méthodes de conversion des comptes des entreprises étrangères
- Le traitement des écarts de première consolidation et d'évaluation ;
- Le traitement des intérêts minoritaires et des impôts différés ;

-De s'assurer que le plan comptable groupe, ou la liasse de consolidation, sont conçus de façon à bien faire remonter les informations nécessaires pour la réalisation de la consolidation.

L'absence du manuel de consolidation constitue une faiblesse notoire dans les procédures mises en place et peut susciter des réserves pour incertitude.

1-2-4 Analyse de l'organisation mise en place

Les auditeurs analysent l'organisation mise en place par la société consolidante afin de s'assurer que les objectifs suivants sont atteints[1] :

- Les données et informations collectées pour servir à l'établissement des comptes consolidés sont vérifiées afin de s'assurer qu'elles sont exactes, exhaustives et correspondent aux opérations effectuées par les entreprises consolidées ;
- Le traitement des données, c'est-à-dire le cumul des comptes, le calcul et la passation des écritures de consolidation, s'effectue dans le cadre d'un système comptable cohérent permettant de retracer l'ensemble des opérations effectuées.

Dans le cas d'un système de consolidation informatisé, il convient que les auditeurs s'assurent de sa fiabilité. Les aspects étudiés portent notamment sur :

- ✓ La saisie des informations et leur validation ;
- ✓ La fonction calcul : cumul, conversion monétaire, génération des écritures de retraitement ou de consolidation, établissement des comptes ;
- ✓ Les sauvegardes des informations relatives aux périodes précédentes.

[1] Eric Ropert, opcit,p 230 .

La qualité du contrôle interne dépend, d'une façon générale, de la complémentarité des contrôles programmés (contrôles de cohérence, contrôles arithmétiques) et des contrôles utilisateurs sur les informations produites par le système.

Si le système est très **complexe** et le **volume** des informations traitées **important**, les auditeurs peuvent utiliser soit **la méthode des jeux d'essai**, soit des **interrogations de fichier** pour tester le système en place.

Les auditeurs analysent l'organisation, si des faiblesses de procédures apparaissent dans cette phase d'intervention, les conclusions tirées de cette phase doivent conduire, d'une part, à orienter les contrôles des comptes consolidés et d'autre part, à formuler des observations ou des réserves de certification ou même un refus de certifier.

1-2-5 Analyse du périmètre de consolidation

L'analyse du périmètre de consolidation défini par le groupe et un élément important de la phase préliminaire. En effet, il est impératif que les éventuelles différences de jugement entre les auditeurs et la direction générale du groupe quant aux entreprises devant figurer dans le périmètre de consolidation, soient traitées le plus tôt possible afin de permettre, le cas échéant, de prendre toutes les mesures correctives nécessaires (envoi d'instructions fixant un calendrier, un référentiel comptable groupe…)

Par ailleurs, l'accord sur le périmètre de consolidation est un élément déterminant pour l'élaboration de la stratégie d'audit des auditeurs.

1-2-6 L'identification des confrères et définition des relations avec ceux-ci :

Le réviseur chargé de la certification des comptes consolidés est seul responsable. Cependant lorsque des commissaires aux comptes certifient la régularité et la sincérité des comptes des filiales, ils doivent envisager la possibilité de s'appuyer sur

les travaux de leurs confrères afin d'éviter, dans la mesure du possible, des doubles contrôles.[1]

Le périmètre de consolidation étant déterminé, il convient d'identifier les différents confrères qui interviennent dans les entreprises entrant dans la consolidation.

Cette identification doit permettre de :

-S'assurer que toutes les entreprises significatives font l'objet d'un audit ou, le cas échéant, d'un examen limité par un professionnel indépendant et compétent ;

-Déterminer en temps utile des contacts permettant une remontée efficace des informations nécessaires.

Les auditeurs de la société consolidante devront obtenir un degré d'assurance suffisant sur la fiabilité des comptes du groupe. En l'absence de normes professionnelles relatives à ce point, il s'agit d'un domaine pour lequel chaque auditeur doit exercer son jugement eu égard à la responsabilité qu'il assume sur l'ensemble des comptes consolidés. Ce jugement s'exerce notamment en fonction des critères suivants :

- Interventions directes, dans l'audit des entreprises consolidées, des auditeurs de la société mère ;
- Interventions ponctuelles pour l'examen de certains problèmes ;
- Intervention indirecte au travers de la coordination des travaux réalisés par d'autres auditeurs.

Les auditeurs de la société consolidante ne peuvent avoir d'autorité vis-à-vis de leurs confrères, professionnels indépendants, qui interviennent sur les comptes des filiales ou participations consolidées : ce serait contraire à la règle d'égalité qui préside à leurs rapports. Mais la responsabilité générale des auditeurs de la société consolidante leur impose un certain nombre de diligences. Ils doivent, d'une part, et au préalable, s'informer du respect des normes professionnelles en matière d'indépendance et de compétence quant aux missions confiées aux confrères et, d'autre part, examiner leurs travaux afin d'être en mesure d'apprécier si leurs

[1] Jacque Hérail et Christian Chiarasini, pratique de la consolidation des comptes, Dunod, Paris, 1985 , op cit, p 139

diligences sont effectivement conformes à l'étendue des travaux qu'ils estiment nécessaires. Afin de formaliser et de préciser les rôles respectifs des confrères intervenant dans le processus d'audit des comptes consolidés, il est souhaitable que des instructions écrites soient formalisées par les auditeurs de la société mère.

1-2-7 La fixation des seuils de signification[1]

La consolidation nécessite de fixer plusieurs types de seuils de signification

1-2-7-1 Pour la certification des comptes consolidés

Le seuil de signification pour la certification des comptes consolidés est le montant à partir duquel les commissaires aux comptes estiment que l'ensemble des erreurs constatées est susceptible d'entacher l'image fidèle que doit donner l'information financière consolidée. Comme pour les comptes annuels, la détermination du seuil de signification fait appel au jugement professionnel et ne procède pas d'une analyse purement mécanique.

Néanmoins, la littérature professionnelle propose plusieurs critères quantitatifs qui peuvent être utilisés dans certaines circonstances par le commissaire aux comptes, pour guider son jugement. Ces critères quantitatifs se réfèrent généralement à un pourcentage appliqué à des agrégats jugés pertinents, tels que :

- Le résultat avant ou après impôts ;
- Les capitaux propres du groupe ;
- Le chiffre d'affaires, le total de l'actif.

La détermination d'un seuil de signification au niveau des comptes consolidés permet de fixer l'étendue des travaux.

[1] Dahim Ahmed,op cit, p, 28,29.

En effet, les travaux d'audit doivent apporter suffisamment d'éléments probants pour fonder l'assurance raisonnable que des erreurs significatives n'affectent pas les comptes consolidés.

1-2-7-2 Pour la remontée des ajustements en provenance des entreprises consolidées

Le seuil de signification au niveau des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, ayant été fixé, il convient de déterminer un seuil de signification, qui, par définition, sera inférieur, pour la remontée des ajustements en provenance des entreprises consolidées.

En effet, des erreurs individuellement inférieures au seuil de signification fixé pour les comptes consolidés pourraient, par leur adition, dépasser ce seuil.

La fixation de ce seuil est également une question de jugement professionnel. Mais il est très largement dépendant de la structure du groupe et des risques inhérents à l'activité des différentes entreprises. En effet, un groupe constitué de nombreuses petites entreprises qui, prisent individuellement, ne sont pas significatives, sera conduit à choisir un seuil relativement bas. A l'inverse, un groupe ayant peu de filiales, mais dont le poids individuel est important, pourra retenir un seuil de signification plus important pouvant, dans certains cas, être très proche du seuil fixé pour les comptes consolidés.

D'autres éléments peuvent, dans certaines circonstances, influer sur le choix de ce seuil de signification :

-La structure du groupe et l'identification des risques spécifiques qui peuvent rendre nécessaire la fixation de plusieurs seuils de signification différents par catégorie d'entreprises consolidées ;

-La volonté de la société consolidante qui peut souhaiter avoir une connaissance approfondie des anomalies relevées dans l'ensemble du groupe ;

-Le désir des commissaires aux comptes d'obtenir le maximum d'informations afin, notamment, de rédiger une lettre de recommandations incluant des points qui, bien

que non significatifs sur les comptes de l'exercice, révèlent des faiblesses de principe importantes.

En définitive, le choix du seuil de signification pour la remontée des ajustements en provenance des entreprises consolidées est une appréciation très difficile à tenir compte des deux contraintes suivantes :

-Fixer le seuil à niveau suffisamment bas pour que des informations suffisantes remontent des entreprises consolidées et permettent de détecter des ajustements qui, cumulés au niveau groupe, seraient significatifs ;

-Ne pas fixer le seuil à un niveau trop bas afin d'éviter d'être submergé par un nombre trop important d'ajustements mineurs dont le suivi peut s'avérer difficile et inutile.

1-2-7-3 Pour l'étendue des diligences dans les entreprises consolidées :

Il est rare, à l'intérieur d'un groupe, que toutes les entreprises consolidées contribuent de façon équivalente aux comptes consolidés. De ce fait, et compte tenu de l'analyse des risques, il est fréquent que l'étendue des diligences requises pour les besoins de la certification des comptes consolidés varie selon l'importance relative de chaque entreprise.

Cette approche, qui permet de réduire le coût de l'audit des comptes consolidés, suppose au préalable d'avoir stratifié la population des entreprises consolidées en fonction du risque d'audit présenté par chacune d'elle et de leur contribution aux comptes du groupe.

Les agrégats les plus souvent utilisés pour mesurer la contribution de chaque entreprise sont :

- Le chiffre d'affaires, le résultat ;
- Le total de l'actif, les capitaux propres.

1-2-8 Analyse des données non liées à l'exploitation

Certains événements non liés à l'exploitation courante du groupe appelés « évènements non routiniers » peuvent avoir un impact important sur les comptes consolidés.

Changement dans la structure du groupe[1] :

-Les variations de périmètre : les achats ou vente de titres d'entreprises consolidées, les opérations de restructurations (fusion), les augmentations de capital ;

-Les variations de change des entreprises étrangères, développement à l'étranger ;

-Les opérations inhabituelles : changement de méthodes d'évaluation ou de présentation, restructurations internes ou externes, modifications des règles fiscales, cession d'actifs internes au groupe.

Les conséquences de ces événements sur le programme de contrôle devront être appréciées suffisamment tôt pour permettre le déroulement harmonieux du calendrier prévu :

Il peut, par exemple, s'avérer nécessaire de dégager des moyens complémentaires pour vérifier ces transactions et s'assurer que les explications adéquates sont fournies dans l'annexe consolidée.

1-2-9 La revue du calendrier

Les auditeurs de l'entreprise consolidante doivent prendre connaissance au plus tôt du calendrier de consolidation afin de s'assurer de son caractère réaliste ; ils devront planifier leurs propres travaux de vérification en fonction de ce calendrier, s'assurer que le calendrier a été communiqué aux autres commissaires aux comptes intervenant dans les sociétés consolidées et que ceux-ci sont à priori en mesure de le respecter. En cours de mission, ils devront effectuer, sur une base périodique, un point

[1] Eric Ropert, op cit, p 231.

d'avancement de ce calendrier. Ils feront part à la direction de l'entreprise consolidante de leurs observations (ou de ceux communiquées par les autres commissaires aux comptes intervenant dans les entités consolidées) dés que les problèmes rencontrés seront de nature à retarder la date prévue de remise de leur rapport.[1]

2- Le plan de mission

Les auditeurs de la société consolidante établissent le plan de mission relatif à l'audit des comptes consolidés, les grandes lignes sont fondées sur :

- La détermination des seuils de signification pour les besoins de la certification consolidée et l'indentification des domaines significatifs ;
- L'appréciation des principes et méthodes de consolidations retenues ;
- L'appréciation des risques relatifs à la fiabilité des informations données par les entreprises pour les besoins de la consolidation ;
- Les méthodes et moyens à utiliser pour évaluer le contrôle interne du système et des procédures de consolidation.
- Les moyens à mettre en œuvre pour réaliser le plan de mission retenu sont formalisés dans des plannings d'intervention détaillés et des programmes de travail détaillés qui tiennent compte du calendrier mis en place par le groupe et des différents sites où s'effectueront les contrôles.
- Un budget d'intervention sur une base consolidée est préparé en distinguant les temps relatifs :
    - Aux contrôles des comptes annuels des entités consolidées effectués par les auditeurs de la société consolidante, soit auprès de la société mère elle-même, soit auprès de ses filiales et participations, soit auprès des entités qui ne font l'objet d'aucun audit l'égal ni contractuel ;
    - Aux contrôles spécifiques à la consolidation effectués de façon décentralisée (rapprochement de comptes intra-groupe ou identification

[1] Eric Ropert, OP cit ,p p ,231 232.

des stocks détenus et achetés à d'autres entreprises consolidées, contrôle des liasses de consolidation) ;

- Aux contrôles des opérations de consolidation réalisées au point central ;
- A l'examen des travaux effectués par d'autres confrères ;
- A la coordination générale du contrôle consolidé (préparation d'instructions, réunions avec la direction générale de la société consolidante, rédaction des rapports).

3- Appréciation du contrôle interne

3-1 Le contrôle interne d'un groupe

La gestion d'un groupe composé d'un grand nombre de filiales et dont l'activité dépasse le cadre des frontières oblige la direction générale d'un tel groupe à se doter de moyens originaux qui différent sensiblement des moyens mis en œuvre pour contrôler des entreprises individuelles. L'appréciation qui résultera de cet examen influera directement sur l'étendue des travaux qu'il sera amené à effectuer tant au niveau des filiales que de la société mère.

L'auditeur devra déterminer très vite quelle est la nature fondamentale de l'organisation d'un groupe :

Le groupe est-il centralisé ou décentralisé et dans quels domaines s'exerce cette centralisation ou cette décentralisation ?

En effet la direction d'un groupe pourra laisser de très larges initiatives et une grande marge de manœuvre aux directeurs des filiales dans leur gestion opérationnelle, tout en maintenant un contrôle très stricte sur les systèmes d'information de gestion et les systèmes administratifs et comptables.

La société mère à la responsabilité de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de contrôle interne du groupe. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de l'examen des procédures appliquées dans les filiales, mais d'apprécier les

dispositifs de contrôle interne groupe. Ces derniers doivent permettre à la direction du groupe de s'assurer que le contrôle interne de chaque filiale permettra de détecter, dans des délais suffisants, les erreurs ou irrégularités et d'assurer la fiabilité des informations obtenue et la protection des actifs du groupe.

Cet examen du contrôle interne sera orienté dans quatre directions[1] :

3-1-1 La délégation des pouvoirs

Les limites et les domaines des pouvoirs délégués à chaque membre du groupe doivent être clairement définis. Ce principe de base du contrôle interne des entreprises s'applique avec plus de force dans un groupe qui doit faire face aux problèmes de langage, de distance et de communication. Les risques que court le groupe si cet objectif n'est pas atteint sont, par exemple, la réalisation d'opération à l'insu de la direction du groupe ou la prise d'engagement risquant de menacer l'équilibre financier du groupe. Les techniques de contrôles à mettre en place pour contrer ce risque seront les descriptions de fonctions, les manuels de procédures.

3-1-2 Harmonie des principes comptables et des méthodes d'évaluation [2]

Obtenir des états financiers consolidés homogènes quant aux principes comptables et aux méthodes d'évaluation constitue un objectif fondamental du contrôle interne groupe.

La première étape dans ce processus d'homogénéisation est la définition de principes comptable et méthodes d'évaluation groupe.

Ensuite, il conviendra de transmettre aux différentes unités du groupe la liste de ces principes ; cette communication pourra prendre la forme de notes assorties, de préférence, de nombreux exemples.

[1] Jacques HERAIL et autres, pratique de la consolidation,op cit, p p 134 ,135 .
[2] ibid

A l'issue de l'examen général des procédures groupe, L'auditeur aura une idée précise du risque qui existe dans le groupe de ne pas avoir des principes comptables et des méthodes d'évaluation homogènes.

3-1-3 Planification et contrôle de gestion

Le système de contrôle de gestion, mis en place par la direction générale, constitue un des éléments essentiels du contrôle interne du groupe. Dans beaucoup de groupes il reste sommaire et se limite à quelques visites des dirigeants de la société mère alors que dans d'autres il prendra la forme d'une procédure groupe de planification à long terme et d'un envoi périodique en cours d'année de renseignements plus ou moins détaillés. Il conviendra donc que le réviseur étudie de façon approfondie le système de planification et de contrôle de gestion du groupe: organisation des services du contrôle de gestion, procédures écrites, rapports, etc. les procédures de rapprochement entre le système de contrôle de gestion et la comptabilité générale constituent un des aspects de cette revue de procédures sur lequel l'auditeur devra porter toute son attention dans la mesure où son absence ou ses déficiences constituent une des causes de mauvaises décisions et donc de problèmes opérationnels qui ont une conséquence directe sur les travaux De révision. Ces procédures se traduisent par l'émission de documents qui présentent un grand intérêt pour le réviseur (les documents de planification et les rapports périodiques)[1] ;

Ces documents constituent aussi une base d'appréciation de la qualité de gestionnaires des dirigeants du groupe, l'absence de tels documents ou l'existence de documents peu fiables constitue pour le réviseur un risque d'erreurs dans la détermination de l'étendue de ses travaux.

[1] Jacques HERAIL et autres, pratique de la consolidation, op cit, p 136.

3-1-4 Audit interne

Le service d'audit interne constitue un des éléments fondamentaux du système de contrôle interne d'une société qui s'avère indispensable dans un groupe. Ainsi, dans le cadre de son évaluation du contrôle interne d'un groupe, l'auditeur devra examiner et évaluer l'étendue, la qualité et les résultats des travaux des auditeurs internes ainsi que leur indépendance vis-à-vis des responsables opérationnels et financiers du groupe.

La mission principale de l'auditeur interne est d'apporter à la direction des analyses objectives, des évaluations et des recommandations sur les procédures en vigueur dans le groupe. En ce qui concerne le contrôle interne comptable, qui ne constitue qu'une partie du champ d'investigation de l'auditeur interne, il s'assurera que les procédures d'enregistrement comptable sont effectivement appliquées et permettent la détection d'erreurs et la prévention des fraudes, et que les principes comptables du groupe soient effectivement utilisés. Dans cet aspect de sa mission l'auditeur interne effectue des contrôles du type de ceux que réalise l'auditeur externe. Néanmoins, son objectif n'étant généralement pas de certifier des comptes, il n'effectue pas tous les travaux de vérification auxquels procède l'auditeur.

En plus de la différence dans **l'objectif**, il existe une différence dans la **responsabilit**é. En effet, l'auditeur interne n'est responsable de ses travaux que devant la direction. Si l'auditeur externe est responsable de ses travaux devant la direction, il l'est aussi devant les actionnaires, et éventuellement les banquiers qui accorderont des crédits sur la base des chiffres certifiés. Ces différences constituent des éléments importants à prendre en compte lorsque l'auditeur décide d'utiliser les travaux d'un auditeur interne et rende nécessaire l'appréciation préalable de la fonction audit interne dans le groupe dont il audit les compte consolidés.

- **appréciation de la fonction audit interne :**[1]

[1] Jacques hérail, op-cit p 137 / 138

Cette appréciation se fondera sur l'étude et l'analyse de trois facteurs : la compétence, l'objectivité et la qualité des travaux des auditeurs internes.

L'appréciation de la compétence du service d'audit interne se fondera, par exemple, sur les éléments suivants : diplômes, programme de formation interne (notamment a l'audit), procédures de supervision des travaux. De plus, la collaboration avec les auditeurs internes, la revue de leurs dossiers de travail, des problèmes soulevés et de leurs recommandations, constitueront d'autres éléments d'appréciation.

L'objectivité de ce service sera généralement assurée dans les conditions suivantes :

Lorsque la situation hiérarchique du responsable du service sera suffisamment élevée pour assurer un certain statut à la fonction ;

Lorsque le service d'audit interne se contentera à des tâches d'audit et ne sera pas responsable, par exemple, de la supervision de certains services ou de la réalisation d'arrêtés comptables.

Après avoir apprécié la compétence et l'objectivité des auditeurs internes, l'auditeur devra s'assurer de la qualité des prestations du service il conviendra pour ce faire :

- d'examiner en détail les programmes de travail utilisés et d'en juger la pertinence eu égard aux objectifs poursuivis ;
- de s'assurer que les feuilles de travail sont correctement préparées, complètes et fournissent une documentation suffisante des travaux effectués ;
- de vérifier que les problèmes soulevés sont repris dans les synthèses et que les conclusions des travaux sont fondées sur une appréciation motivée des problèmes relevés ;
- d'évaluer la qualité des recommandations proposées dans le cadre de leur mission.

3-2 Contrôle interne des entreprises consolidées

L'appréciation du contrôle interne et des sécurités de chaque entreprise consolidée peut se faire dans le cadre des travaux par les commissaires aux comptes des dites

entreprises. L'auditeur de la société consolidante doit apprécier si le volume des contrôles réalisés par ses confrères dans chaque entreprise consolidée est suffisant.

Section 03 : Phase finale de l'audit des comptes consolidés

1- Contrôle des comptes des entreprises entrant dans le périmètre de consolidation[1]

1-1 Objectifs des contrôles

Les auditeurs de la société consolidante doivent s'assurer que les comptes des entreprises consolidées sont réguliers, sincères et reflètent l'image fidèle du groupe.

Cet objectif rappelle que les comptes de chaque entreprise sont établis et arrêtés selon les principes comptables et les méthodes d'évaluation retenus par le groupe. En termes d'organisation comptable, tout doit être mis en œuvre pour obtenir des comptes homogènes. Cet objectif peut être obtenu par deux solutions distinctes.

Ainsi la répartition des travaux est fonction du choix d'organisation du groupe relatif au traitement des données consolidées.

Il faut s'assurer que toutes les entreprises significatives font l'objet d'un audit où, le cas échéant, d'un examen limité par un professionnel indépendant et compétent.il faut déterminer en temps utile des contacts permettant une remontée efficace des informations nécessaires.

Les auditeurs de la société consolidante devront obtenir un degré d'assurance suffisant sur la fiabilité des comptes du groupe. En l'absence de normes professionnelles relatives à ce point, il s'agit d'un domaine pour lequel chaque commissaire aux comptes doit exercer son jugement eu égard à la responsabilité qu'il

[1] Dahim ahmed, op cit, p, 34- 35

assume sur l'ensemble des comptes consolidés. Ce jugement s'exerce notamment en fonction des critères suivants[1]:

- Interventions directes, dans l'audit des entreprises consolidées ;
- Interventions ponctuelles pour l'examen de certains problèmes ;
- Intervention indirecte au travers de la coordination des travaux réalisés par d'autres auditeurs.

1-2 Contacte et échanges préalables

Ils sont nécessaires au bon déroulement de la procédure de certification. Cet échange d'information porte sur[2] :

- Les listes des entreprises consolidées précisant le volume des diligences effectuées et souhaitées, les coordonnées des correspondants internes et externes nécessaires à la coordination de la mission, les types de rapports demandés.
- Les règles de consolidation : la liasse de consolidation retenue, le manuel de consolidation utilisé, les procédures de rapprochement des comptes intra-groupe, le calendrier des opérations.

Cette phase préparatoire vise à l'harmonisation des travaux réalisés par les confrères dans le cadre de la mission d'audit des comptes consolidés.

1-3 Natures de l'examen des travaux des confrères

Les diligences des commissaires aux comptes de la société consolidante vis-à-vis des commissaires aux comptes des entreprises consolidées peuvent revêtir plusieurs formes :

- La lecture des rapports de certification ;

[1] Dahim Ahmed, op cit, p 35
[2] Dahim Ahmed, op cit, p 35

- La prise de connaissance des programmes généraux de travail et des budgets d'heures d'intervention ;
- La discussion sur les techniques d'audit appliquées, les particularités comptables de l'entreprise concernée, les anomalies constatées dans la mission,
- L'exploitation d'un questionnaire élaboré par les commissaires aux comptes de la société consolidante portant sur les méthodes d'évaluation appliquées ainsi que les remarques de contrôle des comptes ;
- La revue totale ou partielle des dossiers de travail du commissaire aux comptes de l'entreprise consolidée.

Les procédés varient en fonction des circonstances de la mission et l'importance des données dans l'ensemble des comptes consolidés.

1-4 Examen de l'exécution de la mission

Il porte sur l'exploitation des rapports ou communication des confrères. Les objectifs de cette étape visent à apprécier :

- L'adéquation des objectifs et des moyens mis en œuvre ;
- L'exploitation des rapports d'évaluation du contrôle interne ;
- Une synthèse rédigée par les commissaires aux comptes des entreprises consolidées.

Les entités significatives au regard des totaux des données consolidées et celle qui présentent un risque élevé pour la certification doivent faire l'objet de procédures systématiques d'examens approfondis. Les conclusions doivent être disponibles avant la fin des travaux.

Les commissaires aux comptes de la société consolidante doivent tenir compte des opinions exprimées par les confrères sur les contrôles qu'ils ont pratiqués. Les trois causes pouvant justifier des réserves ou un refus de certifier sont :

- Une limitation des diligences ;
- Un désaccord sur les principes comptables ;
- Une incertitude.

Enfin, si des événements majeurs et postérieurs à la remise des rapports des confrères viennent entacher l'arrêt des comptes, selon l'importance des événements, les comptes consolidés doivent être modifiés.

1-5 Calendrier des opérations menant à la certification

Il dépend d'abord du calendrier de consolidation, qui est un document de base constituant le manuel de consolidation qui doit être établi à rebours, en fonction de la date de publication des comptes consolidés.

C'est en fonction du calendrier de consolidation que le calendrier des opérations menant à l'audit des comptes consolidés peut être agencé pour situer ses trois phases successives (contactes et échanges d'informations préalable, contrôle de l'exécution des missions, synthèse des conclusions et rédaction du rapport)

Tableau 3.1 : le calendrier des opérations menant à l'audit des comptes consolidés

M[1]-4 = Envoi aux confrères des instructions.
M-3 = Confirmation de la réception des instructions et de l'acceptation de la mission par le confrère incluant le respect du calendrier et des normes d'indépendance et de compétence. Détail des budgets d'intervention approuvés par la direction locale de l'entreprise contrôlée ventilant les temps prévus par phase et par

[1] M= mois

catégorie d'intervenants.

M-1 = Rapport intérimaire sur l'évaluation du contrôle interne. Sommaire des problèmes techniques rencontrés pour l'application des procédures de consolidation (difficulté envisagée pour effectuer certains retraitements, maitrise imparfaite des procédures de rapprochement de comptes réciproques, délais à prévoir dans le calendrier initial...).

M+1.5 = Visa d'identification sur la liasse de consolidation adressée par la filiale à l'échelon consolidation signifiant que le contrôle s'exerce localement sur ces états.

M+2 = Avis sur les liasses confirmant qu'aucun ajustement n'est proposé ou au contraire précisant les points qu'il convient d'ajuster et ceux qui constituent un problème de certification.

M+2.5 = Rapport de contrôle (certification ou revue) définitif sur la liasse de consolidation et note de synthèse de fin de mission.

M+3 = Analyse des temps réels passés en comparaison avec les temps budgétés.

M+4 = Confirmation des confrères sur les événements postérieurs à leur rapport définitif et rapport définitif de certification sur les comptes consolidés

Source : Dahim Ahmed,op cit,p 37.

2- Contrôle des opérations de consolidation

Cette phase consiste principalement à vérifier que toutes les opérations de consolidation sont conformes à la régularité, la sincérité et à l'image fidèle du groupe. Ce contrôle pourrait conduire à refaire la consolidation des comptes et à la comparer avec celle établie par le groupe.

Cependant, le nombre plus ou moins important des entreprises concernées fait varier l'ampleur des travaux à réaliser.

La démarche d'audit doit, dans cette phase, se calquer sur la démarche de consolidation et chaque étape fait naître des objectifs d'audit spécifiques.

2-1 Choix du périmètre et méthode de consolidation

Les commissaires aux comptes doivent s'assurer que les dispositions de la loi sur les sociétés commerciales sont bien appliquées pour déterminer quelles sont les entreprises comprises dans la consolidation et quelles sont les méthodes de consolidation appliquées.

2-1-1 Régularité

- Les entreprises respectent-elles les critères de contrôle définis pas les textes légaux et réglementaires ?
- Les méthodes retenues sont-elles conformes ?
- Les exclusions d'entreprises du périmètre sont-elles justifiées dans l'annexe ?
- Toutes les entreprises contrôlées directement ou indirectement pour au moins vingt pour cent par la société consolidante sont-elles consolidées ?

2-1-2 Contrôle possible[1] :

- Analyse du portefeuille « titres de participation » de chaque entreprise consolidée et comparaison avec l'organigramme du groupe ;
- Vérifier la classification effectuée entre entreprises intégrées globalement, entreprises intégrées proportionnellement, entreprises mises en équivalence en examinant :
  - Le pourcentage de contrôle ;
  - L'existence d'un contrôle de droit ou de fait (par examen de la composition des organes d'administration des entreprises du groupe, de leurs statuts, de contrats et autres documents ;
  - L'activité de l'entreprise et la relation entre cette activité et l'activité principale du groupe ;
  - L'existence d'une influence notable (en pratique des examens similaires)
  - Les cessions de titres ;
  - L'importance relative par rapport à certain agrégats consolidés : chiffres d'affaires, total des actifs, résultats, capitaux propres ;
- Vérification de la permanence du calcul du périmètre et le calcul des pourcentages de contrôles déterminés par l'entreprise (recalcule du pourcentage des droits de vote) ;
- S'assurer qu'il n'y a pas de changement non justifié par rapport à l'exercice précédent ;
- S'assurer que l'annexe donne toutes les informations utiles sur les entreprises retenues et les modifications éventuelles par rapport à l'exercice précédent, conformément aux dispositions réglementaires ;
- Justification et appréciation des cas d'exclusion, et ces motifs d'exclusion sont précisé dans l'annexe ;

[1] ERIC ROPERT, OP CIT, 233-234.

- S'assurer que l'annexe présente les informations réglementaires relatives aux comptes des principales entreprises contrôlées mises en équivalence en raison de leurs structures de comptes particulières ;
- S'assurer que différences de dates de clôture entre les comptes consolidés et les entreprises consolidées ont été respectées ;
- En cas de participation circulaires, s'assurer que les calculs des pourcentages de contrôle reflètent correctement les limitations de droits de vote imposées par la législation ;
- Analyse des autocontrôles.

Cette phase doit pour l'auditeur faire l'objet d'un contrôle exhaustif quelle que soit la taille du groupe.

2-2 Contrôle de la reprise des comptes sociaux des filiales

Dans cette phase, les données contenues dans les liasses de consolidation doivent être collectées avec exactitude. Les données sont principalement les informations tirées de la balance générale.

2-2-1 Objectif du contrôle

Les objectifs du contrôle doivent permettre de s'assurer que [1]:

- Les montants repris pour chaque entreprise sont les montants (retraités) apparaissant sur la liasse de consolidation qui a fait l'objet de contrôles des auditeurs de l'entreprise considérée ;
- Les montants repris pour les entreprises intégrées proportionnellement le sont en fonction du pourcentage de contrôle correspondant ;

[1] Eric ropert, op cit p234

- La sommation porte sur les comptes de toutes les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation selon les méthodes d'intégration globale et proportionnelle ;
- La conformité d'enregistrement des données des entreprises étrangères.

2-2-2 Contrôle possible

- Pour certains chiffres clés (total actif, chiffre d'affaires, capitaux propres, résultats), pointer le détail des comptes cumulés à partir de la liste des entreprises consolidées par intégration et avec les liasses retraitées contrôlées correspondantes ;
- Pour les entreprises intégrées proportionnellement, vérifier les montants calculés en fonction du pourcentage de contrôle correspondant ;
- Par sondage, vérifier ou refaire les additions de postes des documents de synthèse et des états annexes ;
- Si l'entreprise consolidante n'utilise pas des liasses standards de consolidation normalisant le contenu des états de synthèse et de l'annexe, s'assurer du caractère homogène de présentation des comptes annuels et des cumuls pratiqués ;
- S'assurer que le résultat social qui est intégré dans la consolidation est bien le résultat certifié par l'auditeur de la filiale.

2-3 Retraitement de consolidation (homogénéisation des comptes)

Cette phase correspond à la mise en harmonie des méthodes d'évaluation du groupe. Elle se traduit par des retraitements, des reclassements ou des ajustements.

2-3-1 Objectif du contrôle

Les objectifs de contrôle sont d'obtenir l'assurance[1] :

[1] Eric Ropert,op cit,p 235.

- Que tous les retraitements nécessaires soient établis selon des méthodes homogènes et selon les principes comptables retenus pour la consolidation ;
- Que tous les retraitements des exercices précédents ont été correctement repris.
- Que tous les retraitements tiennent compte de la fiscalité, et de la permanence des méthodes ;
- Que tous les retraitements significatifs ont été enregistrés.

Les auditeurs détermineront l'étendue de leurs contrôles en fonction de leurs conclusions sur le contrôle interne. Ils étudieront le plan comptable ou le manuel des principes comptables groupe et tiendront compte aussi, pour le choix de leurs tests, de la complexité des retraitements et de leurs impacts sur les différents postes des comptes consolidés. Ils effectueront ces contrôles, soit au point central auprès du service de consolidation de la société consolidante, soit auprès des entités consolidées suivant l'organisation retenue par le groupe.

2-3-2 Contrôle possible[1]

- Vérifier l'exhaustivité et l'exactitude des retraitements par référence aux principes comptables retenus par le groupe ; il est rappelé toutefois que les retraitements d'incidence négligeable peuvent être omis ;
- S'assurer que les retraitements pratiqués concernent une des catégories suivantes :
    - Nécessité d'utiliser des méthodes d'évaluation homogènes ;
    - Obligation d'éliminer l'incidence des écritures, passées pour la seule application des législations fiscales ;
    - Obligation de comptabiliser des impositions différées résultant de la situation fiscale de chaque entreprise comprise dans la consolidation ;

[1] Eric Ropert,op cit,p 235

- Pointer les soldes d'ouverture avec les retraitements de l'exercice précédent et s'assurer qu'il existe ni omissions ni ajouts ;
- Apprécier la cohérence entre les comptes retraités de l'exercice et ceux de l'exercice précédent ;
- Vérifier les rapprochements entre le résultat retraité et le résultat social, et les capitaux propres retraités et les capitaux propres sociaux.

2-4 Les cumuls préparés sous une forme homogène

2-4-1 Objectif du contrôle

Les auditeurs ont pour objectif de s'assurer que[1] :

- La sommation porte sur les comptes de toutes les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation selon les méthodes d'intégration globale et proportionnelle ;
- Les montants repris pour chaque entreprise sont les montants retraités apparaissant sur la liasse de consolidation faisant l'objet des contrôles des auditeurs de l'entreprise considérée ;
- Les montants repris pour les entreprises intégrées proportionnellement sont issus du pourcentage de contrôle correspondant ;
- Le contenu des postes cumulés est homogène ;
- Les cumules sont arithmétiquement corrects.

2-4-2 Contrôle possibles

- Pour certain chiffres clés (total actif, chiffre d'affaires, capitaux propres, résultats) pointer le détail des comptes cumulés avec la liste des entreprises consolidées par intégration et avec les liasses retraitées consolidées ;
- Pour les entreprises intégrées proportionnellement, vérifier les montants calculés en fonctions du pourcentage de contrôle correspondant ;

[1] Dahim Ahmed, op cit, p p 42,43.

- Vérifier ou refaire les additions de postes des documents de synthèse et des états annexes ;
- Si l'entreprise consolidante n'utilise pas des liasses standards de consolidation normalisant le contenu des états de synthèse et de l'annexe, s'assurer du caractère homogène de présentation des comptes annuels et des cumuls pratiqués.

2-5 Elimination des opérations intra-groupe

2-5-1 Objectifs du contrôle[1]

Les auditeurs ont pour objectif de s'assurer que :

- Les postes du bilan et du compte de résultat consolidé n'expriment plus d'actifs ou de passifs à l'égard d'entreprises intégrés, ou de produits et de charges internes à la population des entreprises intégrées (ces postes ne comprennent pas, à ce stade, les titres de participation, dividendes et capitaux propres : leurs élimination fait l'objet de traitement particulier) ;
- Seuls ont été retenus dans les comptes consolidés les résultats provenant d'opérations réalisées avec les tiers et qu'en conséquence les plus et moins-values de cession intra-groupe d'immobilisations amortissables et non amortissables, les profits et pertes sur stocks, les profits et pertes sur autres opérations réciproques (cession de valeurs mobilières de placement, cession de titres, rachat interne de créances , vente interne de stocks ayant le caractère d'immobilisations pour la société acquéreuse, charges interne établées sur plusieurs exercices), ont été éliminés.

[1] ERIC ROPERT ,op cit, p 236

2-5-2 Contrôle possible

2-5-2-1 Pour les comptes et transactions intra-groupe

- Identifier les postes réciproques au bilan : créances et dettes, emprunts-prêts, clients-fournisseurs, débiteurs-créditeurs, comptes courants, effets à payer-effets à recevoir, engagements, effets escomptés non échus, etc. ; vérifier leurs égalité et leurs éliminations ;
- Identifier les opérations intra-groupe qui n'ont pas d'incidence sur le résultat consolidé : achats et ventes de biens, prestations de services fournies et reçues, intérêts versés et reçus, etc. : vérifier leurs égalité et leurs élimination ;
- Pour les entreprises intégrées proportionnellement, vérifier que l'élimination des comptes et transactions est effectuée à concurrence de la fraction revenant au groupe, le solde étant considéré comme une créance ou une dette vis-à-vis des autres associés, ou comme une charge ou un produit réalisé avec eux ;
- Identifier les montants non éliminés en raison des différences dans les dates de clôture des comptes ; apprécier, le cas échéant, leurs importance et en particulier la nécessité de fournir une information en annexe sur ce point ;
- Pour ce qui concerne les effets intra-groupe escomptés, vérifier que l'élimination des effets a payé correspondants a été effectuée par l'inscription du concours bancaire au bilan consolidé.[1]

Ces procédures de contrôle viennent généralement conclure l'examen préalable du contrôle interne mis en place par le groupe, dont les éléments essentiels sont rappelés ci-après :

- Mise en évidence des comptes réciproques sur les liasses de consolidation ;
- Procédure de confirmation des comptes réciproques ;

[1] ERIC ROPERT ,op cit, p 237

- Manuel de consolidation prévoyant la nature des éléments réciproques, le suivi comptable des éléments réciproques et les différentes causes d'écarts et leur traitement. Les écarts peuvent provenir essentiellement :
    - Du décalage entre les dates d'enregistrement de la facture ;
    - Du décalage entre dates d'enregistrement des règlements
    - Des effets remis à l'escompte ;
    - Des stocks en cours de transport ;
    - Des erreurs de comptabilisations ;
    - Des problèmes de conversion monétaire ;
- Périodicité des rapprochements de soldes ;
- Principe de raccordement, compte tenu en particulier des principes retenus pour la conversion des opérations et comptes libellés en monnaies étrangères ;
- Modalité de confirmation de soldes (téléphone, télex, télécopieur, confirmations de soldes normalisées) ;
- Emetteur des demandes de confirmation de solde (le débiteur ou le créancier) ;
- Information du service de consolidation sur les écarts.

a- Pour résultats intra-groupe

Identifier les opérations intra-groupe sur lesquelles des résultats sont dégagés et s'assurer qu'ils ont été correctement éliminés.

b- Pour les marges intra-groupe comprises dans les stocks [1]

Les auditeurs déterminent l'étendue de leur contrôle en fonction des conclusions de leur évaluation du contrôle interne, l'exhaustivité de l'élimination ne pouvant être assurée que si les procédures d'identification des stocks et marges sont adéquates. Les auditeurs sont conduits à :

- Apprécier la procédure utilisée pour identifier les stocks intra-groupe ;

[1] Eric ropert , op cit p 237

- Contrôle l'application des principes retenus par le groupe (leur bien-fondé ayant été examiné antérieurement) à partir de tableaux à double entrée (société vendeuse, société acheteuse) faisant apparaitre le stock à la clôture dans la société acheteuse, le taux de marge dans la société vendeuse, la marge a éliminer ;
- S'assurer que les achats-ventes intra-groupe, par rapport à l'exercice précédent, n'accusent pas une forte hausse susceptible de générer des stocks groupe ;
- Vérifier en particulier les transactions proches de la clôture de l'exercice ;
- S'informer sur la manière dont ont été traités les cas d'impossibilité d'identification du stock intra-groupe (rotation rapide des stocks, etc.)
- Analyser les cas de marges négatives pour déterminer, s'il y a lieu, de constituer une provision pour dépréciation des stocks dans les comptes consolidés.

c- Pour l'élimination des résultats interne sur cessions d'immobilisations

Les contrôles suivants sont à prévoir[1] :

- Recueillir dans les dossiers de consolidation les éventuelles cessions d'actifs significatives entre entreprises consolidées et vérifier la réciprocité des opérations dans les dossiers des entreprises acheteuses et vendeuses ;
- Contrôler les écritures enregistrées en s'assurant que l'élimination des plus ou moins-values de cession a pour contrepartie la valeur d'actif du bien ; il est rappelé toutefois que, par dérogation et sous réserve d'en justifier dans l'annexe, un actif immobilisé peut être maintenu à la nouvelle valeur résultant d'une opération entre les entreprises consolidées par intégration, lorsque cette opération a été conclue conformément aux conditions normales du marché et que l'élimination du supplément de valeur d'actif entrainerait des frais disproportionnés : dans ce cas , l'écart qui en résulte est inscrit directement

[1] IDEM

dans les réserves (comme toute dérogation, les conditions exigées sont à apprécier avec rigueur, notamment pour ce qui concerne la justification, et confèrent un caractère exceptionnel à de tels cas) ;

- Pour ce qui concerne les éliminations effectuées sur exercices précédents, s'assurer qu'elles ont été correctement reprises, et que les écritures de l'exercice les concernant sont justes ;
- Lorsque des transactions éliminées ont été effectuées entre des entreprises consolidées où existent des intérêts minoritaires, s'assurer que ces derniers sont affectés pour leur quote-part des éliminations pratiquées ;

2-5-2-2 Cas particulier des provisions sur des entreprises consolidées [1]

Il importe de connaitre l'origine de la provision et de rechercher ce qu'il adviendrait dans une société unique.

- Provisions pour dépréciation de créances douteuses sur les entreprises consolidées : elles sont à éliminer.
- Provisions pour dépréciation de titres des sociétés consolidées :
    - Si ces provisions sont comptabilisées sur la base d'une évaluation par mise en équivalence de l'entreprise concernée, elles sont à éliminer (sinon la perte serait deux fois dans les comptes consolidés) ;
    - Si ces provisions constatent un risque au niveau du groupe, elles sont à maintenir, Par exemple : provision sur titres en sus de l'évaluation par mise en équivalence, provision justifiée par le refinancement prévisible à court terme résultant d'une activité très déficitaire, risques de troubles politiques, conséquences financières, pour le groupe, de l'interdiction des transferts de fonds.

[1] ERIC ROPERT ? OP CIT ? P 237- 238

Les provisions maintenues au niveau du groupe ont le caractère de provisions pour risques, d'où le reclassement à ce poste de celles qui sont des provisions pour dépréciation dans les bilans des entités consolidées.

2-6 L'élimination des titres

Les objectifs de contrôle sont de s'assurer que les éliminations et les écritures sont effectuées, en conformité avec les règles ci-dessous[1] :

2-6-1 la date d'acquisition

Les premiers contrôles de l'élimination des titres sont réalisés à la date d'entrée des entreprises consolidées dans le périmètre de consolidation. Une élimination correcte des titres et des capitaux propres est subordonnée à une correcte détermination de l'écart de consolidation.

Les diligences du commissaire aux comptes :[2]

Les contrôles de l'auditeur légal consistent notamment :

- A analyser les valeurs d'entrée des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise au regard :
  - De la destination de ces actifs et passif ;
  - De la méthode d'estimation retenue ;
  - De la fiabilité des évaluations issues de cette méthode ;
- A contrôler la répartition de la valeur d'entrée entre capitaux propres «groupe» et intérêt minoritaires ;
- A valider le calcul de l'écart d'acquisition résiduel et sa comptabilisation ;
- A obtenir les analyses des dirigeants et des responsables comptables et

[1] idem
[2] Antoine Mercier, Philippe Merle, op cit , p :782

financiers sur la justification de l'écart d'acquisition positif ou négatif, et apprécier la validité du traitement comptable suivi.

2-6-2 Les consolidations suivantes

Les écarts d'acquisition sont amortis, ou repris par résultat s'ils ont été constatés au passif, à compter de la date d'acquisition selon un plan d'amortissement « dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition ».Le conseil national de la comptabilité, constate que « l'écart d'acquisition étant résiduel, il est difficile de suivre l'évolution dans le temps de sa valeur, ce qui conduit à privilégier son étalement sur la durée retenue à l'origine pour le calcul de la rentabilité globale de l'investissement ».

Les corrections de valeur apportées aux actifs et passifs de l'entreprise acquise suivent les règles des postes auxquels elles se rattachent.

Lors des consolidations ultérieures, l'écart entre la valeur brute des titres de participation et la part dans les capitaux propres retraités de l'entreprise consolidée, représente l'écart initial augmenté de la part revenant à la société consolidante dans le résultat retraité de l'entreprise consolidée depuis la date d'acquisition,

- Diminué des dividendes reçus de l'entreprise consolidée ;
- Diminué des impôts de distribution sur ces dividendes ;
- Augmenté ou diminué de la part revenant à la société consolidante dans les autres variations de capitaux retraités (réévaluation, écart de conversion...).

Les dividendes reçus sont éliminés du résultat consolidé par la contrepartie des réserves consolidées. Les impôts de distribution sont constatés dans le compte de résultat sur la base des distributions prévues.

2-6-3 Contrôles possibles :[1]

- Examiner l'organisation mise en place par le groupe pour l'élimination des titres de participation (exemples : utilisation de tableaux de répartition des capitaux propres retraités et du résultat retraité) ;
- Vérifier que les dispositions légales ont été respectées quant à l'acquisition ou à la cession des titres d'entreprises consolidées ;
- Obtenir le détail des écritures concernant l'élimination des titres et le partage des capitaux propres et des résultats ;
- Vérification du montant des titres éliminés par référence à leur valeur brute dans les comptes de l'entreprise détentrice et des montants des capitaux propres retraités avec les liasses de consolidation concernées ;
- Vérification du cumul des intérêts minoritaires pour le partage des capitaux propres et des résultats par référence aux pourcentages de contrôle et d'intérêt (ces pourcentages ont été vérifiés préalablement) ;
- Pour les entreprises consolidées pour la première fois :
- Vérification du calcul de l'écart de première consolidation ;
- Vérification de l'affectation de l'écart de première consolidation aux postes de bilan concernés (correction de valeur).
- Examen du traitement du solde résiduel non affecté (positif ou négatif) et de la validité du plan d'amortissement suivi.
- Pour les entreprises déjà consolidées antérieurement, vérification de la reprise de l'écart de première consolidation constaté initialement et vérification de la dotation aux amortissements sur l'écart d'acquisition résiduel.
- Procéder à l'analyse du poste « Titres de participation » qui apparait au bilan consolidé pour s'assurer que les titres qui y subsistent correspondent aux non consolidées ;
- Contrôler si les conséquences des cessions internes de titres sont correctement calculées ;

[1] Eric ropert, op cit, p 240

- Vérifier l'élimination des réévaluations liées à des fusions internes.

2-6-4 Points particuliers :

A. Conversion des titres détenus par les entités étrangères :

S'assurer que la méthode utilisée pour la conversion des titres est conforme aux principes de conversion retenus dans le manuel de consolidation et que ces principes sont admissibles.

B. Cas de structure de capital complexe :

Si, pour certaines entreprises, la répartition des résultats est différente du pourcentage d'intérêt, s'assurer que la part des résultats et des réserves revenant à la société consolidante a été calculée en fonction du pourcentage de répartition des dividendes.

C. Intérêts minoritaires débiteurs :

Dans le cas où la part des pertes revenant aux intérêts minoritaires devient supérieure à leur part dans les capitaux propres, s'assurer que l'excédent est pris en charge par la société consolidante (sauf accord particulier conclu avec les intérêts minoritaires).

2-7 Modifications de périmètre en cours d'exercice :

Cette phase concerne les changements de participation au sein d'un groupe d'un exercice à l'autre. Elle porte sur les acquisitions et les cessions de titres d'entreprises consolidées.

2-7-1 Le traitement des modifications de périmètre en cours d'exercice

Les modifications de périmètre de consolidation seront traitées comme suit[1] :

[1] Jacques Hérail, op cit , p 83-96

2-7-1-1 **Comptabilisation des prises de participations progressives** (rachats successifs de titres sur une longue période) :

Un nouvel écart d'acquisition vient s'ajouter à l'écart antérieur (assimilation à un rachat d'intérêts minoritaires).

2-7-1-2 Comptabilisation d'une plus ou moins-values sur la cession, total ou partielle, d'une participation dans une entreprise consolidée :

Les plus ou moins-values, calculées par rapport à la valeur d'équivalence au bilan consolidée la participation vendue, doivent être incluses dans le compte de résultat consolidé. L'écart de première consolidation correspondant doit être passé en résultat. Afin de permettre les comparaisons, les chiffres significatifs relatifs à une cession importante doivent être fournis en annexe :

2-7-1-3 **Evaluation dans le bilan consolidé de l'investissement dans une entreprise qui a cessé d'être consolidée suite à une disparition du contrôle et/ou de l'influence significative** (passage en dessous des seuils suite à une cession partielle, etc.) :

Evaluation à sa valeur comptable calculée selon la méthode de mise en équivalence à la date à partir de laquelle l'entreprise est exclue de la consolidation ; cette « déconsolidation » est donc sans influence sur les capitaux propres et le résultat. Cette valeur comptable doit être ramenée à la valeur actuelle de l'investissement, si cette dernière devient inférieure. L'information sur ce traitement comptable peut être donnée dans la partie de l'annexe concernant les principes comptables, si les montants concernés sont significatifs.

2-7-1-4 comptabilisation des fusions ou des groupements entre des entreprises consolidées :

Exclure les réévaluations et l'impact des fusions internes sur les comptes consolidés, sauf si elles correspondent à une réévaluation complète des actifs de l'ensemble des entreprises consolidées.

Cette étape nécessite un examen attentif des opérations.

2-7-2 Objectifs du contrôle :

- Vérifier que les dispositions légales ont été respectées quant à l'acquisition ou à la cession des titres d'entreprises consolidées ;
- Contrôler l'exhaustivité du traitement comptable des opérations.

2-7-3 Contrôle possible :

2-7-3-1 Durée et politique d'amortissement des écarts d'acquisition :

- Vérifier que les durées d'amortissement sont en rapport avec les objectifs fixés.
- Vérifier que les mauvais résultats de certaines entreprises ne justifient pas des amortissements exceptionnels.

2-7-3-2 Achat ou souscription :

- Vérifier les conséquences des acquisitions partielles ou totales au regard des écarts d'acquisition des titres.
- S'assurer que les écarts d'évaluation affectés dans les postes correspondants sont justifiés par des méthodes d'évaluation conformes à la nature des biens.
- Apprécier la durée d'amortissement des écarts d'acquisition.

2-7-3-3 vente de titres :

S'assurer que la plus ou moins-value sur cession de titres d'entreprises consolidées a été correctement constaté dans les comptes consolidés.

2-7-3-4 Fusion ou apport partiel d'actif :

Vérifier l'élimination des réévaluations liées à des fusions internes.

2-7-3-5 Cession interne de titres consolidés :

Contrôler si les conséquences de ces cessions sont correctement calculées.

2-7-3-6 Evènements post-acquisition de titres :

- S'assurer que dans les exercices suivants, les écarts d'évaluation sont confirmés dans leur évaluation ;
- Vérifier dans les exercices suivant l'acquisition des titres, que des plus-values ou des moins-values ne viennent pas entraîner la modification des écarts d'acquisition ;
- S'assurer que des cessions de titres d'entreprises consolidées ne viennent mettre un terme à une pratique de la méthode dérogatoire.

2-8 Analyse des capitaux propres et la situation nette :

2-8-1 Objectif du contrôle :

L'analyse des variations de capitaux propres d'un exercice à un autre et par entreprise consolidée permet de garantir la fiabilité des capitaux propres consolidés par rapport à l'exercice précédent.

2-8-2 Contrôle possible :

- S'assurer que les tableaux individuels de bouclage de capitaux propres sont justes ;
- Vérifier ces tableaux avec ceux de l'exercice précédent ;
- Contrôler la récapitulation de ces tableaux avec le tableau de variation de capitaux propres consolidés.

2-8-3 importance et complexité de la situation nette consolidée

2-8-3-1 L'importance :

La situation nette consolidée constitue un des postes les plus importants et complexes des états financiers d'un groupe, son importance tient à sa signification : elle représente la valeur comptable du groupe avant constatation des résultats de l'exercice. A ce titre, elle inclut[1] :

- La situation nette de la société mère. Celle-ci inclut l'écart de réévaluation, sauf pour la partie de l'écart de réévaluation des titres correspondant aux résultats des filiales non redistribués qui est reclassée en différence de consolidation ; le solde de l'écart de réévaluation des titres se confond ainsi avec l'écart sur immobilisation constaté par les filiales ;
- les éléments caractéristiques de la valeur patrimoniale du groupe générée par les filiales consolidées, soit :

- La différence de consolidation, égale aux résultats accumulés et non distribués par les filiales depuis la date de leur acquisition ou de leur première consolidation ;
- La réserve de première consolidation, représentant l'excédent de quote-part de situation nette des filiales à la date d'acquisition ou de première consolidation par rapport au prix d'achat ;
- Les dividendes reçus des filiales par la société mère et non encore distribués.

2-8-3-2 La complexité :

Sa complexité vient de la diversité des mouvements affectants les situation nettes sociales des filiales et des variations de périmètre ou de taux de participation détenus, autant d'éléments qui, au travers des écritures d'élimination des titres, ont une influence directe sur la différence de consolidation

[1] Jacque Hérail,op cit, p 46

Tableau 3.2 : Tableau de passage de la situation nette individuelle

SOCIETE	31/12/N-1	31/12/N	VARIATION			
OUVERTURE -Résultat l'exercice précédent -différence conversion **DIVIDENDES** **VERSES DIVIDENDES RECUS** **VARIATIONS DE CAPITAL** -Augmentation avec variation de	SITUATION NETTE	TITRES	DIFFERENCE DE CONSOLIDATION	INTERETS MINORITAIRES	ECART DE REEVALUATION	AUTRES

taux - Réduction avec variation de taux - Augmentation ou réduction sans variation de taux **AQUISITION DE TITRES** - Hors groupe - D'autres sociétés du groupe **CESSION DE TITRES** - Hors groupe - d'autres sociétés du groupe						

ECART DE REEVALUATION **AUTRES** **CLOTURES**						

Source : Dahim Ahmed, op cit , p 52.

Le tableau ci dessus montre comment passer de la situation nette individuelle.

Tableau de répartition de la situation nette et du résultat :

La répartition de la situation nette et du résultat entre le groupe et hors groupe est nécessaire pour permettre d'établir les écritures d'élimination des titres et de constatation du résultat.

Cette répartition procède d'un calcul simple dans son principe, mais qui peut présenter des difficultés notamment en cas de participation multiple.

Dans ce cas, en effet, il convient de tenir compte des intérêts minoritaires qui existent du fait du pourcentage indirect détenu par le groupe. Pour éviter toute erreur de calcul, il conviendra d'établir un tableau de répartition dont un modèle est proposé ci-après et dont un exemple permettra d'illustrer le fonctionnement.

Plusieurs éléments de ce tableau sont à préciser[1] :

- La répartition, pour chaque filiale consolidée, porte sur la situation nette et ses résultats après écritures de retraitement.

[1] Jacques Hérail,op cit, p 49.

- les pourcentages de détention utilisés devront être vérifiés car il est extrêmement important d'être assuré de leur exactitude. Nous pensons à cet égard que, quelle que soit l'organisation des services de la société mère (service titre séparé ou rattacher au service consolidation),

Tableau 3.3: tableau de répartition de la situation nette et du résultat

TABLEAU DE REPARTITION DE LA SITUATION NETTE ET DU RESULTAT (APRES RETRAITEMENT)
SITUATION NETTE :
ACTIONNAIRES GROUPE H.GROUPE
% DETENU CHEZ L'ACTIONNAIRE
SITUATION NETTE REPARTIE AU %
VALEUR D'ACQUISITION(BRUT)
% INDIRECT DETENU (GROUPE)
+/- VALUE DEGAGEE PAR LES ACTIONNAIRES
% INDIRECTE DETENU (GROUPE)
+/- VALUE GROUPE
+/- HORS GROUPE
INTERET MINORITAIRES DANS LA SITUATION NETTE
RESULTAT
ACTIONNAIRES GROUPE H.GROUPE
RESULTAT

Source :Jacques Hérail,op cit, p 50.

Le tableau ci avant montre comment répartir la situation nette et le resultat dans le groupe.

2-9 Les entreprises mises en équivalence :

2-9-1 Objectifs du contrôle :

Les auditeurs ont pour objectif de s'assurer du respect des règles suivantes[1] :

- Elimination de la valeur brute des titres de participation, réestimation des capitaux propres retraités de l'entreprise mise en équivalence, comptabilisation de l'écart d'acquisition et de la quote-part dans les capitaux propres retraités et dans le résultat retraité de l'exercice ;
- En effet, les règles relatives à l'analyse et à la comptabilisation de l'écart de première consolidation restent valables pour les entreprises mises en équivalences, sauf pour les corrections de valeurs aux actifs et passifs qui ne sont pas reprises, poste par poste, au bilan consolidé, mais globalement dans le poste « Titres mis en équivalence ») ;
  - Elimination des résultats entre entreprises intégrées et entreprises mises en équivalence (stocks, immobilisation,..) ;
  - Si les capitaux propres retraités d'une entreprise mise en équivalence deviennent négatifs, la valeur des titres détenus doit être retenue pour une valeur nulle. Si la société consolidante a garanti les engagements de l'entreprise consolidée, ou s'est engagée à lui fournir un soutien financier supplémentaire, une provision pour risque doit être constituée.

2-9-2 Contrôle possible [2]:

- S'assurer de l'exhaustivité des entreprises mises en équivalence par référence au périmètre de consolidation défini ;
- S'assurer éventuellement du retraitement préalable des comptes des entreprises mises en équivalence, selon les principes comptable du groupe ;

[1] ERIC ROPERT , OP CIT, P 241.
[2] IDEM

- Obtenir le détail des écritures passées concernant la mise en équivalence des titres ;
- Vérifier le bien-fondé des écritures de substitution par référence :
    - Aux capitaux propres retraités et au résultat retraité ;
    - Aux pourcentages de contrôle et d'intérêt détenus par la société consolidante ;
    - A la valeur brute des titres détenus ;
- Vérifier l'élimination des dividendes reçus des entreprises mises en équivalence ;
- S'assurer que le traitement de l'écart d'acquisition est conforme à la réglementation en vigueur et homogène avec celui retenu pour les entreprises intégrées ;
- Examiner les transactions intervenues pendant l'exercice pour s'assurer de la bonne élimination des résultats internes au groupe ;
- Pour les entreprises mises en équivalence ayant des capitaux propres négatifs, s'assurer que la valeur nette des titres détenus est ramenée à zéro et que des provisions pour risques ont été constituées, si nécessaire ; vérifier également que cette provision est ajoutée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence.

2-10 Fiscalité :

2-10-1 Objectifs du contrôle :

- S'assurer que le traitement comptable de la fiscalité différée est conforme aux règles en vigueur ;
- Vérifier que le traitement de la fiscalité différée est permanente dans sa méthode ;
- Vérifier que le principe de prudence a été respecté ;

- Apprécier si l'information dans l'annexe sur les impôts différés est suffisante.

2-10-2 Contrôle possible[1] :

- Vérifier la bonne application de la méthode du report d'impôt sur les retraitements, les éliminations, les ajustements, les écarts temporaires y compris les déficits fiscaux récupérables ;
- Contrôler la conformité des taux d'impôts appliqués dans chaque entreprise consolidée ;
- S'assurer que la fiscalité différée dans les entreprises étrangères est correctement traitée ;
- Contrôler les conséquences fiscales liées à la distribution de dividendes (précomptes, retenus à la source et crédit d'impôt) ;
- Vérifier la permanence des traitements de déficits fiscaux reportables ;
- Contrôler les conséquences liées au changement de taux d'impôt ;
- Apprécier les situations fiscales par entreprise et vérifier le principe de prudence ;
- Vérifier les conséquences des régimes fiscaux particuliers (intégration fiscale et sociétés transparentes fiscalement) ;
- Contrôler l'exhaustivité et la permanence des informations fournies dans l'annexe sur la fiscalité.

2-10-3 Les impôts différés[2] :

- Vérifier que les principes retenus dans le manuel des principes comptables sont en accord avec les textes ou recommandations ;
- Vérifier qu'ils sont correctement expliqués dans l'annexe ;

[1] Dahim Ahmed, op cit, p55.
[2] ERIC ROPERT, OP CIT, P 243.

- Vérifier que la rationalisation de la charge d'impôt (ou tax proof) ne met pas en évidence des erreurs de retraitements ;
- Concernant les intérêts minoritaires, vérifier que l'effet net (après impôt différés) des écritures concernant les sociétés où existent des intérêts minoritaires (directs ou indirects) a été affecté à l'entreprise consolidante et aux intérêts minoritaires en fonction de leur quotepart respective ;
- Vérifier que si la société ressort, au niveau groupe, en position différé actif ; il n'y a pas lieu alors de constater une provision pour dépréciation (revoir l'échéancier des impôts différés actifs et passifs groupe).

2-11 Ecritures diverses de centralisation et présentation des comptes Consolidés

2-11-1 objectifs du contrôle :

Les auditeurs sont conduits à s'assurer que les écritures et éliminations ont été correctement analysées dans leurs effets sur : les impôts différés, les intérêts minoritaires et les capitaux propres consolidés d'ouverture ; et que les autres écritures de consolidation concernant l'exercice (écritures techniques ou d'évaluation) ont bien été consolidées eu égard à leur seuil de signification et ont été correctement enregistrées.

2-11-2 Contrôle possible[1] :

- s'assurer de la reprise des écritures de l'exercice précédent : les écritures affectant les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice précédent doivent être reprises systématiquement à l'ouverture ;
- Revoir l'enregistrement des écritures diverses de l'exercice ;

[1] Eric Ropert, op cit, p 242.

- Faire le lien entre écritures de l'exercice qui affectent les capitaux propres ou le résultat consolidés et le tableau d'analyse de variation des capitaux propres consolidés ;
- Vérifier le calcul des amortissements complémentaires provenant de l'affectation, aux postes de l'actif immobilisé, de l'écart d'évaluation et, le cas échéant, da l'amortissement de l'écart d'acquisition. S'assurer que les taux sont identiques à ceux de l'exercice précédent ;
- S'assurer, après prise de connaissance des prévisions de distribution de résultat des sociétés consolidées, que l'impôt de distribution à provisionner a été enregistré dans les comptes consolidés.

2-12 Analyse de cohérence des documents de synthèse et contrôle de l'annexe et du rapport de gestion :

2-12-1 Objectif de contrôle[1] :

Les contrôles devront permettre aux auditeurs de :

- S'assurer de la consolidation des comptes définitifs avec les documents de travail ;
- S'assurer du respect des règles de présentation des documents de synthèse consolidés ;
- S'assurer de leur comptabilité avec l'exercice précédent ;
- Procéder à une revue critique des comptes en vue de s'assurer de la cohérence de l'ensemble et de détecter d'éventuelles anomalies que les contrôles sur le processus de consolidation n'auraient pas mis en évidence ;
- Revoir le contenu de l'annexe et s'assurer :

[1] Eric ropert , op cit, p 243;

- Qu'il respecte au minimum la liste des mentions obligatoires ;
- Qu'il ne manque aucune information majeur de nature à entacher la sincérité ou l'image fidèle des comptes ;
- Que les informations contenues dans l'annexe ne sont pas présentées sous une forme prêtant à équivoque et pouvant tromper le lecteur dans l'appréciation qu'il aura des comptes et de la situation du groupe.

2-12-2 Contrôles possible :

2-12-2-1 contrôles relatifs à la cohérence des documents :

Faire des contrôles de cohérence à l'aide des tableaux de rapprochement de résultats et de capitaux propres. La justification du passage entre les résultats des comptes annuels et le résultat consolidé ainsi que le tableau de variation des capitaux propres consolidés constituent des documents essentiels pour assurer la fiabilité des comptes consolidés. En pratique, leur élaboration par la société consolidante et leur contrôle impératif par les auditeurs constitueront une sécurité indispensable dans le processus de certification des comptes consolidés.

2-12-2-2 contrôle de l'annexe :

- Vérifier que les informations prévues par la réglementation sont présentées dans l'annexe ;
- S'assurer que toute autre information de caractère significatif utile à la compréhension des comptes y figure ;
- En cas d'application d'un principe comptable dérogatoire à la consolidation citée en référence (ce qui a priori ne devrait pas exister), s'assurer qu'il est explicité dans l'annexe.

Il est important de préciser que l'annexe doit permettre, par l'établissement de comptes pro-forma, une meilleure lisibilité de l'information financière publiée en cas

de changement du périmètre de consolidation ayant des incidences significatives sur le bilan ou le compte de résultat consolidés.

2-12-2-3 Contrôle du rapport sur la gestion du groupe

a- Objectif du contrôle :

S'assurer que toute information de caractère significatif et légale utile à la compréhension des comptes y figure.

Outre leur mission de certification des comptes consolidés, les auditeurs vérifient la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

b- Contrôle possible :

Pointer les informations données dans le rapport sur la gestion du groupe avec les documents comptables consolidés et s'assurer que ces informations sont complètes et de nature à éclairer le lecteur du rapport de gestion.

2-13 La synthèse des contrôles effectués

2-13-1 Objectifs du contrôle

Les auditeurs s'assurent que les comptes consolidés définitifs tiennent compte de toutes les informations rassemblées au cours de leurs contrôles, qu'elles concernent les entreprises consolidées ou le processus de consolidation lui-même.

2-13-2 Contrôles possibles :

- Récapituler l'ensemble des réserves ou observations, ou non, formulées sur les comptes des entreprises consolidées ou sur le processus de consolidation, en les ventilant entre celles qui représentent :
    - des changements de méthode ;

- des redressements quantifiés (erreurs, anomalies, irrégularités) ;
- des incertitudes ;
- des omissions dans les états de synthèse ;
- des limitations à l'étendue des contrôles ;

- Déterminer l'effet de ces éléments sur l'évaluation du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble consolidé eu égard au seuil de signification ;
- Exposer ces conclusions à la direction de la société consolidante pour obtenir que les redressements nécessaires soient enregistrés ou que les informations complémentaires soient obtenues ;

Conclure, en fonction des réponses obtenues, sur les conséquences de ces éléments dans la rédaction du rapport sur les comptes consolidés en tenant comptes des normes d'audit applicables en la matière.

2.14. Tableaux de bouclage

2-14-1 Tableau de passage du résultat social au résultat consolidé

Tableau 3.4 : passage du résultat social au résultat consolidé

	Société A	**Société B**	**…….**	**TOTAL**
Résultat des comptes annuels Extourne des provisions réglementées Correction d'évaluations non homogènes Impositions différées (comptes annuels et retraitement)				

Résultat retraité Dividendes Provision intra-groupe Marge sur stocks Plus-values internes Impositions différées (éliminations de consolidation) Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition Impôts de distribution Résultat des entreprises mises en équivalence Intérêts minoritaires **Résultat consolidé**				

Source: Eric Ropert, op cit, p 244

Le tableau ci-dessus montre le passage du résultat social des entités consolidés au résultat consolidé.

2-14-2 Tableau de passage de la situation nette sociale à la situation nette consolidée

Le tableau dans sa présentation est identique à celui de passage du résultat social au résultat consolidé.

Il permet de récapituler tous les retraitements effectués en consolidation par rapport aux comptes sociaux.

TABLEAU 3.5 : passage de la situation nette sociale à la situation nette consolidée

Nature	CP 31.12.N-1	Ajustements sociaux post conso	CP 31.12.N-1 définitive	Situation nette	Résultat	CP 31.12.N
Capital social Prime d'émission Réserves Résultat						
Situation nette sociale						
Retraitement de consolidation Annulation réévaluations Différence d'amortissement Frais activités Perte/profit sur cession interne Crédit-bail Impôt différé Actif net des sociétés mises en équivalence						

Effet dilution Ecart Evaluation Amortissement écarts évaluation Survaleurs Amortissement des survaleurs						
Situation nette consolidée						
Eléments appartenant au groupe Survaleurs brutes Amortissements cumulés Actif net des sociétés mises en équivalence Effet dilution Total retraitement groupe						
QP minoritaire						
QP groupe						

Retraitement du groupe						
QP groupe						
Dont titre de participation Dont capitaux propres part groupe						

source: Eric Ropert, op cit, p245- 246

Le tableau ci dessus montre comment passer de la situation nette sociale à la situation nette consolidée.

2-14-3 Tableau de variation des capitaux propres groupe :

TABLEAU 3.6 : variation des capitaux propres

Capitaux propres au 31 décembre N-1 avant résultat Résultat de l'exercice N-1	
Capitaux propres au 31 décembre N-1	
Augmentation de capital Dividendes distribués Ecart de conversion Résultat net part du groupe N	
Capitaux propres au 31 décembre N	

SOURCE: Eric Ropert, op cit, p 246

Le tableau ci dessus montre les variations des capitaux propres du groupe

2-14-4 Tableau des variations des intérêts minoritaires

Tableau 3.7 : variation des intérêts minoritaires

Intérêts minoritaires au 31 décembre N-1	
Augmentation de capital Dividendes distribués Incidence variation de périmètre Ecart de conversion Résultat net minoritaire N	
Intérêt minoritaire au 31 décembre N	

Source : Eric Ropert, op cit, p 247.

Le tableau ci dessus montre les variations des intérêts minoritaires dans le groupe

2-14-5 Tableau de contrôle global du mouvement des capitaux propres consolidés

Ce tableau fait ressortir la nature des principaux événements pouvant affecter les capitaux propres ainsi que leur incidence sur la part revenant à la société consolidante et celle revenant aux intérêts minoritaires

Tableau 3.8 : contrôle globale du mouvement des capitaux propres consolidés

Nature de l'événement		**Capitaux propres de l'ensemble**	**Part entre. mère**	**Part entre. mère**
Solde à l'ouverture (N-1)	_	capitaux propres de l'ensemble (N-1)	X	X
Affectation du résultat consolidé (N-1)	_ _	Dividendes société mère (N/N-1) Impôts de distribution société mère (N/N-1)	X X	X X
Affectation des résultats des filiales	_	Dividendes versés aux minoritaires (N/N-1) Impôts de distributions filiales (N/N-1) provisionnés en principe	 -	X -
Jeu de provisions réglementées		Extourne en principe	_	_
Changement de principes comptables	+ -	Indices sur exercices antérieurs (lorsqu'ils peuvent être affectés aux capitaux propres)	X	X
Augmentation de capital de l'entreprise consolidante	+	Augmentation de capital entreprise consolidante (N)	X	

Augmentation de capital des entreprises intégrées globalement	+	Augmentation de capital souscrite par mino. (N)		X
Variation des taux de change	+ -	Dotation à la différence de conversion sur entreprises (N) (selon la méthode taux de clôture)	X	X
Entrée ou sortie de périmètre	+ -	Quotes-parts capitaux propres revenant aux minoritaires (N)		X
Acquisition partielle de titres	-	Quote-part rachetée aux minoritaires (N)		X
Cessions partielles de titres	+	Quote-part vendue aux minoritaires (N)		X
Résultat consolidé de l'exercice	+ -	Résultat l'exercice (N)	X	X
Solde à la clôture		Capitaux propres de l'ensemble		

Source : Dahim Ahmed, op cit, p 63.

3- Confection et élaboration du rapport sur les comptes consolidés

3-1 L'élaboration du rapport

Le rapport exprime une opinion qu'il convient d'abord d'élaborer avant de le rédiger, il relate les contrôles effectués, les erreurs, anomalies et irrégularités significatives, les suggestions visant à améliorer les procédures et règles de contrôle interne.

Pour l'élaboration du rapport les auditeurs doivent :

- Récapituler l'ensemble des réserves ou observations, quantifier ou non, formulées sur les comptes des entreprises consolidées ou sur le processus de consolidation, en les ventilant entre celles qui représentent : des changements de méthodes ; des redressements quantifiés (erreurs,

anomalies, irrégularités) ; des incertitudes ; des omissions dans les états de synthèse ; des limites à l'étendue des contrôles ;

- Déterminer l'effet de ces éléments sur l'évaluation du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble consolidé eu égard à leur seuil de signification ;
- Exposer ces conclusions à la direction de l'entreprise consolidante pour obtenir que les redressements nécessaires soient enregistrés ou que des informations complémentaires soient obtenues ;
- Conclure, en fonction des réponses obtenues, sur les conséquences de ces éléments dans la rédaction du rapport sur les comptes consolidés en tenant compte des normes recommandées par la profession ;
- Tenir compte du fait que les réserves ou le refus de certifier des confrères sur les comptes individuels ne seront pas forcément pris en considération pour la certification des comptes consolidés.

En effet, le motif de la réserve ou du refus de certifier, valable sur les comptes annuels d'une entité consolidée, peut se révéler sans portée significative au regard des totaux consolidés ; ou bien, une limitation apportée aux diligences d'un confrère peut être sans effet si les auditeurs de l'entreprise consolidante ont pu avoir accès directement à l'information concernée ; ou bien le désaccord sur l'application d'un principe comptable ou d'une méthode d'évaluation peut être corrigé lors de l'élaboration des comptes consolidés par une écriture d'ajustement spécifique ; de même, une incertitude, signalée au plan local (il peut s'agir de la remise en cause éventuelle du principe de continuité d'exploitation dans une filiale en perte)peut être levée, si, par exemple, les auditeurs de l'entreprise consolidante obtiennent des dirigeants du groupe les assurances nécessaires quant à la poursuite de l'exploitation.
Des cas peuvent cependant ce présenter où les réserves ou refus d'exprimer une opinion ne pourront être annulés en consolidation. Les auditeurs de l'entreprise consolidante devront, dans ce cas, exprimer eux-mêmes une réserve, voir refuser la

certification, dans leur rapport sur les comptes consolidés, qui ne diffère pas, au contenu près, de celle du rapport général notamment pour le plan.
Dans certains cas, les auditeurs de la société consolidante, après avoir exprimé des réserves sur les comptes annuels de cette dernière, sont conduits à s'interroger sur l'attitude à retenir dans les comptes consolidés.

Les règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés sont les mêmes que celles applicables aux comptes annuels, à l'exception des cas où des options sont ouvertes par les textes. De ce fait, il convient d'insister sur la cohérence nécessaire entre les positions prises au niveau des comptes annuels et celles retenues dans les comptes consolidés. En effet, il est clair qu'un ensemble de faits, ou une même situation, ne peuvent être analysés de manière différente et conduire à des conclusions divergentes dans les deux jeux de comptes, à l'exception des cas où[1] :

- La réserve devient techniquement non fondée dans les comptes consolidés : par exemple, réserve portant sur l'insuffisance de dépréciation dans les comptes annuels d'un compte réciproque éliminé en consolidation ;
- La réserve se trouve compensée par d'autres ajustements de sens contraire portant sur les comptes annuels des entreprises consolidées, ou devient non significative au niveau consolidé.

Dans leur rapport, les commissaires aux comptes de la société consolidante prennent la responsabilité directe de l'opinion qu'ils expriment et des motifs qui les fondent. De ce fait, ils ne peuvent reprendre, en la lui imputant nommément, telle opinion émise par un commissaire aux comptes de la société consolidante.
La décision de formuler ou non, dans le rapport sur les comptes consolidés, une réserve ou un refus de certifier concernant une entreprise contrôlée par un confrère, appartient aux seuls commissaires aux comptes de la société consolidante.

[1]Antoine Mercier, Philippe Merle, op cit , p :793

3-2 La conclusion du rapport d'audit :

L'auditeur offre aux tiers une garantie sur la sincérité et l'image fidèle des comptes en exprimant une opinion motivée via une analyse du processus de consolidation.

Le rapport de certification peut conduire à trois conclusions [1]

3-2-1 Certification des comptes avec ou sans observations : une observation a pour objet d'attirer l'attention du lecteur sur un point particulier concernant les comptes annuels sans remettre en cause l'opinion exprimée ;

3-2-2 Certification des comptes avec réserves : il s'agit de situations où l'auditeur est en désaccord avec le choix ou l'application de méthodes comptable, sur un point particulier. Il peut s'agir également de la situation où il n'a pas pu mettre en œuvre les diligences professionnelles nécessaires ;

3-2-3 Refus de certification : il s'agit de situations où l'auditeur est en désaccord avec le choix ou l'application de méthodes comptables, cette situation affecte les comptes annuels dans leur ensemble. Il s'agit également de situations où il n'a pas pu mettre en œuvre les diligences nécessaires suffisantes pour se former une opinion, ou lorsqu'il a constaté des incertitudes graves qui risquent d'affecter de façon très significative les comptes annuels

[1] Bruno Bachy, Michel Sion; op.cit, p: 24

3-3 Model de rapports :

3-3-1 rapport sans réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du……, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société X, tels qu'ils sont annexés au présent rapport
- la vérification du rapport sur la gestion du groupe, relatifs à l'exercice clos-le ……..

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Ou

La sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe appellent, de notre part, les observations suivantes :

Fait à

Le
Signature

3-3-2 Rapport avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du……, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société X, tels qu'ils sont annexés au présent rapport
- la vérification du rapport sur la gestion du groupe, relatifs à l'exercice clos-le ……..

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous devons formuler une (des) réserve(s) sur le(s) point(s) suivants :

(Description motivée et chiffrée des désaccords sur les règles et les principes comptables faisant l'objet de la réserve).

Sous la (les) réserve(s) ci-dessus précisée(s), nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Ou

Outre l'incidence des faits exposés ci-dessus, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe appellent, de notre part, les observations suivantes :

Fait à Le signature

3-3-3 Rapports avec refus de certifier

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du……, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société X, tels qu'ils sont annexés au présent rapport
- la vérification du rapport sur la gestion du groupe, relatifs à l'exercice clos-le ……..

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.
Au cours de nos contrôles, nous avons fait les constatations suivantes qui s'opposent à la certification :
(Description motivée et chiffrée des désaccords sur les règles et principes comptables).

En raison des faits exposés ci-dessus, nous sommes d'avis que les comptes consolidés ne sont pas réguliers et sincères et ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus

Ou

Outre l'incidence des faits exposés ci-dessus, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe appellent, de notre part, les observations suivantes :

Fait à
Le
Signature

Conclusion chapitre

L'auditeur offre aux tiers (actionnaires, dirigeants, clients, fournisseurs) une garantie sur la sincérité et l'image fidèle des comptes consolidés du groupe, à travers l'expression d'une opinion motivée à la certification des comptes de groupe, après avoir suivi les étapes de la démarche d'audit des comptes consolidés qu'on vient de voir dans ce chapitre.

Partie deuxième

Etude de cas du groupe Sonatrach

Après avoir présenté dans la partie précédente les différents aspects théoriques liés à la consolidation des comptes selon les normes comptables internationales IAS/IFRS et le règlement Algérien, ainsi que l'aspect théorique lié à l'audit des comptes consolidés, nous allons essayer d'appliquer ce que nous avons retenu dans la partie théorique ont faisant une étude pratique.

Pour cela cette partie contient trois chapitres qui consistent à :

1-La présentation de l'organisme d'accueil et la définition des différentes missions du département consolidation groupe

2-La définition du périmètre de consolidation et le choix de la méthode applicable au sein du holding **spp** ainsi que suivre les étapes du processus de consolidation tels qu'appliquées à Sonatrach, pour enfin présenter les états financiers consolidés du sous-groupe SPP de l'exercice 2020.

3- l'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach en basant sur la démarche de la consolidation du groupe.

Chapitre premier

Présentation de l'organisme d'accueil

Depuis plus de 50 ans, la compagnie nationale pétrolière et gazière joue pleinement son rôle de locomotive de l'économie Algérienne. **SONATRACH** surnommé la major africaine, est classée le premier Groupe d'Hydrocarbure en Afrique, et un important fournisseur d'énergie dans le monde.

Aujourd'hui elle doit se projeter dans l'avenir par une mutation globale de son organisation et de son fonctionnement afin de relever les nombreux défis qui se présentent à elle. C'est pour cela qu'elle a lancé une stratégie de développement à l'horizon 2030 afin de définir, une vision claire et partagée, une organisation flexible, robuste et efficace et enfin des modes de management moderne.

Pour faire face à cette impérieuse nécessité de transformation et aux nombreux défis à relever, SONATRACH dispose de nombreux atouts et un potentiel considérable, et a conçu une véritable stratégie et une réorganisation profonde de sa macrostructure pour renforcer la structure et les compétences de chaque activité.

Nous avons jugé indispensable d'aborder la nouvelle organisation de la macrostructure de SONATRACH décidée le **19 juin 2018**, qui constitue un changement organisationnel global pour la Société ainsi que pour son personnel, avant de passer à l'étape de la consolidation du groupe Sonatrach et l'audit des comptes consolidés.

Ce chapitre portera dans la première section sur l'Organisation générale de SONATRACH, et l'organisation de la direction d'accueil où notre étude de cas a été effectuée à s'avoir, la direction consolidation groupe puis Dans la seconde et la dernière section nous présenterons Sonatrach le groupe et ses importante filiales ainsi que le holding SPP, Sans pour autant oublier d'éclaircir et donner un aperçu sur la nouvelle stratégie de transformation de SONATRACH (**SH 2030**)

Section 01 : Organisation de la macrostructure de SONATRACH et la nouvelle stratégie sh 2030

SONATRACH intervient dans l'exploitation, la production, le transport par canalisation, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures et de leurs dérivés, elle se développe encore dans les activités de la pétrochimie, de raffinage, de génération électrique, d'énergies nouvelles et renouvelables, de dessalement d'eau de mer...

Nous débuterons cette section par un bref historique de la Société, puis nous énumèrerons ses principales missions, ses structures fonctionnelles et les activités opérationnelles.

1. Historique de SONATRACH

La société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation (SONATRACH) a été créé le 31/12/1963 par décret N° 63/491 paru dans le journal officiel le 10/01/1964.

Le 22septembre 1966, le décret présidentiel (N°66/292) apportant les premières modifications des statuts de SONATRACH.

Les missions de SONATRACH, limitées à la gestion des pipelines et à la commercialisation, en suit sont élargies à la recherche, à la production et à la transformation des hydrocarbures. SONATRACH devient la société nationale de recherche, production, transport, transformation et commercialisation des hydrocarbures.

En Février 1973, La nationalisation des hydrocarbures inscrit la compagnie nationale des hydrocarbures dans une nouvelle dynamique :

Une planification de plus en plus rigoureuse est mise en place, les objectifs de SONATRACH portent sur l'extension de toutes ses activités à l'ensemble des installations gazières et pétrolières et l'atteinte de la maitrise de toute la chaine des hydrocarbures.

De 1980 à 1985, SONATRACH s'engage selon un plan quinquennal dans un nouveau processus de restructuration étendue, qui aboutit à la création de 17 entreprises :

SONATRACH passe d'une entreprise de 33 personnes en 1963 avec pour objectif principal le transport et la commercialisation des hydrocarbures, croit et évolue à une

entreprise de plus de 103.300 travailleurs en 1981 avec un domaine d'activité englobant la maitrise de toute la chaine des hydrocarbures ;

De 1986 à 1990, la loi de 86/14 du 19 août 1986 définit les nouvelles formes juridiques des activités de prospection, d'exploration, de recherche et de transport d'hydrocarbures permettant à SONATRACH de s'ouvrir au partenariat

De 1991 à 1999, Les amendements introduits par la loi 91/01 en décembre1991, permettent aux sociétés étrangères activant notamment dans le domaine gazier, la récupération des fonds investis et leur accordant une rémunération équitable pour les efforts consentis Plus de 130 compagnies pétrolières dont les majors, nouent contact avec SONATRACH et 26 contrats de recherche et de prospection sont signés durant les 2 années qui suivent le nouveau cadre institutionnel ;

En 2014, SONATRACH est la première entreprise à se lancer dans la production de gaz de schiste sur le sol algérien, à la suite de l'accord donné par le gouvernement

le 21 mai 2014 concernant l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. En mars 2016, la SONATRACH et ENI, le géant pétrolier italien, ont signé un accord pour l'exploration offshore de nouvelles ressources pétrolières et gazières.

Le 20 mars 2017 le ministre de l'Énergie nomme A. Ould Kaddour nouveau PDG. Il va vite tirer un bilan négatif de l'état de lieux de SONATRACH, un organigramme inadéquat, d'une absence d'une stratégie à long terme, d'un nombre excessif des filiales.... Il décide alors d'une réorganisation du groupe d'une manière « intelligente », de développer le gaz de schiste.

En mai 2018, SONATRACH annonce qu'elle rachète la raffinerie italienne d'Augusta , l'acquisition de trois terminaux pétroliers en Italie, et signe un accord avec la compagnie pétrolière française Total afin de construire une usine de pétrochimie dans la région d'Arzew.

2 -Missions de SONATRACH

Face à l'évolution de l'environnement actuel et à la situation économique mondiale SONATRACH a pour mission :

- La prospection, la recherche, l'exploitation et le développement des gisements
- de pétrole et gaz naturel ainsi que la reconstitution et l'accroissement des réserves d'hydrocarbures ;
- La construction, l'exploitation industrielle et commerciale de tous les moyens de transport d'hydrocarbures par voie terrestre ;

- Le traitement, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures et des produits dérives ainsi que leur approvisionnement énergétique a moyen terme ;
- L'intensification des efforts d'exploitation et capitalisation des études réalisées dans ce domaine, pour une meilleure connaissance de sous-sol et la mise en évidence des réserves d'hydrocarbures potentielles ;
- Le développement, l'exploitation et la gestion des réseaux de transport, de stockage et de chargement des hydrocarbures ;
- Le développement des techniques modernes de gestion nationale par le biais de la formation continue.

3. Organisation Générale de SONATRACH

Le schéma d'organisation de la macrostructure de SONATRACH s'inscrit dans le cadre de l'évolution de son environnement interne ainsi qu'externe, et au service de ses objectifs :

- Conforter la Direction Générale dans son rôle de conception de la stratégie, d'orientation, de coordination, de pilotage et de management ;
- Concentrer les structures opérationnelles pour une meilleure synergie en veillant à leur assurer une meilleure efficacité ;
- Permettre une décentralisation accompagnée d'une maitrise des pouvoirs et d'une clarté en matière de responsabilités dans le cadre de procédures bien établies tout en renforçant le contrôle ;
- Assurer la réactivité, la transparence et la fluidité de l'information nécessaire à la conduite et au pilotage des activités dans le but d'assurer l'efficacité globale de l'entreprise.

Le nouveau schéma de la réorganisation de la macrostructure de **SONATRACH** s'articule autour des structures suivantes : la Direction Générale, les Structures Fonctionnelles Centrales et les Structures Opérationnelles.

3.1. La Direction Générale

La Direction Générale à un rôle de conception de la stratégie, d'orientation, de coordination, de pilotage et de management.

Le Président Directeur Général est assisté dans l'exercice de ses fonctions[1] :

- D**'un Comité Exécutif** conformément à l'article 11.3 des statuts de SONATRACH;
- D'**un Secrétariat Général** placé sous l'autorité d'un secrétaire général chargé de la gestion du courrier et des archives de la DG, et du suivi des instructions du Président Directeur Général ;
- D'**un Cabinet** placé sous la responsabilité d'un Directeur de Cabinet chargé de fournir conseil et appui technique au PDG, sur les dossiers particuliers et de définir et de mettre en œuvre une politique de sponsoring et d'investissement social ;
- **Direction Corporate Affairs** (CRA), chargée du suivi de l'activité des
- organes sociaux de la Société, du Comité Exécutif, de l'appui au secrétariat de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration ;
- **Un Comité d'Ethique**, chargé de veiller au respect des dispositions du code d'Ethique et au renforcement des pratiques éthiques au sein de la société ;
- **Direction Transformation SH2030** (TRF), chargée de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du plan de transformation de SONATRACH SH2030 ;
- **Direction Audit et Risques** (ADR), chargée de la gestion et de la conduite des audits et de l'évaluation de l'application de la réglementation et des procédures en vigueur. Elle assure l'animation de la politique de contrôle interne à la société, pilote et coordonne le processus de management des risques ;
- **Direction Communication** (CMN), chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de communication de SONATRACH ;
- **Le service sureté interne d'Etablissement** (SIE) chargé de veiller à la sureté interne de la Société, conformément à la réglementation en vigueur, notamment pour le siège de la société.
- Les conseillers

3.2. Les structures Fonctionnelles centrales

Les Structures fonctionnelles centrales ont pour rôle de :

- Elaborer et veiller à l'application des politiques et stratégies de la société ;
- Planifier, fournir et coordonner la mise à disposition de l'expertise et l'appui aux Structures Opérationnelles de la société ;
- S'affirmer et contribuer, en qualité de centre d'excellence et d'expertise dans leurs domaines respectifs ;

[1] Manuel général d'organisation, Décision A-001 (R31), Document interne à SONATRACH.

- Se constituer en sources d'information et contribuer au processus de reporting ;
- Assurer l'information et le reporting... Etc.

3.2.1. La Direction Corporate Stratégie, Planification & Economie « SPE »

La DCP SPE est chargée de l'élaboration des stratégies de développement à moyen et à long termes et de l'évaluation de leur mise en œuvre.

3.2.2. La Direction Corporate Finance « FIN »

La Direction **Corporate FIN** est chargée d'élaborer les politiques et stratégies dans le domaine des finances, d'évaluer leur mise en œuvre et de veiller à l'information financière.

La Direction Corporate FIN assure les fonctions de finances et comptabilité du siège, contrôle de gestion, Fiscalité patrimoine et assurances, élaboration du budget de fonctionnement et du plan de financement des investissements...

3.2.3. La Direction Corporate Business Development et Marketing « BDM »

La Direction **Corporate BDM**, est chargée de formuler la stratégie de croissance et de recherche des nouvelles opportunités d'investissement pour la société. Elle a pour mission d'évaluer, de lancer et d'assurer la maturation de nouveaux projets de partenariats dans les activités de base de la société tant en national qu'en international, ainsi que de mettre en place des stratégies marketing innovantes susceptibles d'attirer de nouveaux investissements et de nouveaux partenaires.

3.2.4. La Direction Corporate Ressources Humaines « RHU »

La Direction **Corporate RHU** est placée sous l'autorité d'un Directeur Exécutif, est chargée de l'élaboration des politiques et stratégies en matière de ressources humaines et du contrôle de leurs mis en œuvre.

La Direction Corporate RHU assure notamment les fonctions suivantes :

- Le développement et la planification des ressources humaines par la définition de la gestion des talents, définitions des besoins et plans de formation ;
- Gestion du personnel des structures du siège ;
- Réglementation et veille sociale ;
- Rémunération et performance individuelle...

3.2.5. La Direction Centrale Procurèrent et Logistique « P&L »

La **Direction Centrale P&L** est placée sous l'autorité d'un Directeur Central, est chargée de développer une politique de procurèrent ainsi qu'une chaine logistique intégrée de la société, permettant d'optimiser les couts et d'assurer des standards de qualité. La Direction Centrale P&L assure aussi le développement et mise en œuvre de la stratégie d'achat des catégories de biens et services stratégiques, la définition et le suivi de la politique en matière de logistique et gestion des stocks.

3.2.6. La Direction Centrale Ressources Nouvelles « REN »

La **Direction Centrale Ressources nouvelles** est chargée de l'élaboration des politiques et stratégies en matière de ressources nouvelles, dans le cadre des objectifs stratégiques de la Société. Assure également :

- Le pilotage et l'exploitation des projets dans les énergies renouvelables ;
- Le pilotage et exploitation des projets de ressources non conventionnelles;
- Pilotage et exploitation des projets de l'offshore.

3.2.7. La Direction Centrale Engineering &Projet Management « EPM »

La **Direction Centrale EPM** est chargée de gérer les grands projets industriels des activités opérationnelles, depuis la prise de décision finale d'investissement (FID) de ces projets jusqu'à leur mise en service, ainsi que les projets d'infrastructure de SONATRACH.

3.2.8. La Direction Centrale Juridique « JUR »

La **Direction Centrale Juridique** est chargée de l'élaboration et l'harmonisation des instruments juridiques et du contrôle de leur application. Elle assure notamment le traitement des contentieux à l'international, la constitution et gestion du dépôt légal interne....

La Direction Centrale Juridique est chargée également de l'information, le développement d'une banque de données sur le patrimoine et du reporting.

3.2.9. La Direction Centrale Digitalisation et Système d'Information « DSI»

La Direction Centrale DSI est chargée de la définition et du contrôle de l'application de la politique Informatique et de digitalisation de la Société, des normes et standards en matière de technologies de l'Information et de Système d'information.

La Direction Centrale SI assure notamment la mise en place et gestion d'un

système d'information pour soutenir la société dans son fonctionnement, ainsi que la mise en place et le développement d'une politique en matière d'équipement Informatique de la Société.

3.2.10. La Direction Centrale Santé, Sécurité, Environnement « HSE »

La Direction Centrale Santé, Sécurité, Environnement est chargée d'établir des politiques en matière d'environnement, de sécurité, de qualité de la vie au travail et du contrôle de leur application, dans le cadre des objectifs stratégiques de la Société.

La Direction Centrale HSE assure également la coordination de la politique de gestion des risques liée à la santé, à la sécurité et à l'environnement, ainsi que le développement des normes et standards dans les domaines de l'environnement.

3.2.11. La Direction Centrale Recherche et Développement « R&D »

La **Direction Centrale Recherche et Développement** est chargée de promouvoir et de mette en œuvre la politique de la recherche appliquée et du développement des technologies dans les métiers de base de la Société.

3.3. Les Activités Opérationnelles

Chaque activité exerce ses métiers, développe son portefeuille d'affaires et contribue dans son domaine de compétences, au développement des activités internationales de la Société. Chaque activité est placée sous l'autorité directe d'un vice-président ; les structures opérationnelles sont organisées comme suit :

3.3.1. Activité Exploration-Production (E&P)

L'Activité E&P est chargée de l'élaboration et l'application des politiques et stratégies d'exploitation, de développement et d'exploitation de l'amont pétrolier et gazier dans le cadre des objectifs stratégiques de la Société. L'activité Amont couvre notamment, les domaines opérationnels suivants :

- Prospection ;
- Opération d'exploitation ;
- Forage et production ;
- Développement et valorisation des réserves ;
- Gestion des associations ;
- L'organisation de l'Information et reporting de l'Activité

3.3.2. Activité Transport par Canalisations (TRC)

L'Activité **TRC** est chargée de l'élaboration et l'application des politiques et stratégies en matière de transport des hydrocarbures par canalisation sous l'autorité d'un vice- président.

L'Activité Transport par Canalisations couvre, notamment, les domaines opérationnels suivants :

- Exploitation des ouvrages de transport des hydrocarbures et des installations portuaires ;
- Maintenance des ouvrages de transport des hydrocarbures et des installations portuaires ;
- Etudes et développement.

3.3.3. Activité Liquéfaction et séparation (LQS)

L'Activité **LQS** est chargée de l'élaboration et de l'application des politiques et stratégies d'exploitation, de gestion et de développement des activités de liquéfaction et de séparation des gaz, dans le cadre des objectifs stratégiques de la Société.

Cette activité couvre, notamment, les domaines opérationnels suivants :

- Liquéfaction du gaz naturel ;
- Séparation des GPL ;
- Etudes, développement et nouvelles technologies.

3.3.4. Activité Raffinage et Pétrochimie (PRC)

L'activité **PRC** chargée de l'élaboration et de l'application des politiques et

stratégies d'exploitation, de gestion et de développement du raffinage et de la

pétrochimie.

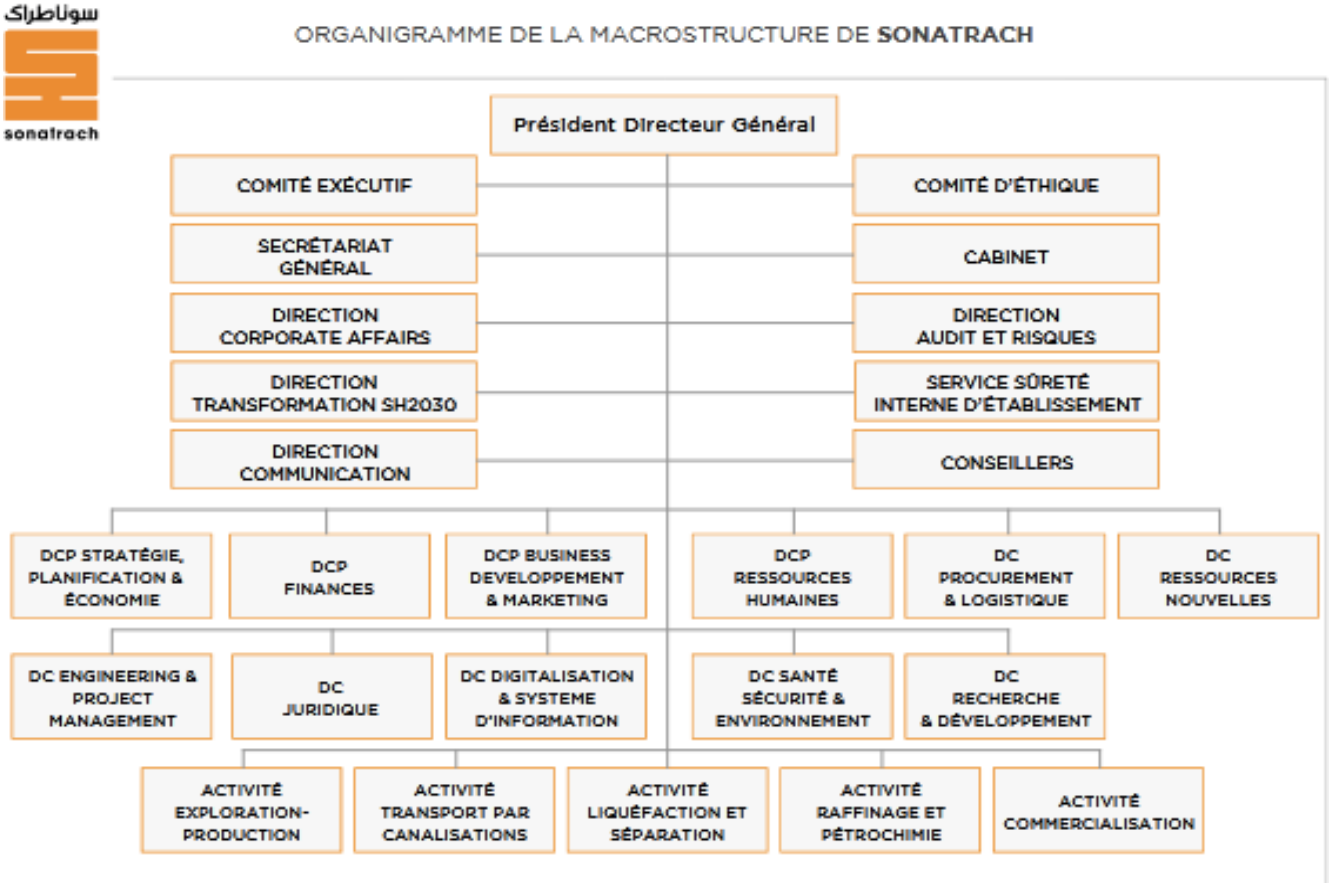
L'activité PRC couvre l'exploitation, notamment le Raffinage du Pétrole Brut et du Condensat, la Pétrochimie, Etudes et Développement.

3.3.5. Activité Commercialisation (COM)

L'Activité COM est chargée de l'élaboration et de l'application des politiques et stratégies en matière de commercialisation extérieure des hydrocarbures à l'extérieur et sur le marché national. L'activité COM couvre, notamment la

Commercialisation extérieure du pétrole brut, des produits pétroliers, la commercialisation Gaz ; Le transport maritime des hydrocarbures ; L'importation des produits pétroliers et pétrochimiques...Etc

figure 1.1 : organigramme de la macro structure de sonatrach



Source : document fourni par la société

4- Présentation de la nouvelle Stratégie de SONATRACH «SH 2030»

SONATRACH a lancé l'élaboration d'une nouvelle stratégie à l'horizon 2030 intitulée « SH 2030 » portant modernisation et redéploiement du groupe pétro-gazier sur 15 ans, et même de le hisser parmi les 5 tops meilleures compagnies pétrolières.

Cette nouvelle vision développée définit ce que SONATRACH aller devenir, comment et par quel moyen y parvenir pour préparer l'avenir.

Une nouvelle dynamique insufflée par la nouvelle direction emmenée par le PDG vise de faire de SONATRACH une grande société régie par des processus inspirés des grandes multinationales, et qui ne se contente plus de faire des forages et puiser du pétrole.

Pour lancer ce plan stratégique, SONATRACH définit les grands objectifs stratégiques à réaliser, les comportements et valeurs à adopter pour libérer le potentiel, ainsi que les outils à mettre en place pour simplifier, clarifier et dynamiser le fonctionnement de SONATRACH avec rythme et rigueur.

Associer Ambitions et Focus pour atteindre les sommets

Les ambitions de la SH 2030 visent l'excellence à travers des objectifs stratégiques, quant aux focus consistent à décliner les ambitions en initiatives spécifique pour atteindre les objectifs escomptés.

Ambition SH 2030 : Deux horizons de temps

- Redresser les fondamentaux de l'Entreprise dans les cinq prochaines années ;
- Passer de la compétence a l'excellence à l'horizon 2030 : Pour faire de SONATRACH une des cinq (5) premières compagnies pétrolières et une locomotive pour le développement économique de l'Algérie.

4-1. Les grands objectifs stratégiques pour 2030[1]

4-1-1 En amant

- Doubler le volume annuel de découvertes (exploration) ;

[1] www.sonatrach.com

- Doubler le volume de productivité par Rig (Forage) ;
- 3 milliards Md de manque à gagner par an à éviter (Grands projets).

4-1-2 En aval

- Développement d'une industrie pétrochimique ;
- Commercialisation de plus de 50 % du gaz sur de nouveaux marchés et trading ;
- Transition énergétique (solaire) ;
- Raffinage (Réussir les projets RHM3 et conversion de Skikda)

4-1-3 A l'international

- Croissance à l'international de gisement à l'étranger par l'accès aux réserves et la valorisation du savoir-faire (métiers et services) ;
- Acquisition de capacité de raffinage à l'étranger et partenariats ;
- Développement d'une capacité de trading internationale en partenariats.

4-1-4 Ressources nouvelles

- Augmentation de la production (20bcm en 2030 et 70bcm en 2040) ;
- Maturation forage et développement en partenariat des prospects (Ressources OFFSHORE en méditerranée)

4-2. Trois types d'initiatives pour se transformer

4-2-1 Plans d'action stratégiques

Les plans d'actions stratégiques élaborés par SONATRACH comportent :

- Stratégie d'exploration, de raffinage, de Pétrochimie et de R&D ;
- Développement de ressources non conventionnelles ;
- Commercialisation liquide et gaz ;
- Développement solaire ;

4-2-2 Plans de performance

Une nouvelle direction gestion de Performance a été créé, est rattachée à la Direction Stratégie, Planification et Economie pour gérer les plans de formances établit par le PDG a l'instar de la stratégie SH2030, ses plans de performance regroupent :

- Performance exploration, Forage
- Développement volumes et performance opérationnelle Exploration-

Production ;
- Développement de grands Projets ;
- Performance opérationnelle raffinage et Transport par Canalisation (TRC)

4-2-3 Organisations, processus et cultures[1]

Une réorganisation de la macrostructure de SONATRACH par création de nouvelles directions et refontes d'autres directions, il s'agit :

- Création de directions centrale Engineering & Project Management (EPM) et Procuremet et Logistique (P&L) ;
- Pilotage des holdings ;
- Réorganisation de l'international et transformation Culturelle
- Refonte des processus de Business Planning & Performance Management, des processus d'audit interne, et processus RH ;
- Amélioration de la performance HSE ;
- Refonte des SI et digitalisation.

Les six (6) valeurs fortes pour libérer le potentiel

Pour bien mener la nouvelle stratégie SH 2030, SONATRACH définit 6 valeurs managériales que chaque manager (qui est un leader du changement) doit adopter pour impliquer son équipe dans le processus du changement. On distingue :

a- Simplicité

La simplicité consiste à créer des processus plus flexibles et moins bureaucratique pour être plus productifs, et fonctionner avec des buts clair et précis pour agir efficacement, pour ce faire il faudra : Etablir un mode de fonctionnement simple et flexible, mettre à dispositions les outils les plus adaptés pour effectuer les taches efficacement, s'efforcer à simplifier les procédures ;

[1] www.sonatrach.com

b- Action

Pour bien mener l'action, il s'agit essentiellement de se focaliser sur les actions créatrices de valeurs et accélérer la prise de décision et d'exécution, l'action comprend aussi :

L'orientation de l'équipe vers la recherche du résultat et pas simplement vers

l'exécution des taches, et accorder de l'importance à la prise de décision et s'assurer de son exécution, et maximiser le temps d'action effectif avec le résultat comme seul objectif et réduire le temps passé à préparer les décisions au strict nécessaire :

c- Délégation

La délégation permet de donner à ses collaborateurs l'autonomie nécessaire à l'exécution de leurs taches, et responsabiliser chaque membre de l'équipe sur ses sujets, les déléguer sur les pouvoirs décisionnels.

La valeur de délégation permet également de repérer les personnes à potentiel, notamment les jeunes, et veiller à leur développement ;

d- Initiative

Permettre la prise d'initiative pour favoriser l'innovation, et accepter l'échec et en tirer des enseignements. L'initiative incite à écouter et respecter les propositions de chacun, et encourager les équipes à prendre des initiatives en leur donnant confiance, mettre en avant la prise d'initiative individuelle et la citer comme une bonne pratique, communiquer intensément et embarquer les collaborateurs sur de nouveaux projets.

e- Communication

Les leaders du changement de SONATRACH s'assurent du bon partage des informations, des décisions et des responsabilités dans l'équipe ;

- Sont chargés de comprendre les raisons des décisions prises, les communiquer explicitement et expliquent la stratégie de l'Entreprise aux collaborateurs ;
- Facilitent la transmission de l'information et argumentent les propositions.

f- Collaboration

La sixième (6éme) et dernière valeur du leadership consiste à favoriser l'échange de connaissances et de s'avoir faire et encourage l'entraide et la collaboration entre collègues équipes, départements ou services pour la réussite du projet. Communiquer tout problème ou risque qui pourra affecter un collaborateur ou l'équipe.

4-3. Outils à mettre en place

La réussite d'un projet est un processus cyclique qui exige rigueur et rythme, pour cela que SONATRACH met en place des dispositifs et outils pour simplifier, clarifié, dynamiser le fonctionnement de l'équipe, on pourra énumérer essentiellement :

- Standard personnel du leadership qui décrit la routine managériale qui prend la forme d'une série de sept (7) questions à se poser chaque jour ;
- Dialogue de performance à haute performance permettent d'ancrer la performance au quotidien, ils sont impulsés par les managers et se répercutent en cascade a tous les échelons de l'organisation ;
- Une Direction TRF pour piloter l'avancement de la transformation, elle est directement rattachée au PDG, est chargée de vérifier l'avancement de la transformation et aider à lever les blocages potentiels, anticiper les risques de dérapage et de prendre les mesures requises et travailler main dans la main avec les chefs de projet qui disposent d'interlocuteurs avec qui ils tiennent les points d'avancement et avec qu'ils peuvent contacter dès qu'ils en éprouvent le besoin.

Section2 : présentation de la direction corporate finance[1]

1- Organisation de la direction corporate finance :

La Direction Corporate Finances est organisée selon la décision n°207/DG référencée A-359 (R11) datée du 19 juin 2018 comme suit **:**

Une Direction Operations Financières composée de :

• Un département Financement, Etudes et Analyses financières ;

• Un département Plans et Suivi des investissements et Engagements ;

• Un département Operations liées aux activités Externes.

Une Direction Contrôle de Gestion composée de :

[1] décision n°207/DG référencée A-359 (R11) datée du 19 juin 2018 (document interne de sonatrach)

• Un Département Gestion Activité Amont Pétrolier ;

• Un Département Gestion Activité Aval Pétrolier ;

• Un Département Gestion Activités Transport par Canalisation et Commercialisation ;

• Un Département Consolidation et Evaluation des Performances.

Une Direction Comptabilité et Consolidation Groupe composée de :

• **Une Sous-Direction Centralisation et Consolidation** composée de :

• Un Département Centralisation Société ;

• Un Département Consolidation Groupe ;

• Un Département Contrôle des Comptes et Suivi Audit Légal.

• **Une Sous-Direction Comptabilité** composée de :

• Un Département Comptabilité Projets ;

• Un Département Comptabilité Siege ;

• Un Département Comptabilité Portefeuille.

Une Direction Trésorerie composée de :

• **Une Sous-Direction Corporate Trésorerie** composée de :

• Un Département Cash Management ;

• Un Département Relations Bancaires ;

• Un Département Gestion des Données Trésorerie Groupe.

• **Une Sous-Direction Operations de Trésorerie** composée de :

• Un Département Trésorerie Siege ;

• Un Département Trésorerie Projets ;

• Un Département Reporting et Suivi.

Une Direction Patrimoine et Assurances composée de :

• Un Département Assurances ;

• Un Département Immobilisations ;

• Un Département Captive de Réassurance.

Une Direction Fiscalité et Procédures composée de :

• Un Département Fiscalité ;

• Un Département Veille et Etudes Fiscales ;

• Un Département Procédures et Contentieux.

Un Département Administration et Logistique ;

Deux Conseillers.

2- MISSIONS ESSENTIELLES :

La Direction **Corporate Finances** a pour missions essentielles :

-L'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies du Groupe SONATRACH en matière de :

- Financement des opérations d'investissement ;
- Gestion et financement des activités Externes ;
- Soutien financier aux filiales ;
- Gestion de la dette ;
- Contrôle de gestion ;
- Gestion de la trésorerie ;
- Fiscalité, patrimoine et assurances ;
- Centralisation comptable et consolidation Groupe ;
- Harmonisation des procédures financiers et comptables et la veille à leur application.

-L'établissement des bilans « comptable » et « fiscal » de SONATRACH et du bilan consolide du Groupe;

-La gestion optimale de la fiscalité de SONATRACH ;

-La gestion et l'optimisation du portefeuille financier ;

-La gestion des relations avec les banques d'affaires ;

-La prévision, la recherche, la négociation et la mobilisation des financements ;

-La signature et l'approbation des contrats de financement et de conventions financiers ;

-La gestion optimale de la trésorerie de SONATRACH ;

-La validation et l'exécution des demandes d'alimentation de fonds des structures de SONATRACH ;

-La gestion financière du patrimoine et des assurances ;

-L'exercice de la fonction de contrôle de gestion en matière d'exploitation et de décaissement ;

-L'élaboration du plan de financement et du plan de décaissement des investissements de SONATRACH et le suivi de leur exécution ;

-La gestion des opérations financières liées aux activités externes a SONATRACH ;

-Le suivi de la levée des réserves et recommandations émises par les commissaires aux comptes ;

-L'appui et le conseil aux structures du Groupe en qualité de Centre d'Expertise en matière de finances, comptabilité, assurances, fiscalité, contrôle de gestion, de portefeuille et d'acquisition d'actifs ;

-La veille légale, conformément à la législation et la règlementation en matière de finances, de fiscalité et de douane ;

-L'information et le reporting général ;

3-LA DIRECTION COMPTABILITE ET CONSOLIDATION GROUPE

La Direction Comptabilité et Consolidation Groupe a pour missions essentielles :

-La définition de la politique et la mise en œuvre des principes et procédures de gestion en matière de comptabilité générale et de consolidation groupe ;

-Le contrôle et la coordination de la comptabilité des unités comptables décentralisées ;

-L'établissement des états financiers de SONATRACH ;

-L'établissement du bilan consolide du Groupe SONATRACH ;

-La tenue de la comptabilité générale ;

-Le suivi de l'évolution des normes comptables ;

-La veille à la cohérence des données issues des différents systèmes d'information comptable utilises ;

-La communication de la stratégie du Groupe aux filiales en la matière et la veille au respect des échéances de clôture des comptes consolides ;

-La participation aux opérations de transfert, cession et acquisition en intra-Groupe ou vis-à-vis des tiers ;

-Le suivi de la levée des réserves et recommandations émises par les Commissaires aux Comptes ;

-L'organisation et la réalisation de la feuille de route pour lever les réserves émises par les Commissaires aux Comptes ;

- Le contrôle comptable des comptes des unités de la société ;

-L'analyse et la proposition de solutions pour la levée des réserves des -Commissaires aux Comptes liées aux volets financiers et comptables ;

-L'assistance et le suivi comptable des participations ;

-Le rapprochement des créances et dettes entre les entités du Groupe ;

-Le reporting des données financières et comptables consolidées ;

-L'assistance et le conseil aux entités du Groupe SONATRACH en matière de comptabilité ;

-L'élaboration des bilans comptables des structures relevant du Siege ainsi que les projets d'envergures centralisés ;

-La tenue, l'analyse et le suivi des dossiers tiers (dettes et créances) des structures relevant du Siege.

La Direction **Comptabilité et Consolidation Groupe** est organisée comme suit :

• Une Sous-Direction Centralisation et Consolidation ;

• Une Sous-Direction Comptabilité.

La **Sous-Direction Centralisation et Consolidation** est organisée comme suit :

• Un Département Centralisation Société ;

• Un Département Consolidation Groupe ;

• Un Département Contrôle des Comptes et Suivi Audit Légal.

Mon stage s'est déroulé au niveau du département de **consolidation de groupe**, ce dernier a pour missions :

- L'élaboration et la mise à jour des normes et procédures comptables applicables au Groupe pour la réalisation des comptes consolides ;

-La mise en œuvre des principes et procédures de la consolidation comptable ;

-L'établissement d'un planning de remontée des états financiers du Groupe ;

-La veille au respect des procédures comptables applicables au niveau du Groupe ;

-La coordination et le contrôle de la comptabilité des entités du Groupe ;

-L'élaboration des supports et instructions de consolidation pour les entités du groupe;

-La collecte des états financiers et informations annexes auprès des entités du groupe;

-Le rapprochement des créances et dettes entre les entités du Groupe ;

-Le traitement des points spécifiques et complexes (variation du périmètre, variation des capitaux propres, etc.) ;

-L'assistance de proximité des utilisateurs de l'application de consolidation, au niveau des filiales ;

-Le pilotage des chantiers transverses, notamment le traitement des écarts génères entre les flux financiers des entités du Groupe ;

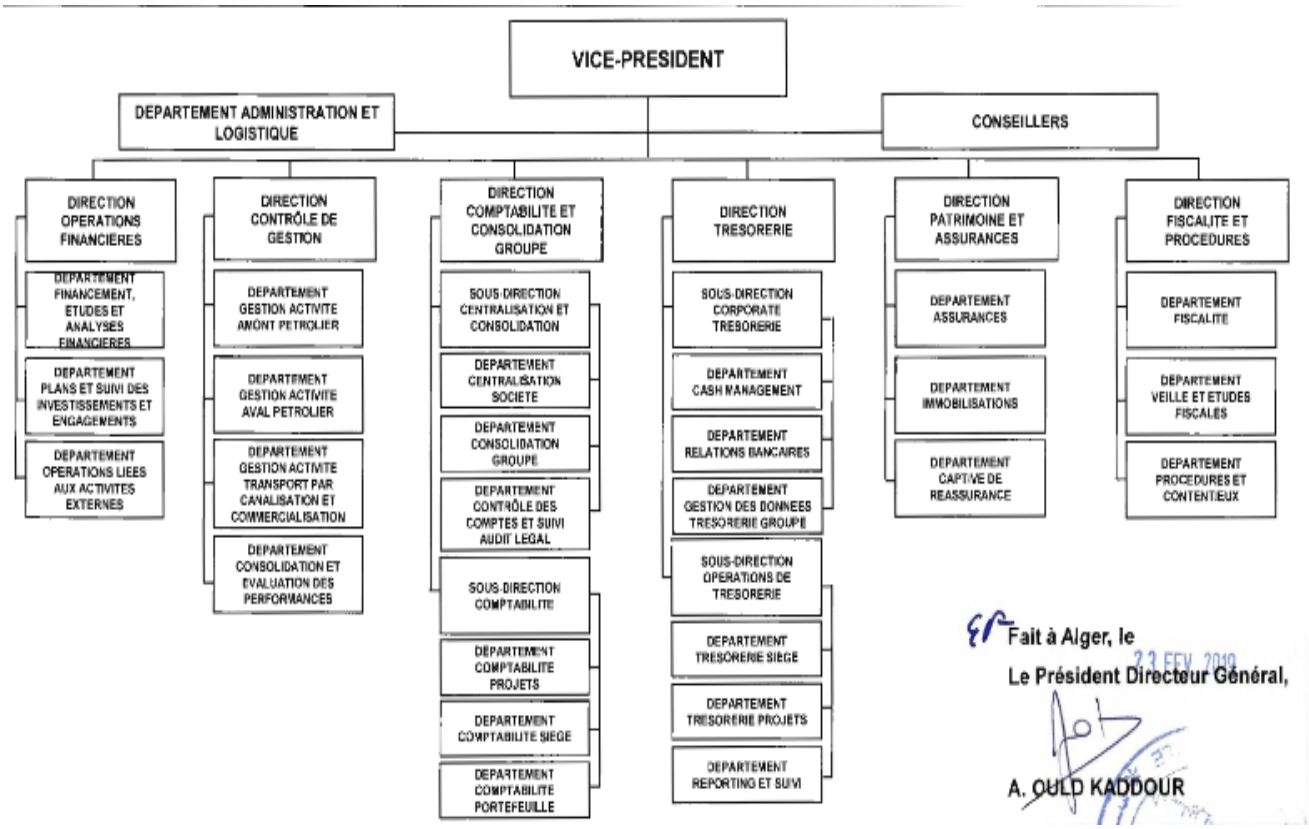
-La validation des étapes de retraitement des comptes consolides ;

-L'établissement des états financiers consolides du Groupe ;

-L'assistance et le conseil aux entités du Groupe.

4-Organigramme de corporate finanace

figure 1.2 : organigramme de corporate finance



Source : document fournis par la société

Section3 : le groupe Sonatrach

1- Présentation du groupe Sonatrach

1-1 Le groupe Sonatrach

Le Groupe Sonatrach est composé de 414 unités comptables représentant la société mère sh spa et 154 filiales et participations-activant aussi bien au niveau national qu'à international, notamment, au Pérou, en Angleterre, en Espagne, au Mali, au Niger, en Mauritanie, en Libye- dont une quinzaine détenues à 100 % et œuvrant au quotidien à la valorisation de la chaine de valeur pétrolière et gazière du pays. Parmi celles-ci, figurent notamment l'Entreprise Nationale de Géophysique « ENAGEO », l'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR », l'Entreprise Nationale de Grands Travaux Pétroliers « ENGTP», ou la société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers «NAFTAL».

1-2 Les principales filiales et participations du groupe SONATRACH

- **NAFTAL** (Commercialisation et Distribution des Produits Pétroliers)

La société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers « NAFTAL », créée par décret n°80/101 du 6 avril 1981, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH Valorisation des Hydrocarbures (SVH).

Elle a pour mission principale la distribution et la commercialisation des produits pétroliers sur le marché national.

- **Tassili Airlines** (Transport aérien)

La société Tassili Airlines « TAL », par abréviation, créée le 30 mars 1998, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH Gestion & Services de Soutien (SGS).

Sa mission est de réaliser des services aériens dédiés aux sociétés pétrolières et para pétrolières en Algérie, et est chargée du transport aérien par charters pour la SONATRACH et ses filiales.

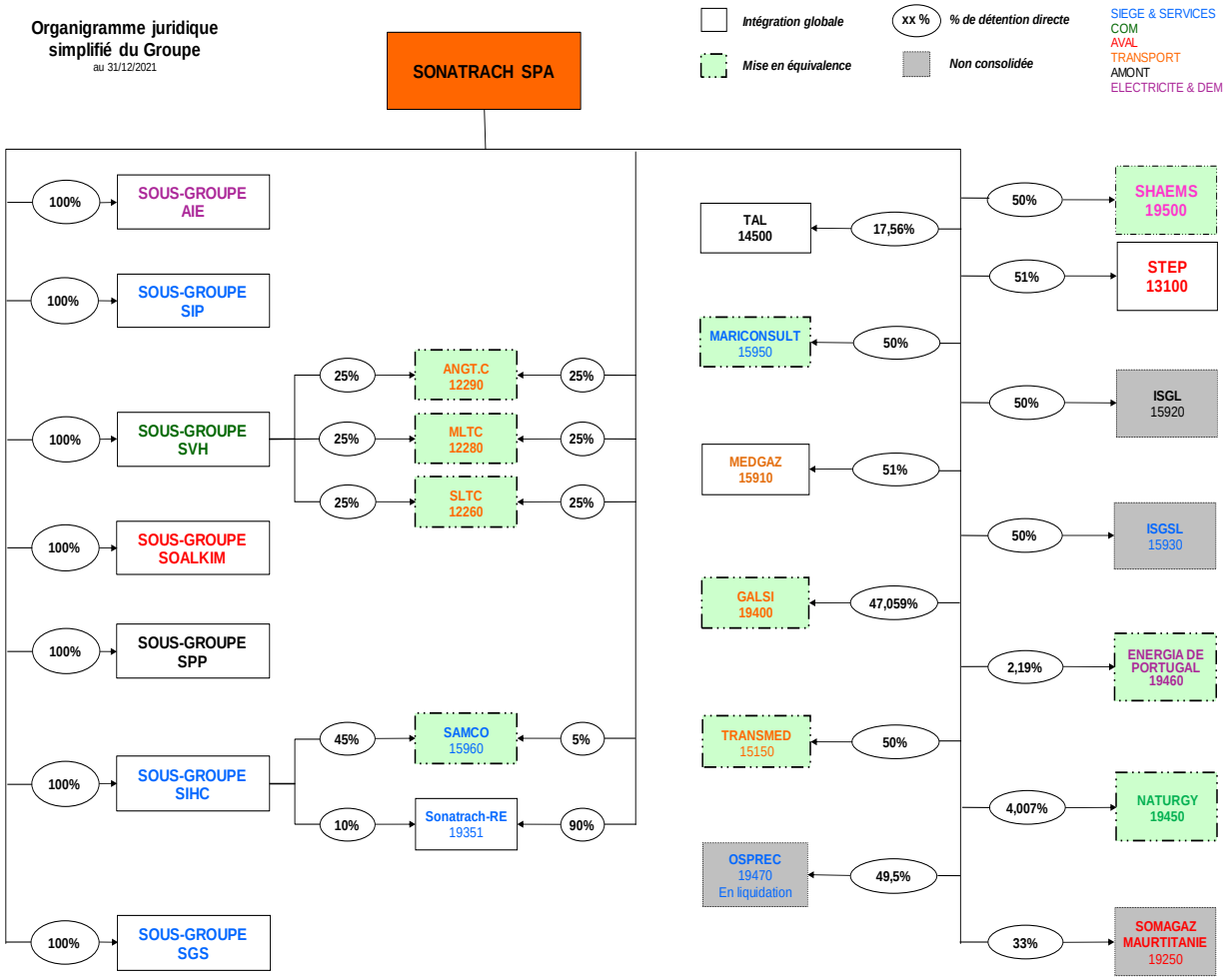
- **HYPROC SC** (Shipping)

La Compagnie HYPROC Shipping Company par abréviation « HYPROC SC » créée le 14 Août 1982, devenue une société par actions (SPA) après transformation de ses statuts en 1995, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH Valorisation des Hydrocarbures (SVH).

Elle est spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures et des produits chimiques

1-3 Organigramme du groupe Sonatrach

Figure 1.3 : organigramme juridique du groupe Sonatrach



Source : fournis par sonatrach

Cette figure schématise l'organigramme juridique du groupe Sonatrach et montre les sous-groupes ainsi que les sociétés à détention directe par la société mère Sonatrach.

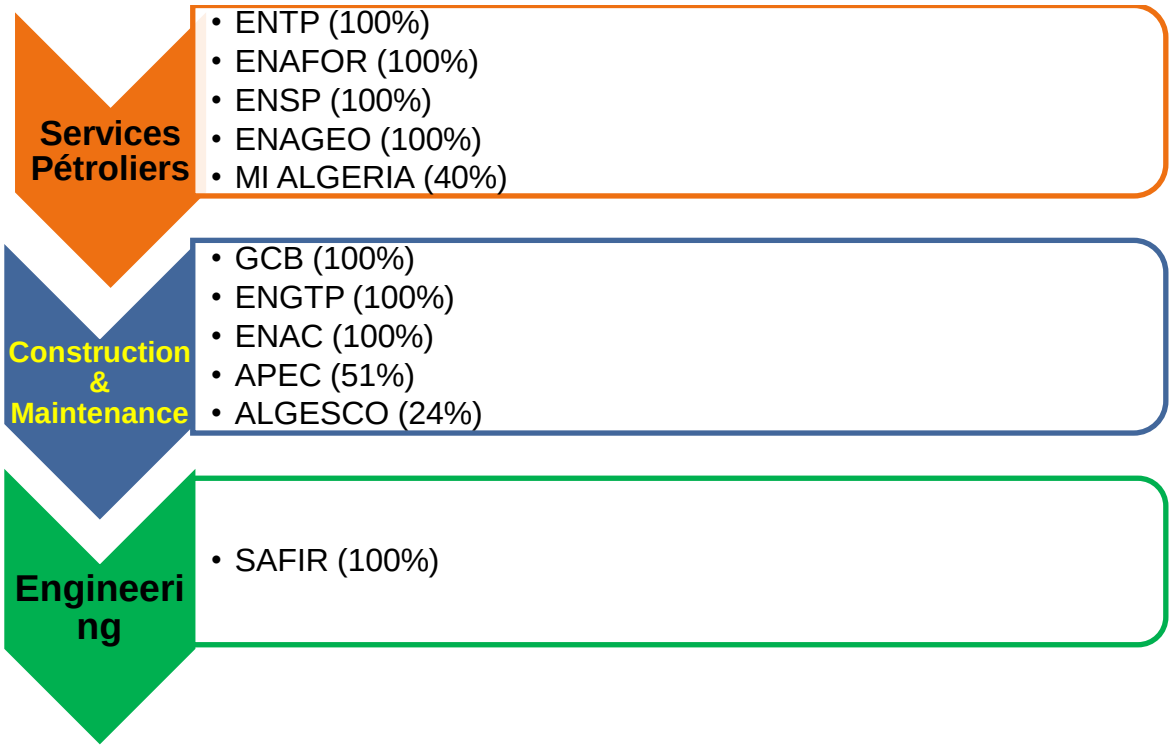
2- Holding service para pétrolier SPP :

2-1 Carte technique de SPP holding

- Raison sociale : holding services parapétroliers « **spp** »
- Statut juridique : société par actions
- Capital social : 400 000 000 DA
- Siège sociale : 168, Rue Hassiba Ben bouali batiment B, El Hamma
- Registre de commerce : 98 B 0004391-16000
- Identification fiscale : 099816000439125
- PRINCIPALE ACTIVIT2/ Gestion du portefeuille (filiales et participations)

2-2 Le portefeuille du holding spp

Schéma 1.4 : le portefeuille du holding SPP



Source : élaboré par l'étudianteà la base du portefeuille des titres de SPP hplding.

3- Les principales entités du holding SPP :

- **ENAFOR** (Réalisation d'opérations de forage)

L'Entreprise Nationale de Forage, par abréviation « ENAFOR », créée par décret n°81-170 du 1er Août 1981, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Elle est en charge des travaux de réalisation des opérations de forage et des opérations d'entretien des puits d'huile et de gaz (Work over).

- **ENAGEO** (Réalisation des prospections géophysiques)

L'Entreprise Nationale de Géophysique, par abréviation « ENAGEO », est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Son activité porte essentiellement sur l'étude sismique, l'acquisition de données sismiques ainsi que l'analyse et le contrôle en laboratoire de ces données, le forage mécanique et hydraulique.

- **GCB** (Génie Civil & Bâtiment)

La société nationale de Génie Civil et Bâtiment, par abréviation « GCB », créée par décret n°81-173 du 01 août 1981 et érigée en Société par actions le 12 Juillet 1998 est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Elle opère dans les différents corps de métier du génie-civil

- **ENGTP** (Etudes et réalisation d'installations Industrielles)

L'Entreprise Nationale de Grands Travaux Pétroliers, par abréviation « ENGTP», créée par héritage du patrimoine d'ALTRA en 1980, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Elle est chargée de la construction d'installations industrielles destinées à la production, la transformation, le transport et la distribution des hydrocarbures.

- **ENTP (Forage et Work over de puits hydrocarbures)**

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, par abréviation « ENTP », créée par décret n° 81-171 du 1 janvier 1983, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Elle est en charge de l'exécution des forages de recherche et de développement sur les gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux, ainsi que l'entretien des puits producteurs d'huile et de gaz (Work-Over) et accessoirement, la réalisation de forages hydrauliques profonds.

- **ENAC (Engineering, Construction & Pose de canalisations)**

L'Entreprise Nationale de Canalisations, par abréviation « ENAC », créée par décret n°81/175 du 01 Août 1981, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP).

Elle est en charge des travaux de construction et de pose de canalisation de transport d'hydrocarbures liquides et gazeux

- **ENSP (Réalisation de services aux puits)**

L'Entreprise Nationale des Services aux Puits, par abréviation «ENSP», créée le 01 août 1981, est une filiale détenue à 100% par le Holding SONATRACH services parapétroliers (SPP). Elle est chargée des opérations, liées aux services aux puits.

APEC :

Algerian petroleum equipment company « apec » joint-venture commune entre **Sonatrach** et **BHGE**, créé le 09 novembre 2017, assure la fabrication l'assemblage et la maintenance de divers équipements pétroliers, notamment des têtes de puits et de production des blocs obturateur de puits et des vannes, constituant ainsi une base capable de répondre aux besoins croissants de l'amont pétrolier.

- **ALGESCO :**

ALGERIAN ENGENEERING SERVICES COMPANY SPA, par abréviation **Algesco**, créé en 1993, PARTICIPATION à 24% Sonatrach **spp** holding , (c'est une joint-venture entre Sonatrach, Sonelgaz et GE) elle est spécialisée dans l'offre de services d'entretien et d'optimisation de turbines, compresseurs et auxiliaires pour l'industrie pétrolière et gazière algerienne.

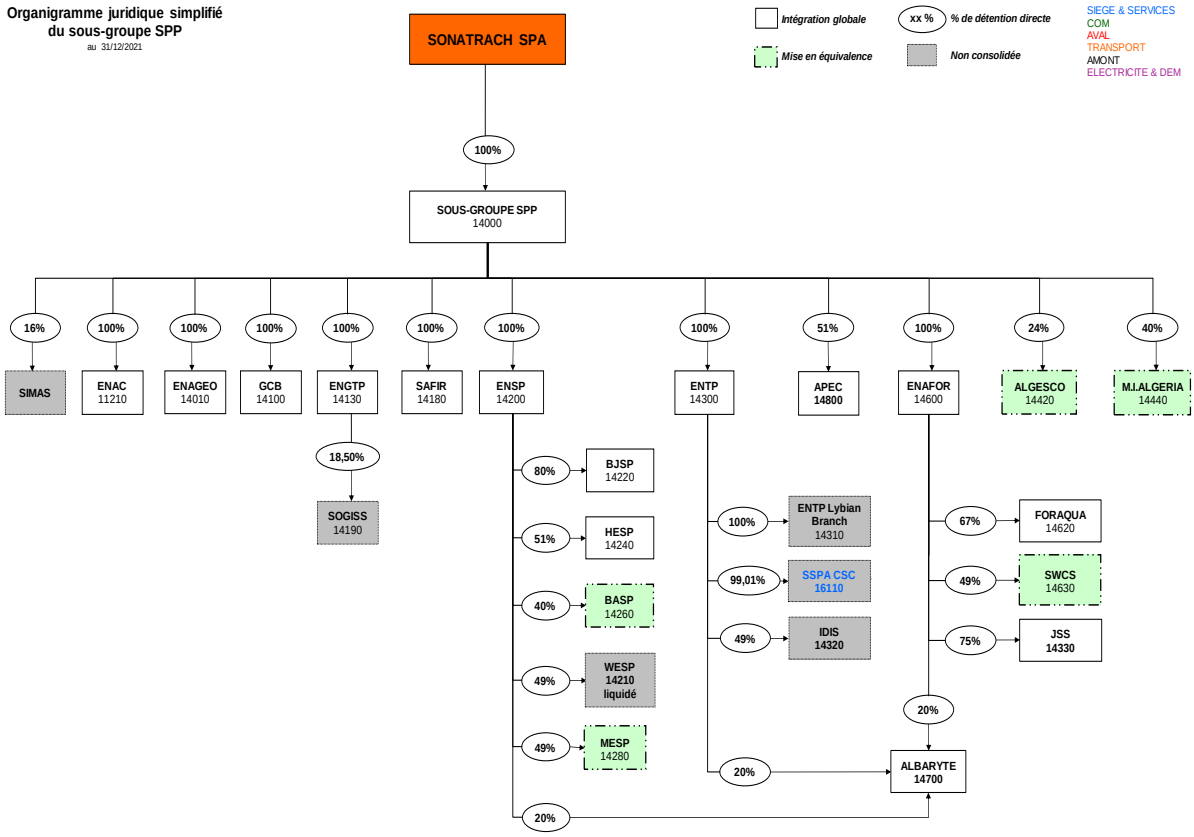
- **SAFIR :**

EPE : SPA SAFIR, société algérienne d'ingénierie et de réalisation

Créé à 30 /09/1991, filiale 100% spp holding,

4- Organigramme de SPP

Figure 1.5 : l'organigramme juridique de SPP



Source : fournis par Sonatrach**.**

La figure montre l'organigramme juridique du sous-groupe SPP, composé de la société SPP spa et les filiales et participations.

Conclusion chapitre :

Dans le premier chapitre de notre cas pratique au niveau du groupe SONATRACH, nous avons tenté de vous faire une présentation générale du groupe, y compris ces filiales, divisions, directions et départements. Nous avons ainsi fait une présentation détaillée de la division finance et comptabilité avec tous les départements et les services composant cette division. Et puisque notre recherche concerne la consolidation des comptes, le département de la comptabilité et consolidation groupe était le lieu de notre stage. Ce département a plusieurs tâches à accomplir, l'une est la rédaction et la mise en œuvre de la procédure de consolidation.

Le processus de consolidation et la démarche de la mission d'audit seront présentés dans les prochains chapitres de cette présente partie.

Chapitre deuxième :

Pratique de la consolidation au sein du groupe Sonatrach

Introduction chapitre

Dans ce chapitre nous devrons définir le périmètre de consolidation et les méthodes de consolidation appliquées au sein de la **SH**, pour que nous puissions suivre le processus de consolidation, mais vu le nombre important des filiales et des participations de la SH nous avons choisi un holding pour effectuer ses comptes consolidés,

Le holding service para pétrolier choisi se compose de la société **Spp** intégré globalement dans **SH** et ses filiales, dont nous allons essayer de montrer le déroulement du processus de consolidation de l'exercice 2020 au niveau du holding **SPP**, sachant que les états financiers consolidés sont automatiquement présentés par le département de la consolidation, qui travaille avec le **logiciel Hyperion Financial Management.**

Section 01 : Notions de base de la consolidation comptable à Sonatrach

1- Hyperion Financial Management logiciel

Oracle Hyperion Financial Management est une application de consolidation et de reporting financier, conçue au moyen d'une technologie web avancée.

De 2003 à 2009 l'application s'appelé « hyperion Entreprise » était installé en monoposte sous le plan comptable national **PCN.**

De 2010 à 2013 c'est la période creuse de hyperion Entreprise, elle devient obsolète à cause du passage du PCN au SCF, elle a été racheté par **ORACLE**, reparametré pour répondre aux besoins du SCF.

En 2013 **HYPERION Entreprise** devient **Hyperion Financial Management** et mis en œuvre.

HFM logiciel permet aux dirigeants financiers de :

- consolider rapidement
- établir des rapports de résultats financiers
- satisfaire aux normes globales
- réduire le coût de conformité
- avoir confiance dans la pertinence de leurs données.

HFM est composé de différents modules, nous pouvons les regrouper comme suit :

1. Oracle-Hyperion Financial Management(**HFM**) pour la production des comptes consolidés du groupe Sonatrach.
2. Oracle-Hyperion Financial Data Qualité Management (**FDME**) pour les interfaces entre les systèmes comptables et opérationnels amonts.
3. Oracle-Hyperion Financial Reporting **(HFR)** pour la production des états et des cahiers de restitution formatés.

4. Oracle-Hyperion Smart View (**HSV**) pour l'analyse ad'hoc des données financières

Au sein de la SH, le département de la consolidation utilise le logiciel accessoire du **HFM** appelé **FDME**, dont le fonctionnement de ce logiciel consiste à :

- Collecter les informations ; c'est-à-dire le holding demande à ses filiales leurs états financier de l'exercice courant autrement dit l'entreprise fille envoie à l'entreprise mère la balance de l'exercice.
- Injection des données dans le logiciel : dans cette étape le responsable de la consolidation fais entrer les balances des entreprises consolidées en passant par plusieurs étapes (naviguer, administrer, gestion des données, règles de chargement des données…..)
- Maping des comptes : c'est l'étape d'ajustement des comptes, à ce niveau-là on fait transférer les comptes des filiales et participations selon le plan de comptes de l'entreprise mère (le compte de la filiale appelé valeur source devenu valeur cible pour faciliter le travail de l'entreprise mère).

2- **Définition du périmètre et méthodes de consolidation**

Le périmètre de consolidation est l'ensemble des sociétés qui font l'objet d'une consolidation, il se compose du holding SPP et l'ensemble de ses filiales et participation. Donc on va présenter ci-après l'organigramme juridique du sous-groupe SPP en définissant le périmètre et la méthode de consolidation appliquée pour chaque sous filiales, cette consolidation concerne l'exercice 2020.

2-1 PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du Groupe SONATRACH sont établis en conformité avec :

• Les principes comptables généralement admis en Algérie, notamment avec la loi 07-11 du 25 novembre 2007.

• L'arrêté ministériel du 26 juillet 2008 fixant les règles de présentation des états financiers, d'évaluation et de comptabilisation.

• Les normes spécifiques au secteur des hydrocarbures (loi 05-07 du 28 avril 2005).

• Les règles d'évaluation et de fonctionnement appliquées aux comptes individuels.

• Art. 732 bis 4 du code de commerce relatif à la présentation des comptes consolidés.

• Art. 24 de la loi 10-01- relative aux professions d'expert-comptable et commissaire aux comptes.

2-2 Période de Consolidation

L'Exercice couvre une période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

2-3 Devise de Consolidation

La devise de présentation des comptes consolidés est le Dinar Algérien (DZD). Sauf indication contraire.

2-4 Principes de Consolidation

2-4-1 Méthodes de consolidation

L'arrêté du 26 juillet 2008 du Ministère des Finances définit les méthodes de consolidation :

• Les sociétés sous contrôle exclusif (détention directe ou indirecte du

Groupe > à 50%) sont consolidées par intégration globale.

• Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (détention

directe ou indirecte < ou = à 50%) sont mises en équivalence (MEE).

Au sein du groupe **Sonatrach**, la technique de **consolidation directe et centralisé** est appliquée.

2-4-2 Critères de seuils du Groupe

Le seuil d'intégration des filiales et participations, dans le périmètre de consolidation, est arrêté dans chaque exercice conformément aux règles de consolidation, et **suivant l'importance de l'entité à consolider** (chiffre d'affaires, résultats et total bilan) ou dans le cas où la société mère exerce une influence directe et stratégique sur la participation

2-4-3 **Méthodes de conversion**

Les comptes des filiales et participations sont établis dans la monnaie du pays dans lequel elles sont implantées :

• Les comptes de bilan des filiales et participations à l'étranger sont convertis en Dinars Algériens sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture, générant ainsi des ‘‘Réserves de conversion’’.

• Le compte de charges et produits sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les différences de conversion sont inscrites dans le poste ‘‘résultat de conversion’’

3- Le processus de la consolidation à Sonatrach

3-1 Déterminer le périmètre

Déterminer un périmètre de consolidation dans le groupe, c'est-à-dire, les différentes filiales faisant partie du groupe globalement, il s'agit de la société maison-mère «SONATRACH », appelée consolidante, et des filiales qu'elle «contrôle » de manière directe ou indirecte (sous-filiales), donc déterminer un périmètre c'est

préciser quelles sont les filiales consolidables et les filiales non consolidables. La consolidation est obligatoire dès lors que la société contrôle de façon exclusive ou conjointe une ou plusieurs entreprises ou qu'elles exercent une influence notable

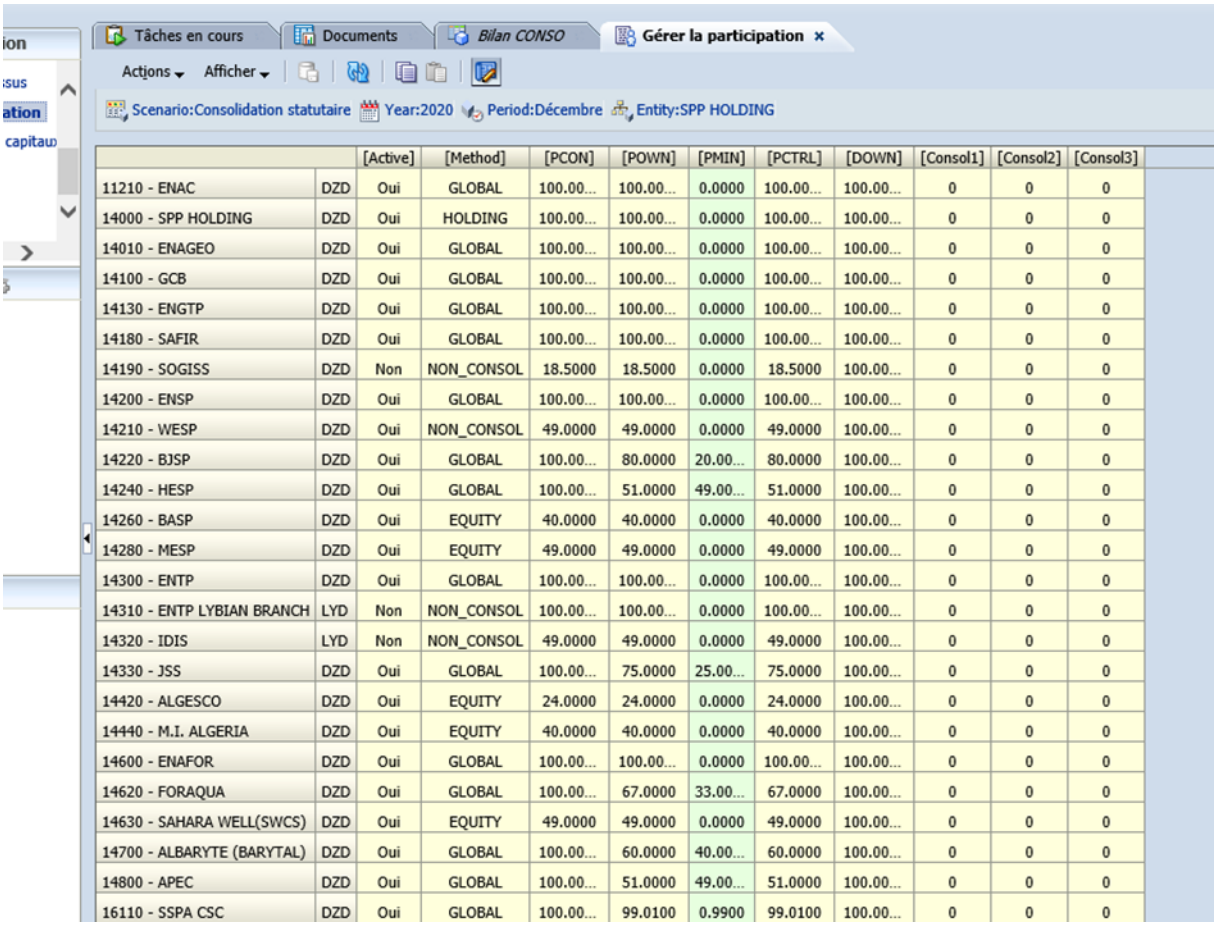
Dans le cadre de l'élaboration des comptes consolidés du Groupe Sonatrach pour l'exercice N-1, La direction corporate finances envoie des canevas à toutes les filiales, ce canevas, sous format « Excel », est composé de 3 feuilles :

- La fiche contact : objectif de cette fiche est de faciliter contact avec l'interlocuteur (Annexe 1).
- Composition du capital : pour déterminé l'actionnaire et connaitre les détenteurs du capitale et la catégorie des actions (Annexe 02).
- Composition du portefeuille titre détenue par l'entité : afin de connaitre le pourcentage de détention pour chaque filiale (Annex 03)

Le fichier relatif aux informations générales, capital social et titres de participation détenus, de même que les procès-verbaux des assemblées justifiants toute variation des fonds propres.

Ces informations doivent être parvenues à une adresse électronique à une date précise. Toutes ces informations sont nécessaires afin de déterminer le type de contrôle Après avoir déterminé le périmètre de consolidation et une fois que les comptes annuels des différentes entités du groupe ont été arrêtés, il convient d'effectuer la consolidation (sauf cas d'exemption de consolidation). Les méthodes de consolidation dépendent de la nature du contrôle exercé par la société consolidante sur ses sociétés consolidées

Figure 2.1 : le choix de la méthode de consolidation sur le progiciel SHCONSO



		[Active]	[Method]	[PCON]	[POWN]	[PMIN]	[PCTRL]	[DOWN]	[Consol1]	[Consol2]	[Consol3]
11210 - ENAC	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14000 - SPP HOLDING	DZD	Oui	HOLDING	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14010 - ENAGEO	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14100 - GCB	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14130 - ENGTP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14180 - SAFIR	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14190 - SOGISS	DZD	Non	NON_CONSOL	18.5000	18.5000	0.0000	18.5000	100.00...	0	0	0
14200 - ENSP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14210 - WESP	DZD	Oui	NON_CONSOL	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14220 - BJSP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	80.0000	20.00...	80.0000	100.00...	0	0	0
14240 - HESP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	51.0000	49.00...	51.0000	100.00...	0	0	0
14260 - BASP	DZD	Oui	EQUITY	40.0000	40.0000	0.0000	40.0000	100.00...	0	0	0
14280 - MESP	DZD	Oui	EQUITY	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14300 - ENTP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14310 - ENTP LYBIAN BRANCH	LYD	Non	NON_CONSOL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14320 - IDIS	LYD	Non	NON_CONSOL	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14330 - JSS	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	75.0000	25.00...	75.0000	100.00...	0	0	0
14420 - ALGESCO	DZD	Oui	EQUITY	24.0000	24.0000	0.0000	24.0000	100.00...	0	0	0
14440 - M.I. ALGERIA	DZD	Oui	EQUITY	40.0000	40.0000	0.0000	40.0000	100.00...	0	0	0
14600 - ENAFOR	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14620 - FORAQUA	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	67.0000	33.00...	67.0000	100.00...	0	0	0
14630 - SAHARA WELL(SWCS)	DZD	Oui	EQUITY	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14700 - ALBARYTE (BARYTAL)	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	60.0000	40.00...	60.0000	100.00...	0	0	0
14800 - APEC	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	51.0000	49.00...	51.0000	100.00...	0	0	0
16110 - SSPA CSC	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	99.0100	0.9900	99.0100	100.00...	0	0	0

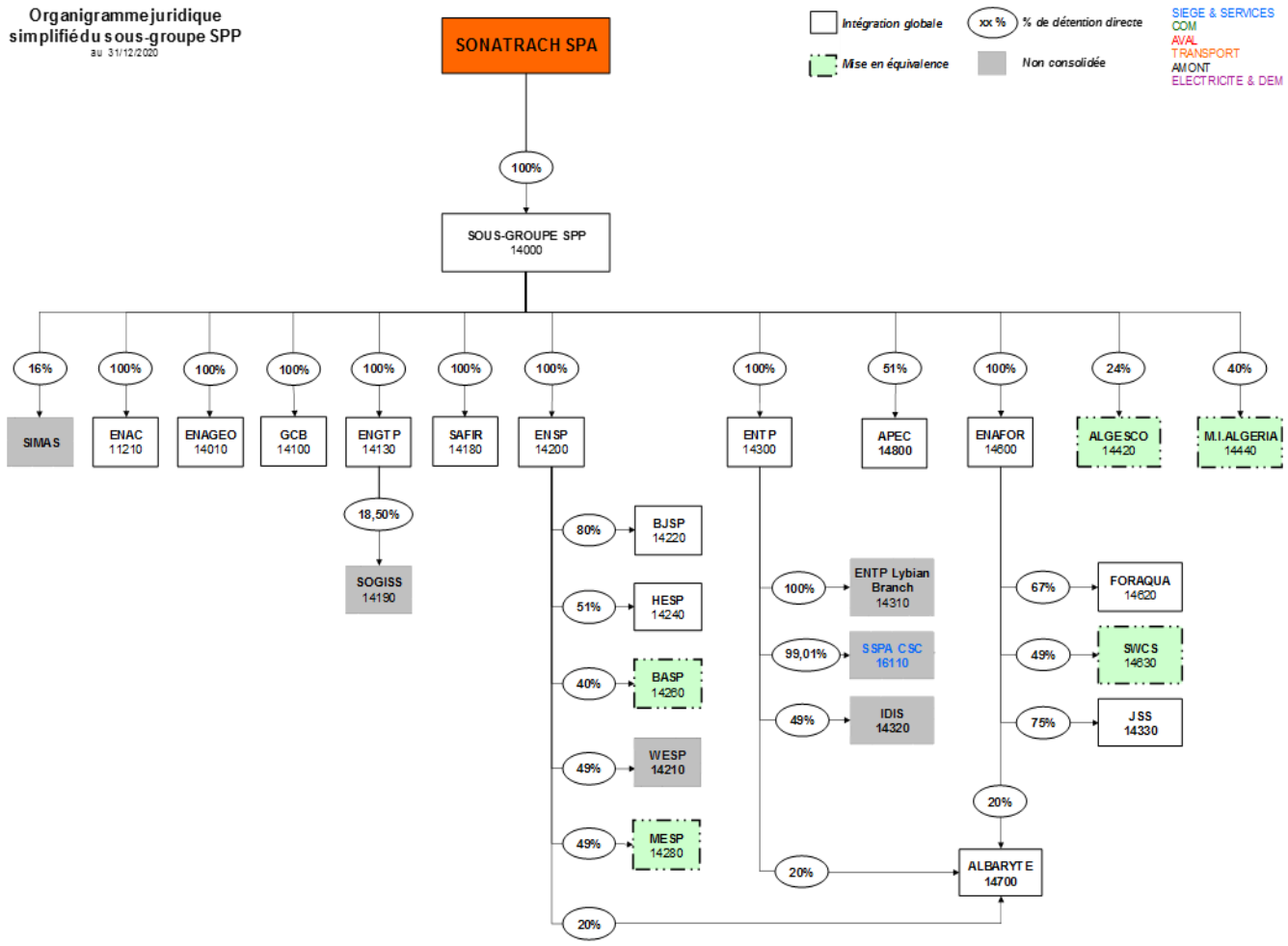
Source : fournis par Sonatrach.

Cette figure détermine pour chacune des Filiale du holding SPP :

- Le pourcentage de contrôle par SPP
- Le pourcentage d'intérêt de SPP
- Le type d'influence de SPP
- La méthode de consolidation à appliquer

A ce stade, on réalise l'organigramme juridique du holding SPP

Figure 2.2 : organigramme juridique de SPP



Source : fournis par Sonatrach

Cette figure montre les filiales et participations du holding SPP et les méthodes de consolidation appliquées sur chacune si la société fille est consolidable.

Le draft ci-dessus nous a permis de dresser le tableau suivant :

Tableau 2.1 : détermination du périmètre et de consolidation

sociétés	% contrôle	% intérêt	Nature du contrôle	Method de consolidation
ENAC	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ENAGEO	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
GCB	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ENGTP	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
SAFIR	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ENSP	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
BJSP	80%	80%	Contrôle exclusif	Intégration globale
HESP	51%	51%	Contrôle exclusif	Integration globale
BASP	40%	40%	Influence notable	Mise en équivalence
MESP	49%	49%	Influence notable	Mise en équivalence
ENTP	100%	100%	Contrôle exclusif	Integration globale
APEC	51%	51%	Contrôle exclusif	Integration globale
ENAFOR	100%	100%	Contrôle exclusif	Integration globale
FORAQUA	67%	67%	Contrôle exclusif	Integration globale
SWCS	49%	49%	Influence notable	Mise en équivalence
JSS	75%	75%	Contrôle exclusif	Integration globale
ALBARYTE	60%	60%	Contrôle exclusif	Integration globale
ALGESCO	24%	24%	Influence notable	Mise en équivalence
M.I.ALGERIA	40%	40%	Influence notable	Mise en équivalence

Source : élaboré par nous-même.

Le tableau ci-dessus indique le pourcentage de contrôle et d'intérêt exercés, et donc la nature du contrôle exercé et la méthode de consolidation appliquée sur chacune.

3-2 La collecte des données

Les responsables de consolidation au niveau du sous-groupe spp ont défini le périmètre de consolidation et la méthode qui convient avec les pourcentages de détention. Ils ont préparé aussi les dossiers de travail. Maintenant c'est l'étape des opérations de pré-consolidation qui commencent par la collecte des états financiers des entités du groupe, ensuite la direction d'informatique (DIN) procède à la mise à jour du périmètre de consolidation dans le logiciel FDME au niveau du module entités afin d'alimenter la base de données sous format électronique (balance) -actif-passif-tableau des résultats-liasse fiscale-tableau de flux de la trésorerie-tableau de variation des capitaux propres).

Après l'alimentation des données sur FDME pour éviter la saisie et aussi contrôler l'équilibrage, les données doivent être validées sans aucunes erreurs sur le fichier, puis nous exportons ce dernier vers HFM et vérifions et contrôlons que les données sont identiques avec la liasse fiscale.

Puis on passe au **maping** qui veut dire transformer les comptes sociaux dans des comptes cibles dans le plan de compte consolidé en utilisant une table de transcodification.

3-3 Homogénéisation des comptes

En se basant sur ce que nous avons abordé dans la partie théorique, l'homogénéisation ou l'harmonisation est traduite par l'ensemble des retraitements comptables et des reclassements appliqués sur les comptes sociaux des filiales afin que nous puissions les intégrer dans ceux de la société mère.

L'homogénéisation nécessite tout d'abord de la part du groupe l'adoption d'un manuel comptable et d'un manuel de consolidation, et la fixation d'une date de clôture des comptes pour l'ensemble des sociétés consolidées.

Le passage de l'ancien plan comptable PCN au nouveau plan comptable SCF a réduit le nombre d'opération concernée par le retraitement d'homogénéisation.

Au sein du groupe SONATRACH, les opérations concernées par les retraitements d'homogénéisation selon SCF sont 2 retraitements :

- Elimination des provisions réglementées
- Elimination des subventions d'investissement.

Pour des raisons préventives le Groupe SONATRACH a gardé toujours les retraitements d'homogénéisation selon le PCN à cause des filiales étrangère qui utilise leur propre norme.

Les opérations concernées par les retraitements d'homogénéisation sont :

1. Elimination des frais d'établissement (préliminaire).
2. Elimination des provisions réglementées.
3. Elimination des subventions d'investissement.
4. Retraitement de crédit-bail.
5. Ecart conversion actif et passif

Cependant, au niveau du holding SPP il n'y a pas lieu de ces retraitements et reclassements suite à la présentation des états financiers identique des filiales en dinar algérien et aussi elles ont la même date de clôture en plus nous n'avons ni les subventions d'investissement ni les provisions réglementées.

Les écritures d'homogénéisations s'effectuent d'une façon automatique dans **HFM.**

3-4 Les travaux de consolidation

-La saisie des montants des intra groupe par les consolideurs des entités consolidés

- le logiciel fait d'une façon automatique toutes les opérations de consolidation ;

-la proportionalisation selon la méthode de consolidation pour chaque entité consolidée (intégration globale ou mise en équivalence).

3-4-1 les éliminations :

Les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation financière et de l'activité du groupe, il convient d'éliminer tous les opérations intragroupes du holding SPP.

Donc cette étape consiste à sauvegarder juste les montants des opérations hors groupe pour que nous puissions présenter les comptes consolidés au niveau de la société mère.

au niveau du groupe, les comptes réciproques présentent un caractère fictif.

Les opérations réciproques **sans incidences sur le résultat** sont soit les créances et les dettes ou les charges et les produits de la société mère avec ses filiales ou les opérations des filiales entre eux.

Quand les entités sont en Mise en équivalence Aucune élimination n'est à faire car les comptes de bilan et les comptes de gestion ne vont pas être intégrés.

Une entreprise mise en équivalence ne peut donc pas être concernée par l'élimination de comptes réciproques

Quand il s'agit d'une intégration globale, les comptes de bilan vont être intégrer globalement, les créances et les dettes réciproques s'éliminent en totalité.

Les opérations réciproques avec **incidence sur le résultat** sont les dividendes reçus par SPP.

-La répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations pour déterminer la part des capitaux propres revenant au groupe et celles des actionnaires minoritaires, ensuite l'élimination des titres de participation selon la méthode de consolidation.

Selon la méthode de l'intégration globale :

Cette répartition est faite entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires appelés intérêts minoritaires.

Selon la méthode de la mise en équivalence :

Cette méthode consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quotepart des capitaux propres y compris les résultats de l'exercice

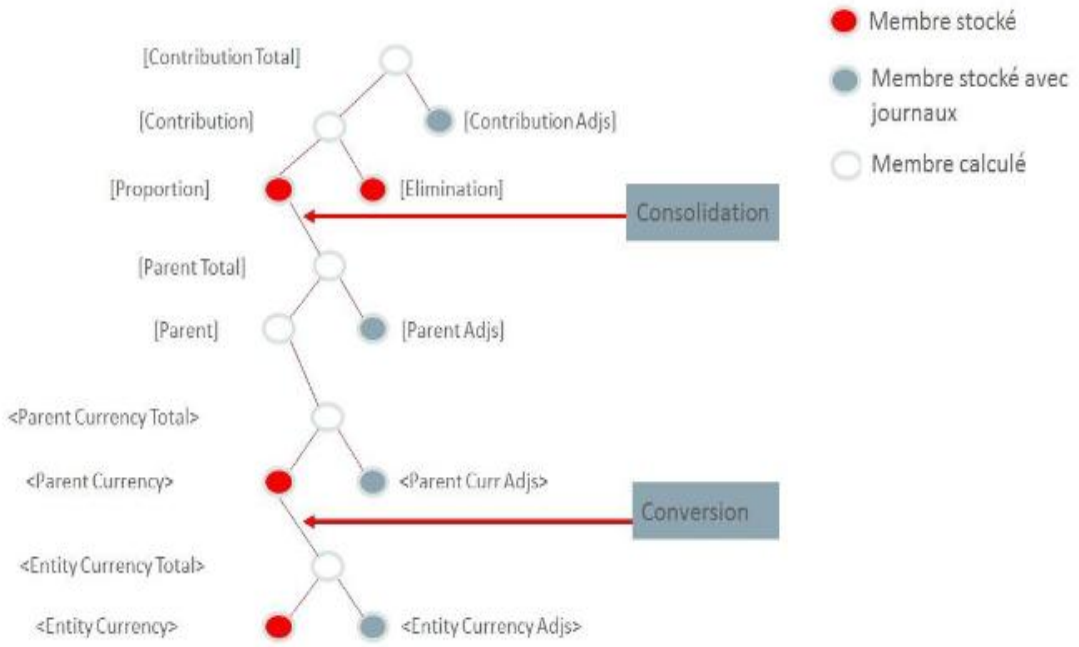
3-4-2 **la contribution**

Ce cheminement interconnecté d'opérations s'effectue au niveau du bilan et TCR de chaque entité consolidé pour obtenir au final un bilan et un TCR contributif prêt à être consolidé.

A la dernière opération, et pour en obtenir le bilan consolidé et du holding SPP, on additionne tous les bilans contributifs des entités consolidés rubrique par rubrique et ligne par ligne, et la même chose pour le TCR consolidé.

Tout ce qui a été dit avant est résumé dans la figure suivante :

Figure 2.3 : Fonctionnalité de HFM



Source : document fourni par la société

La figure démontre le processus de consolidation dans le logiciel **HFM**.

4- Le tableau du passage des comptes sociaux au contributif

4-1 pour le bilan :

Tableau 2.2 : Balance (passage social/ contributif)

	Entity currency	Ent Cur total	parent cur tot	parent total	proportion	elimination	contribution	contribution total
205000- Concessions, brevets et licences&marques (brut)								
280800- Autres immobilisationsincorporelles (amortissements)								
261000- Titres de participation (brut)								
444011- Créances S/L état, (dort iteg) CT								
407011- Débiteurs divers (brut) CT								
512000- Banques								
401L- Liaison comptes rattachés et fournisseurs								
455L- Liaison créances - Dettes associés								
18L- Liaison titres de particip, (Détentrice)								
TOTASSET - TOTAL ACTIF								
101000- Capital social								
106100- Rréserves légale								
106500- Réserves facultatives et autres réserves								
120000- Résultat de l'exercice								
106G- Reserves groupe								
106CG- Ecart de convertion sur réserves groupe								
18LP- Liaison titres de particip, (détenue)								
120G- Resultat groupe								
170000- Dettes rattachées à des participations NC								
401000-Dettes fournisseurs & cptes rattachés								
467021-Créditeurs divers Ct								
TOTALIAB - TOTAL PASSIF								

Source : élaboré par l'étudiante

Le tableau montre le passage du social au contributif à partir de la balance, il contient toutes les opérations de préconsolidation et de la consolidation proprement dite appliquées sur chaque entité consolidé du groupe.

4-2 pour le compte de résultat

tableau 2.3 : Le passage de la balance au TCR contributif

	Entity cirrency	Entity curr ac	Entity curr ta	[Proportion]	[Elimination	[contributior	[contributior	[Contributio
702000- Ventes de produits intermediaires								
70000T- Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services, et pdts annexes								
PRODEX- PRODUCTION DE L'EXERCICE								
600000- achaats de marchandises								
60000T- Achats consommés								
628000- Prestations de services diverses								
62900T- Autres services exterieurs								
CONSOMEX- CONSOMMATION DE L'EXERCICE								
VAEXP- VALEUR AJOUT2E D4EXPLOITATION								
631000- Rémunération de personnel								
63000T- Charges de personnel								
641000- Impots et taxes sur rémunérations								
64000T- Impots et taxes								
EBEXP- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION								
750000- Autres produits d'exploitation								
75000T- Autrs produits opérationnels								
658000- Autres charges d'exploitation								
65000T- Autres charges opérationnels								
681110- Dotations aux amortissement des actifs non courants								
68000T- Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation								
RESOP- R2SULTAT OPERATIONNEL								
661000- Charges d'interets								
66000T- Interets & charges assimilées								
66TOT- Charges financieres								
RESFIN- RESULTAT FINANCIER								
RESOAI- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS								
695000- Impots exigible (integration fiscale)								
692000- Impots différés actif								
69000T- Impots sur les résultats								
RESNAO- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES								
RESNETEXE- RESULTAT NET DE L'EXERCICE								
RESNETEC- RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE								
RESNETPG- RESULTAT NET- PART DU GROUPE								

Source : élaboré par l'étudiante

Le tableau montre comment on passe du social au contributif quand il s'agit des comptes de gestion.

Après avoir abordé les notions de base et les principes comptables de la consolidation au sein du groupe Sonatrach, ainsi que le fonctionnement du logiciel utilisé pour consolider, nous sommes maintenant en mesure de consolider et c'est ce que nous aborderons dans les prochaines sections de ce chapitre.

Section 02 : mise en œuvre du processus de consolidation

Après avoir travaillé sur les états individuels de toutes les entités consolidables du sous- groupe SPP et vu le volume important du périmètre de consolidation, et comme nous sommes limités par un nombre de page précis, on est obligé d'éviter la répétition du même processus, alors nous allons présenter les étapes de consolidation d'un échantillon d'entités soigneusement sélectionnés, composé de :

- La société holding SPP (intégration globale à 100%)
- Une entité intégrée globalement détenu à 51% avec intérêt minoritaire en prenant **HESP** comme exemple.
- Une entité mise en équivalence, en prenant ALGESCO avec un taux de détention de 24% comme exemple.

1- Spp spa :

SPP spa est la société mère du holding SPP et du coup on va intégrer ses comptes dans le processus de consolidation du holding SPP à travers les étapes de la préconsolidation et toutes les étapes de la consolidation proprement dite pour obtenir à la fin son bilan et son TCR contributifs prêts à être consolidés avec ceux des entité consolidables du holding.

On va montrer le passage de la balance au bilan contributif de SPP ainsi que le TCR pour passer par la suite aux écritures comptables.

1-1 Le passage des états financiers individuels au contributifs

D'abord on a intégré la balance de spp dans le logiciel puis nous avons appliqué toutes les opérations du processus de consolidation et on a obtenu le bilan et le TCR contributifs

A la fin, ce processus a été résumé dans les tableaux qui vont suivre :

1-1-1 le bilan contributif

Tableau 2.4 : Balance (passage social/ consolidé) bilan contributif de spp spa

ACCOUNT VALUE SPP SPA	Entity currency	parent currency	[proportion]	[elimination]	[Contribution]	contribution total
205000- Concessions, brevets et licences&marques (brut)	340,26	340,26	340,26		340,26	340,26
208000- Autres immobilisationsincorporelles (brut)	47,97	47,97	47,97		47,97	47,97
280500- Concessions, brevets et licences&marques(amortis	340,26	340,26	340,26		340,26	340,26
280800- Autres immobilisationsincorporelles (amortisseme	47,97	47,97	47,97		47,97	47,97
210000- Materiel de transport(brut)	17,864,656	17,864,656	17,864,656		17,864,656	17,864,656
216000- Materiel de bureau, inf, &mob, (brut)	8,282,114	8,282,114	8,282,114		8,282,114	8,282,114
218100- Autres immobilisations corporelles(brut)	4,411,192	4,411,192	4,411,192		4,411,192	4,411,192
281000- Materiel de transport (amortissements)	14,881,323	14,881,323	14,881,323		14,881,323	14,881,323
281600- Materiel de bureau, inf, &mob (amortissements)	8,904,820	8,904,820	8,904,820		8,904,820	8,904,820
261000- Titres de participation (brut)	8,017,873,429	8,017,873,429	8,017,873,429	-7,953,873,429	64,000,000	64,000,000
276000- créances immobilisées	4,010,000,000	4,010,000,000	4,010,000,000		4,010,000,000	4,010,000,000
296100- Titres de participation (prov)	64,000,000	64,000,000	64,000,000		64,000,000	64,000,000
409100- Avances &acptes versés sur com, (brut)	9,207	9,207	9,207		9,207	9,207
444011- Créances S/L état, (dort iteg) CT	3,843,554	3,843,554	3,843,554		3,843,554	3,843,554
407011- Débiteurs divers (brut) CT	10,800,	10,800,	10,800,		10,800,	10,800,
512000- Banques	2,987,769,954	2,987,769,954	2,987,769,954		2,987,769,954	2,987,769,954
518000- Interets courus	70,401,944	70,401,944	70,401,944		70,401,944	70,401,944
530000- Caisses - ccp	63,941	63,941	63,941		63,941	63,941
591000- Trésorerie (prov)	58,980,223	58,980,223	58,980,223		58,980,223	58,980,223
486001- Charges constatées d'avance	1,406,178	1,406,178	1,406,178		1,406,178	1,406,178
401L- Liaison comptes rattachés et fournisseurs				-25,856,625	-25,856,625	-25,856,625
455L- Liaison créances - Dettes associés				-7,052,450,769	-7,052,450,769	-7,052,450,769
18L- Liaison titres de particip, (Détentrice)				-7,953,873,429	-7,953,873,429	-7,953,873,429
TOTASSET - TOTAL ACTIF	14,975,170,604	14,975,170,604	14,975,170,604	-7,478,307,394		
10100T- Capitaux propres	7,895,463,982	7,895,463,982	7,895,463,982	-7,895,463,982	0	0
101000- Capital social	400,000,000	400,000,000	400,000,000	-400,000,000	0	0
106100- Rréserves légale	40,000,000	40,000,000	40,000,000	-40,000,000	0	0
106500- Réserves facultatives et autres réserves	3,596,268,805	3,596,268,805	3,596,268,805	-3,596,268,805	7,496,863,210	7,496,863,210
120000- Résultat de l'exercice	3,859,195,177	3,859,195,177	3,859,195,177	-3,859,195,177	0	0
106G- Reserves groupe				7,278,385,171	7,278,385,171	7,278,385,171
106CG- Ecart de convertion sur réserves groupe				122,883,634	122,883,634	122,883,634
18LP- Liaison titres de particip, (détenue)				-400,000,000	-400,000,000	-400,000,000
120G- Resultat groupe				94,195,177	94,195,177	94,195,177
170000- Dettes rattachées à des participations NC	7,052,450,769	7,052,450,769	7,052,450,769	-7,052,450,769	0	0
401000-Dettes fournisseurs & cptes rattachés	26,892,771	26,892,771	26,892,771	-25,856,625	1,036,147	1,036,147
467021-Créditeurs divers Ct	363,081	363,081	363,081		363,081	363,081
TOTALIAB - TOTAL PASSIF	14,975,170,604	14,975,170,604	14,975,170,604	-7,478,307,394	7,496,863,210	7,496,863,210

Source : élaborer par l'étudiante à partir du bilan social de SPP (voir annexe 04 et 5)

Le tableau montre le passage du bilan social de spp au bilan contributif avec toutes les opérations de consolidation appliqué.

1-1-2 Le TCR contributif

Le passage de la balance au TCR contributif apparait dans le tableau suivant :

Tableau 2.5 : balance passage social/consolidé TCR de SPP spa

ACCOUNT CR SPP SPA	Entity currency	Entity curr total	[proportion]	[Elimination]	[contribution]	[contribution total]
607000- Achats non stockés materiel fours	756560	756560	756560		756560	756560
60000T- Achats consommés	756560	756560	756560		756560	756560
613000- Locations	1200000	1200000	1200000		1200000	1200000
614000- Charges locativeset charges de copropriété	1485	1485	1485		1485	1485
615000- Entretien et réparations	152304	152304	152304		152304	152304
616000- Primes d'assurance	86954	86954	86954		86954	86954
617000- Recherches et développement	15973606	15973606	15973606		15973606	15973606
618000- Divers documentation, séminaires	455640	455640	455640		455640	455640
61000T- Services exterieurs	17869989	17869989	17869989		17869989	17869989
621000-Honoraires, prestations exterieurs	23940657	23940657	23940657		23940657	23940657
622000- Rémun d intermediaires et honoraires	898323	898323	898323		898323	898323
623000- Pub, publication, relation publiques	91160	91160	91160		91160	91160
624OOO-Transp de biens, trans coll personnel	1177624	1177624	1177624		1177624	1177624
625000-Deplacements, missions et receptions	2031907	2031907	2031907		2031907	2031907
626000-FRAIS POSTAUX ET DE T2L2COMMUNICATIONS	228002	228002	228002		228002	228002
627000-Services bancaires &assimilés	3392	3392	3392		3392	3392
62000T- AUTRES SERVICES EXTERIEURS	28371064	28371064	28371064		28371064	28371064
CONSOMEX- Consommation de l'exercice	46977613	46977613	46977613		46977613	46977613
VAEXP- VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	-46977613	-46977613	-46977613		-46977613	-46977613
645000- Autres impots & taxes	369500	369500	369500		369500	369500
64000T- Impots & taxes	369500	369500	369500		369500	369500
EBEXP- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-47367113	-47367113	-47367113		-47367113	-47367113
757000- Produits except/operations de gestion	52865	52865	52865		52865	52865
75000T- Autres produits opérationnels	52865	52865	52865		52865	52865
781510- Repr, expl,prov, pour risques & charge	24000	24000	24000		24000	24000
78000T- Rprise sur pertes de valeur et provisions d'explo	24000	24000	24000		24000	24000
651000-Redevances versées	396000	396000	396000		396000	396000
657000- Charges exceptionnelles sur gestion courante	35103	35103	35103		35103	35103
65000T- Autres charges operationnelles	431103	431103	431103		431103	431103
681110- Dotation aux amortissement des actifs non coura	2961349	2961349	2961349		2961349	2961349
68000T- Dotations aux amortissements, provisions et per	2961349	2961349	2961349		2961349	2961349
RESOP- RESULTAT OPERATIONNEL	-50682700	-50682700	-50682700		-50682700	-50682700
76110- Dividendes reçus	3765000000	3765000000	3765000000	-3765000000	0	0
762000- Revenus des autres immo, financières	178575000	178575000	178575000		178575000	178575000
76000T- Produits financiers de participation	3943575000	3943575000	3943575000	-3765000000	178575000	178575000
76TOT-Produits financiers	3943575000	3943575000	3943575000	-3765000000	178575000	178575000
RESFIN- RESULTAT FINANCIER	3943575000	3943575000	3943575000	-3765000000	178575000	178575000
RESOAI- RESULTAT ORDINAIRE AVANTIMPOTS	3892892300	3892892300	3892892300	-3765000000	127892300	127892300
698000- Autres impots sur les resultats	33697123	33697123	33697123		33697123	33697123
69000T- impots sur les resultats	33697123	33697123	33697123		33697123	33697123
RESNAO- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	3859195177	3859195177	3859195177	-3765000000	94195177	94195177
RESNETEXE- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	3859195177	3859195177	3859195177	-3765000000	94195177	94195177
RESNETEC- RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLID2	3859195177	3859195177	3859195177	-3765000000	94195177	94195177
ACCOUNT CR SPP SPA	Entity currency	Entity curr total	[proportion]	[Elimination]	[contribution]	[contribution total]

Source : élaborer par l'étudiante à partir des comptes sociaux, voir annexe 06)

Le tableau montre le passage de la balance au TCR contributif avec toutes les étapes de consolidation appliquées.

1-2 Ecritures d'élimination des opérations intragroupe

1-2-1 Ecriture d'élimination des opérations réciproques sans incidence sur le résultat

Créances/dettes

DEBIT	CREDIT	31/12/2020	MONTANT	MONTANT
401			25 856 624,57	
	401L			25 856 624,57
		Elimination des dettes		
401L			25 856 624,57	
	411			25 856 624,57
455L			7 052 450 769	
		Compte de liaison		
	45X	Compte de créances		7 052 450 769
		Elimination des créances		
17 000		Dettes rattachées à des participations	7 052 450 769	
	455L	Compte de liaison		7 052 450 769
		Elimination des dettes		

Produits et charges :

Pas d'éliminations produit /charge dans ce cas.

1-2-2 Ecriture d'élimination des opérations réciproques avec incidence le résultat

On doit d'abord calculer les revenus des dividendes reçus par SPP :

Les revenus de dividendes ont été perçu des filiales et participations suivantes

Tableau 2.6 : revenus de dividendes du holding SPP

ENAGEO	1 500 000 000,00
ENSP	1 515 000 000,00
ENTP	0,00
ALGESCO SPA	0,00
MI ALGERIA	0,00
ENAFOR	200 000 000,00
GCB	250 000 000 ,00
ENGTP	200 000 000,00
ENAC	100 000 000,00
SAFIR	0,00
TOTAL	3 765 000 000,00

Source : élaboré par l'étudiante à partir des états financiers du holding

On passe maintenant aux écritures :

DEBIT	CREDIT	31/12/2020	MONTANT	MONTANT
762			37650000000	
	106G			37650000000
		Elimination des dividendes reçus		

1-3 La répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations

L'objectif de cette étape est de déterminer la part des capitaux propres revenant aux groupes et celles des actionnaires minoritaires, ensuite l'élimination des titres de participation selon la méthode de consolidation.

Dans le cas de SPP, l'intégration est à 100% donc pas d'intérêts minoritaires

DEBIT	CREDIT	31/12/2020	MONTANT	MONTANT
101			400 000 000	
106			3636268805	
120			3859195177	
	261(18LP)			400 000 000
	106G			7401268805,03
	120G			94195177,28
		Elimination des titres et partage des capitaux propres		

COMPTE106G dans les comptes consolidés= 106G+106CG

Compte 120G= compte 120000- div :(3859195177- 3765000000= 94195177 DZD

1-4 Elaboration du bilan et du TCR contributif de SPP

1-4-1 Le bilan contributif SPP

Tableau 2.7 : bilan contributif SPP

ACCOUNT VALUE SPP SPA	montant
205000- Concessions, brevets et licences &marques (brut)	340260
208000- Autres immobilisations corporelles (brut)	4797
280500- Concessions, brevets et licences & marques (amortissements)	340260
280800- Autres immobilisation corporelles (amortissements)	47970
210000- Matériel de transport (brut)	17864656,2
216000- Matériel de bureau, inf, &mob, (brut)	8282114,41
218100- Autres immobilisations corporelles(brut)	4411192
281000- Materiel de transport (amortissements)	14881323
281600- Materiel de bureau, inf, &mob (amortissements)	8904820,43
261000- Titres de participation (brut)	64000000
276000- créances immobilisées	4010000000
296100- Titres de participation (prov)	64000000
409100- Avances &acptes versés sur com, (brut)	9207
444011- Créances S/L état, (dort iteg) CT	3843554
407011- Débiteurs divers (brut) CT	10800
512000- Banques	2987769954
518000- Interets courus	70401944
530000- Caisses - ccp	63941
591000- Trésorerie (prov)	58980223
486001- Charges constatées d'avance	1406178
401L- Liaison comptes rattachés et fournisseurs	-25856625
455L- Liaison créances - Dettes associés	-7052450769
18L- Liaison titres de particip, (Détentrice)	-7953873429
TOTASSET - TOTAL ACTIF	7496863210
10100T- Capitaux propres	0
101000- Capital social	0
106100- Rréserves légale	0
106500- Réserves facultatives et autres réserves	0
120000- Résultat de l'exercice	0
106G- Reserves groupe	7278385171
106CG- Ecart de convertion sur réserves groupe	122883634
120G- Resultat groupe	94195177
10600T- réserves et résultats consolidés	7495463982,31
170000- Dettes rattachées à des participations NC	0
401000-Dettes fournisseurs & cptes rattachés	1036147
467021-Créditeurs divers Ct	363081
TOTALIAB - TOTAL PASSIF	7496863210

Source: élaboré par l'étudiante à la base du tableau de passage sociaux /contributifs de spp.

1-4-2 Le compte de résultat contributif :

1-4-3 Tableau 2.8: TCR contributif de SPP

ACCOUNT CR SPP SPA	
607000- Achats non stockés materiel fours	756560
60000T- Achats consommés	756560
613000- Locations	1200000
614000- Charges locativeset charges de copropriété	1485
615000- Entretien et réparations	152304
616000- Primes d'assurance	86954
617000- Recherches et développement	15973606
618000- Divers documentation, séminaires	455640
61000T- Services exterieurs	17869989
621000-Honoraires, prestations exterieurs	23940657
622000- Rémun d intermediaires et honoraires	898323
623000- Pub, publication, relation publiques	91160
624OOO-Transp de biens, trans coll personnel	1177624
625000-Deplacements, missions et receptions	2031907
626000-FRAIS POSTAUX ET DE T2L2COMMUNICATIONS	228002
627000-Services bancaires &assimilés	3392
62000T- AUTRES SERVICES EXTERIEURS	28371064
CONSOMEX- Consommation de l'exercice	46977613
VAEXP- VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	-46977613
645000- Autres impots & taxes	369500
64000T- Impots & taxes	369500
EBEXP- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-47367113
757000- Produits except/operations de gestion	52865
75000T- Autres produits opérationnels	52865
781510- Repr, expl,prov, pour risques & charge	24000
78000T- Rprise sur pertes de valeur et provisions d'exploitation	24000
651000-Redevances versées	396000
657000- Charges exceptionnelles sur gestion courante	35103
65000T- Autres charges operationnelles	431103
681110- Dotation aux amortissement des actifs non courants	2961349
68000T- Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	2961349
RESOP- RESULTAT OPERATIONNEL	-50682700
76110- Dividendes reçus	0
762000- Revenus des autres immo, financières	178575000
76000T- Produits financiers de participation	178575000
76TOT-Produits financiers	178575000
RESFIN- RESULTAT FINANCIER	178575000
RESOAI- RESULTAT ORDINAIRE AVANTIMPOTS	127892300
698000- Autres impots sur les resultats	33697123
69000T- impots sur les resultats	33697123
RESNAO- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	94195177
RESNETEXE- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	94195177
RESNETEC- RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLID2	94195177

Source : Elaboré par l'etudiante

Le tableau montre le TCR contributif de SPP prêt à être consolidé.

2- **HESP :**

Haliburton Est une entité intégrée globalement par le holding SPP avec un taux de détention de 51%, dont 49% représente les intérêts minoritaires

On a intégré la balance (les comptes sociaux) de HESP dans le logiciel HFM, par la suite on a saisi les opérations intra- groupe puis on a appliqué toutes les opérations de consolidation pour obtenir à la fin le bilan et le tcr contributifs de HESP.

On va montrer le passage de la balance au bilan contributif de HESP ainsi que le TCR pour passer par la suite aux écritures comptables des éliminations.

2-1 le passage des comptes sociaux au contributifs de HESP

2-1-1 le bilan

Tableau 2.9 : Le passage de la balance au bilan contributif de HESP

	<Entity Currency>	[Proportion]	[Elimination]
208000 - Autres immobilisations incorporelles (Brut)	220 596 903,29		
280800 - Autres immobilisations incorporelles (Amortissemer	184 579 002,43	184 579 002,43	
211010 - Terrains & aménagements (Brut)	157 788 000,00	157 788 000,00	
213010 - Constructions (Brut)	711 948 378,11	711 948 378,11	
215010 - Install. tech., matériel & out. Industriels (Brut)	14 141 977 083,69	14 141 977 083,69	
210000 - Matériel de transport (Brut)	204 774 288,88	204 774 288,88	
216000 - Matériel de bureau, info. & mob. (Brut)	56 496 530,87	56 496 530,87	
217000 - Agencements et installations	88 107 206,36	88 107 206,36	
218100 - Autres immobilisations corporelles (Brut)	186 400 198,20	186 400 198,20	
281301 - Constructions (Amortissements)	431 258 102,92	431 258 102,92	
281501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Amortisseme	10 359 332 262,45	10 359 332 262,45	
281000 - Matériel de transport (Amortissements)	113 462 572,75	113 462 572,75	
281600 - Matériel de bureau, info. & mob. (Amortissements)	43 857 203,54	43 857 203,54	
281700 - Agencements et installations (Amortissements)	68 700 365,13	68 700 365,13	
281810 - Autres immobilisations corporelles (Amortissements	113 424 969,95	113 424 969,95	
291501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Pertes de val	69 970 176,50	69 970 176,50	
232000 - Immobilisations corporelles en cours (Brut)	145 033 241,50	145 033 241,50	
274000 - Prêts (Brut) NC	62 500 000,00	62 500 000,00	
275000 - Dépôts et cautionnements versés	85 625,00	85 625,00	
133100 - Impôt différé actif NC	113 068 609,40	113 068 609,40	
320000 - Autres approvisionnements (Brut)	996 534 143,41	996 534 143,41	
392000 - Autres approvisionnements (Prov)	48 426 711,48	48 426 711,48	
409100 - Avances & acptes versés sur com. (Brut)	27 926 576,97	27 926 576,97	
409800 - Avoirs à recevoir des fournis. (Brut)	75 000,00	75 000,00	
411000 - Créances clients & cptes ratt. (Brut)	1 117 822 124,10	1 117 822 124,10	- 1 072 969 368,65
425000 - Créances sur personnel	3 631 466,90	3 631 466,90	
491100 - Créances clients & cptes ratt. (Prov)	7 218 240,95	7 218 240,95	
444011 - Créances s/l état. (Dont intég.) Ct	183 908 197,32	183 908 197,32	
512000 - Banques	1 533 601 494,68	1 533 601 494,68	
511000 - Valeurs à l Encaissement	354 827,62	354 827,62	
530000 - Caisses, ccp	245 434,00	245 434,00	
486001 - Charges constatées d avance Ct	18 265 455,14	18 265 455,14	
401L - Liaison comptes rattachés et Fournisseur			1 000 047 134,65
TOTASSET - Total actif	8 530 911 177,34	8 530 911 177,34	- 684 922 234,00
10100T - Capitaux propres	7 379 695 340,09	7 379 695 340,09	- 7 379 695 340,09
101000 - Capital social	1 200 000 000,00	1 200 000 000,00	- 1 200 000 000,00
106100 - Réserve légale	120 000 000,00	120 000 000,00	- 120 000 000,00
106500 - Réserves facultatives et autres réserves	5 763 688 394,65	5 763 688 394,65	- 5 763 688 394,65
120000 - Résultat de l exercice	296 006 945,44	296 006 945,44	- 296 006 945,44
106G - Réserves groupe			3 000 681 081,27
18LP - Liaison titres de particip. (Détenue)			- 612 000 000,00
120G - Résultat groupe			150 963 542,17
106M - Réserves minoritaires			3 471 007 313,38
120M - Résultat minoritaires			145 043 403,27
153000 - Prov. pour retraite NC	207 556 985,25	207 556 985,25	
165000 - Dépôts & cautionnements reçus	10 511 124,65	10 511 124,65	
401000 - Dettes fournisseurs & comptes rattachés	291 442 639,67	291 442 639,67	- 72 922 234,00
419100 - Avances & acptes reçus sur com.	2 652 837,05	2 652 837,05	
421020 - Dettes sur le personnel	176 101 974,93	176 101 974,93	
430020 - Dettes sociales	179 538 135,74	179 538 135,74	
444021 - Dettes sur état (Dont intég.) Ct	216 655 574,97	216 655 574,97	
405001 - Dettes immobil. & cptes ratt. Ct	66 756 565,74	66 756 565,74	
TOTLIAB - Total passif	8 530 911 178,09	8 530 911 178,09	- 684 922 234,00

	[Contribution]	[Contribution Total]
208000 - Autres immobilisations incorporelles (Brut)	220 596 903,29	220 596 903,29
280800 - Autres immobilisations incorporelles (Amortissemer	184 579 002,43	184 579 002,43
211010 - Terrains & aménagements (Brut)	157 788 000,00	157 788 000,00
213010 - Constructions (Brut)	711 948 378,11	711 948 378,11
215010 - Install. tech., matériel & out. Industriels (Brut)	14 141 977 083,69	14 141 977 083,69
210000 - Matériel de transport (Brut)	204 774 288,88	204 774 288,88
216000 - Matériel de bureau, info. & mob. (Brut)	56 496 530,87	56 496 530,87
217000 - Agencements et installations	88 107 206,36	88 107 206,36
218100 - Autres immobilisations corporelles (Brut)	186 400 198,20	186 400 198,20
281301 - Constructions (Amortissements)	431 258 102,92	431 258 102,92
281501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Amortisseme	10 359 332 262,45	10 359 332 262,45
281000 - Matériel de transport (Amortissements)	113 462 572,75	113 462 572,75
281600 - Matériel de bureau, info. & mob. (Amortissements)	43 857 203,54	43 857 203,54
281700 - Agencements et installations (Amortissements)	68 700 365,13	68 700 365,13
281810 - Autres immobilisations corporelles (Amortissements	113 424 969,95	113 424 969,95
291501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Pertes de val	69 970 176,50	69 970 176,50
232000 - Immobilisations corporelles en cours (Brut)	145 033 241,50	145 033 241,50
274000 - Prêts (Brut) NC	62 500 000,00	62 500 000,00
275000 - Dépôts et cautionnements versés	85 625,00	85 625,00
133100 - Impôt différé actif NC	113 068 609,40	113 068 609,40
320000 - Autres approvisionnements (Brut)	996 534 143,41	996 534 143,41
392000 - Autres approvisionnements (Prov)	48 426 711,48	48 426 711,48
409100 - Avances & acptes versés sur com. (Brut)	27 926 576,97	27 926 576,97
409800 - Avoirs à recevoir des fournis. (Brut)	75 000,00	75 000,00
411000 - Créances clients & cptes ratt. (Brut)	44 852 755,45	44 852 755,45
425000 - Créances sur personnel	3 631 466,90	3 631 466,90
491100 - Créances clients & cptes ratt. (Prov)	7 218 240,95	7 218 240,95
444011 - Créances s/l état. (Dont intég.) Ct	183 908 197,32	183 908 197,32
512000 - Banques	1 533 601 494,68	1 533 601 494,68
511000 - Valeurs à l Encaissement	354 827,62	354 827,62
530000 - Caisses, ccp	245 434,00	245 434,00
486001 - Charges constatées d avance Ct	18 265 455,14	18 265 455,14
401L - Liaison comptes rattachés et Fournisseur	1 000 047 134,65	1 000 047 134,65
TOTASSET - Total actif	7 845 988 943,34	7 845 988 943,34
10100T - Capitaux propres	- 0,00	- 0,00
101000 - Capital social	-	-
106100 - Réserve légale	-	-
106500 - Réserves facultatives et autres réserves	-	-
120000 - Résultat de l exercice	-	-
106G - Réserves groupe	3 000 681 081,27	3 000 681 081,27
18LP - Liaison titres de particip. (Détenue)	- 612 000 000,00	- 612 000 000,00
120G - Résultat groupe	150 963 542,17	150 963 542,17
106M - Réserves minoritaires	3 471 007 313,38	3 471 007 313,38
120M - Résultat minoritaires	145 043 403,27	145 043 403,27
153000 - Prov. pour retraite NC	207 556 985,25	207 556 985,25
165000 - Dépôts & cautionnements reçus	10 511 124,65	10 511 124,65
401000 - Dettes fournisseurs & comptes rattachés	218 520 405,67	218 520 405,67
419100 - Avances & acptes reçus sur com.	2 652 837,05	2 652 837,05
421020 - Dettes sur le personnel	176 101 974,93	176 101 974,93
430020 - Dettes sociales	179 538 135,74	179 538 135,74
444021 - Dettes sur état (Dont intég.) Ct	216 655 574,97	216 655 574,97
405001 - Dettes immobil. & cptes ratt. Ct	66 756 565,74	66 756 565,74
TOTLIAB - Total passif	7 845 988 944,09	7 845 988 944,09

Source : élaboré par l'étudiante à la base du bilan social de HESP voir annexe 9

Le tableau montre tout le processus de la balance au bilan contributif de HESP

2-1-2 le compte de resultat

Tableau 2.10 : balance résultat de HESP (passage social/ conso)

	[None]Social	ElimTotal éliminations automatiques	TOTADJTotal retraité	AllCustom4Total Custom4
706000 Prestations de services	3 819 244 226,61	**-3 742 911 463,00**	76 332 763,61	**76 332 763,61**
708000 Produits des activités annexes				
709000 R.R.R. accordés	-16 837 573,04		-16 837 573,04	**-16 837 573,04**
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	3 802 406 653,57	**-3 742 911 463,00**	59 495 190,57	**59 495 190,57**
740000 Subventions d exploitation				
PRODEX Production de l'exercice	3 802 406 653,57	**-3 742 911 463,00**	59 495 190,57	**59 495 190,57**
600000 Achats de marchandises				
601000 Achats de matières prem. & approv.				
602000 Autres Approvisionnements	498 856 442,96	**-28 437 500,04**	470 418 942,92	**470 418 942,92**
603000 Variation des stocks				
604000 Achats études et prestations de services				
605000 Achat matériels equipement/ travaux				
607000 Achats non stockés matériel et fours	17 072 079,64		17 072 079,64	**17 072 079,64**
608000 Frais accessoires sur achats	2 358 669,78		2 358 669,78	**2 358 669,78**
609000 R.R.R. obtenus sur achats				
60000T Achats consommés	518 287 192,38	**-28 437 500,04**	489 849 692,34	**489 849 692,34**
611000 Sous-traitance générale	56 856 573,50	**-56 762 988,91**	93 584,59	**93 584,59**
612000 Redevance de crédit bail				
612100 Travaux sur gisements des hydrocarbures				
613100 Redevance sur production des hydrocarbures				
613000 Locations	96 404 671,85	**-190 400,00**	96 214 271,85	**96 214 271,85**

614000 Charges locatives et charges de copropriété				
615000 Entretien et réparations	39 728 237,00		39 728 237,00	**39 728 237,00**
616000 Primes d assurance	12 791 391,70	**-582 491,28**	12 208 900,42	**12 208 900,42**
617000 Recherches et développement				
618000 Divers documentation, séminaires	8 772 831,26		8 772 831,26	**8 772 831,26**
619000 R.R.R. obtenus sur services extérieurs				
61000T Services extérieurs	214 553 705,31	**-57 535 880,19**	157 017 825,12	**157 017 825,12**
621000 Honoraires, prestations extérieures	116 688 420,27		116 688 420,27	**116 688 420,27**
622000 Rémun dintermédiaires & honoraires	186 943 051,85	**-45 147 194,64**	141 795 857,21	**141 795 857,21**
623000 Pub, publication, relations publiques	5 284 292,15	**-1 206 000,00**	4 078 292,15	**4 078 292,15**
624000 Transp de biens, transp coll personnel	27 915 305,70		27 915 305,70	**27 915 305,70**
625000 Déplacements, missions et réceptions	11 396 631,87	**-4 365 368,00**	7 031 263,87	**7 031 263,87**
626000 Frais postaux & de télécommunications	8 047 295,62		8 047 295,62	**8 047 295,62**
627000 Services bancaires & assimilés	8 568 825,47		8 568 825,47	**8 568 825,47**
628000 Prestations de services diverses	155 791,86		155 791,86	**155 791,86**
629000 R.R.R. obtenus sur autres services extérieurs				
62000T Autres services extérieurs	364 999 614,79	**-50 718 562,64**	314 281 052,15	**314 281 052,15**
CONSOMEX Consommation de l'exercice	1 097 840 512,48	**-136 691 942,87**	961 148 569,61	**961 148 569,61**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	2 704 566 141,09	**-3 606 219 520,13**	-901 653 379,04	**-901 653 379,04**
631000 Rémunération du personnel	919 585 062,81		919 585 062,81	**919 585 062,81**
635000 Charges de sécurité sociale	292 279 629,78		292 279 629,78	**292 279 629,78**
635120 Charges de prévoyance				
635200 Cotisations de retraite				
637000 Autres charges sociales	28 340 862,37		28 340 862,37	**28 340 862,37**
638000 Autres charges de personnel				
633000 Intéressement & participation	20 496 441,92		20 496 441,92	**20 496 441,92**
63000T Charges de personnel	1 260 701 996,88		1 260 701 996,88	**1 260 701 996,88**
641000 Impôts & taxes sur rémunérations	15 787 127,22		15 787 127,22	**15 787 127,22**
642000 Taxe sur l'activité professionnelle				
645100 Taxes foncières				

642100 Impots taxes n récup/Chiff Affaires	76 048 133,06		76 048 133,06	**76 048 133,06**
646000 Impôts taxes vers. assim acti.petro	19 000,00		19 000,00	**19 000,00**
645000 Autres impôts & taxes	3 625 086,00		3 625 086,00	**3 625 086,00**
64000T Impots & taxes	95 479 346,28		95 479 346,28	**95 479 346,28**
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	1 348 384 797,93	**-3 606 219 520,13**	-2 257 834 722,20	**-2 257 834 722,20**
750000 Autres produits d exploitation				
752000 Plus values/ sorties- actifs immob.n. fin.	134 716,94		134 716,94	**134 716,94**
755000 Qp sur opérations faites en commun (Pdt)				
758000 Autres produits de gestion courante	637 155,18	**-143 022,42**	494 132,76	**494 132,76**
758600 Reprises des charges sur les excercices antérieurs	95 200,00		95 200,00	**95 200,00**
758700 Produits des exercices antérieurs				
754000 Qp des subventions virée au résultat				
757000 Produits except/operations de gestion	293 839 868,31	**-67 596 973,00**	226 242 895,31	**226 242 895,31**
75000T Autres produits opérationnels	294 706 940,43	**-67 739 995,42**	226 966 945,01	**226 966 945,01**
781110 Repr s/Dot aux amortissments actifs non courants				
781120 Repr s/>Pdv actifs non courants	42 426 024,59		42 426 024,59	**42 426 024,59**
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	42 426 024,59		42 426 024,59	**42 426 024,59**
657000 Charges exceptionnelles sur gestion courante	35 558,20		35 558,20	**35 558,20**
658000 Autres charges d exploitation	190 001,95		190 001,95	**190 001,95**
658600 Charges sur l'excercice antérieur	7 585 178,29		7 585 178,29	**7 585 178,29**
658700 Reprises/produits excercice antérieurs				
678500 Coûts de restructuration				
65000T Autres charges opérationnelles	7 810 738,44		7 810 738,44	**7 810 738,44**
681110 Dotation aux amortissement des actifs non courants	1 136 610 645,47		1 136 610 645,47	**1 136 610 645,47**
681710 Dot. expl. prov. sur stocks	19 599 348,41		19 599 348,41	**19 599 348,41**
683100 Dot. prov. sur les passifs non courants	96 374 707,26		96 374 707,26	**96 374 707,26**
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	1 252 584 701,14		1 252 584 701,14	**1 252 584 701,14**

601L Ecarts sur achats-ventes de MF		**29 210 391,32**	29 210 391,32	**29 210 391,32**
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation		**-3 635 572 933,87**	-3 635 572 933,87	**-3 635 572 933,87**
660L Liaison sur opérations réciproques financières				
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante		**-67 596 973,00**	-67 596 973,00	**-67 596 973,00**
680L Liaison marge sur immobilisation intra groupe				
RESOP Resultat Operationnel	425 122 323,37		425 122 323,37	**425 122 323,37**
761100 Dividendes reçus				
766000 Gains de change & opérations à terme	1 458 515,69		1 458 515,69	**1 458 515,69**
76000T Produits financiers de participation	1 458 515,69		1 458 515,69	**1 458 515,69**
76TOT Produits financiers	1 458 515,69		1 458 515,69	**1 458 515,69**
666000 Pertes de change	13 128 470,04		13 128 470,04	**13 128 470,04**
66000T Interets & charges assimilees	13 128 470,04		13 128 470,04	**13 128 470,04**
66TOT Charges financieres	13 128 470,04		13 128 470,04	**13 128 470,04**
RESFIN Resultat financier	-11 669 954,35		-11 669 954,35	**-11 669 954,35**
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	413 452 369,02		413 452 369,02	**413 452 369,02**
890000 Compte inter unité				
695000 Impôt exigible (intégration fiscale)	153 639 882,89		153 639 882,89	**153 639 882,89**
692000 Impôts différés actif	-36 194 459,31		-36 194 459,31	**-36 194 459,31**
693000 Impôts différés passif				
69000T Impots sur les resultats	117 445 423,58		117 445 423,58	**117 445 423,58**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	296 006 945,44		296 006 945,44	**296 006 945,44**
777000 Eléments extraordinaires (produits)				
677000 Eléments extraordinaires (charges)				
RESEXT Résultat extraordinaire				
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	296 006 945,44		296 006 945,44	**296 006 945,44**
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	296 006 945,44		296 006 945,44	**296 006 945,44**
RESNMINO Interets minoritaires		**145 043 403,27**	145 043 403,27	**145 043 403,27**
RESNETPG Resultat net - part du groupe	296 006 945,44	**-145 043 403,27**	150 963 542,17	**150 963 542,17**
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**296 006 945,44**	**-145 043 403,27**	**150 963 542,17**	**150 963 542,17**

Source : élaboré par l'étudiante à la base du TCR de HESP voir annexe 11.

Le tableau montre le passage de la balance (comptes sociaux) à travers toutes les opérations de consolidation jusqu'au TCR contributif de HESP

2-2 Ecritures d'élimination des opérations intragroupe

2-2-1 Ecriture d'élimination des opérations réciproques sans incidence sur le résultat

A) Créances/dettes :

HESP a réalisé une prestation de service intra groupe d'un montant de 1072969368,65

1- Bilan : créances /dettes réciproques

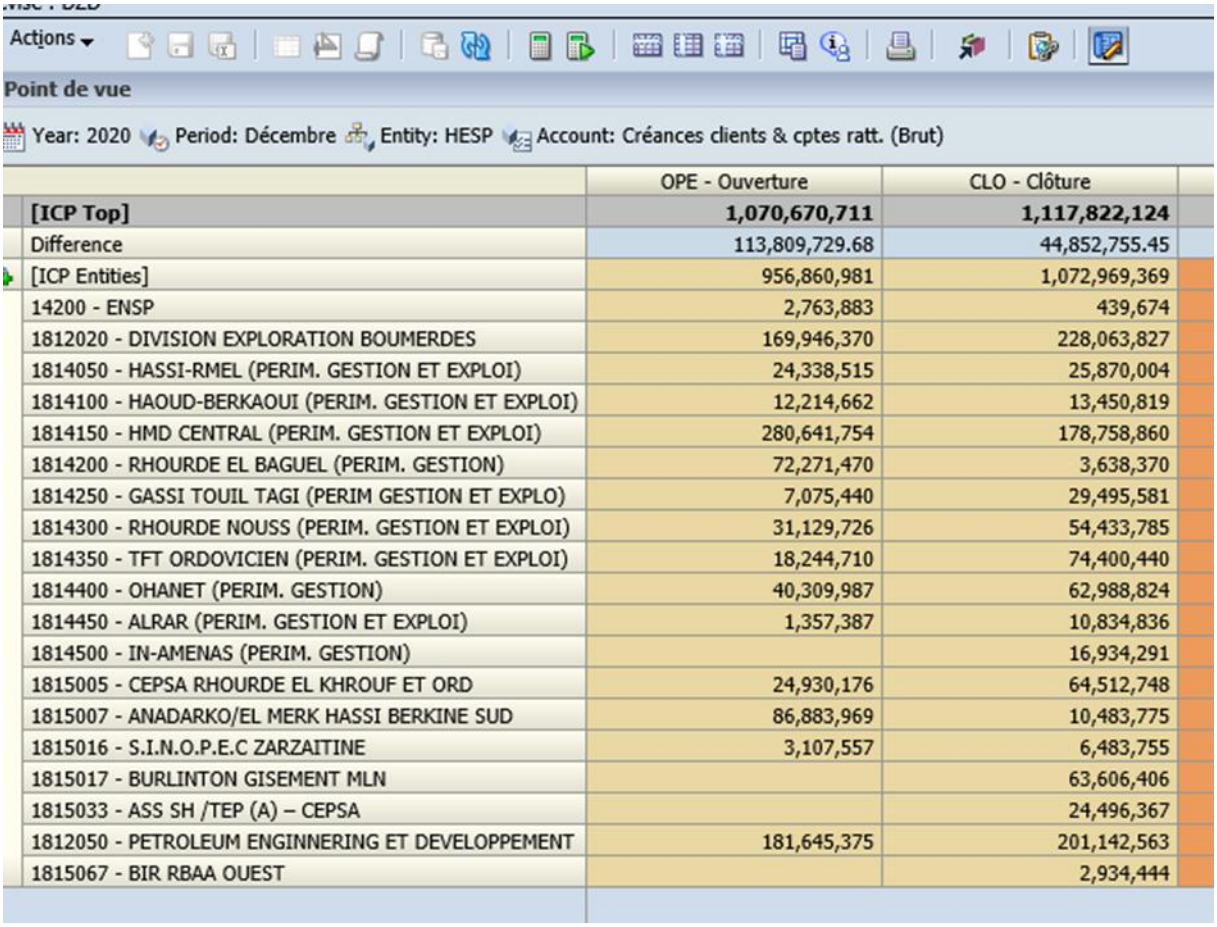
DEBIT	CREDIT		MONTANT	MONTANT
401			72 922 234	
	401 L	Elimination des dettes		72 922 234
401 L			1 072 969 368,65	
	411	Elimination des creances		1072969368,65

D 401L C

1 072 969 368	72 922 234 SD 1 000 047 134 ,65
1 072 969 368	1 072 969 368

NB : On va présenter le détail du compte créances clients & comptes rattachés de la société HESP dans la figure suivante :

Figure 13 : le compte créance clients& comptes rattachés de HESP



Actions

Point de vue

Year: 2020 Period: Décembre Entity: HESP Account: Créances clients & cptes ratt. (Brut)

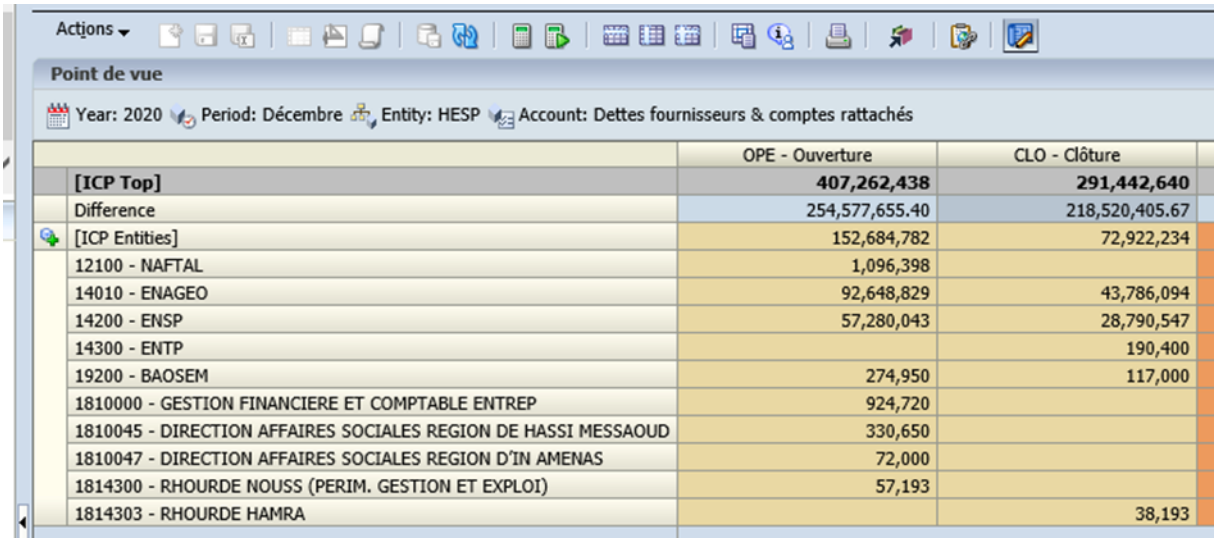
	OPE - Ouverture	CLO - Clôture
[ICP Top]	**1,070,670,711**	**1,117,822,124**
Difference	113,809,729.68	44,852,755.45
[ICP Entities]	956,860,981	1,072,969,369
14200 - ENSP	2,763,883	439,674
1812020 - DIVISION EXPLORATION BOUMERDES	169,946,370	228,063,827
1814050 - HASSI-RMEL (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	24,338,515	25,870,004
1814100 - HAOUD-BERKAOUI (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	12,214,662	13,450,819
1814150 - HMD CENTRAL (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	280,641,754	178,758,860
1814200 - RHOURDE EL BAGUEL (PERIM. GESTION)	72,271,470	3,638,370
1814250 - GASSI TOUIL TAGI (PERIM GESTION ET EXPLO)	7,075,440	29,495,581
1814300 - RHOURDE NOUSS (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	31,129,726	54,433,785
1814350 - TFT ORDOVICIEN (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	18,244,710	74,400,440
1814400 - OHANET (PERIM. GESTION)	40,309,987	62,988,824
1814450 - ALRAR (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	1,357,387	10,834,836
1814500 - IN-AMENAS (PERIM. GESTION)		16,934,291
1815005 - CEPSA RHOURDE EL KHROUF ET ORD	24,930,176	64,512,748
1815007 - ANADARKO/EL MERK HASSI BERKINE SUD	86,883,969	10,483,775
1815016 - S.I.N.O.P.E.C ZARZAITINE	3,107,557	6,483,755
1815017 - BURLINTON GISEMENT MLN		63,606,406
1815033 - ASS SH /TEP (A) – CEPSA		24,496,367
1812050 - PETROLEUM ENGINNERING ET DEVELOPPEMENT	181,645,375	201,142,563
1815067 - BIR RBAA OUEST		2,934,444

Source : figure extraite du logiciel HFM

La figure montre le point de vue sur le compte créances clients en détail.

On va présenter le détail du compte dettes fournisseurs et comptes rattachés de la société HESP dans la figure suivante :

Figure 2.5 : compte dettes fournisseurs et cpts ratachés



	OPE - Ouverture	CLO - Clôture
[ICP Top]	**407,262,438**	**291,442,640**
Difference	254,577,655.40	218,520,405.67
[ICP Entities]	152,684,782	72,922,234
12100 - NAFTAL	1,096,398	
14010 - ENAGEO	92,648,829	43,786,094
14200 - ENSP	57,280,043	28,790,547
14300 - ENTP		190,400
19200 - BAOSEM	274,950	117,000
1810000 - GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE ENTREP	924,720	
1810045 - DIRECTION AFFAIRES SOCIALES REGION DE HASSI MESSAOUD	330,650	
1810047 - DIRECTION AFFAIRES SOCIALES REGION D'IN AMENAS	72,000	
1814300 - RHOURDE NOUSS (PERIM. GESTION ET EXPLOI)	57,193	
1814303 - RHOURDE HAMRA		38,193

Source : extraite du logiciel HFM

Figure extraite de HFM , montre le détail du compte dettes fournisseurs de HESP.

B)charges / produits

DEBIT	CREDIT	**31/12/2020**	MONTANT	MONTANT
706			3742911463,00	
	620L			3742911463,00
		Elimination de la prestation de service IG		
600L			136691942,87	
	60X			136691942,87
		Elimination des charges		

2-3 Elimination des titres de participation et partage des capitaux propres entre les capitaux propres consolidés et les intérêts minoritaires.

DEBIT	**CREDIT**	**31/12/2020**	**MONTANT**	**MONTANT**
101 **106** LEG **106** FAC	 **261** **106 G** **106 M**	 Elimination des titres et partage du capital	**1 200 000 000** **120 000 000** **5763688394,65**	 **612 000 000** **3000 681 081,27** **3 471 007 313,4**
120	 **120 G** **120 M**	 Répartition du résultat	**296006945,44**	 **150963542, 17** **145043403, 27**

Voici le détail des calculs :

C 106G = (C101+C106 LEG+ C A06 FAC) 51% - C 261 = 3000681081, 27

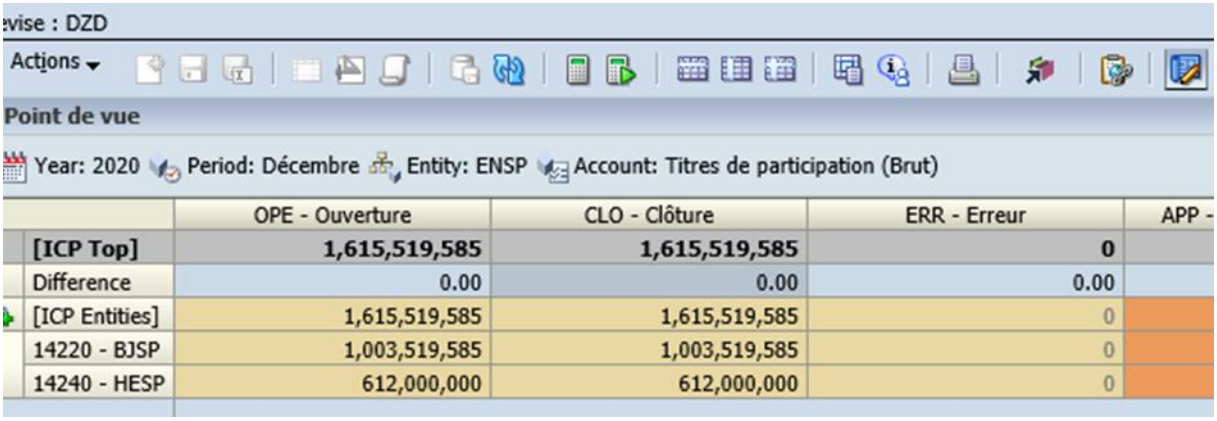
C 106 M= (C101+C 106 LEG+C 106 FAC) 49% = 3471007313, 4

C 120G= (C 120)51%= 150963542, 17

C 120 M= (C120)49% = 145043403, 27

Il est à noter que la société HESP est la sous filiale de la société ENSP c'est pourquoi ses titres de participations aparaissent dans le portefeuille des titres de l'ENSP et pas au portefeuille titres de SPP Holding.

Figure 2.6 : portefeuille titres de ENSP



	OPE - Ouverture	CLO - Clôture	ERR - Erreur	APP -
[ICP Top]	1,615,519,585	1,615,519,585	0	
Difference	0.00	0.00	0.00	
[ICP Entities]	1,615,519,585	1,615,519,585	0	
14220 - BJSP	1,003,519,585	1,003,519,585	0	
14240 - HESP	612,000,000	612,000,000	0	

Source : point de vue extrait de HFM

La figure montre que les titres de HESP font partie du portefeuille de ENSP

NB :

- les comptes 4xxL et 6xxL représente des comptes de liaisons, le premier pour les créances et les dettes et le deuxième concerne les produits et les charges, nous pourrons se retrouver avec ce genre de comptes non soldé suite à des fausses déclarations ou du décalage entre l'enregistrement des opérations entre deux filiales dans le même groupe

-Pour la société HESP il n'y a pas d'écriture d'élimination de dividendes, de marge sur stock, de marge sur immobilisation, et de provision interne.

A la fin de ces travaux sur HESP on obtient le bilan contributif

2-4 Elaboration du bilan et de TCR contributif :

2-4-1 le bilan contributif

Tableau 2.11 : bilan contributif de HESP

Account value	value
208000 - Autres immobilisations incorporelles (Brut)	220 596 903,29
280800 - Autres immobilisations incorporelles (Amortissements)	184 579 002,43
211010 - Terrains & aménagements (Brut)	157 788 000,00
213010 - Constructions (Brut)	711 948 378,11
215010 - Install. tech., matériel & out. Industriels (Brut)	14 141 977 083,69
210000 - Matériel de transport (Brut)	204 774 288,88
216000 - Matériel de bureau, info. & mob. (Brut)	56 496 530,87
217000 - Agencements et installations	88 107 206,36
218100 - Autres immobilisations corporelles (Brut)	186 400 198,20
281301 - Constructions (Amortissements)	431 258 102,92
281501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Amortissements)	10 359 332 262,45
281000 - Matériel de transport (Amortissements)	113 462 572,75
281600 - Matériel de bureau, info. & mob. (Amortissements)	43 857 203,54
281700 - Agencements et installations (Amortissements)	68 700 365,13
281810 - Autres immobilisations corporelles (Amortissements)	113 424 969,95
291501 - Install. tech, matériel, outi, industriels (Pertes de valeur)	69 970 176,50
232000 - Immobilisations corporelles en cours (Brut)	145 033 241,50
274000 - Prêts (Brut) NC	62 500 000,00
275000 - Dépôts et cautionnements versés	85 625,00
133100 - Impôt différé actif NC	113 068 609,40
320000 - Autres approvisionnements (Brut)	996 534 143,41
392000 - Autres approvisionnements (Prov)	48 426 711,48
409100 - Avances & acptes versés sur com. (Brut)	27 926 576,97
409800 - Avoirs à recevoir des fournis. (Brut)	75 000,00
411000 - Créances clients & cptes ratt. (Brut)	44 852 755,45
425000 - Créances sur personnel	3 631 466,90
491100 - Créances clients & cptes ratt. (Prov)	7 218 240,95
444011 - Créances s/l état. (Dont intég.) Ct	183 908 197,32
512000 - Banques	1 533 601 494,68
511000 - Valeurs à l Encaissement	354 827,62
530000 - Caisses, ccp	245 434,00
486001 - Charges constatées d avance Ct	18 265 455,14
401L - Liaison comptes rattachés et Fournisseur	1 000 047 134,65
TOTASSET - Total actif	7 845 988 943,34

10100T - Capitaux propres	- 0,00
101000 - Capital social	-
106100 - Réserve légale	-
106500 - Réserves facultatives et autres réserves	-
120000 - Résultat de l exercice	-
106G - Réserves groupe	3 000 681 081,27
18LP - Liaison titres de particip. (Détenue)	- 612 000 000,00
120G - Résultat groupe	150 963 542,17
106M - Réserves minoritaires	3 471 007 313,38
120M - Résultat minoritaires	145 043 403,27
153000 - Prov. pour retraite NC	207 556 985,25
165000 - Dépôts & cautionnements reçus	10 511 124,65
401000 - Dettes fournisseurs & comptes rattachés	218 520 405,67
419100 - Avances & acptes reçus sur com.	2 652 837,05
421020 - Dettes sur le personnel	176 101 974,93
430020 - Dettes sociales	179 538 135,74
444021 - Dettes sur état (Dont intég.) Ct	216 655 574,97
405001 - Dettes immobil. & cptes ratt. Ct	66 756 565,74
TOTLIAB - Total passif	7 845 988 944,09

Source : Elaboré par l'étudiante

Le tableau le bilan contributif prêt à être consolidé au holding SPP

2-4-2 le compte de résultat contributif DE HESP

Tableau 2.12 : compte de résultat contributif HESP

comptes	montant
706000 Prestations de services	**76 332 763,61**
708000 Produits des activités annexes	
709000 R.R.R. accordés	**-16 837 573,04**
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	**59 495 190,57**
740000 Subventions d exploitation	
PRODEX Production de l'exercice	**59 495 190,57**
600000 Achats de marchandises	
601000 Achats de matières prem. & approv.	
602000 Autres Approvisionnements	**470 418 942,92**
603000 Variation des stocks	
604000 Achats études et prestations de services	

605000 Achat matériels equipement/ travaux	
607000 Achats non stockés matériel et fours	**17 072 079,64**
608000 Frais accessoires sur achats	**2 358 669,78**
609000 R.R.R. obtenus sur achats	
60000T Achats consommés	**489 849 692,34**
611000 Sous-traitance générale	**93 584,59**
612000 Redevance de crédit bail	
612100 Travaux sur gisements des hydrocarbures	
613100 Redevance sur production des hydrocarbures	
613000 Locations	**96 214 271,85**
614000 Charges locatives et charges de copropriété	
615000 Entretien et réparations	**39 728 237,00**
616000 Primes d assurance	**12 208 900,42**
617000 Recherches et développement	
618000 Divers documentation, séminaires	**8 772 831,26**
619000 R.R.R. obtenus sur services extérieurs	
61000T Services extérieurs	**157 017 825,12**
621000 Honoraires, prestations extérieures	**116 688 420,27**
622000 Rémun d intermédiaires & honoraires	**141 795 857,21**
623000 Pub, publication, relations publiques	**4 078 292,15**
624000 Transp de biens, transp coll personnel	**27 915 305,70**
625000 Déplacements, missions et réceptions	**7 031 263,87**
626000 Frais postaux & de télécommunications	**8 047 295,62**
627000 Services bancaires & assimilés	**8 568 825,47**
628000 Prestations de services diverses	**155 791,86**
629000 R.R.R. obtenus sur autres services extérieurs	
62000T Autres services extérieurs	**314 281 052,15**
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**961 148 569,61**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**-901 653 379,04**
631000 Rémunération du personnel	**919 585 062,81**
635000 Charges de sécurité sociale	**292 279 629,78**
635120 Charges de prévoyance	
635200 Cotisations de retraite	
637000 Autres charges sociales	**28 340 862,37**
638000 Autres charges de personnel	
633000 Intéressement & participation	**20 496 441,92**
63000T Charges de personnel	**1 260 701 996,88**

641000 Impôts & taxes sur rémunérations	**15 787 127,22**
642000 Taxe sur l'activité professionnelle	
645100 Taxes foncières	
642100 Impots taxes n récup/Chiff Affaires	**76 048 133,06**
646000 Impôts taxes vers. assim acti.petro	**19 000,00**
645000 Autres impôts & taxes	**3 625 086,00**
64000T Impots & taxes	**95 479 346,28**
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**-2 257 834 722,20**
750000 Autres produits d exploitation	
752000 Plus values/ sorties- actifs immob.n. fin.	**134 716,94**
755000 Qp sur opérations faites en commun (Pdt)	
758000 Autres produits de gestion courante	**494 132,76**
758600 Reprises des charges sur les excercices antérieurs	**95 200,00**
758700 Produits des exercices antérieurs	
754000 Qp des subventions virée au résultat	
757000 Produits except/operations de gestion	**226 242 895,31**
75000T Autres produits opérationnels	**226 966 945,01**
781110 Repr s/Dot aux amortissments actifs non courants	
781120 Repr s/>Pdv actifs non courants	**42 426 024,59**
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	**42 426 024,59**
657000 Charges exceptionnelles sur gestion courante	**35 558,20**
658000 Autres charges d exploitation	**190 001,95**
658600 Charges sur l'excercice antérieur	**7 585 178,29**
658700 Reprises/produits excercice antérieurs	
678500 Coûts de restructuration	
65000T Autres charges opérationnelles	**7 810 738,44**
681110 Dotation aux amortissement des actifs non courants	**1 136 610 645,47**
681710 Dot. expl. prov. sur stocks	**19 599 348,41**
683100 Dot. prov. sur les passifs non courants	**96 374 707,26**
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	**1 252 584 701,14**
601L Ecarts sur achats-ventes de MF	**29 210 391,32**
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation	**-3 635 572 933,87**
660L Liaison sur opérations réciproques financières	
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante	**-67 596 973,00**

680L Liaison marge sur immobilisation intra groupe	
RESOP Resultat Operationnel	**425 122 323,37**
761100 Dividendes reçus	
766000 Gains de change & opérations à terme	**1 458 515,69**
76000T Produits financiers de participation	**1 458 515,69**
76TOT Produits financiers	**1 458 515,69**
666000 Pertes de change	**13 128 470,04**
66000T Interets & charges assimilees	**13 128 470,04**
66TOT Charges financieres	**13 128 470,04**
RESFIN Resultat financier	**-11 669 954,35**
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**413 452 369,02**
890000 Compte inter unité	
695000 Impôt exigible (intégration fiscale)	**153 639 882,89**
692000 Impôts différés actif	**-36 194 459,31**
693000 Impôts différés passif	
69000T Impots sur les resultats	**117 445 423,58**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**296 006 945,44**
777000 Eléments extraordinaires (produits)	
677000 Eléments extraordinaires (charges)	
RESEXT Résultat extraordinaire	
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**296 006 945,44**
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**296 006 945,44**
RESNMINO Interets minoritaires	**145 043 403,27**
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**150 963 542,17**
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**150 963 542,17**

Source : élaboré par l'étudiante à partir des comptes sociaux de l'entité.

Le tableau représente le compte de résultat contributif de la société HESP prêt à être consolidé

3-ALGESCO

ALGESCO est une entité consolidé au groupe SPP, elle est détenue à 24%, donc on applique la mise en équivalence comme méthode de consolidation.

3-1 le passage des comptes sociaux aux contributif de ALGESCO

3-1-1 le bilan

Tableau 2.14 : le passage du bilan social au contributif de ALGESCO

Account VALUE (ALGESCO 24%)	Entity currency	Parent curr total	[proportion]	[elimination]	[contribution total]
218100- Autres immobilisations corporelles (brut)	109,178,471		0		0
281101- Terrains & aménagements (prov)	169,079,520		0		0
281301- Constructions (Amortissements)	220,077,834		0		0
281501- Install, tech, materiel, outi, industriels (Amortissement	981,832,632		0		0
281810- autres immob corporels (amortissements)	101,184,078		0		0
232000- Immobilisation corporelles en cours (brut)	38,397,970		0		0
2650EQUI- Titres mis en équivalence			2,164,636,061		2,164,636,061
275000- Dépots et cautionnements versés	303,028,786		0		0
133100- Impot différé actif NC	472,644,101		0		0
300000- Marchandises(brut)	1,303,457,930		0		0
390000- Marchandises(prov)	340,226,490	340,226,490	0		0
411000-Créances clients & cptes ratt, (brut)	9,436,998,020	9,436,998,020	0		0
490980- Avoir à recevoir des fournis, (prov)	420,042,105	420,042,105	0		0
444011- Créances S/L état, (Don iteg,) Ct	1,798,089,814	1,798,089,814	0		0
467011- Débiteurs divers (brut) Ct	17,491,257	17,491,257	0		0
512000- banques	5,297,652,022	5,297,652,022	0		0
TOTALASSET - TOTAL ACTIF	19,558,608,189	19,558,608,189	2,164,636,061	-23,920,000	2,140,716,061
10100T- Capitaux propres	9,019,316,922	9,019,316,922	2,164,636,061	-2,164,636,061	0
101000- Capital social	99,670,000	99,670,000	23,920,800	-23,920,800	0
106100- Réserves légale	9,967,000	9,967,000	2,392,080	-2,392,080	0
106500- Réserves facultatives et autres réserves	2,027,181,164	2,027,181,164	486,523,479	-486,523,479	0
110000- Report à nouveau	5,042,851,789	5,042,851,789	1,210,284,429	-1,210,284,429	0
111000- Ajustements résultant de changement de méthodes compt	27,787,029	27,787,029	6,668,887	-6,668,887	0
120000- Résultat de l'éxercice	1,811,859,941	1,811,859,941	434,846,386	-434,846,386	0
18LP- Liaison titres de particip, (Détenue)				-23,920,000	-23,920,000
120G- Résultat groupe				434,846,386	434,846,386
107000- Equart d'équivalence				1,705,869,676	1,705,869,676
151100- Prov pour litiges et procèsNC	36,130,051	36,130,051	0		0
153000- Prov, pour retraite NC	356,688,030	356,688,030	0		0
401000- Dettes -fournisseurs et comptes rattachés	4,525,002,966	4,525,002,966	0		0
419100- Avances et acptesreçus sur com,	27,314,137	27,314,137	0		0
421020- Dettes sur le personnel	62,912,163	62,912,163	0		0
430020- Dettes sociales	32,337,603	32,337,603	0		0
444021- Dettes sur état (Dont intég,) Ct	1,529,275,793	1,529,275,793	0		0
457000- Associés dividendes à payer	3,969,630,523	3,969,630,523	0		0
TOTALLIAB- TOTAL PASSIF	19,558,608,189	19,558,608,189	2,164,636,061	-23,920,000	2,140,716,061

Source : Elaboré par l'étudiante à la base du bilan social voir annexe 12 et 13

Le tableau montre le processus de consolidation pour la la société ALGESCO mise en équivalence en passant des comptes sociaux au bilan contributif qui sera consolidé dans le holding SPP.

3-1-2 le compte de résultat :

Tableau 2.14 : le passage de la balance au TCR contributif ALGESCO

ACCOUNT CR ALGESCO	Entity currency	Entity curr total	[proportion]	[Elimination]	[contribution total]
635000- Charges de secutité sociale	185472242	185472242			
637000- Autres charges sociales	16459148	16459148			
633000- Intéressement & participation	133866569	133866569			
63000T- Charges de personnel	1080522820	1080522820			
642000- Taxes sur l'activité professionnelle	312872737	312872737			
642100- Impots taxes n récup/chiff affaires	29308	29308			
645000-Autres impots& taxes	25138936	25138936			
64000T- Impots et taxes	338040981	338040981			
EBEXP- EXCEDENT BRUT D4EXPLOITATION	3864492115	3864492115			
757000- Produit except/operations de gestion	13631223	13631223			
75000T- Autres produits operationnels	13631223	13631223			
786510-Rep, prov,pour risques et charges	840801769	840801769			
78600T- Reprises des pertes de valeur et provisions d'éléments financiers	840801679	840801679			
654000-Pertes sur créances irrécouvrables	22981787	22981787			
65000T- Autres charges operationnelles	22981787	22981787			
681110- Dotation aux amortissement des actifs non courants	950240862	950240862			
68000T- Dotations aux amortis, prov, et pertes de valeur d'exploitation	950240862	950240862			
RESOP- RESULTAT OPERATIONNEL	3745702458	3745702458			
766000- Gains de change & operations à terme	41514711	41514711			
76000T- Produits financiers de participation	41514711	41514711			
76TOT- Produits financiers	41514711	41514711			
661000- Charges d'interets	1301441428	1301441428			
66000T- Interets & charges assimilées	1301441428	1301441428			
66TOT- Charges financieres	1301441428	1301441428			
RESFIN- RESULTAT FINANCIER	-1259926717	-1259926717			
RESOAI- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS	2485775741	2485775741			
695000-Bimpots exigible(integration fiscale)	761819161	761819161			
692000- Impots différés actif	87903361	87903361			
69000T-Impots sur les resultats	849722522	849722522			
RESNAO- RESULTAT NET DES ACTIVIT2S ORDINAIRES	1636053219	1636053219			
777000- Eléments extraordinaires (produits)	175806721	175806721			
RESEXT- RESULTAT EXTRAORDINAIRE	175806721	175806721			
RESNETEXE- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1811859940	1811859940			
88EQUI- PART DANS LE RESULTAT NET MEE			434846386		434846386
RESNETEC- RESULTAT NET DE LeNSEMBLE CONSOLID2	1811859940	1811859940	434846386		434846386
RESNETPG- RESULTAT NET PART DU GROUPE	1811859940	1811859940	434846386		434846386

Source : élaboré par l'étudiante sur la base des comptes sociaux. Voir annexe 14.

Le tableau montre le passage de la balance (comptes sociaux) de la société ALGESCO au TCR contributif en utilisant la méthode de la mise en équivalence.

3-2 L'écriture de la répartition des capitaux propres et l'élimination des titres de participations :

Cette méthode consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quotepart des capitaux propres y compris les résultats de l'exercice.

DEBIT	CREDIT	31/12/2020	MONTANT	MONTANT
2650Equi		Titres de participation mis en équivalence	**2 164 636 061**	
	265	Titres de participation		**23 920 000**
	107 000	Réserves consolidées		**1 705 869 675**
	120 G	Résultat consolidé		**434 846 386**
		Ré estimation des titres de participation au niveau des capitaux propres de ALGESCO		

- Compte 265 Equi= somme des comptes de capitaux= 9 019 316 922 *0.24=2 164 636 061DZD
- Compte 107 000 = réserves consolidées ou bien équart d'équivalence= (somme des capitaux propres sans résultat de la société * 0.24) – Titres de participation = 1 705 869 675 DZD.
- Compte 120 G= Résultat consolidé = 1 811 859 941 * 0.24 = 434 846 386 DZD

3-3 Elaboration du bilan et TCR contributif :

3-3-1 le bilan contributif :

Tableau 2.15 : le bilan contributif d'ALGESCO

Account VALUE **(ALGESCO 24%)**	[contribution total]
218100- Autres immobilisations corporelles (brut)	0
281101- Terrains & aménagements (prov)	0
281301- Constructions (Amortissements)	0
281501- Install, tech, materiel, outi, industriels (Amortissement	0
281810- autres immob corporels (amortissements)	0
232000- Immobilisation corporelles en cours (brut)	0
2650EQUI- Titres mis en équivalence	2,164,636,061
275000- Dépots et cautionnements versés	0
133100- Impot différé actif NC	0
300000- Marchandises(brut)	0
390000- Marchandises(prov)	0
411000-Créances clients & cptes ratt, (brut)	0
490980- Avoir à recevoir des fournis, (prov)	0
444011- Créances S/L état, (Don iteg,) Ct	0
467011- Débiteurs divers (brut) Ct	0
512000- banques	0
TOTALASSET - TOTAL ACTIF	2,140,716,061
10100T- Capitaux propres	0
101000- Capital social	0
106100- Réserves légale	0
106500- Réserves facultatives et autres réserves	0
110000- Report à nouveau	0
111000- Ajustements résultant de changement de méthodes comptab	0
120000- Résultat de l'éxercice	0
18LP- Liaison titres de particip, (Détenue)	-23,920,000
120G- Résultat groupe	434,846,386
107000- Equart d'équivalence	1,705,869,676
151100- Prov pour litiges et procèsNC	0
153000- Prov, pour retraite NC	0
401000- Dettes -fournisseurs et comptes rattachés	0
419100- Avances et acptesreçus sur com,	0
421020- Dettes sur le personnel	0
430020- Dettes sociales	0
444021- Dettes sur état (Dont intég,) Ct	0
457000- Associés dividendes à payer	0
TOTALLIAB- TOTAL PASSIF	2,140,716,061

Source : élaboré par l'étudiante sur la base des comptes sociaux.

Le tableau représente le bilan contributif d'ALGESCO après les retraitements de consolidation selon la méthode de la mise en équivalence.

3-3-2 le compte de résultat contributif

tableau 2.16 : tableau de compte de résultat contributif d'ALGESCO

ACCOUNT CR ALGESCO	[contribution total]
635000- Charges de secutité sociale	
637000- Autres charges sociales	
633000- Intéressement & participation	
63000T- Charges de personnel	
642000- Taxes sur l'activité professionnelle	
642100- Impots taxes n récup/chiff affaires	
645000-Autres impots& taxes	
64000T- Impots et taxes	
EBEXP- EXCEDENT BRUT D4EXPLOITATION	
757000- Produit except/operations de gestion	
75000T- Autres produits operationnels	
786510-Rep, prov,pour risques et charges	
78600T- Reprises des pertes de valeur et provisions d'éléments financiers	
654000-Pertes sur créances irrécouvrables	
65000T- Autres charges operationnelles	
681110- Dotation aux amortissement des actifs non courants	
68000T- Dotations aux amortis, prov, et pertes de valeur d'exploitation	
RESOP- RESULTAT OPERATIONNEL	
766000- Gains de change & operations à terme	
76000T- Produits financiers de participation	
76TOT- Produits financiers	
661000- Charges d'interets	
66000T- Interets & charges assimilées	
66TOT- Charges financieres	
RESFIN- RESULTAT FINANCIER	
RESOAI- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS	
695000-Bimpots exigible(integration fiscale)	
692000- Impots différés actif	
69000T-Impots sur les resultats	
RESNAO- RESULTAT NET DES ACTIVIT2S ORDINAIRES	
777000- Eléments extraordinaires (produits)	
RESEXT- RESULTAT EXTRAORDINAIRE	
RESNETEXE- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	
88EQUI- PART DANS LE RESULTAT NET MEE	434846386
RESNETEC- RESULTAT NET DE LeNSEMBLE CONSOLID2	434846386
RESNETPG- RESULTAT NET PART DU GROUPE	434846386

Source : élaboré par l'étudiante.

Le tableau montre le compte de résultat de ALGESCO après retraitement de consolidation et prêt à être consolidé.

N.B :

Au niveau de HFM il n'y a pas d'écriture comptable du transfert de propriété des actifs et passifs (bilan) et des charges et produits (TCR) des filiales à la société mère comme on le fait théoriquement.

Après avoir obtenu les bilans et TCR contributifs des entités consolidés du holding SPP, à la suite de notre essai de pratiquer ce que nous avons retenu lors de notre stage pratique dont nous n'avons présenté qu'une partie, nous passons à la dernière étape que nous présentons dans la section qui suit, afin d'obtenir le bilan et le TCR consolidés du holding SPP.

Section 03 : Elaboration des états financiers consolidés

1- le bilan consolidé du holding SPP

Nous allons cumuler tous les bilans contributifs des entités consolidés du holding SPP, rubrique par rubrique, et ligne par ligne pour obtenir enfin le bilan consolidé du holding SPP.

Tableau 2.17 : le bilan consolidé du holding SPP

	14000_H SPP HOLDING	11210 ENAC	14000 SPP HOLDING	14010 ENAGEO	14100 GCB	14130 ENGTP	14180 SAFIR	14200 ENSP
200TOT Immobilisations incorporelles (Net)	411 569 041	16 173 775		44 454 022	153 586 817	26 170 536	3 424 942	37 832 529
210TOT Immobilisations corporelles (Net)	152 389 919 266	7 898 972 880	6 771 819	10 327 884 498	32 059 010 166	15 358 909 824	58 231 718	16 898 044 805
230TOT Immobilisations en cours (Net)	16 103 918 480	789 921 522		510 854 756	2 395 739 041	214 806 125		1 036 501 542
270TOT Actifs financiers (Net) Non courant	13 603 182 325	49 735 575	4 010 000 000	21 012 165	152 828 315	12 970 334	9 117 923	2 222 914 130
440TOT Autres créances (Net) Non courant	11 508 368 128	295 647 662		759 297 822		2 913 721 439	79 030 875	1 212 090 011
ASSET_NC Actif non courant	**194 016 957 239**	**9 050 451 414**	**4 016 771 819**	**11 663 503 262**	**34 761 164 338**	**18 526 578 258**	**149 805 459**	**21 407 383 018**
301TOT Stocks & en cours (Net)	81 225 786 341	5 209 879 783		15 290 599 164	4 132 547 973	1 343 396 207	6 470 980	5 733 832 024
411TOT Clients & autres creances d Expl. (Net)	137 709 282 351	8 371 397 508	9 207	14 441 465 534	31 339 937 927	23 017 429 093	1 432 361 706	11 822 103 624
441TOT Autres creances (Net) Ct	17 330 155 140	5 854 656 488	3 854 354	1 804 583 319	3 340 291 494	1 676 470 832	38 513 150	2 795 583 106
511TOT Trésorerie (Net)	83 572 848 271	2 628 718 033	2 999 255 617	21 369 025 854	5 916 957 815	12 895 143 720	254 556 705	20 336 492 197
481TOT Comptes de regularisation actif courant	1 149 891 509	77 716 714	1 406 178	63 599 550	202 259 223	119 747 098	12 488 090	13 251 405
ASSET_C Actif courant	**320 987 963 613**	**22 142 368 526**	**3 004 525 356**	**52 969 273 421**	**44 931 994 433**	**39 052 186 950**	**1 744 390 630**	**40 701 262 357**
CONTRA Compte de liaison total		**-2 079 427 651**	**7 945 451 267**	**-156 943 748**	**-2 513 399 744**	**-299 334 627**	**-270 647 784**	**1 754 319 585**
TOTASSET Total actif	**515 004 920 852**	**29 113 392 289**	**14 966 748 442**	**64 475 832 935**	**77 179 759 027**	**57 279 430 581**	**1 623 548 305**	**63 862 964 959**
10100T Capitaux propres	2 566 268 805		4 036 268 805					
10TOT Capitaux propres total	**326 164 582 574**	**17 126 640 624**	**7 895 463 982**	**53 207 661 845**	**31 262 061 314**	**29 204 225 901**	**821 699 117**	**52 447 173 395**
150TOT Prov. pour risques & charges NC	32 591 856 003	997 753 648		3 590 887 064	4 997 587 003	8 128 678 179	55 322 513	4 182 427 368
160TOT Emprunts & dettes financieres NC	42 445 410 443	3 473 947 568	7 052 450 769	55 635 668	6 901 773 868	3 763 579 821		
450TOT Autres dettes & comptes de regul. NC	4 288 521 957	142 648 226		27 220 507	3 127 697 659	878 625 077	104 530 487	7 800 000
LIAB_NC Passif non courant	**79 325 788 404**	**4 614 349 442**	**7 052 450 769**	**3 673 743 239**	**15 027 058 530**	**12 770 883 077**	**159 853 000**	**4 190 227 368**
161TOT Emprunts & dettes financieres Ct	812 803 789							
400TOT Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	94 336 206 150	6 097 968 454	18 470 609	6 937 073 912	28 465 447 591	12 585 585 408	519 970 384	5 497 776 392
451TOT Autres dettes & comptes de regul. Ct	13 644 162 043	1 274 433 769	363 081	657 353 939	2 425 191 593	2 718 736 194	122 025 804	1 727 787 803
519TOT Trésorerie Passif	721 377 894							
LIAB_C Passif courant	**109 514 549 876**	**7 372 402 222**	**18 833 690**	**7 594 427 851**	**30 890 639 184**	**15 304 321 602**	**641 996 187**	**7 225 564 195**
TOTLIAB Total passif	**515 004 920 854**	**29 113 392 289**	**14 966 748 442**	**64 475 832 935**	**77 179 759 027**	**57 279 430 581**	**1 623 548 305**	**63 862 964 958**

	14220 BJSP	14240 HESP	14260 BASP	14280 MESP	14300 ENTP	14330 JSS	14420 ALGESCO	14440 M.I. ALGERIA
200TOT Immobilisations incorporelles (Net)	6 850 335	36 017 901			22 959 198			
210TOT Immobilisations corporelles (Net)	2 254 663 977	4 347 486 033			28 157 786 818	2 231 450		
230TOT Immobilisations en cours (Net)	20 527 000	145 033 242			7 601 079 872			
270TOT Actifs financiers (Net) Non courant	279 070 151	62 585 625	451 092 112	173 082 208	2 443 850 003		2 164 636 061	562 423 967
440TOT Autres créances (Net) Non courant	377 812 885	113 068 609			4 841 074 909			
ASSET_NC Actif non courant	**2 938 924 348**	**4 704 191 410**	**451 092 112**	**173 082 208**	**43 066 750 800**	**2 231 450**	**2 164 636 061**	**562 423 967**
301TOT Stocks & en cours (Net)	1 791 164 182	948 107 432			21 883 138 745	1 437 554		
411TOT Clients & autres creances d Expl. (Net)	1 988 530 600	1 141 797 253			27 875 878 101			
441TOT Autres creances (Net) Ct	167 531 388	183 908 197			1 301 334 763	2 485 487		
511TOT Trésorerie (Net)	991 362 292	1 534 201 756			2 881 402 551	70 736 009		
481TOT Comptes de regularisation actif courant	88 913 700	18 265 455			69 830 377			
ASSET_C Actif courant	**5 027 502 162**	**3 826 280 094**			**54 011 584 537**	**74 659 050**		
CONTRA Compte de liaison total	**-1 003 519 585**	**-684 327 367**	**-409 600 000**	**-39 200 000**	**-2 186 686 046**	**-701 250 000**	**-23 920 000**	**-165 220 000**
TOTASSET Total actif	**6 962 906 925**	**7 846 144 136**	**41 492 112**	**133 882 208**	**94 891 649 291**	**-624 359 500**	**2 140 716 061**	**397 203 967**
10100T Capitaux propres								
10TOT Capitaux propres total	**2 868 610 055**	**6 767 695 340**	**41 492 112**	**133 882 208**	**68 926 427 073**	**-754 531 923**	**2 140 716 061**	**397 203 967**
150TOT Prov. pour risques & charges NC	533 232 996	207 556 985			7 927 248 599	690 000		
160TOT Emprunts & dettes financieres NC		10 511 125			1 583 077			
450TOT Autres dettes & comptes de regul. NC								
LIAB_NC Passif non courant	**533 232 996**	**218 068 110**			**7 928 831 675**	**690 000**		
161TOT Emprunts & dettes financieres Ct								
400TOT Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	2 872 411 882	576 968 546			14 689 091 961	4 397 810		
451TOT Autres dettes & comptes de regul. Ct	688 651 993	283 412 141			3 347 298 583	125 084 612		
519TOT Trésorerie Passif								
LIAB_C Passif courant	**3 561 063 874**	**860 380 687**			**18 036 390 544**	**129 482 422**		
TOTLIAB Total passif	**6 962 906 925**	**7 846 144 137**	**41 492 112**	**133 882 208**	**94 891 649 292**	**-624 359 500**	**2 140 716 061**	**397 203 967**

	14600 ENAFOR	14620 FORAQUA	14630 SAHARA WELL(SWCS)	14700 ALBARYTE (BARYTAL)	14800 APEC
200TOT Immobilisations incorporelles (Net)	63 975 664			7 200	116 123
210TOT Immobilisations corporelles (Net)	32 542 068 332	2 388 288 168		85 372 220	4 196 558
230TOT Immobilisations en cours (Net)	2 963 970 550	1 640 000		419 643 150	4 201 680
270TOT Actifs financiers (Net) Non courant	789 363 000	250 000	198 050 744	200 012	
440TOT Autres créances (Net) Non courant	733 469 915	99 350 387			83 803 612
ASSET_NC Actif non courant	**37 092 847 460**	**2 489 528 555**	**198 050 744**	**505 222 582**	**92 317 973**
301TOT Stocks & en cours (Net)	23 500 625 029	142 731 287		149 160	1 241 706 822
411TOT Clients & autres creances d Expl. (Net)	14 743 306 146	277 393 747			845 948 464
441TOT Autres creances (Net) Ct	355 190 830	175 510 915		31 357 636	114 368 667
511TOT Trésorerie (Net)	11 067 882 423	551 214		5 838 544	620 723 539
481TOT Comptes de regularisation actif courant	482 413 720				
ASSET_C Actif courant	**50 149 418 148**	**596 187 164**		**37 345 340**	**2 822 747 492**
CONTRA Compte de liaison total	**2 348 305 154**	**-1 188 580 000**	**-744 781 500**	**-160 000 000**	**1 020 000 000**
TOTASSET Total actif	**89 590 570 762**	**1 897 135 719**	**-546 730 756**	**382 567 922**	**3 935 065 466**
10100T Capitaux propres					-1 470 000 000
10TOT Capitaux propres total	**51 957 099 214**	**426 347 250**	**-546 730 756**	**72 420 915**	**1 769 024 880**
150TOT Prov. pour risques & charges NC	1 943 176 587	27 295 062			
160TOT Emprunts & dettes financieres NC	20 512 317 572	583 610 976		90 000 000	
450TOT Autres dettes & comptes de regul. NC					
LIAB_NC Passif non courant	**22 455 494 159**	**610 906 037**		**90 000 000**	
161TOT Emprunts & dettes financieres Ct	812 803 789				
400TOT Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	13 882 645 094	514 893 748		219 203 445	1 454 300 913
451TOT Autres dettes & comptes de regul. Ct	482 528 508	311 698 477		943 562	23 651 986
519TOT Trésorerie Passif		33 290 207			688 087 687
LIAB_C Passif courant	**15 177 977 390**	**859 882 432**		**220 147 008**	**2 166 040 586**
TOTLIAB Total passif	**89 590 570 763**	**1 897 135 719**	**-546 730 756**	**382 567 922**	**3 935 065 466**

Source : Elaboré par l'étudiante sur la base des bilans contributifs des entités consolidées de SPP.

Le tableau représente le cumul des bilans contributifs- rubrique par rubrique et ligne par ligne- élaborés par l'étudiante en utilisant HFM, pour obtenir à la fin le bilan consolidé du holding SPP .

Il est à noter que nous avons obtenu les bilans contributifs de toutes les entités de SPP holding après avoir appliqué le même processus de consolidation présenté dans la section précédente sur les comptes sociaux présentés dans les annexes (de l'annexe 4 à l'annexe 33).

2- le TCR consolidé du holding SPP :

Tableau 2.18 : le tableau de comptes de résultats consolidé du holding SPP

	ENAC	SPP HOLDING	ENAGEO
70000T - Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et p	11 030 792 915,02		24 532 175 364,28
720000 - Production stockée ou déstockée (Var)	1 894 002 936,50		185 915 961,00
730000 - Production immobilisée	2 268 265,59		34 641 910,72
740000 - Subventions d exploitation			
PRODEX - Production de l'exercice	12 927 064 117,11		24 752 733 236,00
60000T - Achats consommés	2 135 115 452,50	756 560,00	- 903 628 015,99
61000T - Services extérieurs	2 845 448 265,32	17 869 989,10	2 712 272 787,10
62000T - Autres services extérieurs	444 188 611,70	28 371 063,85	1 463 490 624,50
CONSOMEX - Consommation de l'exercice	5 424 752 329,52	46 997 612,95	3 272 135 395,61
VAEXP - Valeur Ajoutée d'exploitation	7 502 311 787,59	- 46 997 612,95	21 480 597 840,39
63000T - Charges de personnel	4 289 136 751,48		9 710 143 253,40
64000T - Impots & taxes	244 094 771,77	369 500,00	760 554 348,56
EBEXP - Excedent Brut d'exploitation	2 969 080 264,34	- 47 367 112,95	11 009 900 238,43
75000T - Autres produits opérationnels	247 314 190,37	52 864,50	1 203 863 505,79
65000T - Autres charges opérationnelles	75 236 433,37	431 102,62	1 878 910 116,38
68000T - Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'expl	1 816 637 173,29	2 961 348,65	8 839 122 683,33
68600T - Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT - Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T - Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	114 266 548,88	24 000,00	757 506 093,47
78600T - Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			291 964 922,98
RESOP - Resultat Operationnel	1 438 787 396,93	- 50 682 699,72	2 545 201 960,96
76TOT - Produits financiers	32 012 179,46	3 943 575 000,00	249 004 737,74
66TOT - Charges financieres	241 302 850,00		64 483 643,22
RESFIN - Resultat financier	- 209 290 670,54	3 943 575 000,00	184 521 094,52
RESOAI - Resultat ordinaire avant impots	1 229 496 726,39	3 892 892 300,28	2 729 723 055,48
RESNAO - Resultat Net des activites ordinaires	916 141 230,61	3 859 195 177,28	1 422 442 764,93
777000 - Eléments extraordinaires (produits)			
RESEXT - Résultat extraordinaire			
RESNETEXE - Resultat Net de l'exercice	916 141 230,61	3 859 195 177,28	1 422 442 764,93
880equi part dans le resultat net MEE			
RESNETEC - Resultat Net de l'ensemble consolide	916 141 230,61	3 859 195 177,28	1 422 442 764,93
resnmino- interts minoritaires			
RESNETPG - Resultat net - part du groupe	916 141 230,61	3 859 195 177,28	1 422 442 764,93

GCB	ENGTP	SAFIR	SOGISS	ENSP
50 410 587 758,43	44 927 936 942,57	688 591 605,82		21 798 860 821,78
854 375 442,00				57 657 669,00
2 053 496 694,72	273 006 017,21			188 080 459,43
53 318 459 895,15	45 200 942 959,78	688 591 605,82		22 044 598 950,21
12 307 013 511,67	15 841 895 805,69	9 365 613,91		1 070 211 423,85
9 839 234 716,18	579 505 095,69	364 024 688,60		1 820 672 722,25
1 545 663 029,15	3 893 585 971,92	22 024 690,48		1 957 952 935,62
23 691 911 257,00	20 314 986 873,30	395 414 992,99		4 848 837 081,72
29 626 548 638,15	24 885 956 086,48	293 176 612,83		17 195 761 868,49
19 626 624 283,74	16 100 225 770,64	379 029 425,00		9 809 623 268,78
969 335 766,49	1 051 716 934,67	14 866 194,12		554 731 389,17
9 030 588 587,92	7 734 013 381,17	- 100 719 006,29		6 831 407 210,54
1 483 150 390,12	126 216 389,17	924 340,47		517 391 616,50
294 740 812,36	47 011 324,40	9 361 314,60		78 740 302,62
5 620 299 025,62	4 002 208 025,83	17 114 816,98		4 400 698 262,44
22 490,00				- 1 738 423 860,99
		9 770 688,56		
420 269,60	856 305 268,81	9 770 688,56		1 329 696 265,30
145 075 362,80				
4 744 172 282,46	4 667 315 688,92	- 126 270 797,40		5 937 480 388,27
7 543 940,10	554 019,68			109 907 219,49
334 871 019,61	200 186 769,22			1 805 013,83
- 327 327 079,51	- 199 632 749,54			108 102 205,66
4 416 845 202,95	4 467 682 939,38	- 126 270 797,40		6 045 582 593,93
3 263 277 224,51	3 261 673 672,51	- 164 297 512,76		4 839 917 141,43
3 263 277 224,51	3 261 673 672,51	- 164 297 512,76		4 839 917 141,43
3 263 277 224,51	3 261 673 672,51	- 164 297 512,76		4 839 917 141,43
3 263 277 224,51	3 261 673 672,51	- 164 297 512,76		4 839 917 141,43

WESP	BJSP	- HESP	BASP	MESP	ENTP
	3 902 066 468,88	3 802 406 653,57	2 275 201 055,36		48 385 756 259,64
			- 5 287 713,00		
	3 902 066 468,88	3 802 406 653,57	2 269 913 342,36		48 385 756 259,64
	1 132 926 250,66	518 287 192,38	1 057 068 335,54	1 835 590,50	5 444 285 620,53
	468 705 375,35	214 553 705,31	663 651 896,85		4 389 517 187,32
	392 586 190,88	364 999 614,79	272 055 800,19	54 529 529,30	12 793 183 061,54
	1 994 217 816,89	1 097 840 512,48	1 992 776 032,58	56 365 119,80	22 626 985 869,39
	1 907 848 651,99	2 704 566 141,09	277 137 309,78	- 56 365 119,80	25 758 770 390,25
	1 173 416 026,81	1 260 701 996,88	924 140 843,94	38 400 732,72	24 357 414 826,83
	98 334 698,71	95 479 346,28	84 140 410,68	356 895,54	1 398 996 216,23
	636 097 926,47	1 348 384 797,93	- 731 143 944,84	- 95 122 748,06	2 359 347,19
	6 027 863,81	294 706 940,43	27 347 105,46	0,18	368 277 735,22
	47 219 250,02	7 810 738,44	37 736 345,41	40 004,78	174 559 984,10
	384 904 616,46	1 252 584 701,14	216 582 441,40	5 322 469,82	7 426 174 226,48
	8 310 855,30				
	24 818 567,52	42 426 024,59	119 723 001,43		
	795 555,30				
	227 305 191,32	425 122 323,37	- 838 392 624,76	- 100 485 222,48	- 7 230 097 128,17
	3 980 562,60	1 458 515,69	1 413 102,21		18 899 578,65
	5 117 143,24	13 128 470,04	27 626 351,67	1 005 653,39	
	- 1 136 580,64	- 11 669 954,35	- 26 213 249,46	- 1 005 653,39	18 899 578,65
	226 168 610,68	413 452 369,02	- 864 605 874,22	- 101 490 875,87	- 7 211 197 549,52
	144 427 030,85	296 006 945,44	- 676 098 170,22	- 101 328 693,87	- 4 886 305 796,08
	144 427 030,85	296 006 945,44	- 676 098 170,22	- 101 328 693,87	- 4 886 305 796,08
	144 427 030,85	296 006 945,44	- 676 098 170,22	- 101 328 693,87	- 4 886 305 796,08
	144 427 030,85	296 006 945,44	- 676 098 170,22	- 101 328 693,87	- 4 886 305 796,08

JSS	- ALGESCO	M.I. ALGERIA	- ENAFOR	- FORAQUA
	15 450 070 911,66	4 672 825 868,06	37 283 526 675,41	170 035 720,00
		- 76 833 410,27		34 984 750,00
			1 001 169 912,52	
222 700 000,00				
222 700 000,00	15 450 070 911,66	4 595 992 457,79	38 284 696 587,93	205 020 470,00
5 412 898,32	9 332 134 869,43	2 839 200 798,15	4 468 422 161,82	53 011 025,10
40 886 803,00	711 311 354,00	648 693 287,89	7 477 988 339,61	52 770 682,31
	123 568 772,34	457 419 003,55	1 770 964 005,43	16 992 093,25
46 299 701,32	10 167 014 995,77	3 945 313 089,59	13 717 374 506,86	122 773 800,66
176 400 298,68	5 283 055 915,89	650 679 368,20	24 567 322 081,07	82 246 669,34
132 710 374,00	1 080 522 819,61	1 236 517 502,88	17 231 075 655,60	150 984 106,69
	338 040 980,90	81 786 902,82	827 480 230,86	7 051 916,31
43 689 924,68	3 864 492 115,38	- 667 625 037,50	6 508 766 194,61	- 75 789 353,66
11 000 000,00	13 631 222,86	492 477,21	334 152 901,03	921 786,22
285 000,00	22 981 786,81	30 096 839,88	119 750 122,15	1 637 591,01
1 582 529,55	950 240 862,01	36 592 821,64	15 318 022 016,85	68 147 945,99
			1 625 923,81	
690 000,00		497 577 438,85	4 734 795 924,99	
	840 801 768,63		1 625 923,81	
53 512 395,13	3 745 702 458,05	- 236 244 782,96	- 3 860 057 118,37	- 144 653 104,44
	41 514 711,18	1 312 353,64	20 238 787,63	
	1 301 441 427,96	98 881 253,58	1 220 241 578,39	20 130 884,43
	- 1 259 926 716,78	- 97 568 899,94	- 1 200 002 790,76	- 20 130 884,43
53 512 395,13	2 485 775 741,27	- 333 813 682,90	- 5 060 059 909,13	- 164 783 988,87
53 512 395,13	1 636 053 219,23	- 333 813 682,90	- 4 973 934 809,17	- 106 461 294,77
	175 806 721,27			
	175 806 721,27			
53 512 395,13	1 811 859 940,50	- 333 813 682,90	- 4 973 934 809,17	- 106 461 294,77
53 512 395,13	1 811 859 940,50	- 333 813 682,90	- 4 973 934 809,17	- 106 461 294,77
53 512 395,13	1 811 859 940,50	- 333 813 682,90	- 4 973 934 809,17	- 106 461 294,77

	- SAHARA WELL(SW	- ALBARYTE (BARYT	- APEC	SPP HOLDING
70000T - Ventes de marchandises....	701 636 012,00		1 178 474 062,62	247 689 404 083,00
720000 - Production stockée ou déstockée (Var)				3 026 936 759,00
730000 - Production immobilisée				3 552 663 260,00
740000 - Subventions d exploitation				222 700 000,00
PRODEX - Production de l'exercice	701 636 012,00		1 178 474 062,62	254 491 704 102,00
60000T - Achats consommés	20 384 779,00	409 514,16	1 081 307 234,00	43 121 497 880,00
61000T - Services extérieurs	400 184 926,00	4 192 910,69		30 802 623 396,00
62000T - Autres services extérieurs	99 387 253,00		71 196 585,91	24 661 428 488,00
CONSOMEX - Consommation de l'exercice	519 956 958,00	4 602 424,85	1 152 503 819,91	98 585 549 763,00
VAEXP - Valeur Ajoutée d'exploitation	181 679 054,00	- 4 602 424,85	25 970 242,71	155 906 154 338,00
63000T - Charges de personnel	- 155 706,00	11 504 468,48	53 750 675,57	104 286 340 884,00
64000T - Impots & taxes	23 337 920,00	769 352,41	46 245 335,16	6 070 026 001,00
EBEXP - Excedent Brut d'exploitation	158 496 840,00	- 16 876 245,74	- 74 025 768,02	45 549 787 454,00
75000T - Autres produits opérationnels	246 177 860,00	14 761 463,90	4 640 580,99	4 602 696 185,00
65000T - Autres charges opérationnelles	235 071 814,00	- 2 045 346,00	2 304 023,37	2 475 523 453,00
68000T - Dotations aux amortissements.....	910 404 417,00	1 398 330,31	2 062 802,74	49 153 918 506,00
68600T - Dotations des pertes de valeurs	86 185 508,82			- 2 334 445 455,00
687TOT - Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition				9 770 689,00
78000T - Reprise sur pertes de valeur et provisions d explo	813 568 633,00			7 870 719 652,00
78600T - Reprises des pertes de valeurs ...				439 461 765,00
RESOP - Resultat Operationnel	- 13 418 406,82	- 1 467 766,15	- 73 752 013,14	9 157 897 863,00
76TOT - Produits financiers	2 149 614,00			622 174 541,00
66TOT - Charges financieres	5 383 659,00		83 880 066,67	2 185 147 439,00
RESFIN - Resultat financier	- 3 234 045,00		- 83 880 066,67	- 1 562 972 898,00
RESOAI - Resultat ordinaire avant impots	- 16 652 451,82	- 1 467 766,15	- 157 632 079,81	7 594 924 965,00
RESNAO - Resultat Net des activites ordinaires	- 16 652 451,82	- 1 467 766,15	- 118 004 520,68	4 647 102 746,00
777000 - Eléments extraordinaires (produits)				
RESEXT - Résultat extraordinaire				
RESNETEXE - Resultat Net de l'exercice	- 16 652 451,82	- 1 467 766,15	- 118 004 520,68	4 647 102 746,00
880equi part dans le resultat net MEE				- 26 929 117,00
RESNETEC - Resultat Net de l'ensemble consolide	- 16 652 451,82	- 1 467 766,15	- 118 004 520,68	4 620 173 629,00
resnmino- interts minoritaires				93 765 359,00
RESNETPG - Resultat net - part du groupe	- 16 652 451,82	- 1 467 766,15	- 118 004 520,68	4 526 408 270,00

Source : Elaboré par l'étudiante en utilisant HFM, à la base des TCR contributifs des entités consolidées de SPP.

Le tableau représente le cumule des TCR contributifs de toutes les entités consolidables du holding SPP, ligne par ligne, qu'on a élaboré au cours de notre stage, ce que a donné le TCR contributif du holding. voir les annexes de 4 à 33.

Il est à noter que WESP a été exclue du périmètre de l'exercice 2020.

3- tableau de variation des capitaux propres consolidé

Ce tableau a été fournis par la société **voir annexe 38**

4- tableau des flux de trésorerie

Ce tableau également a été fourni par la société, **voir annexe 37**

L'élaboration des états financiers consolidés du holding est suivie par une étape d'analyse très importante qu'on va voir dans la section suivante.

Section 04 : Analyse des comptes consolidés du holding SPP

Après avoir élaboré les états financiers consolidés du holding **SPP,** nous devons analyser quelques comptes importants pour déterminer la situation du holding.

1- Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net

Tableau 2.19 : Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net

Unité:MDA

	Chiffres d'Affaires				Valeur Ajoutée				Résultat Net			
	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)
ENAFOR	48 997	50 267	38 285	-24%	35 262	35 560	24 567	-31%	3 675	2 745	- 4 974	-281%
ENAGEO	30 881	33 693	24 753	-27%	18 535	21 949	21 481	-2%	7 226	5 258	1 422	-73%
ENAC	15 426	19 802	12 927	-35%	8 371	7 657	7 502	-2%	1 435	638	916	44%
ENTP	60 575	61 093	48 386	-21%	35 638	35 184	25 759	-27%	5 126	2 468	- 4 886	-298%
ENSP	23 955	24 479	22 045	-10%	18 866	19 182	17 196	-10%	5 740	5 070	3 101	-39%
ENGTP	36 354	38 956	45 201	16%	23 205	26 260	24 886	-5%	3 719	3 727	3 262	-12%
GCB	48 093	50 625	58 288	15%	25 523	26 143	29 864	14%	3 832	3 279	3 263	0%
SAFIR	1 516	1 105	633	-43%	721	669	238	-64%	153	99	- 237	-339%
APEC	-	413	1 178	185%	- 29	- 55	26	-147%	- 22	- 110	- 118	7%
TOTAL	265 797	280 433	251 696	-10%	166 092	172 549	151 518	-12%	30 884	23 174	1 750	-92%

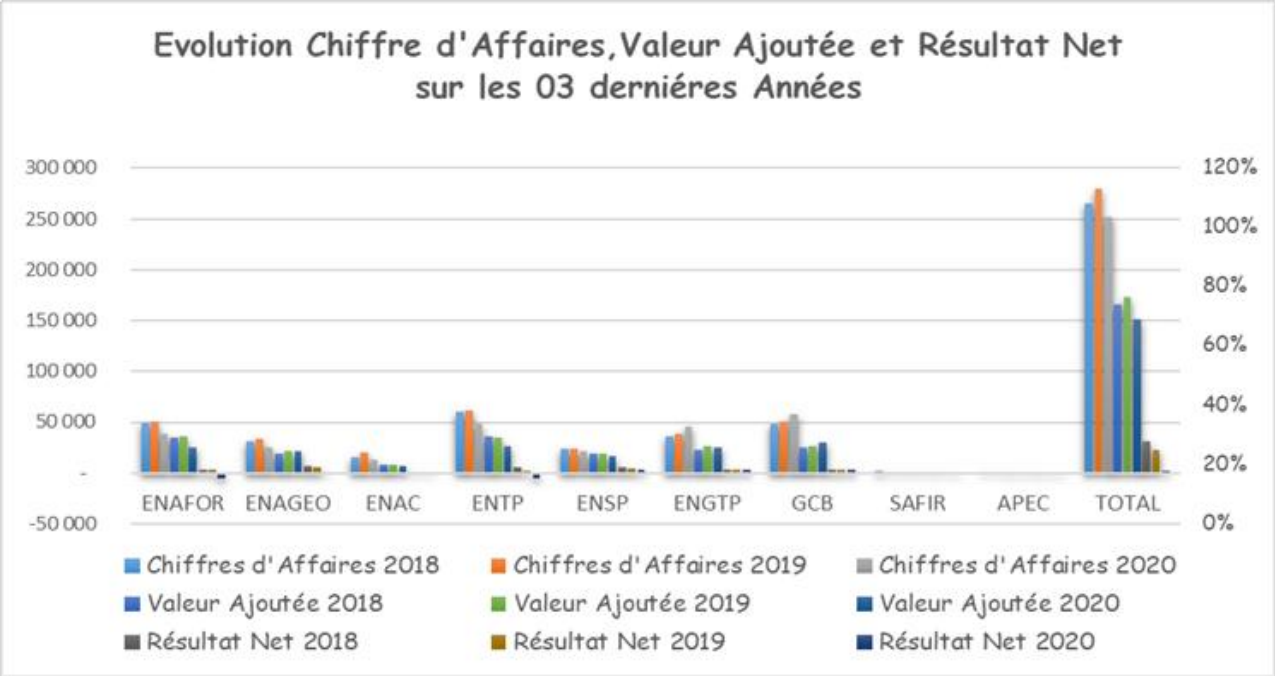
Source : Elaboré par l'étudiante à la base des TCR sociaux des entités de l'exercice 2019/2020 voir les annexes (8, 16, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33) et TCR de l'exercice 2018/2017 voir les annexes (39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55).

Le tableau montre l'évolution par entité et en total du holding SPP du Chiffre d'affaire, de la valeur ajouté et du résultat net, et on constate que, en total du holding, le chiffre d'affaire et la valeur ajouté ont augmenté en 2019 par rapport à 2018 puis ils ont diminué en 2020 avec un taux de-10% pour le Ca et -12% pour la valeur ajouté.

Concernant le résultat il est en diminution depuis 2018 mais en chute libre en 2020 par rapport à 2019 avec un taux de -92%.

Nous avons transformé ces chiffres dans graphe suivant :

Figure 2.7: Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net du holding SPP :



Source : élaboré par l'étudiante à la base du tableau précédent.

Le graphe montre l'évolution par entité et par holding du chiffre d'affaire et de la valeur ajouté et du résultat net.

Figure 2.8 : la part des entités dans le chiffre d'affaire globale



Source : élaboré par l'étudiante à la base du Tableau 2.19 « Evolution du chiffre d'affaires, valeur ajoutée et résultat net » elaboré dans la page 267.

La figure montre la part des entités du holding dans le chiffre d'affaire globale de SPP holding dont la plus grande part est à GCB avec une participation de 23%, puis ENGTP avec 18% et ENAFOR avec 15%.

2- Evolution chiffre d'affaire, valeur ajouté, marge nette globale :

Tableau 2.20 : tableau de valeur ajouté/ chiffre d'affaire et résultat net/ chiffre d'affaire.

	Valeur Ajoutée/Chiffre d'Affaires				Résultat Net/Chiffre d'Affaire			
	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)
ENAFOR	72%	71%	64%	-9%	8%	5%	-13%	-138%
ENAGEO	60%	65%	87%	33%	23%	16%	6%	-63%
ENAC	54%	39%	58%	50%	9%	3%	7%	120%
ENTP	59%	58%	53%	-8%	8%	4%	-10%	-150%
ENSP	79%	78%	78%	0%	24%	21%	14%	-32%
ENGTP	64%	67%	55%	-18%	10%	10%	7%	-25%
GCB	53%	52%	51%	-1%	8%	6%	6%	-14%
SAFIR	48%	61%	38%	-38%	10%	9%	-37%	-317%
APEC	-	-13%	2%	83%	-	-27%	-10%	138%
TOTAL	62%	62%	60%	-2%	12%	8%	0,7%	-92%

Source : Elaboré par l'étudiante à la base des TCR sociaux des entités de l'exercice 2019/2020 voir les annexes (8, 16, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33) et TCR de l'exercice 2018/2017 voir les annexes (39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55).

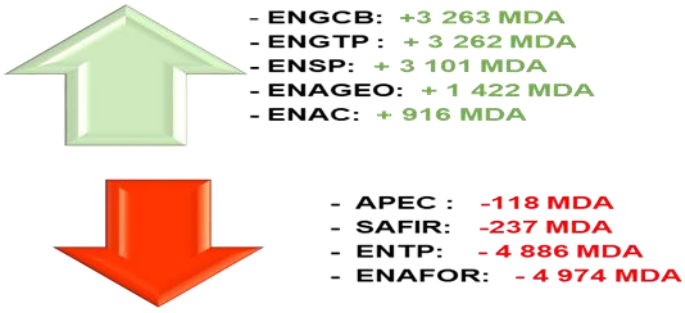
On constate :

Le taux de valeur ajoutée/ chiffre d'affaire total est de 60% en 2020 (soit – 2% par rapport à 2019)

La marge nette globale est de 0,7% en 2020 (soit une diminution de -92% par rapport à 2019)

Le résultat net globale est de 1750 MDA et pour les filiales on résume la variation dans la figure comme suit :

Figure 2.9: variation du résultat net des entité consolidés de SPP homding



Source : élaboré par l'étudiante

Une variation positive (augmentation) du résultat de ENGCB, ENGTP, ENSP, ENAGEO, et ENAC, par contre l'évolution est dans le sens négatif pour APEC, SAFIR, ENTP, ENAFOR.

3- Evolution des charges

Tableau 2.21 : Evolution des charges

Unité:MDA

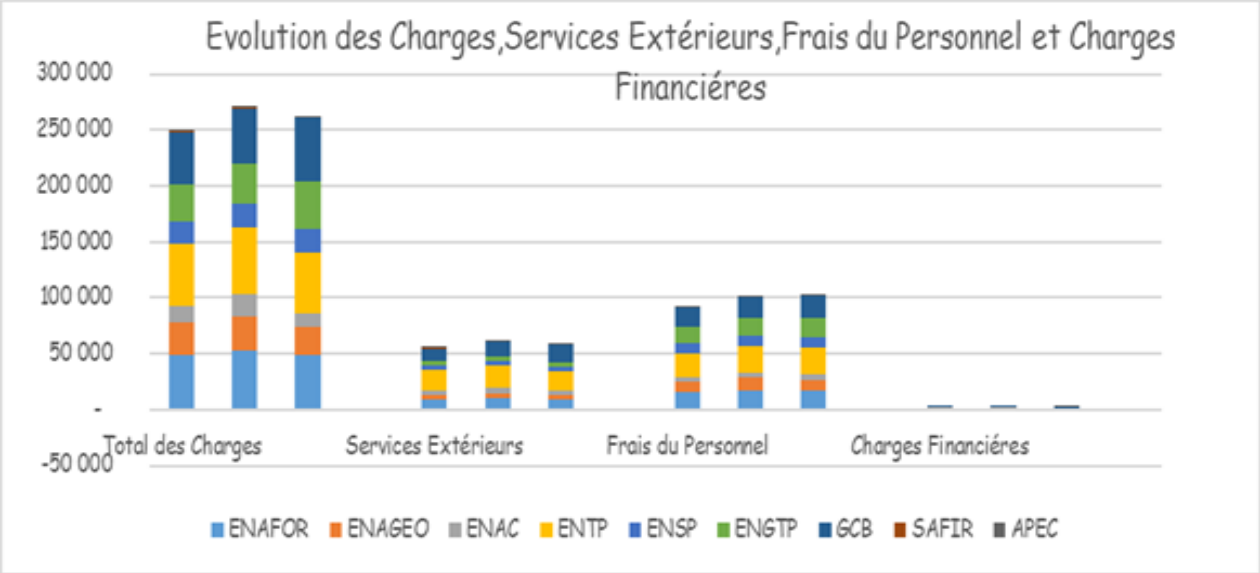
	Total des Charges				Services Extérieurs				Frais du Personnel				Charges Financières			
	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)	2018	2019	2020	Evol (20/19)
ENAFOR	49 208	52 576	48 349	-8%	9 143	9 887	9 249	-6%	15 704	17 291	17 231	0%	1 717	1 460	1 220	-16%
ENAGEO	28 967	30 805	25 833	-16%	3 672	4 681	4 176	-11%	9 597	11 390	9 710	-15%	61	60	64	7%
ENAC	14 331	19 475	12 405	-36%	4 153	4 965	3 290	-34%	3 746	4 538	4 289	-5%	151	300	241	-20%
ENTP	56 179	59 901	53 659	-10%	19 085	20 389	17 183	-16%	21 230	22 973	24 357	6%	-	-		-
ENSP	19 885	21 053	20 900	-1%	3 669	4 050	3 779	-7%	9 350	10 058	9 810	-2%	3	7	2	-74%
ENGTP	33 236	35 510	42 922	21%	3 869	4 080	4 473	10%	14 725	16 295	16 100	-1%	294	297	200	-33%
GCB	45 778	50 321	56 694	13%	11 237	12 318	15 602	27%	16 552	18 068	19 864	10%	316	311	366	18%
SAFIR	1 365	1 015	880	-13%	787	420	386	-8%	408	488	408	-16%	-	-	-	-
APEC	22	523	1 301	149%	29	78	71	-9%	1	64	54	-16%	-	-	84	-
TOTAL	248 971	271 179	262 944	-3%	55 644	60 868	58 208	-4%	91 313	101 165	101 823	1%	2 542	2 435	2 178	-11%

Source : Elaboré par l'étudiante à la base des TCR sociaux des entités de l'exercice 2019/2020 voir les annexes (8,16,21,23,25,27,29, 31, 33) et TCR de l'exercice 2018/2017 voir les annexes (39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55).

On remarque une diminution et réduction des charges en général dans toutes les entités du holding en 2020, résultant, par rapport à 2019, un taux de -4% pour les services extérieurs, -11%pour les charges financières et -3% pour le total des charges du moment que les frais du personnel ont augmenté de 1%.

Nous pouvons convertir les données et les résultats du tableau en diagramme à bâtons suivant :

Figure 2.10 : diagramme de l'évolution des charges



Source : élaboré par l'étudiante à la base du tableau précèdent

Le diagramme montre l'évolution des charges par entité et en total du holding des services extérieures, des frais du personnel et des charges financières.

4- Evolution des investissements

Tableau 2.22 : Evolution des investissements

Unité : MDA

INVESTISSEMENTS					
/	2017	2018	2019	2020	%(20/19)
ENAFOR	7349	5820	2497	2544	2%
ENAGEO	2906	4111	3213	4331	26%
ENAC	2422	1965	355	8	-4338%
ENTP	6525	14386	9648	7818	-23%
ENSP	2850	1652	744	1300	43%
ENGTP	2601	3184	3170	2347	-35%
GCB	2600	3184	6561	3951	-66%
SAFIR	27	38	32	12	-167%
APEC	-	-	7	4	-75%
TOTAL	27280	34340	26227	22315	-15%

Source : Elaboré par l'étudiante à la base des bilans des entités consolidé, pour l'exercice 2017/2018 voir les annexes 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, et concernant l'exercice 2019/2020 voir les annexes 7, 15, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32 et le bilan de APEC de 2019 voir annexe 54.

L'exercice 2020 a été marqué par l'évolution dans le sens négatif des investissement de ENAC avec un taux de -4338% et SAFIR de -167% et APEC -75% ,GCB -66% et bien sûr ça a impacté sur le total de l'évolution du holding d'un taux de - 15% .

5- L'évolution des dividendes reçus par le holding

Tableau 2.23 : L'évolution des dividendes remontés par le holding

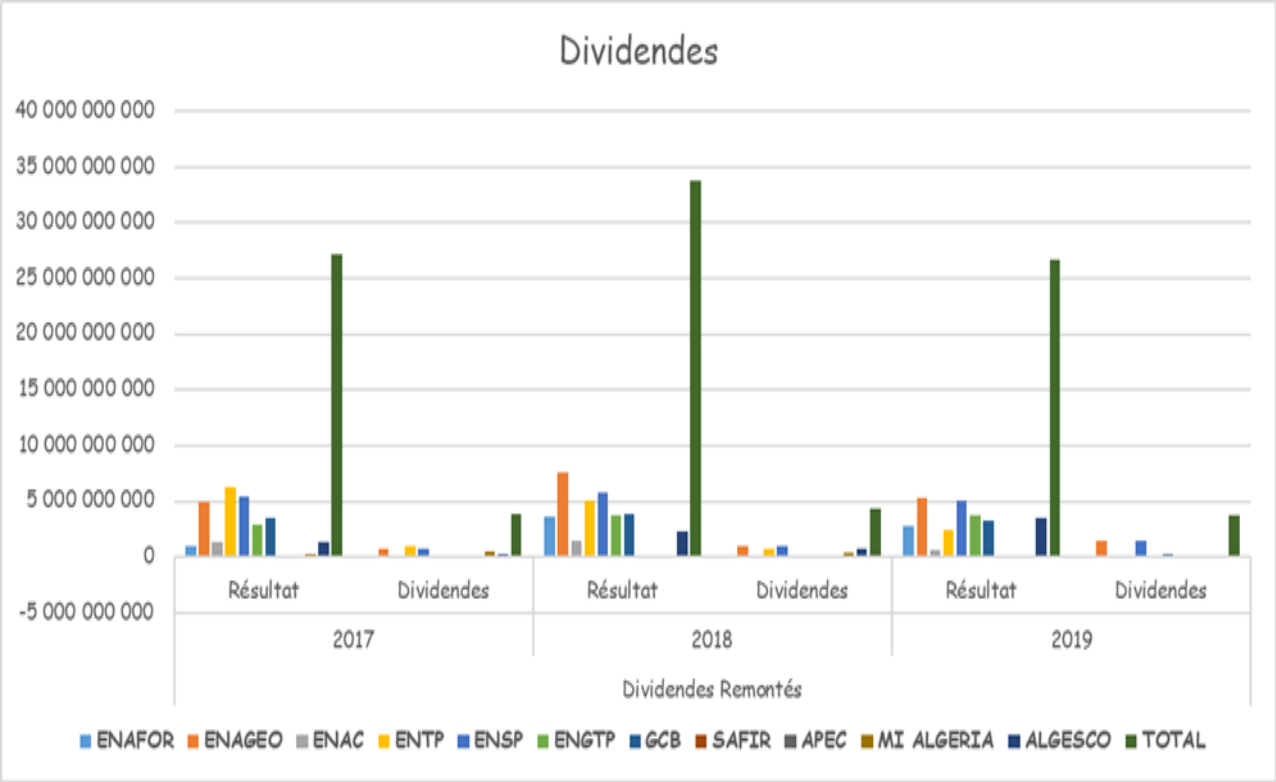
	Dividendes Remontés						Evol 19/18
	2017		2018		2019		
	Résultat	Dividendes	Résultat	Dividendes	Résultat	Dividendes	
ENAFOR	1 017 373 522	110 000 000	3 675 264 033	150 000 000	2 745 482 757	200 000 000	25%
ENAGEO	4 968 238 947	800 000 000	7 596 435 088	1 000 000 000	5 257 746 752	1 500 000 000	33%
ENAC	1 311 706 996	100 000 000	1 435 362 820	80 000 000	638 690 194	100 000 000	20%
ENTP	6 257 854 052	1 000 000 000	5 126 462 094	800 000 000	2 467 731 525	/	/
ENSP	5 431 961 834	800 000 000	5 814 644 529	1 000 000 000	5 070 473 151	1 500 000 000	33%
ENGTP	2 876 473 811	150 000 000	3 719 219 831	100 000 000	3 726 859 804	200 000 000	50%
GCB	3 532 449 427	115 000 000	3 831 969 788	120 000 000	3 278 774 981	250 000 000	52%
SAFIR	114 148 907	14 000 000	153 004 286	20 000 000	96 159 949	15 000 000	-33%
APEC			-29 954 943	-	- 110 488 833	-	/
MI ALGERIA	275 180 182	480 000 000	139 852 647	400 000 000	77 436 155	-	/
ALGESCO	1 382 854 384	282 190 673	2 264 262 471	734 833 911	3 457 868 059	-	/
TOTAL	27 168 242 062	3 851 190 673	33 726 522 644	4 404 833 911	26 706 734 494	3 765 000 000	-17%

Source : Elaboré par l'étudiante à la base des bilans des entités consolidé, pour l'exercice 2017/2018 voir les annexes 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, et concernant l'exercice 2019/2020 voir les annexes 7, 15, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32 et le bilan de APEC de 2019 voir annexe 54

Le total des dividendes reçu par SPP en 2019 est supérieur à celui de 2018 et c'est un bon indicateur qui reflète une bonne situation financière mais en 2020 il est diminué de 17% par rapport à l'exercice précédent, en remarquant que ENTP, MI ALGERIA et ALGESCO n'ont pas remonté de dividendes à SPP, et la même chose pour APEC qui a été créé en 2019 et qui est toujours hors service.

Le diagramme suivant schématise ce que nous venons de dire :

Figure 2.11 : Evolution des dividendes reçus par SPP



Source : élaboré par l'étudiante à la base du tableau précédent.

Les dividendes de 2019 versés en 2020 ont diminués par rapport aux dividendes de l'exercice précédent.

6- L'analyse :

L'année 2020 a démarré avec un contexte sanitaire qui progressivement a ralenti puis quasiment bloqué des pans entiers de l'économie mondiale, plongeant le monde dans sa pire récession depuis la seconde guerre mondiale (Banque Mondiale 2020). L'épidémie de la Covid-19 a commencé en Chine, pour peu à peu se répandre et se transformer en pandémie.

Cette pandémie a eu des répercussions très marquées sur l'Algérie qui n'a pas été épargnée (Il a fallu faire face à la fois à la maladie, en mettant en place des mesures de confinement sanitaire). La baisse considérable de la demande mondiale de pétrole coïncidant avec les perturbations liées à la pandémie, ont participé à la réduction des exportations des pays producteurs. De plus, cela a contribué à l'effondrement des prix du pétrole. Ce qui laisse place à une situation inquiétante qui influe également sur les secteurs non pétroliers.

Devant cette situation des plus critiques, le Groupe SONATRACH est contraint de procéder d'une manière significative à la maîtrise et l'optimisation de **ses charges** afin de participer à la **réduction du coût du baril produit**, et par conséquent l'atténuation de l'effet de la baisse des prix du pétrole sur les résultats de l'économie nationale.

cela **justifie** clairement l'évolution négative des comptes analysés du holding SPP de l'exercice 2020, la réduction des charges et la baisse des investissements due aux mesures de confinement sanitaire qui ont impacté sur les résultats des entités du holding et donc sur les dividendes. De plus, nous nous sommes rendu compte au travers de l'analyse des comptes qu'on a fait, qu'il est impossible d'avoir une image fidèle de la situation financière du groupe en se basant seulement sur les états financiers individuels des entités du groupe, et cela confirme l'utilité et l'importance des états financiers consolidés.

Conclusion chapitre

Tout au long de ce chapitre nous avons essayé de retracer le processus de consolidation tel que appliqué à Sonatrach. L'application au niveau du Groupe SH est simplifiée par rapport à ce qui a été vu lors de l'étude théorique, Disant que SONATRACH utilise le Logiciel HFM qui a facilité l'opération.

Nous avons choisi de consolider le holding SPP en utilisant la technique de consolidation directe – dite en râteau-, et après avoir déterminé le périmètre et les méthodes de consolidation convenables pour chacune des entités consolidables nous sommes passé à l'opération de pré-consolidation et comme les comptes des filiales et du holding sont homogène, nous passons directement aux opérations de la consolidation proprement dite (éliminations et annulations). Nous avons appliqué ce chemin à chaque entité consolidée du holding SPP individuellement afin d'obtenir leurs bilans et des TCR contributifs, ensuite, en cumulant les bilans contributifs rubrique par rubrique et ligne par ligne nous avons finalement obtenu le bilan consolidé du holding SPP, et la même chose pour le TCR consolidé.

Vous pouvez maintenant conclure que la consolidation à Sonatrach n'est pas réalisée selon la méthode que nous avons détaillée dans l'aspect théorique de notre étude mais plutôt selon la méthode de passage des comptes sociaux au bilans et TCR contributifs de chaque entité consolidable individuellement.

Dans notre stage pratique nous nous sommes concentrés sur le bilan et le TCR consolidés et nous les avons préparés et élaborés en utilisant HFM.

Le tableau des flux de la trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres ont été fournis par la société.

La préparation de l'annexe consolidée nécessite en premier lieu la reprise de toutes les informations générales du groupe (le périmètre de consolidation, les pourcentages

de détentions, la méthode de consolidation ainsi que les méthodes d'évaluation de tous les éléments du bilan et la méthode d'amortissement...etc), en deuxième lieu l'explication des opérations et des montants apparu dans les états financiers qui contiennent une remarque ou une signification dans la case note.

Nous avons par la suite essayé de montrer un des objectifs de la préparation des comptes consolidé en faisant une petite analyse de l'évolution de quelques comptes et les comparant avec l'exercice précédent pour refléter une image fidèle et claire de la situation du holding.

En conclusion, la mise en œuvre d'une consolidation est effectivement un travail nécessitant de la rigueur et de la précision.

Nous pouvons maintenant passer à « l'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach » dans le chapitre suivant.

Chapitre troisième :

Mise en œuvre de la mission d'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach

Introduction :

Apres avoir pris une connaissance générale du groupe Sonatrach dans le chapitre premier de cette partie pratique, et avoir bien maitriser le côté pratique de la consolidation comptable dans le chapitre précédant, nous allons, dans ce chapitre, pratiquer ce que nous avons appris dans le chapitre théorique portant sur l'audit des comptes consolidés, en essayant de suivre la démarche d'audit légal des comptes consolidés du groupe Sonatrach pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Section 01 : Les bases du processus d'audit des comptes consolidés du groupe Sonatrach

1- Le cadre légale de la mission d'audit des comptes consolidés au groupe Sonatrach :

1-1 Le groupement momentané des commissaires aux comptes

Selon l'article 732 bis du code de commerce, la certification des comptes de la société holding est exercée par deux commissaires aux comptes au moins, et vu le volume important du périmètre de consolidation du groupe Sonatrach, cette mission est exercée par quatre commissaires aux comptes qui ont formé un groupement appelé un groupement momentané des commissaires aux comptes.

Pour la mission d'audit des **comptes centralisés**, les taches ont été réparties entre les CAC comme suit :

Un commissaire aux comptes audite les activités de l'amont.

Un commissaire aux comptes audite les activités de l'aval.

Un commissaire aux comptes audite l'activité TRC.

Un commissaire aux comptes audite l'activité COM (le siège).

Il est à noter que la tâche d'audit des **comptes consolidés** a été confiée au CAC qui audite le siège et dans ce cas on l'appelle le commissaire aux comptes chef de file.

1-2 Référence légale de l'audit des comptes consolidés :

- Article 715 bis 4 du Code de commerce ;
- Article 24 de la loi 10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréé ;

- Arrêté du 24 juin 2013, portant application du décret exécutif n ll-202 du 26 mai 2011 ; fixant le contenu des normes des rapports du commissaire aux comptes ;
- Loi n 07-11 du 25 novembre 2007 portant système comptable financier ;
- Arrêté du 26 juillet 2008 fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes.

2- L'exécution de la mission :

En exécution de la mission de commissariat aux comptes de **SONATRACH** Spa qui a été confiée aux commissaires aux comptes par l'Assemblée Générale, ils ont présenté leur rapport d'expression d'opinion sur les états financiers consolidés, de l'exercice clos le 31 décembre 2020, arrêtés par le Conseil d' Administration de la Société dans sa réunion du 03 juin 2021.

Nous vous rappelons que l'établissement et la publication des états financiers consolidés sont à la charge du Conseil d'administration de la société mère.

La responsabilité du CAC consiste seulement à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés du Groupe SONATRACH

Le commissaire aux comptes chef de file a effectué son audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en Algérie ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Les éléments qu'il a collectés sont suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

2-1 Les contrôles effectués portent sur :

- Le contrôle de la procédure de consolidation et des retraitements réalisés ;
- Le contrôle des comptes consolidés du Groupe SONATRACH ;

2-2 Les documents demandés par le CAC :

Dans le cadre de la mise en œuvre des diligences professionnelles sur les Etats financiers consolidés du Groupe SONATRACH au titre de l'exercice 2020 , le commissaire aux comptes chef de file a demandé de bien vouloir mettre à sa position , sous format Excel, les fichiers suivants[1] :

- Liasse habituelle des états financiers comprenant notamment : Bilan actif et passif , Compte de résultats , Tableau des flux de trésorerie , Tableau de Variation des capitaux propres , tableaux annexes (Immobilisations , Amortissements , Stocks , Provisions de pertes de valeur, , Balance comptable et balance résultat, Capitaux propres ;
- Tableau reprenant les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale faisant révélés par entité (y compris la société mère) les comptes d'actifs, de passifs, de charges et de produits, avec indication du montant cumulé et des retraitements réalisés par compte et par entité
- Etat détaillé des capitaux propres consolidés par entité ;
- Etat portant sur les calculs réalisés pour déterminer la partie des intérêts minoritaires, avec indication des titres de chaque colonne extraite à partir du logiciel HFM ;
- Etat portant sur les calculs réalisés sur les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, avec indication des titres de chaque colonne extraite à partir du logiciel HFM :
- Tableau de passage du Social vers le consolidé avec indication des titres de chaque colonne pour les extractions à partir du logiciel HFM ;

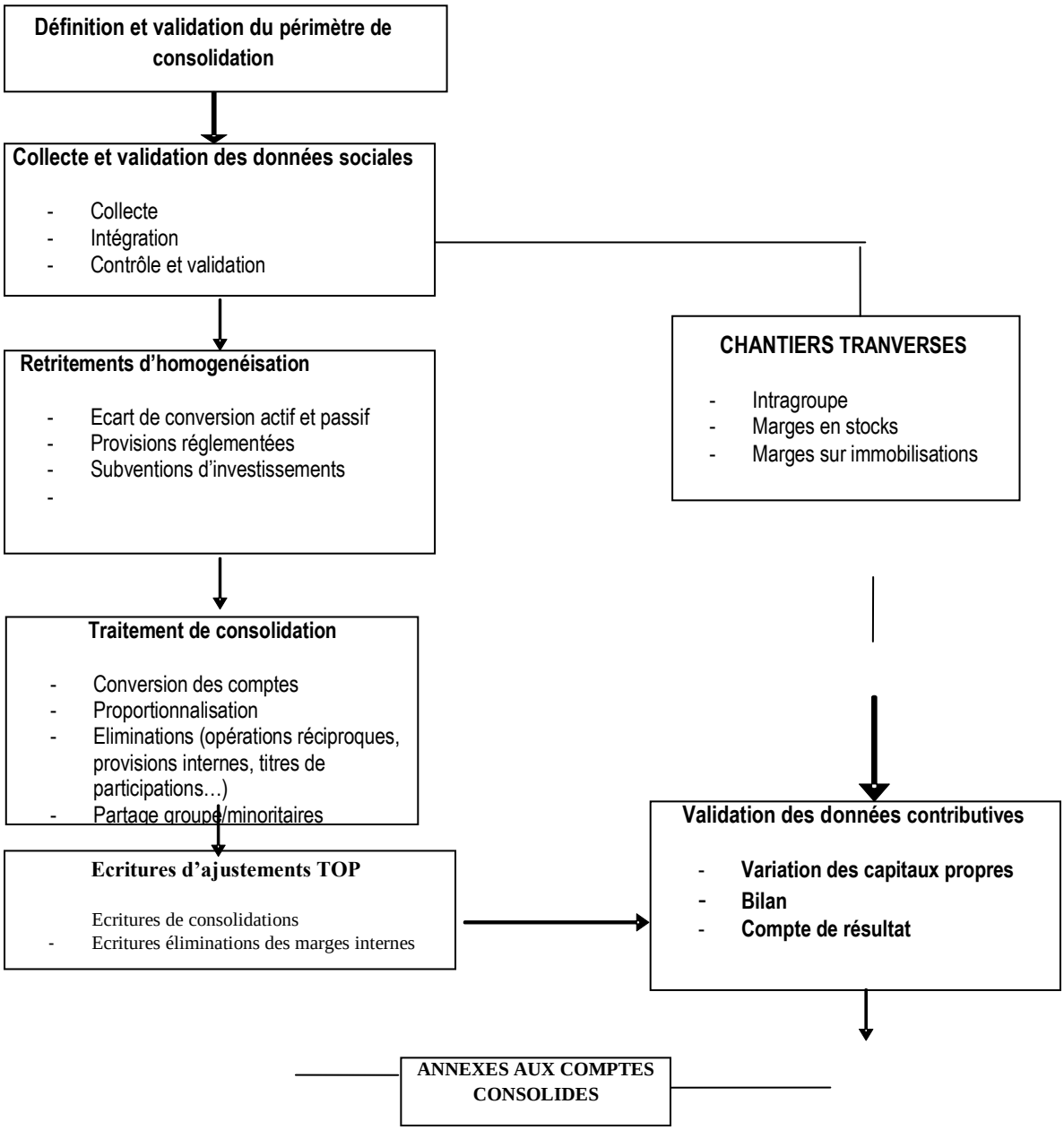
[1] Voir annexe 56

- Etat portant sur les opérations non rapprochées avec indication des hauteurs et des motifs ;
- Périmètre de consolidation avec indication des pourcentages de contrôle et d'intérêts ;
- liste des entités non consolidées avec indication des pourcentages de contrôle et d'intérêts et des motifs de non consolidation ;
- Tableau relatif aux titres de participations détenues par **SONATRACH** Spa ;
- Tableau relatif aux calculs de l'écart d'évaluation de SONATRACH Spa ;
- Taux de conversion utilisés
- Document portant Notes annexes, principes et méthodes comptables appliqués»
- Tableau portant sur les retraitements opérés au titre de l'harmonisation des comptes des filiales consolidées, neutralisation des marges sur stocks et sur immobilisations, pertes de valeur, variation qui en découle sur les impôts différés, éliminations de dividendes et leur impact sur le résultat ;
- Etat relatif aux conversions ou retraitements opérés sur les comptes des filiales ne présentant pas leurs Etats financiers selon les prescriptions du système comptable financier ;
- Copie des rapports établis par les commissaires aux comptes de toutes les filiales consolidées au titre de l'exercice 2020
- Etats financiers et notes annexes émanant des filiales dans le cas où ces deniers ne sont pas annexés aux rapports des Commissaires aux comptes ;
- Copie du rapport de gestion groupe, éventuellement.
- Copie des procédures élaborées suite à nos différentes réserves sur les comptes : avances sur dividendes, pertes de valeur, contrôle et validation des liasses de consolidation, hypothèses de calculs actuariels

3- cycle d'exploitation de la consolidation au sein de Sonatrach

figure 3.1 ; cycle d'exploitation de la consolidation à Sonatrach

-



Source : réalisé

Source ; élaboré par l'étudiante

4- Le processus de production de la consolidation du groupe SONATRACH :

4-1 le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est arrêté par le service consolidation du groupe à partir des informations juridiques liées aux participations qui lui ont été remontées au cours de la période acquisition /création, cession/ liquidation, fusion de sociétés détenu, soit par des filiales de Sonatrach spa, soit par Sonatrach spa directement.

Aussi toute nouvelle information liée au périmètre doit être transmise au responsable consolidation dans les meilleurs délais (composition et montant du capital social d'une nouvelle entité, date de création répartition du nombre d'actions en capital par détenteur, identification des autre actionnaires,…)

Nous avons remarqué la transmission en retard des informations liées à leur tenu comptable

4-2 Instruction de consolidation

Préalablement au traitement d'une échéance, chaque entité consolidée est destinataire des instructions définies par le groupe qui énoncent le cas échéant :

- le planning de remontée des données,
- les modifications de paramétrage apportées depuis la dernière échéance,
- des points d'attention éventuels spécifiques à l'échéance traitée,
- la liste des mouvements de périmètre opérés dans le groupe et faisant état des codifications nécessaires à l'identification des opérations intra-groupes, des interlocuteurs intra-groupe et de leurs coordonnées.
- Les procédures relatives au traitement des réconciliations intragroupes, à la mise à jour des tables de transcodification, le guide de saisie destiné aux utilisateurs de l'application Hyperion Enterprise
- préparation des annexes aux comptes consolidés,
- fichier de collecte des marges en stocks et des marges sur immobilisations

Ces documents doivent ensuite être retournés au service consolidation du groupe.

Pas de problème particulier à déployer

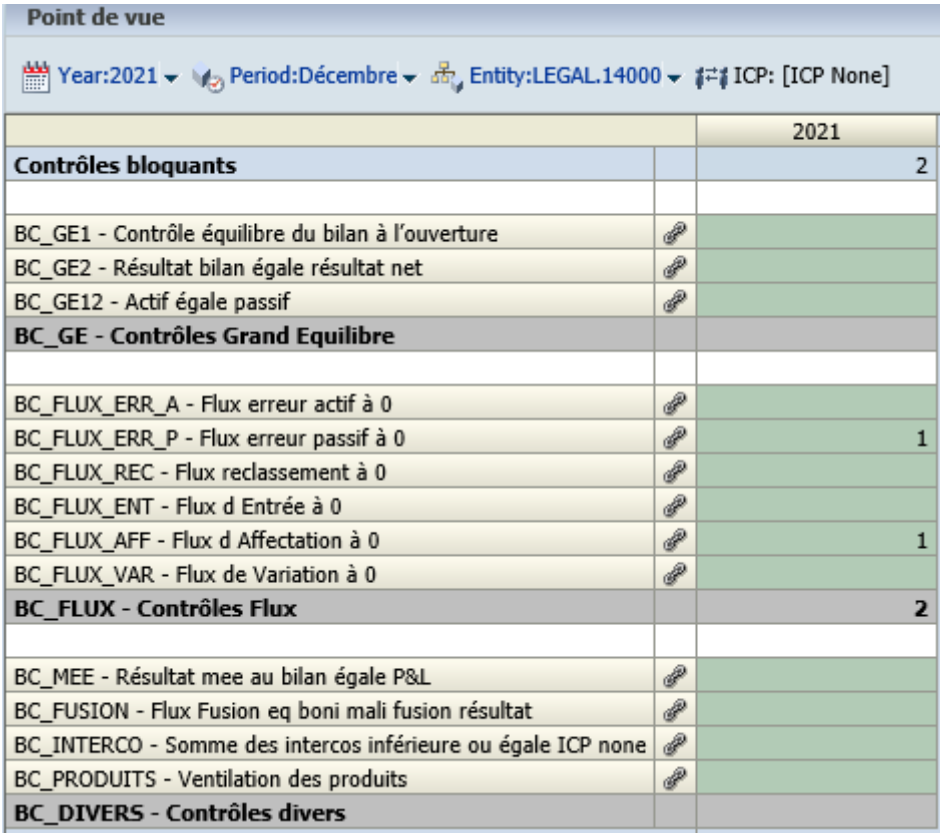
4-3 la collecte des données

Chaque entité consolidée alimente une liasse de consolidation sur le progiciel Hyperion entreprise à partir des données issues de ses comptes sociaux certifiés par le commissaire aux comptes :

- Les unités comptables alimentent la liasse de consolidation par interface automatique à partir des liasses de centralisation préalablement renseignées, les données intragroupes restant à renseigner dans la liasse de consolidation, ainsi que certains éléments annexes, à terme les unités comptables effectueront l'intégralité de la saisie dans l'application,
- Les filiales alimentent les liasses de consolidation, à l'aide de table de transcodification, lorsque celles-ci ont été développées, par interface automatique du flux de clôture ; et les variations de l'exercice. Les tables de transcodification permettent d'assurer le passage, du plan de compte social de la filiale vers le plan de compte de consolidation.

Les données ainsi alimentées, sont soumises aux contrôles de cohérence paramétrés prévus à cet effet dans l'application qu'on va présenter ci-dessous :

Figure 3.2 : Contrôles bloquants du logiciel HFM



Point de vue

Year:2021 | Period:Décembre | Entity:LEGAL.14000 | ICP: [ICP None]

		2021
Contrôles bloquants		2
BC_GE1 - Contrôle équilibre du bilan à l'ouverture		
BC_GE2 - Résultat bilan égale résultat net		
BC_GE12 - Actif égale passif		
BC_GE - Contrôles Grand Equilibre		
BC_FLUX_ERR_A - Flux erreur actif à 0		
BC_FLUX_ERR_P - Flux erreur passif à 0		1
BC_FLUX_REC - Flux reclassement à 0		
BC_FLUX_ENT - Flux d Entrée à 0		
BC_FLUX_AFF - Flux d Affectation à 0		1
BC_FLUX_VAR - Flux de Variation à 0		
BC_FLUX - Contrôles Flux		**2**
BC_MEE - Résultat mee au bilan égale P&L		
BC_FUSION - Flux Fusion eq boni mali fusion résultat		
BC_INTERCO - Somme des intercos inférieure ou égale ICP none		
BC_PRODUITS - Ventilation des produits		
BC_DIVERS - Contrôles divers		

Source : extrait du logiciel HFM

La fenêtre des contrôles bloquants aide à régulariser toute incohérence des donnés alimentés dans HFM.

4-4 Retraitement d'homogénéisation

Les comptes sociaux des entités de consolidation doivent être conformes aux normes et principes comptables du Groupe Sonatrach tels que définis au sein du « Plan de comptes annoté du Groupe Sonatrach ».

En cas de divergences entre les principes comptables locaux de l'entité et les principes comptables du Groupe, le service Consolidation du Groupe doit procéder aux retraitements d'homogénéisation Le Service Consolidation du Groupe est responsable de la remontée de l'information financière conformément aux principes en vigueur dans le Groupe.

Généralement c'est le retraitement des amortissements qui doivent être conforme aux règles du groupe ainsi que le traitement du goodwill

4-5 Les traitements de consolidation

Tous les traitements de consolidation sont gérés et opérés par le Service Consolidation du Groupe. Les écritures de consolidation intitulées « écritures TOP » sont déterminées par les membres du service consolidation, qui proposent un schéma d'écriture, validé au préalable par le sous-directeur de la consolidation, avant comptabilisation définitive dans l'application de consolidation.

Les événements pouvant donnant lieu à la constatation d'écritures top sont les suivants :

- Elimination des résultats de cessions internes :
  Plus/moins-values sur cessions internes de titres, marges sur immobilisations, marges sur stocks,
- Constatation d'un goodwill ou d'un badwill….

4-6 **les rapprochements intra-groupe**

A réception de ces écarts, les entités consolidées se mettent en contact avec leurs partenaires respectifs afin de justifier et trouver des solutions de réconciliation. Ces justifications détaillées sont effectuées sur des bordereaux de réconciliation intitulés **BRIG**,

Les écritures de résolution des écarts intragroupes sont proposées et comptabilisées par les personnes en charge du « chantier intragroupe ».

Nous avons remarqué des écarts justifiés et qui ne font pas l'objet de réconciliation, ils seront éliminés par **écriture TOP**

Section 02 : les contrôles de la phase préliminaire

1- Analyse des risques liés à l'audit des comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation

Les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation doivent être certifiés selon les principes et méthodes en vigueurs, et ne font l'objet de la remonter des données au service central de consolidation qu'après avoir été certifiés, **néanmoins** et à cause des délais très courts de présentation des états financiers consolidés en parallèle avec les comptes sociaux, le service consolidation demandes aux filiales de lui transmettre des balances et états financiers provisoires ce qui représente un **point faible** à cause du risque de la non remonté des états financiers **définitifs**.

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi 10-01du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréé :

« Lorsqu'une société ou organisme établit des comptes consolidés ou des comptes combinés, le commissaire aux comptes certifie également la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes consolidés ou combinés, et ce, sur la base des documents comptables et du rapport des commissaires aux comptes des filiales ou entités rattachées par le même centre de décision ».

La lecture des rapports des commissaires aux comptes des filiales et participation, qu'on a pu jeter un coup d'œil , nous a permis de relever certaines remarques reprises ci -dessous, **sans nature à altérer de manière significative les comptes consolidés** arrêtés au 31 décembre 2020 :

- **SPC BVI**

L'auditeur de **KPMG** a informé dans sa lettre du 23 avril 2021 les Administrateurs de **SPC BVI** que compte tenu de l'importance des montants des prêts consentis en

2019 à **SIHC** pour 100 millions USD et à **SPIC** pour 200 millions USD sur lesquels 20 millions USD ont été remboursés, avec respectivement pour échéance le 31décembre 2019 et le 09 janvier 2020, qu'une décision du Conseil d'Administration de **SPC** devra être prise afin de statuer sur le devenir de ces prêts. En l'absence de remboursement ou d'accord entre les parties pour définir une nouvelle échéance de remboursement, les auditeurs KPMG considèrent qu'il y a un risque de recouvrement de ces prêts pour lesquels aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée chez SPC BVI au 31 décembre 2020. En conséquence, compte tenu de l'importance des montants concernés, et en l'absence d' accord formalisé définissant une nouvelle date de remboursement, KPMG émettra un rapport de certification avec réserve.[1]

- **NEAL**

- Problème sur la continuité d'exploitation : La résolution prise pour la dissolution de la société NEAL est toujours pendante. Le processus de dissolution ne pouvait se concrétiser sans le respect des clauses prévues dans les statuts de SPP1 (remboursement de la dette liée au financement du projet avant toute cession).

L'AGO tenue le 31 mai 2020 a demandé la création d'un groupe de travail chargé d'identifier les engagements de NEAL envers SPPI , d'étudier les conséquences d' une éventuelle dissolution de NEAL et les opportunités de développement en cas de non dissolution. Un délai de cinq (05) mois à compter du 31 décembre 2020 a été accordé à ce groupe pour remettre son rapport.[2]

- **DEM SOUK TLATA MIYAH TLEMCANIA** :

Problème sur la continuité d'exploitation. La société présente un actif net négatif depuis 2017. A fin 2020, les capitaux consolidés s'élèvent à moins (7.159.746.511 DZD). L'actif net négatif de la société est de moins (11.137.597.573 DZD) au 31 décembre 2020. Le capital de la société est de 3.474.130.000 DZD.

[1] Voir annexe 57.
[2] Voir annexe 58

- **SIPEX MALI** :

Non-respect de certaines dispositions de la convention de concession notamment en matière de contribution volontaire à l'effort de formation fixé à 100000 USD/an, en raison du COVID-19 ainsi que la non tenue des réunions périodiques dans le but d'évaluer le cas de force majeure.

Cette situation est due selon la société à l'insécurité qui sévit du Mali ainsi qu'à l'absence de visibilité dans l'évolution ou l'amélioration de cette situation pour pouvoir planifier ou envisager la reprise des travaux d'exploration.

Le cas de force majeure a été notifié à l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (AUREP) conformément à la convention de concession avec effet le 22 mars 2012. La société SIPEX Mali Branch Sarl est toujours en état de force majeure conformément à l'attestation de l'AUREP du 1er février 2018.

- **SIPEX Niger BRANCH SARL** :

Sipex Niger a fait l'objet d'un contrôle ponctuel de l'administration fiscale au mois de décembre 2019. La notification primaire reçue en janvier 2020 faisait ressortir un montant de redressement de FCFA 130 197 739. SlPEX a introduit une réclamation contentieuse par lettre du 11 novembre 2020. Le contentieux suit son cours[1].

- **AUTRES** - Plusieurs rapports insistent sur la prise en charge effective de l'assainissement du patrimoine et la régularisation des actes de propriété y afférent. Il en est de même pour la traduction comptable des écarts découlant des opérations d'inventaire physique des biens amortissables.

Recommandations :

[1] Voir annexe 59.

La prise en charge effective des remarques et réserves récurrentes émises par les Commissaires aux comptes des filiales et participations du Groupe SONATRACH, pour améliorer la qualité de leur information financière et par conséquent celle des comptes consolidés du Groupe, doit retenir toute l'attention du Management.

Les rapports des commissaires aux comptes de 32 filiales et participations sur les 117 consolidées n'ont pas été fournis dans les délais pour divers motifs.

2- **Risques liés au processus de consolidation**

Le processus de consolidation au sein du groupe Sonatrach est établi selon la démarche classique de consolidation (traitement centralisé des comptes consolidés)

Un système comptable adapté, des principes comptables groupe qui sont en accord avec les règles et pratiques généralement admises.

Les données et informations collectées pour servir à l'établissement des comptes consolidés sont vérifier afin de s'assurer qu'elles sont exactes, exhaustives et correspondent aux opérations effectuées par les entreprises consolidées, et donc tout cela représente **un point fort** Pour l'image fidèle et la qualité des comptes consolidés.

3- Risque lié à l'utilisation de l'outil informatique

Au niveau des unités comptables :

Le découpage comptable au niveau de l'activité exploration-production (EP) et de l'activité transport par canalisation (TRC) représente **un risque**

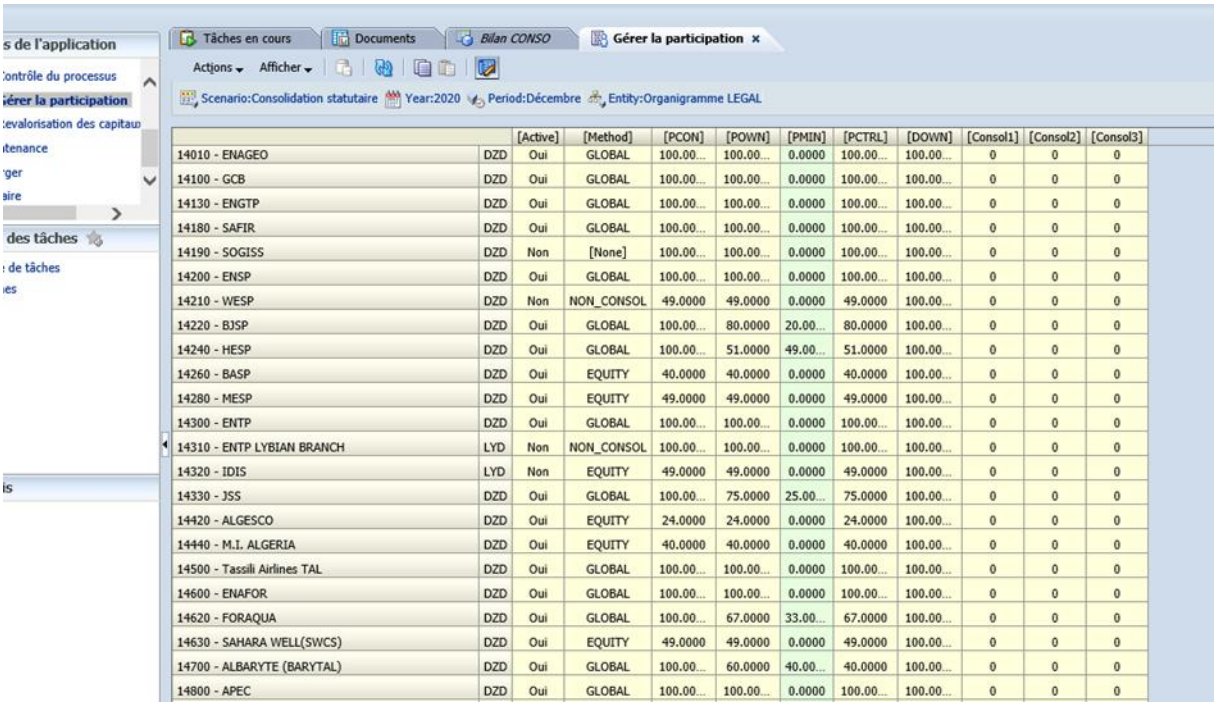
Ce découpage se compose des unités comptables de gestion et des unités comptables péréfiques.

Un risque de confusion entre les deux, ce qui a créé beaucoup d'écart à traiter.

Il y a des fautes de saisie qui ont créé des écarts et la plus grave c'est la faute qui a créé un écart de plusieurs milliards entre les dividendes versés et les dividendes reçus, ce qui a impacté les réserves groupe.

Nous avons constaté une autre faute de saisie aussi grave que la précédente, il s'agit du taux de détention de APEC saisi à 1OO% au lieu de 51% et par conséquent le logiciel a intégré l'entité globalement sans déterminer les intérêts minoritaires.(voir l'organigramme juridique de SPP holding à la page 218)

Figure 3.3 : organigramme légal du holding SPP



		[Active]	[Method]	[PCON]	[POWN]	[PMIN]	[PCTRL]	[DOWN]	[Consol1]	[Consol2]	[Consol3]
14010 - ENAGEO	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14100 - GCB	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14130 - ENGTP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14180 - SAFIR	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14190 - SOGISS	DZD	Non	[None]	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14200 - ENSP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14210 - WESP	DZD	Non	NON_CONSOL	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14220 - BJSP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	80.0000	20.00...	80.0000	100.00...	0	0	0
14240 - HESP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	51.0000	49.00...	51.0000	100.00...	0	0	0
14260 - BASP	DZD	Oui	EQUITY	40.0000	40.0000	0.0000	40.0000	100.00...	0	0	0
14280 - MESP	DZD	Oui	EQUITY	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14300 - ENTP	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14310 - ENTP LYBIAN BRANCH	LYD	Non	NON_CONSOL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14320 - IDIS	LYD	Non	EQUITY	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14330 - JSS	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	75.0000	25.00...	75.0000	100.00...	0	0	0
14420 - ALGESCO	DZD	Oui	EQUITY	24.0000	24.0000	0.0000	24.0000	100.00...	0	0	0
14440 - M.I. ALGERIA	DZD	Oui	EQUITY	40.0000	40.0000	0.0000	40.0000	100.00...	0	0	0
14500 - Tassili Airlines TAL	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14600 - ENAFOR	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0
14620 - FORAQUA	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	67.0000	33.00...	67.0000	100.00...	0	0	0
14630 - SAHARA WELL(SWCS)	DZD	Oui	EQUITY	49.0000	49.0000	0.0000	49.0000	100.00...	0	0	0
14700 - ALBARYTE (BARYTAL)	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	60.0000	40.00...	40.0000	100.00...	0	0	0
14800 - APEC	DZD	Oui	GLOBAL	100.00...	100.00...	0.0000	100.00...	100.00...	0	0	0

Source : capture d'écran extraite du logiciel HFM

L'image montre la faute de saisie du pourcentage de détention au niveau de APEC

Tableau 3.1 : Le passage du bilan social au contributif de APEC

Account value (APEC 51%)	Entity currency	Entity curr adjus	Entity curr total	Parent currency	Parent curr adjs	Parent curr total	[Proportion]	[Elimination]	[Contribution]	[Contribution a	[Contribution to
205000-Concessions, brevets& licences& marques (brut)	245,908		245,908	245,908		245,908	245,908		245,908		245,908
280500- Concessions, brevets& licences& marques(amortissements)	129,785		129,785	129,785		129,785	129,785		129,785		129,785
214000- Equipements sociaux	1,290,541		1,290,541	1,290,541		1,290,541	1,290,541		1,290,541		1,290,541
215010- Install, tech., materiel & outi.industriels (brut)	668,369		668,369	668,369		668,369	668,369		668,369		668,369
210000- Materiel de transport(brut)	3,449,000		3,449,000	3,449,000		3,449,000	3,449,000		3,449,000		3,449,000
216000- Materiel de bureau, inf & mob, (brut)	3,063,857		3,063,857	3,063,857		3,063,857	3,063,857		3,063,857		3,063,857
281000- Materiel de transport(Amortissements)	1,264,633		1,264,633	1,264,633		1,264,633	1,264,633		1,264,633		1,264,633
281600- Materiel de bureau, inf & mob(Amortissements)	1,112,841		1,112,841	1,112,841		1,112,841	1,112,841		1,112,841		1,112,841
281700- Agencements et installations (Amortissements)	1,897,735		1,897,735	1,897,735		1,897,735	1,897,735		1,897,735		1,897,735
232000- Immobilisations corporellees en cours(brut)	4,201,680		4,201,680	4,201,680		4,201,680	4,201,680		4,201,680		4,201,680
133100- Impot différé actif NC	83,803,612		83,803,612	83,803,612		83,803,612	83,803,612		83,803,612		83,803,612
300000- Marchandises (brut)	1,241,706,822		1,241,706,822	1,241,706,822		1,241,706,822	1,241,706,822		1,241,706,822		1,241,706,822
411000- Créances clients et cptes ratt. (brut)	845,948,464		845,948,464	845,948,464		845,948,464	845,948,464		845,948,464		845,948,464
444011- Créances S/L état, (Don intég.) Ct	112,829,395		112,829,395	112,829,395		112,829,395	112,829,395		112,829,395		112,829,395
467011- Débiteurs divers (brut) Ct	1,539,272		1,539,272	1,539,272		1,539,272	1,539,272		1,539,272		1,539,272
512000- Banques	620,723,539		620,723,539	620,723,539		620,723,539	620,723,539		620,723,539		620,723,539
455L- Liaison Créances- Dettes associés								1,530,000,000	1,530,000,000		1,530,000,000
TOT ASSET TOTAL ACTIF	2,915,065,466		2,915,065,466	2,915,065,466		2,915,065,466	2,915,065,466	1,020,000,000	3,935,065,466		3,935,065,466
101007- Capitaux propres	749,024,880		749,024,880	749,024,880		749,024,880	749,024,880	-2,219,024,880	-1,470,000,000		-1,470,000,000
101000- Capital social	4,000,000,000		4,000,000,000	4,000,000,000		4,000,000,000	4,000,000,000	-4,000,000,000	0		0
109000- Capital souscrit non appelé	-3,000,000,000		-3,000,000,000	-3,000,000,000		-3,000,000,000	-3,000,000,000	1,530,000,000	-1470,000,000		-1470,000,000
110000- Report à nouveau	-132,970,599		-132,970,599	-132,970,599		-132,970,599	-132,970,599	132,970,599	0		0
120000- Résultat de l'exercice	-118,004,521		-118,004,521	-118,004,521		-118,004,521	-118,004,521	118,004,521	0		0
106G- Réserves groupe								3,357,029,401	3,357,029,401		3,357,029,401
18LP- Liaison titres de participation (Détenue)								-510,000,000	-510,000,000		-510,000,000
120G- Résultat groupe								-118,004,521	-118,004,521		-118,004,521
106M- Réserves minoritaires								0	0		0
401000- Dettes- fournisseurs et comptes rattachés	1,454,300,913		1,454,300,913	1,454,300,913		1,454,300,913	1,454,300,913		1,454,300,913		1,454,300,913
444021- Dettes sur état (Don integ.) Ct	15,258,406		15,258,406	15,258,406		15,258,406	15,258,406		15,258,406		15,258,406
467021- Créditeurs divers Ct	8,393,579		8,393,579	8,393,579		8,393,579	8,393,579		8,393,579		8,393,579
519000- trésorerie passif	688,087,687		688,087,687	688,087,687		688,087,687	688,087,687		688,087,687		688,087,687
TOTALAB TOTAL PASSIF	2,215,065,466		2,215,065,466	2,215,065,466		2,215,065,466	2,215,065,466		3,935,065,466		3,935,065,466

Source : élaboré par l'étudiante à la base du bilan social de Apec (voir annexe 20) en exerçant le même pourcentage saisie sur HFM.

Ce tableau montre le passage du social au contributif avec un faux taux d'intérêt et par conséquence il n'y a pas d'intérêts minoritaires.

Après avoir bien maitrisé le logiciel HFM en le testant et en suivant les opérations de consolidation dès le début jusqu'à l'élaboration des états financiers consolidés nous confirmons que le logiciel fonctionne très bien et ne rencontre aucun problème, toutes les erreurs constatées sont 100% humaines, mais elles peuvent être corrigées.

4- Analyse de l'organisation mise en place

L'ensemble des tâches relatives à la consolidation des comptes du Groupe Sonatrach est centralisé au niveau de l'équipe consolidation.

Cette équipe est composée de consolideurs, d'experts fonctionnels, et d'un chef de département consolidation chargé de coordonner, d'organiser les travaux de chacun et d'apporter son support technique quant à la validation ou à l'arbitrage de cas complexes.

Les experts fonctionnels sont des consolideurs qui outre les tâches récurrentes de consolidation ont la responsabilité du traitement d'un sujet transverse (détermination du périmètre de consolidation, impôts différés, réconciliation des opérations intragroupes, marges sur immobilisations et marges en stocks).

- **Le département souffre d'un manque d'effectif en effet dans l'organigramme il est prévue 9 personnes alors qu'en réalité il n'y a que 4 consolideurs .**

4-1 Contexte :

Les comptes consolidés du groupe Sonatrach sont produits sur la base du référentiel aux normes algériennes qui s'appuie sur la structure juridique

Le périmètre du groupe Sonatrach est divisé en deux catégories d'entités :

- les unités comptables, succursales de Sonatrach SPA,
- les filiales.

Cette division a pour but de faciliter les opérations de réconciliation intragroupe

La collecte de l'information est **décentralisée** auprès des filiales et unités comptables (elles-mêmes géographiquement regroupées en sites de saisie) qui, dans le cadre de la production des comptes statutaires aux normes SCF, ont pour mission de retranscrire leurs comptes sociaux dans une liasse de consolidation alimentée à l'aide d'un module informatique (logiciel de consolidation) de saisie(FDME)

Aucun retraitement automatique ou manuel n'est géré au niveau des filiales et unités comptables. L'ensemble des ajustements est constaté au niveau du siège.

L'ensemble des travaux de consolidation est opéré par un Service Consolidation centralisé. A titre d'analyse contributive, il procède dans un premier temps à la consolidation de l'ensemble des sociétés du Groupe (Consolidation dite en « râteau »).

Aucun palier de consolidation n'a été décentralisé. A ce titre, aucun autre moteur de consolidation n'a été déployé dans le groupe et aucune information déjà consolidée n'est intégrée aux comptes du groupe.

La fréquence de production des comptes retenue est **annuelle**.

4.2 Description de l'organisation :

L'organisation retenue pour le groupe Sonatrach a été élaborée sur la base d'un modèle mixte. Cette organisation mixte ou par sous-périmètre a notamment été choisie afin de répondre aux besoins liés à une évolution importante du groupe (fusions, acquisitions significatives), à la nécessité de polyvalence et compétences des consolideurs sur les techniques de consolidation, tout en développant des compétences spécifiques par métier et par tâches transverses. En effet, cette solution permet aux consolideurs d'acquérir la maîtrise globale du processus de consolidation, une compréhension spécifique des entités composant chaque sous-groupe, tout en capitalisant sur des pôles de compétences transverses focalisés sur les sujets les plus complexes.

La fonction « consolidation » du Groupe Sonatrach prévoit :

4.2.1 Un axe fonctionnel

Qui s'attache à produire les données consolidées par étapes progressives :

- dans un premier temps : production des données pour l'ensemble du Groupe,
- dans un second temps : production des données pour les holdings.

La construction des données consolidées par étapes progressives permet :

- d'optimiser la maîtrise des informations ; des données sociales à la composition de l'information consolidée ; par le traitement d'un nombre d'événements plus limité du fait d'un nombre restreint d'entités à traiter,
- de mesurer la contribution aux comptes consolidés du Groupe de chaque entité,
- d'améliorer la qualité des informations collectées en exerçant un contrôle de proximité et par la mise en place d'une relation privilégiée entre les équipes de production et les filiales.

4-2-2 Un axe transverse

Qui aborde des thèmes communs à l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe

- Impôts différés,
- Eliminations des profits intragroupes : marges sur immobilisations et marges en stocks,
- Réconciliation des opérations intragroupes.

Chacun de ces sujets transverses sont pris en charge par un consolideur qui a valeur d'expert en la matière. Celui-ci pourra confier une partie des tâches qui lui incombent aux autres consolideurs, néanmoins il restera en charge de la validation des données liées à son domaine d'expertise.

Risques et recommandation :

L'organisation mise en place est **suffisante** pour permettre la transmission des informations nécessaires au service centrale de consolidation dans des conditions respectant la fiabilité et les délais.

Le traitement des données, s'effectue dans le cadre d'un système comptable cohérent permettant de retracer l'ensemble des opérations effectuées,

La saisie des informations et leur validation, la fonction cumul et conversion monétaire, écritures de retraitement et de consolidation et établissement des comptes sont effectués dans un logiciel de consolidation fiable et réputé et **cela représente aussi un point fort.**

5- Analyse des manuels :

Les manuels existant sont :

- Procédure de validation du périmètre et des taux de conversion
- Procédure sur la gestion des intra-groupe
- Retraitement d'homogénéisation
- Procédure Gestion et archivage des dossiers de travail
- Procédure impôt différés
- Procédure périmètre
- Procédure validation des capitaux propres
- Procédure traitement des variations de périmètre
- Procédure annexe consolidée
- Procédure des écritures de consolidation
- Procédure élimination des marges internes en immobilisation
- Procédure élimination des marges internes en stock
- procédure de validation des états consolidés
- procédure de réconciliation des écarts intra-groupe
- procédure de validation de la liasse sociale
- guide de saisie des utilisateurs finaux

Le département consolidation groupe a actualisé la procédure concernant la validation des comptes consolidés en Mars 2022, et la procédure concernant les acomptes sur dividendes versés est en cours d'établissement.

- **Il faut actualiser les procédures concernant le traitement des marges sur stock et les marges sur immobilisations et les impôts différés**

- **De façon générale, les manuels de consolidation englobent toutes les taches de la consolidation et sont conformes avec la législation et les principes comptables généralement admis, et cela contribue à la fiabilité et à l'exhaustivité des comptes consolidés.**

6- Appréciation du contrôle interne

Le control interne relatif aux comptes consolidés est **inexistant** (absence du contrôle interne groupe), cette situation représente un **risque majeur** et **un point faible pour la sincérité, l'image fidèle et la fiabilité des comptes consolidés.**

- Il faut remédier cette situation par **l'établissement d'un service d'audit interne groupe relatif aux contrôle des comptes consolidés** de l'organisation mise en place ainsi que le processus de consolidation pour la contribution à l'amélioration, à la fiabilité, sincérité, et à l'image fidèle.

Section 3 : les contrôles des opérations de consolidation

1- Appréciation des règles et procédures de consolidation et des retraitements effectués :

Les travaux de consolidation des comptes de l'exercice 2020 ont été établis conformément aux dispositions de la loi comptable algérienne notamment :

- La Loi n 07-11 du 25 novembre 2007 portant système comptable financier ;
- Le décret exécutif n 08-156 du 26 juin 2008 portant application des dispositions de la loi 07-11 du 25 novembre 2007 portant système comptable financier ;
- l'arrêté du 26 juillet 2008 fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes.

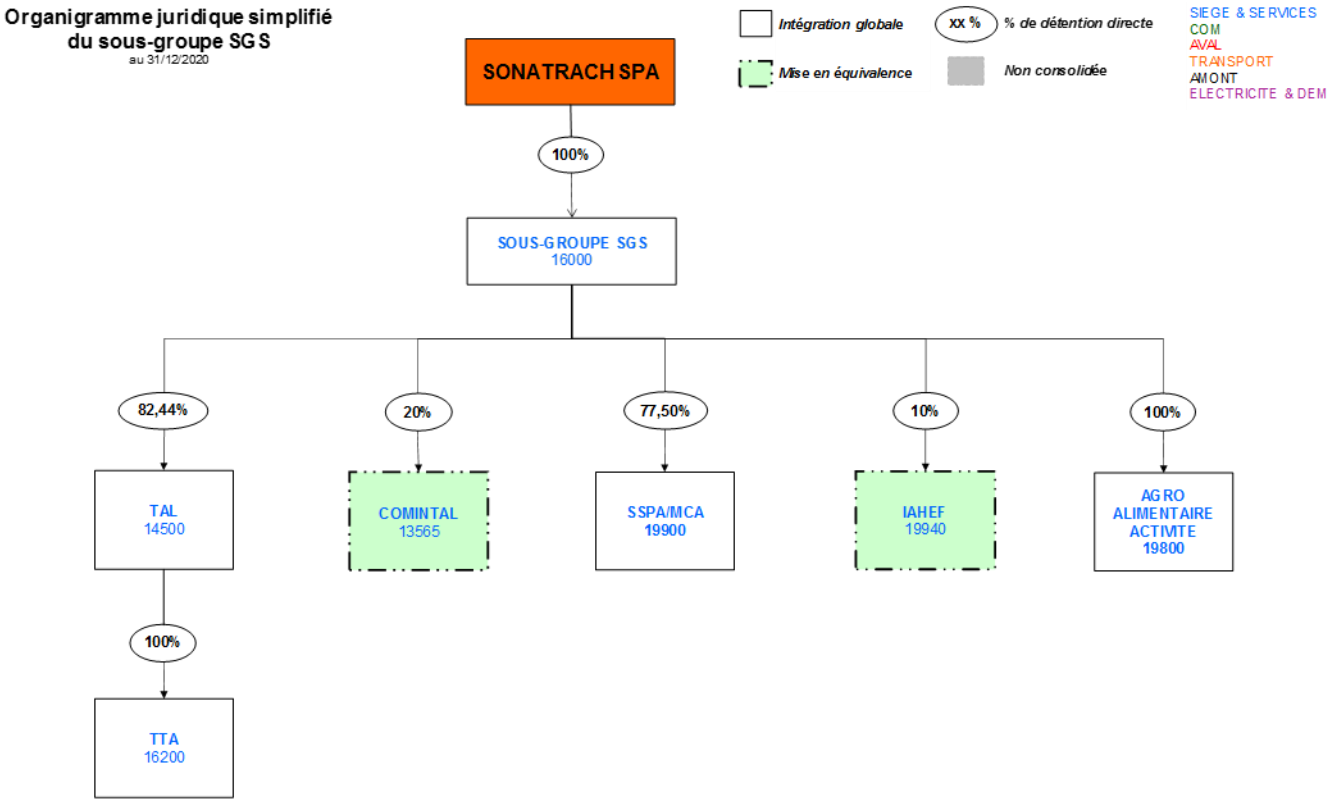
2- contrôle des méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation retenues sont :

L'intégration globale pour les filiales (entités dont le taux de détention est supérieur à 50%) et, la mise en équivalence pour les participations dans les entités associées (entités dont le taux de détention est compris entre 20 et 50%).

Cette méthode a été élargie en 2020 à **trois (03)** entités non consolidables au sens de la règlementation : **IAHEF** avec une participation de 10%, **Energias de Portugal** EDP avec une participation de 2,38% et **Naturgy** (ex-Gas Natural Fenosa) avec une participation de 4,007%.

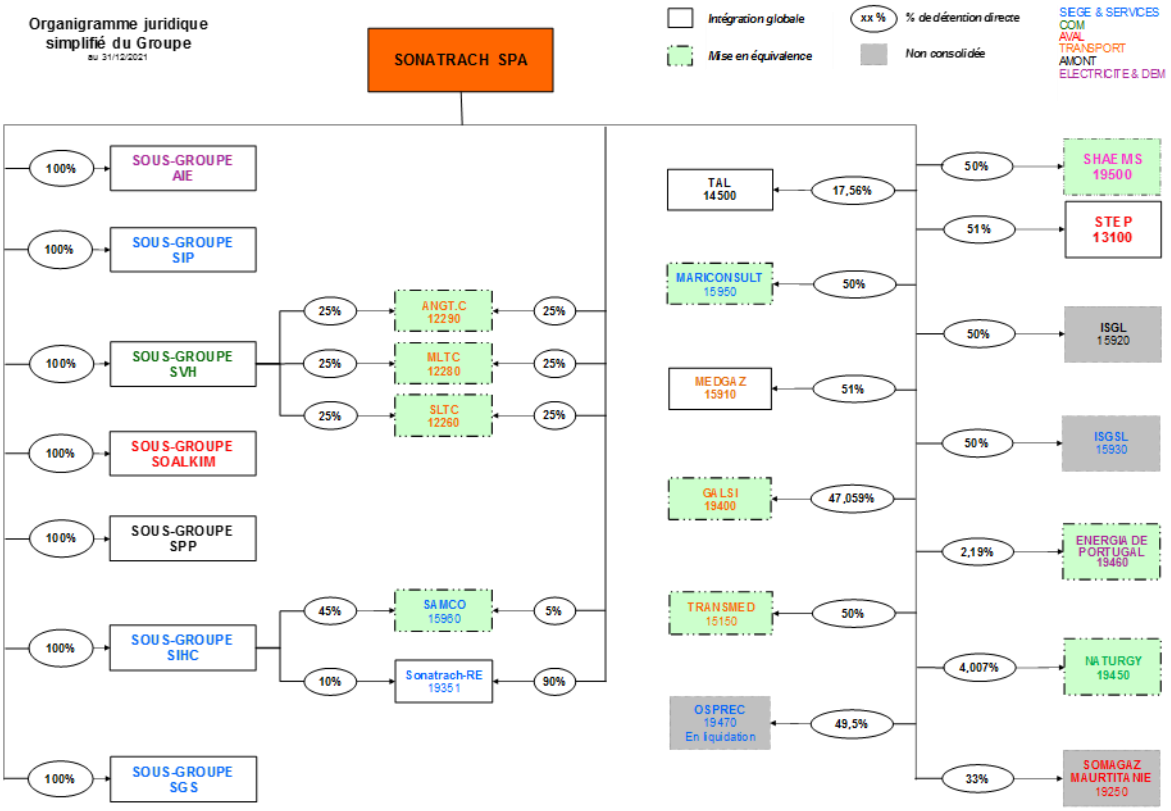
FIGURE 3.4 : ORGANIGRAMME JURIDIQUE DU SGS HOLDING



Source : fournis par Sonatrach.

Cet organigramme montre que IAHEF est consolidé au holding avec 10% de détention en méthode de mise en équivalence.

Figure 3.5 : Organigramme juridique de Sonatrach spa



Source : fournis par Sonatrach

L'organigramme montre que Energia de Portugal (2,19%) et Naturgy (4,007%) sont consolidable par la méthode de mise en équivalence.

3- **contrôle du périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés intègrent les comptes de la société mère, de ses filiales et de ses participations dans les sociétés associées. Le périmètre de consolidation de l'exercice 2020, tel qu'il figure dans **les annexes 60 et 61,** comprend, en plus de la société mère dont la comptabilité est organisée autour de 396 unités comptables, 70 filiales et 47 participations

Le périmètre de consolidation 2020 a été marqué par :

- La transformation de la participation dans MEDGAZ (42,96%) en filiale avec une détention de 51% suite au rachat de 8,04% de parts auprès de **Cepsa** Holding S.A.U**. (voir annexe 62)**
- La fusion de quatre sociétés SKS, SKB, SKT et SKD en une seule société dénommée « SKE ». (voir annexe 63)
- L'intégration de quatre nouvelles entités AGLIC, IAHEF, NATURGY (ex-GNF) et EDP.
- Les comptes des entités qui n'ont pas été consolidées en 2020 sont justifiés par le motif que les données financières ne sont pas disponibles. Il s'agit de la filiale sportive CSC Spa détenue à 99% via l 'ENTP et des participations détenues à moins de 20%, non consolidable conformément aux dispositions du SCF, et d'autre sont en liquidation.

Tableau 3.2 : titres non consolidés exercice 2020

Nom de l'Entité	Détention du capital social	Motif de la non consolidation
COMARPEX	15% HYPROC SHIPPING COMPANY	Données financières réclamées non parvenues
REGANOSA	10% SPIC BV	
ENTP LYBIAN BRANCH	100% ENTP	
SSPA CSC	99% ENTP	
DEM EL TARF	34% AIE, 36% AEC	En liquidation
OSPREC	49,5% SH SPA	
SOGISS	16% ENGTP	
SIMAS	16% SPP	
EL BAHIA FERTILIZER	49% SOALKIM	
IDIS	49% ENGTP	
KIMYAL	45% ASMIDAL	

Source : élaboré par l'étudiante à la base du périmètre de consolidation 2020.

4- **outils de consolidation :**

Les moyens mis en œuvre pour la consolidation des comptes sont :

• Le logiciel HYPERION FINANCIAL MANAGEMENT (HFM) Oracle ;

• Les liasses de consolidation ;

• Les procédures de traitement spécifiques.

5- **Contrôle de la reprise des comptes sociaux des filiales :**

Une fois que les filiales ont terminé la saisie de leurs données dans l'application de consolidation et qu'elles ont vérifié la cohérence des données renseignées, le service central de consolidation, vas vérifier la cohérence des données.

La société mère a **un accès direct en temps réels** sur la saisie et l'alimentation de l'application et le contenu des états de synthèses et de l'annexe

6- **Analyse des retraitements :**

Les retraitements sont gérés par le service central de consolidation ils sont établis selon des méthodes homogènes et selon les principes comptable retenus et comptabilisés dans les comptes par écritures après une double vérification, et la constatation des impacts des écritures sur les résultats et les capitaux propres.

Les retraitements réalisés ont porté sur :

6-1 Annulation des créances et dettes réciproques et neutralisation des produits et charges réciproques :

Les règles de consolidation impliquent l'annulation des dettes et créances réciproques ainsi que la neutralisation des produits et charges réciproques.

Le tableau ci-après donne la situation d'élimination des opérations intragroupe ainsi que **les écarts restants à résorber.**

Tableau 3.3 : Réconciliation des écarts intragroupe

Réconciliation des écarts intragroupe

Comptes de liaison	2020	
	Comptes Bilan	Comptes P&L
210L - Cession d'immo. Corp et incorporelles	- 9 484 143 416,98	
300L - Liaison Stocks		
401L - Liaison comptes rattachés et Fournisseur	- 92 021 461 741,86	
451L - Liaison Autres créances - Dettes	41 257 901 260,25	
455L - Liaison Créances - Dettes associés	35 331 058 036,89	
STKL - Compte de liaison marges / stocks		
600L - Ecarts sur achats-ventes de Mses		- 19 491 893 033,22
601L - Ecarts sur achats-ventes de MF		- 27 309 186 745,12
620L - Liaison sur opérations réciproques d'exploitation		64 935 215 223,90
660L - Liaison sur opérations réciproques financières		3 879 616 544,33
657L - Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante		904 390 465,50
680L - Liaison marge sur immobilisation intra groupe		
Total des écarts constatés et retraités	**- 24 916 645 861,70**	**22 918 142 455,40**

Source : document fournis par la société

Le tableau montre le total des écarts constatés et retraités au niveau du groupe sonatrach.

6-2 Neutralisation des «marges» sur cessions de stocks et d'immobilisations :

La neutralisation des marges sur stocks et immobilisations a fait l'objet d'un traitement sur les comptes de l'exercice 2020.

6-3 Conversion des comptes des sociétés et participations détenues à l'étranger :

Les comptes des filiales sont établis suivant la monnaie et le système comptable du pays dans lequel elles sont implantées. Les données sont interfacées selon les normes SCF (translation des comptes). Les valeurs sont converties en Dinar Algérien sur la base des cours de change en vigueur :

- À la date de clôture pour les comptes de bilan, générant ainsi des " Réserves de conversion" ;
- au cours moyen de l'exercice pour les comptes de résultat

6-4 Retraitement des dividendes servis au sein du Groupe :

Le retraitement des dividendes provenant de l'affectation du résultat de l'exercice 2019 effectuée en 2020 n'appelle aucune remarque. Par contre, les **acomptes** sur dividendes **décidés** durant l'exercice clos le 31décembre 2020 ont fait l'objet de retraitements qui soulèvent les **réserves** suivantes :

MEDGAZ :

Le retraitement des acomptes sur dividendes servis par cette filiale se sont traduit en consolidation par la répartition de capitaux propres **négatifs** alors que ceux affichés dans les comptes de la filiale sont **positifs**. Cette situation est due à l'utilisation du compte « **110000 - Report à nouveau** » lors de la saisie des flux financiers au lieu du compte « **129- acomptes sur dividendes**» et au fait que les acomptes sur dividendes **n'ont pas été neutralisés**. Par conséquent la répartition des capitaux propres s'est faite sur une base erronée. Le tableau ci-après reprenant les capitaux propres de MEDGAZ illustre la situation :

Tableau 3.4: les capitaux propres de MEDGAZ

Unité : Euro

Rubrique	Montant consolidé	Montant Consolidable
Capital	30.000.000	30.000.000
Réserve légale	6.000.000	6.000.000
Résultat de l'exercice	100.220.773	100.220.773
Acomptes sur dividendes	(90.831.679)	--
Total capitaux propres	**45.389.094**	**136.220.773**

Source : document fournis par la société.

HOLDING SOALIOM :

Le montant relatif aux acomptes sur dividendes versés "à la société mère a été saisi dans le compte «**110000-report à nouveau débiteur** », en diminution des capitaux antérieurs alors que leur montant global est inférieur à celui des acomptes faussant ainsi le montant des capitaux répartis. Les capitaux propres retenus en consolidation se trouvent ainsi **impactés** alors que les acomptes versés devaient être prélevés sur le résultat bénéficiaire de l'exercice.

HOLDING SVH :

Le montant des acomptes sur dividendes versés à la société mère a été également saisi au compte « **110000-report à nouveau débiteur** », en **diminution** des capitaux antérieurs totalisant un montant **supérieur** à celui de l'acompte.

Cet acompte devait être prélevé sur le résultat bénéficiaire de l'exercice. Les réserves Groupe ont été **impactées**.

- **Remarque :**

Il est à noter que le compte « acompte sur dividendes » n'existe pas dans la nomenclature des comptes individuels et des comptes consolidés du Groupe, **exception faite pour les entités étrangères.**

- **Recommandations** :

Lorsque la filiale procède à la distribution d'acomptes sur dividendes, les versements d'acomptes sont inscrits au **débit** du compte « **12-acomptes sur dividendes versés** ». La société mère enregistre, quant à elle, un « **produit financier**». En consolidation, il faut **extourner** ce produit en contrepartie du compte **acompte versé.**

- Le **Scf** doit traiter ce cas de figure
- **Une procédure spécifique** à ce type d'opérations est **en cours d'élaboration** par le département consolidation groupe. II en est de même pour **la mise à jour**

des **logiciels de comptabilité** qui ne prennent pas en charge cette problématique ainsi que sa présentation dans les états financiers tant individuels que consolidés.

6-5 Annulation des pertes de valeur sur les titres et créances :

Les règles de consolidation impliquent l'annulation des pertes de valeur constituées sur les titres détenus et sur les créances intragroupes.

Il a été **relevé l'existence** d'une **erreur de saisie sur HFM** d'une reprise de perte de valeur se rapportant à l'exercice 2019 dans les comptes de l'exercice 2020 du HOLDING SGS.

Le montant qui a été saisi alors qu'il **n'existe pas** sur les états financiers est de 684.380.484 DZD. Cette opération s'est traduite par un impact résultat net négatif de (517.708.158 DZD) alors que le résultat à consolider devait ' être positif de 166.672.326 DZD.

- **Recommandations** :

S'agissant de retraitements ayant un impact sur le résultat consolidé, il est recommandé la mise en place d'une procédure détaillant les retraitements à opérer par les entités concernées et l'élaboration d'un canevas spécifique qui serait joint aux liasses de consolidation. Les « impôts différés actifs » y afférents doivent être également traités dans cette procédure.

6-6 Calcul des parts du Groupe et des parts des minoritaires :

La mise en œuvre des règles de consolidation implique l'annulation des titres détenus par la société mère dans ses filiales et participations ainsi que leur contrepartie en capital ; la société ne doit pas détenir de titres sur elle-même. Avec cette élimination,

elle détermine la part lui revenant dans les capitaux propres de chaque filiale du Groupe et la part revenant aux autres actionnaires (intérêts minoritaires).

• **Observations** :

Pour 2020, la part revenant aux actionnaires minoritaires dans les filiales **STEP** et **APEC** n'ont pas été déterminés et alloués comme intérêts minoritaires. (on a justifié le cas de APEC auparavant)

6-7 Calcul de l'écart d'équivalence :

Les participations dans les entités associées (détention entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence qui consiste :

• Au niveau de l'actif du bilan consolidé : à substituer à la valeur comptable des titres la part qu'ils représentent dans les capitaux propres et le résultat de l'entité associée et à imputer l'écart ainsi dégagé aux réserves consolidées et au résultat consolidé.

• Au niveau du compte de résultat consolidé : à présenter sous une rubrique distincte la part du Groupe dans le résultat des entités associées et à prendre en compte dans le calcul du résultat consolidé cette part du Groupe dans le résultat des entités

. **• Observations** :

Les écarts d'équivalence des participations du Groupe SONATRACH dans **AGLIC** et **SPP1** ont **été minorés** du fait que la totalité des **pourcentages d'intérêts** revenant au Groupe n'a pas été prise en compte :

- Pour **AGLIC**, le % revenant au Groupe devait être de **34,87125%** (82,05% x 42,5%) au lieu de 27,135 %, calculé sur la base du % détenu par le Holding SIP **uniquement** (63,82%) sans tenir compte du % d'intérêts revenant à **NAFTAL**(18,23%) dans les capitaux propres de AGLIC;(voir l'organigramme du holding SIP dans l'annexe 64)
- Pour **SPP1**, le % revenant au Groupe devait être de **23%** (14% via le HOLDING SVH et 45% x 20 % via NEAL) au lieu de 14%, calculé sur la base

du % d'intérêts revenant à SVH.(voir l'organigramme du holding SVH dans l'annexe 65).

-Les retraitements opérés sur les capitaux propres de CASH et du HOLDING SGS font ressortir les remarques suivantes :

CASH : le montant des capitaux propres consolidé soit **5.521.737.139 DZD** non compris le résultat de l'exercice est supérieur de **1.096.795.664** DZD aux capitaux propres de cette filiale tels qu'ils ressortent du Bilan au 31 décembre 2020, soit **4.424.941.475** DZD (2 .200.000.000+2. 13 9.492.169+85.449.315).(voir annexe 66)

• La présentation des états financiers consolidés doit être complétée par le rajout d'une colonne portant « **cumul des comptes** » de toutes les entités et faisant apparaitre, dans une colonne distincte, le montant total des retraitements opérés par rubrique, en plus du cumul par ligne.

• Les états financiers doivent prévoir une colonne « note » face à chaque rubrique des états financiers permettant le renvoi aux notes explicatives y afférentes figurant dans l'annexe.

Après vérification et contrôle des opérations de consolidation il ressort que toutes les opérations sont conformes à la législation en vigueur aux principes comptable et normes généralement admises.

7- **Contrôle de l'annexe :**

Après le contrôle de l'annexe il ressort les points suivant :

- La liste des mentions obligatoires ;
- Aucune informations majeurs qui risquent d'entacher la sincérité ou l'image fidèle des comptes ne manque ;
- Les informations ne sont pas présentées sous une forme prêtant à équivoque ;
- La concordance des informations données avec les documents comptables consolidés ;
- Les informations sont comptables et de nature à éclairer le lecteur.

Recommandation générale :

Le Groupe doit mettre en place les contrôles et validations appropriés des données comptables saisies par les filiales dans le système de consolidation HFM pour leur conformité aux règles édictées en la matière.

Section 04 : Le suivie des réserves et l'élaboration des états financiers consolidés du groupe Sonatrach :

1- Le suivi de la levé des réserves

On va présenter le suivi de levé de quelques réserves, et les réponses au commissaire aux comptes.

Nous notons que cette tache est effectué par le département **consolidation groupe** et non par le département **Contrôle des Comptes et Suivi Audit Légal**.

1-1 uniforme des taux de change

Le constat qui porte sur l'uniformisation des taux de change dinars/devises utilisé par les filiales nationales du groupe a été levé par le département consolidation groupe et validé par le directeur comptabilité et consolidation groupe en Octobre 2021, Les taux de conversion seront introduits dans la procédure de clôture des comptes consolidés en 2021 qui sera envoyé aux filiales nationales du groupe.

Le CAC a pris note que les taux de conversion à utiliser seront intégré dans la procédure de clôture des comptes consolidés de l'exercice 2021, et demande de lui fournir cette procédure au plus tard avec les comptes consolidés 2021.[1]

1-2 Elaboration TFT méthode directe

Le constat consistant sur l'élaboration du tableau des flux de trésorerie (TFT) selon la méthode directe préconisé par le SCF au lieu de la méthode indirecte utilisé, a été levé, et a été validé par le directeur comptabilité et consolidation groupe sous prétexte que Sonatrach a opté pour la méthode indirecte prévu aussi par le SCF.

Le CAC a pris note que Sonatrach a retenu la méthode indirecte pour l'établissement du TFT prévu par le SCF qui recommande toutefois la méthode indirecte[2].

[1] Voir annexe 67.
[2] Voir annexe 68

1-3 Procédure sur acomptes sur dividendes

Le constat consiste que Lorsque la filiale procède à la distribution d'acomptes sur dividendes, les versements d'acomptes sont inscrits au débit du compte « 12-acomptes sur dividendes versés ». La société mère enregistre, quant à elle, un « produit financier». En consolidation, il faut extourner ce produit en contrepartie du compte acompte versé.

Le commissaire aux comptes a émis une recommandation d'élaboration d'une procédure spécifique à ce type d'opérations par le groupe

Le département consolidation groupe est en cours d'élaboration de la procédure « traitement des acomptes sur dividendes » et en train d'étudier la fiabilité d'un paramétrage au niveau de l'application HFM.

Le CAC insiste de prendre en charge les corrections des progiciels utilisés et demande de lui fournir la procédure au plus tard avec les comptes consolidés 2021[1].

1-4 Pourcentage de contrôle des mises en équivalence :

Le constat consiste à l'élargissement de la méthode de la MEE en 2020 à trois entités non consolidables au sens de la règlementation : IAHEF avec une participation de 10%, Energias de Portugal EDP avec une participation de 2,38% et Naturgy avec une participation de 4,007%.

Le département consolidation groupe a levé le constat et se justifie qu'afin d'améliorer l'information financière et vu l'existence d'opérations interentreprise importantes notamment les montant des dividendes reçus, ces entités ont été intégré au périmètre de consolidation de l'exercice 2020[2].

[1] Voir annexe 69.
[2] Voir annexe 70.

2- **Présentation des états financiers consolidés publiés du groupe Sonatrach** :

2-1 Le bilan consolidé :

2-1-1 le bilan actif

Tableau 3.5 : le bilan consolidé (actif) du groupe Sonatrach exercice 2020.

(En millions de DZD)	*NOTES*	2020	2019	2018
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill	3.1.1	14 897	17 266	18 540
Immobilisations incorporelles	3.1.2	**99 545**	**88 141**	**21 903**
Immobilisations corporelles	3.1.3	**3 846 187**	**3 784 339**	**3 762 278**
Terrains & aménagements		51 503	52 247	53 573
Constructions		349 551	346 314	323 913
Autres immobilisations corporelles		592 194	527 551	504 783
Immobilisations en concession		782	615	490
Equipements fixes et complexes de production		**2 852 157**	**2 857 612**	**2 879 519**
Immobilisations en cours	3.1.4	**2 393 626**	**2 310 544**	**2 134 526**
Immobilisations financières	3.1.5	**1 348 475**	**1 502 858**	**1 084 195**
Actifs financiers Mise en équivalence		410 164	223 200	254 506
Participations et créances rattachées à des participations		142 250	311 884	325 659
Autres immobilisations financières		792 981	967 683	504 030
Autres Créances non courantes		3 081	91	(0)
Total Immobilisations		**7 702 731**	**7 703 148**	**7 021 442**
Impôt différé actif NC		45 975	37 997	30 160
Total Actif non Courant		***7 748 706***	***7 741 146***	***7 051 602***
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	3.2.1	**796 506**	**715 063**	**642 680**
Créances et emplois assimilés	3.2.2	**4 424 370**	**4 358 543**	**3 330 071**
Immo. financieres		2	0	0
Clients		524 444	608 752	519 978
Autres débiteurs		2 131 333	2 170 669	1 962 866
Impôts		1 758 113	1 554 037	835 834
Autres actifs courants		10 479	25 086	11 393
Disponibilités et assimilés	3.2.3	**693 679**	**707 595**	**1 722 928**
Placements et autres actifs financiers		647	127	0
Trésorerie		693 032	707 468	1 722 928
Total Actif Courant		**5 914 556**	**5 781 201**	**5 695 679**
Total Actif		**13 663 262**	**13 522 346**	**12 747 281**

Source : document fournis par la société

2-1-2 le bilan passif

Tableau 3.6 : le bilan consolidé (passif) du groupe Sonatrach exercice 2020.

(En millions de DZD)	***NOTES***	2020	2019	2018
CAPITAUX PROPRES	4.1			
Capital social		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Capital souscrit non appelé		-	1 940	-
Ecart d'évaluation		187 888	187 888	115 624
Primes et Réserves		5 728 884	5 310 162	5 047 521
Autres capitaux propres - Report à nouveau		1 602	-	(0)
Capitaux propres hors résultat société mère (A)		**6 918 373**	**6 499 991**	**6 163 144**
Réserves Consolidés (B)		**1 011 275**	**1 106 077**	**930 253**
Réserves Groupe		1 005 386	1 091 790	919 172
Réserves Minoritaires		5 889	14 287	11 081
Ecart d'équivalence (C)		**(34 287)**	**(7 124)**	**(4 018)**
Résultat de l'exercice (D)		**(6 598)**	**373 581**	**542 782**
Ecarts de conversion sur résultat groupe		**(2 382)**	**(13)**	**1 034**
Resultat Net de l'ensemble consolide		**(4 216)**	**373 594**	**541 748**
Résultat Groupe		**(13 971)**	**373 135**	**541 051**
Résultats minoritaires		**9 754**	**459**	**697**
Résultat minoritaires		8 888	459	697
Ecarts de conversion sur résultat minos		867	-	-
Capitaux propres total (A)+(B)+(C)+(D)		**7 888 763**	**7 909 228**	**7 632 162**
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts & dettes financieres NC	4.2.1	235 255	186 820	165 299
Impôts (différés et provisionnés)	4.2.2	219 789	201 361	164 715
Autres dettes & comptes de regul. NC	4.2.3	15 107	12 074	1 663
Instruments financiers passif dérivés NC		(0)	(0)	(0)
Provisions et produits comptabilisés d'avance		362 342	318 033	274 457
Passif non courant total		**832 492**	**718 288**	**606 135**
PASSIFS COURANTS	4.3.1			
Fournisseurs & comptes rattachés		499 861	372 894	456 122
Impôts		666 301	787 725	522 294
Autres dettes		3 773 696	3 713 653	3 525 572
Trésorerie Passif		2 148	20 558	4 996
Passif courant total		**4 942 007**	**4 894 830**	**4 508 984**
Total passif		**13 663 262**	**13 522 346**	**12 747 281**

Source : fournis par la société

2-2 comptes de résultats consolidé

Tableau 3.7 : comptes de résultat consolidé du groupe sonatrach (exercice 2020)

(En millions de DZD)	***NOTES***	**2 020**	**2 019**	**2 018**
Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	5.1.2	3 980 445	5 537 884	5 756 457
Production stockée ou déstockée (Var)		11 909	6 177	37 203
Production immobilisée	5.1.3	287 527	453 045	501 301
Subventions d exploitation		52 155	142 599	36 289
Production de l'exercice	5.1.1	**4 332 036**	**6 139 706**	**6 331 250**
Achats consommés		1 077 691	1 373 949	919 056
Services extérieurs		862 461	1 188 920	1 376 468
Autres services extérieurs		101 507	141 855	141 812
Consommation de l'exercice	5.2.1	**2 041 659**	**2 704 724**	**2 437 336**
Valeur Ajoutée d'exploitation		**2 290 376**	**3 434 981**	**3 893 914**
Charges de personnel	5.2.2	390 914	383 440	321 239
Impots & taxes	5.2.3	923 854	1 376 136	1 818 513
Excedent Brut d'exploitation		**975 608**	**1 675 406**	**1 754 163**
Autres produits opérationnels		163 569	177 785	239 719
Autres charges opérationnelles		135 638	117 817	152 518
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation		869 138	795 627	734 709
Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers		(2 753)	3 900	(3 456)
Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation		30 703	81 334	57 035
Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers		(384)	(2 075)	16 102
Resultat Operationnel		**167 395**	**1 015 060**	**1 183 117**
Produits financiers	5.1.4	96 601	69 579	92 155
Charges financieres	5.2.4	291 840	544 536	673 453
Resultat financier		**(195 239)**	**(474 957)**	**(581 298)**
Resultat ordinaire avant impots		**(27 844)**	**540 103**	**601 819**
Impots sur les resultats	5.2.5	22 794	215 262	129 809
Total des produits des activités ordinaires		4 622 525	6 466 328	6 736 262
Total des charges des activités ordinaires		4 673 163	6 141 487	6 264 252
Resultat Net des activites ordinaires		**(50 638)**	**324 841**	**472 010**
Eléments extraordinaires (produits)		91	52	-
Eléments extraordinaires (charges)		4 066	-	1 353
Résultat extraordinaire		**(3 975)**	**52**	**(1 353)**
Resultat Net de l'exercice		**(54 613)**	**324 892**	**470 656**
Part dans le résultat net MEE (Sociétés Mises en Equivalence)		**49 529**	**48 701**	**71 092**
Resultat Net de l'ensemble consolide		**(5 083)**	**373 594**	**541 748**
Interets minoritaires		**8 888**	**459**	**697**
Resultat net - part du groupe		**(13 971)**	**373 135**	**541 051**

Source : document fournis par la société

2-3 tableau des flux de trésorerie consolidé

Tableau 3.8 : TFT consolidé du groupe Sonatrach (exercice 2020)

(En millions de DZD)	2020	2019	2018
Resultat avant impôt	**(31 815)**	**540 159**	**600 465**
PMV cession d actifs	(491)	2 226	469
Amort. immos corporelles	782 334	620 072	587 845
Dépréciation immos corporelles	(15)	(15)	(65)
Amort. immos incorporelles	19 611	20 549	12 984
Prov. pour écarts d acquisition	1 107	1 023	88
Autres Provisions	80 604	14 236	26 814
Subvension d'exploitation	52 155	142 599	36 289
Impôts différés	(4 492)	27 991	4 951
Amortissements et provisions	931 304	826 066	668 907
Impôts sur le résultat	(22 794)	(215 262)	(129 809)
Intérêts payés	(14 790)	14 275	91
Tréso dégagée des activités opérat.	**861 414**	**1 167 463**	**1 140 123**
Flux de trésorerie liés à des éléments extraordinaires	(3 975)	52	(1 353)
Flux de Trésorerie avant éléments extraordinaires	**(3 975)**	**52**	**(1 353)**
Stocks	(102 355)	(40 543)	(188 335)
Créances clients	290 058	(93 813)	94 938
Fournisseurs	114 426	(57 541)	66 887
Autres - BFR exploitation	(349 290)	(1 088 260)	(229 551)
Incidence de la var de BFR opérat.	**(47 160)**	**(1 280 158)**	**(256 061)**
Autres - BFR non opérationnelle	20 349	(19 196)	2 684
Comptes de liaison Intragroupe	(30 464)	7 352	45 159
Incidence de la var de BFR non opérat.	**(10 115)**	**(11 845)**	**47 843**
Réévaluation JV Inst fin Dérivés	(439)	(127)	495
Autres opérations non cash	**(439)**	**(127)**	**495**
Flux de tréso liés aux activités opérat.	**799 725**	**(124 615)**	**931 048**
Acquisition d immo.corporelles	(1 506 113)	(2 732 285)	(1 571 118)
Acquisition d immo.incorporelles	(46 995)	(115 659)	(42 926)
Acquisition d immo.financières	(85 396)	(657 955)	(386 804)
Acquisition des titres - auto contrôle	(104 212)	(35 180)	(43 320)
Intérêts reçus	(7 949)	228	(250)
Besoin de trésorerie (investissement)	**(1 750 665)**	**(3 540 851)**	**(2 044 419)**
Cession d immo.corporelles	710 302	1 917 039	588 758
Cession d immo.incorporelles	24 088	40 238	8 820
Cession d immo.financières	326 331	232 675	769 981
Ressources liées aux investissements	**1 060 721**	**2 189 953**	**1 367 560**
Flux de tréso liés aux activités invest	**(689 945)**	**(1 350 898)**	**(676 859)**
Augmentation de capital	(76 141)	22 546	358 743
Emissions d'emprunts	38 638	27 316	21 543
Remboursements d'emprunts	(25 124)	(19 455)	(19 329)
Aug (dim) autres dettes financières NC	(33 820)	(1 932)	(10 043)
Aug (dim) autres dettes financières Ct	(126 775)	469 944	331 016
Dividendes versés	128 694	(80 392)	(161 345)
Flux de tréso liés aux activités fin	**(94 528)**	**418 026**	**520 586**
Ecarts non expliqués - écarts de conv	17 153	228	361
Ecarts non expliqués - var méth conso	(29 317)	37 957	(121 151)
Ecarts non expliqués - reclassement	0	(70)	(114)
Ecarts non expliqués - fusion	(0)	-	(37)
Ecarts non expliqués - entrée périmètre	(17 522)	1 074	17 093
Ecarts non expliqués - erreur	0	(0)	(0)
Ecarts non expliqués - sortie	-	2 837	-
Ecarts non expliqués	**(29 687)**	**42 026**	**(103 847)**
Trésorerie - mouvement (calculée)	**(14 436)**	**(1 015 460)**	**670 928**
Trésorerie - clôture (calculée)	693 032	707 468	1 722 928
Trésorerie - ouverture	707 468	1 722 928	1 051 999
Variation de trésorerie	**(14 436)**	**(1 015 460)**	**670 928**

Source : fournis par la société

2-4 tableau des variations des capitaux propres

Tableau 3.9 : variation des capitaux propres consolidés du groupe sonatrach (exercice 2020).

(En millions de DZD)	Capital social	Primes, réserves & résultat consolidés	Ecart d'évaluation	Capitaux propres total	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
Au 1er janvier 2019	**1 000 000**	**6 516 538**	**115 624**	**7 632 162**	**7 620 384**	**11 778**
Affectation résultat	-	(281)	-	(281)	(281)	0
Dividendes	-	(141 937)	-	(141 937)	(141 551)	(386)
Résultat	-	373 598	-	373 598	373 138	459
Augmentation	-	186 524	11 645	198 170	195 378	2 791
Diminution	-	(176 545)	(2 679)	(179 224)	(178 894)	(330)
Ecart de conversion sur ouverture	-	(4 400)	-	(4 400)	(4 400)	-
Ecart de conversion sur flux	-	698	-	698	698	-
Reclassement	-	13 418	-	13 418	13 418	-
Variation de périmètre	-	15 989	-	15 989	15 931	58
Fusion	-	-	-	-	-	-
Entrée de périmètre	-	1 082	-	1 082	706	375
Au 31 décembre 2019	**1 000 000**	**6 784 637**	**124 590**	**7 909 228**	**7 894 482**	**14 746**
Affectation résultat	-	80 712	-	80 712	80 712	(0)
Dividendes	-	14 198	-	14 198	14 265	(67)
Résultat	-	(5 079)	-	(5 079)	(13 967)	8 888
Augmentation	-	397 643	64 199	461 842	448 337	13 505
Diminution	-	(540 082)	(902)	(540 983)	(523 565)	(17 419)
Ecart de conversion sur ouverture	-	83 232	-	83 232	83 747	(514)
Ecart de conversion sur flux	-	(17 463)	-	(17 463)	(18 253)	791
Reclassement	-	(6 177)	-	(6 177)	(6 177)	-
Variation de périmètre	-	(216 114)	-	(216 114)	(211 904)	(4 210)
Entrée de périmètre	-	125 293	-	125 293	125 370	(76)
Sortie de périmètre	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2020	**1 000 000**	**6 700 875**	**187 888**	**7 888 763**	**7 873 119**	**15 644**

Source : document fournis par la société.

3- Contrôle des documents de synthèse

- La forme des comptes consolidés est conforme à la réglementation ;
- La présentation permet la comparabilité avec l'exercice précèdent ;
- Les comptes établis concordent avec le rapport de gestion ;
- L'annexe mentionne en ce qui concerne les entités détenues à plus de 20 % ou sur lesquelles l'entreprise exerce une influence notable le nom, le siège social, le montant des capitaux propres du dernier exercice clos et de la fraction de capital détenue comme recommandé par l'arrêté du 26 juillet 2008 portant Système Comptable Financier.
- L'annexe contient toutes les informations à caractère significatif permettant d'apprécier correctement le périmètre, le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'ensemble constitué par les entités incluses dans la consolidation, notamment tableau de variation du périmètre de consolidation précisant les modifications ayant affecté ce périmètre, du fait de la variation du pourcentage de contrôle des entités déjà consolidées, comme du fait des acquisitions et cessions de titres

Après vérification et contrôle des opérations de consolidation il ressort que malgré quelques anomalies, les opérations globalement sont conformes à la législation en vigueur aux principes comptable et normes généralement appliqués

Conclusion chapitre :

Après avoir suivi la démarche d'audit légal des comptes consolidés durant notre stage pratique, nous avons détecté quelques anomalies et quelques fautes mais globalement n'affectant pas la crédibilité et la sincérité des états financiers consolidés, et par la suite nous avons présenté le suivi de la levé de quelque réserves et observation du commissaire aux comptes, ensuite nous avons présenté les états financiers consolidés publiés du groupe Sonatrach, et on a terminé par le contrôle des documents de synthèse.

Après ce parcourt nous avons pu nous former une opinion sur les états financiers consolidés du groupe Sonatrach :

Nous estimons que les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020, avec un total bilan (actif et passif) de : treize mille six cent soixante-trois milliards deux cent soixante et un million cinq cent quatre-vingt-dix mille neuf cent soixante-quinze dinars (13.663.261.590.975 DZD) et un résultat net déficitaire part du Groupe de Treize milliards neuf cent soixante-dix millions huit cent quatorze mille sept cent soixante-neuf dinars (13.970.814.769 DZD) **sont, dans leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables du SCF algérien, sincères et réguliers et donnent une image fidèle de la situation financière.**

Conclusion générale

L'objectif ultime de la consolidation des comptes est de présenter les comptes consolidés du groupe afin de donner une image claire sur la situation financière du groupe comme s'il s'agit d'une même entité.

La consolidation est une des techniques les plus importantes dans la comptabilité des groupes de sociétés, et elle repose sur un ensemble de principes pour déterminer le périmètre de consolidation comptable et des étapes à suivre pour consolider les filiales telles que l'homogénéisation, les opérations d'éliminations et tous les retraitements à passer afin de présenter des états financiers consolidés du groupe qui reflètent l'image fidèle et fournissent l'information utile et pertinente pour les utilisateurs de ces états internes et externes.

L'audit des comptes consolidés a pour objet de s'assurer que les états de synthèses consolidés donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe, et que la présentation des comptes et leur contenu soient conformes aux exigences des règles en vigueur.

Afin d'atteindre cet objectif l'auditeur doit s'assurer que les données issues des sociétés consolidées ont été validées et établies en conformité avec le référentiel comptable choisi par le groupe et vérifier les procédures et le processus d'agrégation mis en œuvre par la société mère.

l'auditeur doit, en premier, orienter et planifier son audit et ce par une prise en connaissance préalable du groupe et l'examen des éléments pertinents liés au contrôle interne, ensuite l'auditeur effectue le contrôle du périmètre de consolidation, des sociétés consolidées et des opérations de consolidation puis entame la vérification des capitaux propres et l'analyse détaillée du bilan, du compte de résultat et rapport de gestion.

La finalisation des travaux se traduit par l'élaboration d'un rapport de certification des comptes consolidés

Les travaux d'audit des comptes consolidés visent les comptes consolidés des groupes .De ce fait la consolidation est supposé être déjà finalisée.

Le travail que nous avons effectué, représente une mise en opérationnel de l'ensemble de nos acquis théorique et pratiques pour répondre à notre problématique citée :

Comment se réalise la consolidation et l'audit des comptes consolidés ayant pour but la certification des comptes de groupe ?

Pour orienter notre travail nous avons eu à vérifier un ensemble d'hypothèses que nous avons pu confirmer ou infirmer.

- ✓ **Hypothèse 1** : Le processus de consolidation est traduit par l'ensemble des opérations et retraitements appliqués sur les comptes sociaux des filiales et participations et qui aboutit à l'obtention des états financiers consolidés du groupe SONATRACH.
- ➢ Les résultats de notre recherche ont confirmé cette hypothèse.

Car le processus de consolidation commence par l'intégration des comptes individuels homogènes des filiales dans ceux de l'entreprise mère, ensuite nous avons mis en œuvre l'ensemble des retraitements et des opérations intragroupe afin d'obtenir les états financiers consolidés du groupe SPP, sachant que c'est le même

principe pour toutes les entités du SH en se basant sur le périmètre de consolidation défini et la méthode de consolidation appliquée.

- ✓ **Hypothèse 2** : L'audit des comptes consolidés suies la même démarche que l'audit de comptes individuelles mais avec des particularités et nécessite l'examen et la revue des états financiers et des rapports d'audit de toutes les filiales
    - ➢ Les résultats de notre recherche ont confirmé cette hypothèse.

Car la démarche d'audit des comptes consolidés comporte les mêmes étapes principale de la démarche classique d'audit : prise de connaissance, évaluation du contrôle interne, examen des comptes financiers, et enfin l'opinion et l'élaboration du rapport.

La particularité est traduite par le contrôle du périmètre de consolidation et l'examen des travaux des confrères (les rapport d'audit de toutes les entités consolidé) et le contrôle de toutes les opérations de pré consolidation et de la consolidation proprement dite.

- ✓ **Hypothèse 3** : Les comptes consolidés du groupe Sonatrach sont certifiés par un auditeur légale donc ils reflètent une image fidèle de son patrimoine, situation financière et de son résultat.
    - ➢ Les résultats de notre recherche ont confirmé cette hypothèse :

Malgré le constat de quelques anomalies, qui n'ont pas affecté l'intégrité et la crédibilité des comptes consolidés, nous confirmons que le processus de consolidation tels qu'il est établi au groupe Sonatrach est conforme aux exigences du système comptable financier et des normes internationales de comptabilité, et que les états financiers consolidés du groupe reflète une image fidèle du patrimoine et du résultat.

Le cas pratique a permis de faire plusieurs constats à savoir :

1- Le groupe Sonatrach n'utilise pas la démarche de consolidation cité dans la partie théorique (cumule des bilans et TCR puis retraitements et éliminations de consolidation et obtention du consolidé) mais la démarche du passage des comptes sociaux de chaque entité consolidé aux contributifs (traitement d'homogénéisation, proportion, élimination, contribution) et à la fin en additionnant tous les contributif on obtient le consolidé. cette démarche permet de retracer et d'avoir une vision globale avec détail de toutes les opération de consolidation effectué sur chaque entité du début du processus de consolidation jusqu'au contributif, et permet aussi de cibler les erreurs et faciliter la correction , ce qui est impossible à réaliser en méthode de cumul là où tout est noyé donc impossible de cibler les erreurs et de les corriger surtout avec le volume important du périmètre de consolidation, et c'est pourquoi la quasi-totalité des logiciels de consolidation travaille de la même manière que HFM.

2- Nous avons constaté des anomalies tels que la consolidation de quelques entités avec un taux de détention moins 20% et ce cas c'est justifié que le résultat que génère une des entités de 2% de détention est plus important que celui d'autres entités à100% de détention alors on la consolide malgré que le SCF et même les normes internationales disent le contraire.

3- Nous avons constaté des fautes de calcul du pourcentage de contrôle et d'intérêt pour quelques entités et des faute de saisie du pourcentage de détention ce qui a impacté sur la nature du contrôle et la méthode de consolidation appliqué.

4- Les anomalies et las fautes constatées n'affecte pas la crédibilité et l'image fidèle que reflètent les états financiers consolidé du groupe

5- il a été prouvé qu''il n'est pas possible de s'appuyer uniquement sur le système comptable financier pour l'élaboration des états financiers consolidés, mais il est nécessaire de se référer aux normes comptables internationales en l'absence

de normes comptables algériennes régissant la pratique comptable du moment qu'il existe des insuffisances et un vide juridique dans le SCF qui n'a pas traité la consolidation assez profondément. (le SCF ne couvre pas toutes les normes de consolidation, il ne représente que quelques définitions en seulement 2 pages).

6- le processus de consolidation tels qu'il est établi au groupe Sonatrach est globalement conforme aux exigences du système comptable financier.
7- Certaines des erreurs commises n'ont aucune correction dans le SCF ce qui nous oblige à commencer à préparer les normes comptables algériennes puis à préparer les normes d'audit algériennes et non l'inverse.
8- Les états financiers consolidés sont de très grande importance dans la prise de décision lorsque le groupe est coté en bourse et ce n'est pas le cas de Sonatrach.

Les difficultés rencontrées lors de la consolidation des comptes de l'exercice 2020 :

Les travaux de consolidation des comptes du Groupe SONATRACH, de l'exercice 2020, ont été marqués par de nombreuses difficultés liées essentiellement au disponibilité des données et informations financières dans les délais fixés par la direction Finances et aux conséquences de la pandémie covid19.

Malgré toutes ces difficultés, la Direction Finances a réussi à établir des états financiers consolidés dans les délais impartis.

1. Les délais de présentation des états financiers consolidés sont parallèles à la présentation des comptes sociaux, ce qui engendre la réception d'états financiers des

entités en version provisoire. De ce fait une divergence entre les états chargés au niveau de HFM et les états certifiés par leur CAC est à noter.

Ce cas justifie certaines réserves en consolidation ;

2. Réception des états financiers et données financières, en version provisoires des entités du périmètre en national et à l'étranger, nécessitent un travail supplémentaire de réajustement et mise à jour lors de la réception des états financiers définitifs ;

3. Le mouvement du personnel, pour différents motifs notamment celui formé sur l'application de consolidation HFM, génère un besoin de formation de nouveaux utilisateurs entrainant la prise en charge des travaux de consolidation par l'équipe centrale ;

4. La remontée tardive des informations complémentaires indispensables pour la vérification et réalisation des retraitements liés au chantiers Marge sur Immobilisations et Impôts Différés (Les états et informations annexes : liasses fiscaux, états des ID, informations sur les mouvements en Intra-Groupe des immobilisations etc..) ;

5. La non tenu des séances de restitution avec les commissaires aux comptes pour examiner et clarifier certains points sur la démarche actuelle de remonté des données et des étapes de validation des comptes consolidés ;

6. Absence de traitement sur certains points spécifiques de consolidation non prévu par la règlementation comptable algérienne tel que :

- Les titres mise en équivalences négatifs ;
- L'écart d'équivalence négatif ;
- L'écart d'évaluation ;
- Provisionner les engagements servis aux retraités régime complémentaire de retraite servis par la MIP ;
- Traitement du compte 109 capital souscrit non appelé ;

- Inexistence du compte « 12-acomptes sur dividendes versés »
- Les biens dévolus par l'Etat ;
- Etc…

7. Les modifications devant être apporter à la présentation des états financiers au niveau de HFM afin qu'ils soient conformes au SCF, nécessitent un travail colossal puisque les états ont été conçus pour répondre aux besoins du modèle standard de HFM ;

8. Malgré la mise en place de la procédure de réconciliation des opérations Intra-Groupe, ce chantier nécessite beaucoup de temps et d'efforts pour contrôler, arbitrer et réduire les écarts sur un nombre très important des entités du périmètre de consolidation ;

9. Certaines observations du CAC relèvent du TOP management et non des prérogatives de la Direction Finances nécessitant une mise en place d'une politique financière du groupe, principalement l'uniformisation des hypothèses de calcul actuariel des allocations de fin de carrière, gratification de médailles des indemnités compensatoires servis au titre de l'IZCV aux non-résidents.

10. Le département consolidation groupe est composé de consolideurs très qualifiés et bien expérimentés mais il souffre d'un manque d'effectif ce qui a contraint les consolideurs à travailler sous une pression vu le volume important de travail requis en un temps très court.

Arriver à terme de notre essaie d'analyser des techniques de consolidations au sein de la SH et auditer les états financiers consolidés du groupe, sachant que le département de consolidation est bien structuré et organisé mais nous pourrons suggérer nos modestes recommandations suivantes :

1 .l'établissement d'un service d'audit interne groupe relatif aux contrôle des comptes consolidés de l'organisation mise en place ainsi que le processus de consolidation pour la contribution à l'amélioration, à la fiabilité, sincérité, et à l'image fidèle.
2 Les délais de présentation des états financiers consolidés après la présentation des comptes sociaux, ce qui engendre la réception d'états financiers des entités en version définitive. De ce fait la divergence entre les états chargés au niveau de HFM et les états certifiés par leur CAC sera inexistante.
3 former les nouveaux utilisateurs entrainant la prise en charge des travaux de consolidation par l'équipe centrale ;
4 Nécessité de tenir des séances de restitution avec les commissaires aux comptes pour examiner et clarifier certains points sur la démarche actuelle de remonté des données et des étapes de validation des comptes consolidés, ce qui annule 80% des observations et réserves.
5 Mettre à jour le SCF et tenter de combler le vide juridique concernant la consolidation comptable et l'adaptation avec l'évolution des normes comptables internationales pour que la publication des états financiers consolidés sera normalisée.
6 Donner un cadre légal pour le traitement des filiales mises en liquidation.
7 Revoir l'organisation de la structure en charge de la consolidation.
8 La répartition des taches /missions par service /consolideur, et chaque consolideur prend en charge un périmètre ou un secteur ou une activité, et chaque trois ou quatre ans faire l'échange entre les consolideurs pour que chaqu'un d'eux puisse faire le tour et maitriser toutes les opérations comptable de la chaine pétrolière.
9 Il faut actualiser les procédures du traitement de marges sur stock et marge sur immobilisation et les impôts différés car ils sont compatibles avec l'ancienne version de HFM Entreprise qui n'est pas utilisé depuis 2010, ainsi que modifier le fichier de règles.

10 Il faut mettre à jour le logiciel Oracle HFM et installer la dernière version existante.

11 La maintenance du serveur du logiciel de consolidation au niveau central se fait en week- end (vendredi et samedi) et ça bloque les utilisateurs des entités qui travaille les vendredis et samedis spécialement au sud et les multinationales, et du coup la maintenance doit se faire la nuit.

12 L'élaboration des états financiers consolidés trimestriels, et programmer une pré clôture en en mois d'Octobre par exemple.

13 Installer un ERP groupe, ce qui aide à réduire les problèmes de consolidation surtout en ce qui concerne la collecte des données de tout le périmètre.

14 Suite à la décision de Sonatrach d'installer SAP comme ERP et non ORACLE, il faut continuer à travailler avec ORACLE HFM car il est plus puissant, performant et repend aux besoins de la consolidation du groupe sonatrach et la législation algérienne, et du coup il faut créer un lien de SAP avec HFM pour transférer les données et assurer la continuité de la consolidation au même niveau.

15 Prévoir suffisamment de temps pour l'élaboration du rapport financier des comptes consolidés avec plus de détail et de précision tel que font les groupes internationaux, et attribuer cette tâche d'analyse à quelqu'un d'autre que ceux qui consolident.

16 - Le commissaire aux comptes doit maitriser le processus de consolidation afin de pouvoir apprécier l'information contenue dans les comptes consolidés.

17 - L'élaboration des Normes Algériennes d'Audit doit être accélérée et doivent être appliquées le plus tôt possible afin de rattraper le retard que connait l'audit en Algérie par apport aux pratiques internationales.

En fin, bien que les différents concepts ayant trait à la consolidation comptable et à l'audit des comptes consolidés ont été abordés dans ce travail, il est utile de signaler

ici qu'il y a des points importants qui peuvent faire l'objet - dans le futur proche - d'une étude comme :

- La mise à jour nécessaire du SCF pour prendre en considérations les changements apportés aux normes internationales en matière de consolidation pour atteindre les objectifs de l'harmonisation mondiale de la comptabilité.
- l'étude du retard que connait l'audit en Algérie par apport aux pratiques internationales
- la consolidation fiscale.
- L'analyse financière des comptes consolidés.

En espérant que ce modeste travail ajoutera un plus à la recherche scientifique en Algérie, et qu'il soit la base d'éventuelles recherches dans le futur.

Bibliographie

Les livres :

- Antoine Mercier, Philippe Merle, **Memento pratique audit et commissariat aux comptes**, Francis Lefebvre, paris, 2011.
- BACHY (Bruno) et SION (Michel), **analyse financière des comptes consolidés norme IFRS**, 2ème édition, DUNOD, Paris, 2009.
- BAILLY (Laurent), **comprendre les IFRS**, édition maxima, Paris, 2007.
- Barneto (pascal) et gregorio (george), finance, Dunod, Paris, 2009.
- BEN AMOR (Hamadi) **: la consolidation des bilans 2006**, Raouf YAICH, Sfax, 2006.
- BERTIN (Elisabeth), **Les états financiers consolidés IAS/IFRS**, GUALINO, Paris, 2007.
- BERTIN (Elisabeth), GODOWSKI (Christophe) et KHELASSI (Rédha), Manuel Comptabilité et Audit, Berti, Alger, 2013.
- BONIER (Carole) et PASCALLE (Delvaille) : **comptabilité financière des groupes**, édition GUALINO, Paris, 2006.
- COLINET (François) et PAOLI (Simon) : **pratique des comptes consolidés**, DONOD, 6ème édition, Paris, 2016.
- Eric Ropert et autres, **nouvelle pratique des comptes consolidés**, Gualiano éditeur, paris, 2000.
- ERIC (Tort), l'essentiel de la consolidation des comptes, GUALINO, France, 2014.
- GRANDGUILLOT (Béatrice) et (Francis), **Comptabilité des sociétés**, GULINO LEXTENSO, Paris, 2014.
- Jacque Hérail, Christian Chirasini, **pratique de la consolidation des comptes**, Dunod, paris, 1985.
- Jean-Michel Palou, manuel de consolidation principes et pratiques, 2ème édition, Groupe Revu Fiduciaire- 2002.

- Jean Montier, Olivier Grassi, **techniques de consolidation**, 2ème édition, Economica, 2006.
- Jean-paul LAMY, **audit et certification des comptes en milieu informatisé**, les éditions d'organisation, paris, 1996.
- J.Y eglem et P.gazil, **la consolidation outil de gestion et de contrôle des groupes**, édition Vuibert, France, 1984.
- LAUZEL(Pierre) et BOUQUIN (Henri), **Comptabilité analytique de gestion**, SIREY, Paris, 1988.
- LEFEBVRE (Francis), **Comptes consolidés**, édition Francis, Paris, 2007.
- MESPLE-LASSALLE (Dominique), **La consolidation des comptes**, MAXIMA, Paris, 2013.
- MESSEKDJI (Chafik), **techniques de consolidation des comptes de groupes**, HOUMA, Alger, 2012.
- Michel Lanfumez, **Comptabilité des sociétés**, les édition d'organisation, Paris, 1995.
- Mohamed Neji Hergli, **Maitriser la consolidation des comptes référentiel IFRS**, Octobre 2007.
- MONTIER (Jean) et GRASSI (Olivier), **Techniques de consolidation**, édition ECONOMICA, 2éme édition, Paris, 2006.
- Montier Jean et Scognamiglio Giles, Techniques de consolidation, Economica, Paris, 1995.
- OBERT (Robert) : **Fusion consolidation**, édition DUNOD, 5éme édition, Paris, 2016.
- Robert Le Duff, **Encyclopédie de la gestion et du management**, Dalloz, Paris, 1999.
- Sophie de Oliveira LEITE, Dang PHAM, **La consolidation des comptes**, édition Ellipses, Paris, 2002.
- WHITE (Allen) : **La consolidation directe**, De BOECK, Bruxelles, 2003.

Articles et revues

- IAS/IFRS les normes comptables internationales, collectif EPBI, pages bleues, Mai 2010.
- IFRS in your pocket 2015 « guide de référence sur IFRS », Deloitte Tohmatsu Limited, Studio at Deloitte, London, 2015.
- Système comptable financier, copyright EURL page bleues internationales, Avril 2010 ;
- SCHEVIN (Pierre) : réflexion d'une sous filiale difficultés techniques et concepts innovants, revue française de comptabilité, N°435, Septembre 2010.
- OBERT (Robert) : synthèse de nouvelles normes IFRS sur les comptes consolidés, revue française de comptabilité, N°444, juin 2011.

Travaux universitaires

- Ouassini Sabli Meriem, La responsabilité de la société mère du fait de ses filiales, thèse pour l'obtention du titre de docteur, université de Paris Dauphine, Décembre 2014.
- SAIHI (Youcef), Les consolidés des impôts différés selon les normes IAS/IFRS en Algérie, mémoire de magister, Ecole supérieure de commerce d'Alger, 2011.
- BOUJELBENE (Sawsan), Comptabilité Sectorielle, mémoire de magister, Ecole Supérieure de Commerce de SFAX, Tunisie, 2008.
- Dahim ahmed, audit des comptes consolidés du groupe, poste de graduation spécialisé, mémoire de fin d'étude, institut national de commerce, Alger, 2009.

- Laib fatma zohra, l'audit des comptes consolidés, mémoire de master en comptabilité et fiscalité approfondie , université de M'hamed Bouguerra, Boumerdes, 2018.
- Batata Sofiene, cours de comptabilité approfondie, FSECSG, université m'hamed bougerra, Boumerdes, 2019.

Texte réglementaires

- Code de commerce, alger, 2007.
- Journal Officiel, Algérie, N° 19, 25 mars 2009
- Journal officiel, ALGERIE, N°27, 28 mai 2008
- Loi de finance 2008
- Article 24 loi 10-01
- Article 25 loi 10-01
- Ministère des finances, décision n/02,contanant les normes algériennes d'audit(210- 505-560- 580) daté de 04 /02/2016.
- Loi de finance 2008, chapitre II, Section I : impôts directs et taxes assimilées, Art 06

Sites web

http://revuefiduciaire.grouperf.com/guide/20125/rfiducgu20125_0400_02572D_001.html

www.cuisinedespatrons.com/entreprise-etablissement-filiale-groupe-holding/

www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/iasb.html

WWW.PILOTER.ORG/GOUVERNANCE-ENTREPRISE/IAS-IFRS.HTML

www.l'expert-comptable.com

www.IASplus.com

www.focusifrs.com

www.ifac.org

www.sonatrach.com

Autres

- Manuel général d'organisation, Décision A-001 (R31), Document interne à SONATRACH
- Manuel général d'organisation, Décision A359 (R11), Document interne à SONATRACH

Annexes

Annexe 01 : LA FICHE CONTACT (INFORMATION GENERALE ET CONTACT)

FICHE CONTACT ENTITE CONSOLIDATION

Dénomination de la Société		**Code de l'entité:**	
Adresse siège sociale		**N° TEL :**	
Site Internet		**N° FAX :**	

CONTACTS

Président Directeur Général			
Nom		**TEL**	
Prénom		**Mobile**	
E-mail		**FAX**	

Interlocuteur Privilégié : Chargé des opérations de Consolidation			
Nom		**TEL**	
Prénom		**FAX**	
Fonction		**E-mail**	
Adjoint de l'interlocuteur privilégié			
Nom		**TEL**	
Prénom		**FAX**	
Fonction		**E-mail**	
Responsable hiérarchique de l'interlocuteur privilégié			
Nom		**TEL**	
Prénom		**FAX**	
Fonction		**E-mail**	
Directeur Finances			
Nom		**TEL**	
Prénom		**Mobile**	
E-mail		**FAX**	

ANNEXE 02 : CAPITAL SOCIAL

Groupe Sonatrach
Gestion du périmètre juridique

Nom de l'entité	
Code entité	
Devise	

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2020

Composition du capital social				
	Nombre total de parts ou actions composant le capital social	Valeur nominale des parts/actions	Montant total du capital social	Commentaires en cas de variation du nombre ou de la valeur nominale des parts/actions entre le 31/12/2019 et le 31/12/2020 (décrire l'opération et sa date)
Capital social au 31 décembre 2019				
Augmentation de capital				
Diminution de capital				
Autres opérations				
Capital social au 31 décembre 2020	**-**			

Analyse de l'actionnariat					
Désignation des actionnaires dans l'entité (si l'actionnaire est une entité du groupe Sonatrach, son code entité est à indiquer)	Catégorie de l'action	Nombre total de parts ou actions détenues au 31/12/2019	Pourcentage de détention au 31/12/2019	Nombre total de parts ou actions détenues au 31/12/2020	Pourcentage de détention au 31/12/2020
TOTAL ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,(a)					

(a): Le total des parts détenues doit être égal au total des parts composant le capital social de la société **VRAIS**

Annexe 03 :Titre de participation

Groupe Sonatrach
Gestion du périmètre juridique

Nom de l'entité	
Code entité	
Devise utilisée (l'unité)	

ANALYSE DES TITRES DE PARTICIPATION AU 31 DECEMBRE 2020

Analyse des titres de la filiale chez la société détentrice					
Nom des sociétés dont des titres sont détenus par l'entité (si les titres détenus sont ceux d'une entité du groupe Sonatrach, son code entité est à indiquer)	Valeur brute des titres au 31/12/2019	Valeur brute des titres au 31/12/2020	Variation entre la valeur brute des titres au 31/12/2019 et 31/12/2020 "A"	Nombre total de titres détenus au 31/12/2020	Pourcentage de detention des titres au 31/12/2020
			0,00		
TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0**	

Les variations 2019/2020 sont analysées dans le tableau suivant :

Analyse des mouvements sur les titres de participation durant l'exercice 2020					
Nom des sociétés dont des titres sont détenus par l'entité (si les titres détenus corcernant une entité du groupe Sonatrach, son code entité est à indiquer)	Valeur brute des titres au 31/12/2019	Acquisitions de l'exercice en valeur **"B"**	Cessions de l'exercice en valeur **"C"**	Valeur brute des titres au 31/12/2020	Commentaires et date d'acquisition ou de cession des titres
				0,00	
				0,00	
				0,00	
				0,00	
				0,00	
				0,00	
				0,00	
				0,00	
TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Contrôle à effectuer : la variation de la valeur brute des titres entre 2019 et 2020 est égale à la somme des acquisitions moins la somme des cessions de l'exercice (A = B-C)

Annexe 04 : Bilan social SPP spa (actif)

SONATRACH SCES PARAPETROLIERS

EDITION DU: **31/03/2021 8:12**

10,RUE DU SAHARA HYDRA ALGER

EXERCICE: **01/01/2020 AU 31/12/2020**

N° D'IDENTIFICATION:099816000439125

PERIODE DU: **01/01/2020 AU 31/12/2020**

BILAN (ACTIF)

LIBELLE	NOTE	BRUT	AMO/PROV	NET	NET N-1
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou					
Immobilisations incorporelles		388 230,00	388 230,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles		30 557 962,31	23 786 143,30	6 771 819,01	7 877 499,60
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées		8 017 873 429,35	64 000 000,00	7 953 873 429,35	7 953 873 429,35
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courant		4 010 000 000,00	0,00	4 010 000 000,00	4 010 000 000,00
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT		**12 058 819 621,66**	**88 174 373,30**	**11 970 645 248,36**	**11 971 750 928,95**
ACTIF COURANT					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Autres débiteurs		1 426 185,31	0,00	1 426 185,31	53 216,57
Impôts et assimilés		3 843 546,80	0,00	3 843 546,80	1 200,00
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers coura					
Trésorerie		3 058 235 839,83	58 980 223,03	2 999 255 616,80	3 663 306 784,89
TOTAL ACTIF COURANT		**3 063 505 571,94**	**58 980 223,03**	**3 004 525 348,91**	**3 663 361 201,46**
TOTAL GENERAL ACTIF		**15 122 325 193,60**	**147 154 596,33**	**14 975 170 597,27**	**15 635 112 130,41**

Annexe 05 : bilan social SPP spa (passif)

SONATRACH SCES PARAPETROLIERS

10,RUE DU SAHARA HYDRA ALGER

N° D'IDENTIFICATION:099816000439125

EDITION DU: **31/03/2021 8:12**

EXERCICE: **01/01/2020 AU 31/12**

PERIODE DU: **01/01/2020 AU 31/12/**

BILAN (PASSIF)

LIBELLE	NOTE	N	N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		400 000 000,00	400 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidés (		3 636 268 805,03	3 458 510 211,02
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net du groupe (1)		3 859 195 197,41	4 677 758 594,01
Autres capitaux propores - Report à nouveau			
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		**7 895 464 002,44**	**8 536 268 805,03**
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières		7 052 450 769,35	7 052 450 769,35
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II		**7 052 450 769,35**	**7 052 450 769,35**
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés		26 892 744,48	13 912 686,62
Impôts			
Autres dettes		363 081,00	260 700,00
Trésorerie passif			
TOTAL III		**27 255 825,48**	**46 392 556,03**
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		**14 975 170 597,27**	**15 635 112 130,41**

Annexe 06 : TCR SPP spa

SONATRACH SCES PARAPETROLIERS — EDITION DU: **31/03/2021 8:13**

10,RUE DU SAHARA HYDRA ALGER — EXERCICE: **01/01/2020 AU 31/12**

N° D'IDENTIFICATION:099816000439125 — PERIODE DU: **01/01/2020 AU 31/12/**

COMPTE DE RESULTAT /NATURE

LIBELLE	NOTE	N	N-1
Ventes et produits annexes			
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE			
Achats consommés		-756 539,54	-593 804,40
Services extérieurs et autres consommations		-46 241 053,08	-40 353 354,15
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE		**-46 997 592,62**	**-40 947 158,55**
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		**-46 997 592,62**	**-40 947 158,55**
Charges de personnel			
Impôts, taxes et versements assimilés		-369 500,00	-361 000,00
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		**-47 367 092,62**	**-41 308 158,55**
Autres produits opérationnels		52 864,50	30 000,44
Autres charges opérationnelles		-431 102,62	-240 010,48
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		-2 961 348,65	-2 012 839,14
Reprise sur pertes de valeur et provisions		24 000,00	234 135 741,70
V- RESULTAT OPERATIONNEL		**-50 682 679,39**	**190 604 733,97**
Produits financiers		3 943 575 000,00	4 583 408 910,62
Charges financières			
VI-RESULTAT FINANCIER		**3 943 575 000,00**	**4 583 408 910,62**
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)		**3 892 892 320,61**	**4 774 013 644,59**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		-33 697 123,20	-96 255 050,58
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		**3 943 651 864,50**	**4 817 574 652,76**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		**-84 456 667,09**	**-139 816 058,75**
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		**3 859 195 197,41**	**4 677 758 594,01**
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**3 859 195 197,41**	**4 677 758 594,01**

Annexe 07 : bilan social ENAC

Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**54 300 725**	**38 126 950**	**16 173 775**	**12 469 530**
Immobilisations corporelles	**22 266 847 805**	**14 367 874 925**	**7 898 972 880**	**8 534 851 463**
Terrains & aménagements	171 710 445		171 710 445	171 710 445
Constructions	55 429 625	32 196 974	23 232 651	25 307 347
Autres immobilisations corporelles	21 903 759 285	14 335 677 951	7 568 081 334	8 308 996 122
Immobilisations en concession	135 948 450		135 948 450	28 837 550
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**789 921 522**		**789 921 522**	**715 958 935**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**49 735 575**		**49 735 575**	**79 951 090**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	49 735 575		49 735 575	79 951 090
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**23 160 805 626**	**14 406 001 875**	**8 754 803 751**	**9 343 231 019**
Impôt différé actif NC	**295 647 662**		**295 647 662**	**296 291 050**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**23 456 453 289**	**14 406 001 875**	**9 050 451 414**	**9 639 522 069**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**5 335 337 256**	**125 457 473**	**5 209 879 783**	**3 101 707 512**
Créances et emplois assimilés	**14 647 569 852**	**327 905 656**	**14 319 664 196**	**14 490 740 605**
Immo. financieres				
Clients	8 043 170 423	305 905 966	7 737 264 458	8 399 005 547
Autres débiteurs	672 026 226	21 999 690	650 026 536	723 358 078
Impôts	5 854 656 488		5 854 656 488	5 319 075 503
Autres actifs courants	77 716 714		77 716 714	49 301 476
Disponibilités et assimilés	**2 628 718 033**		**2 628 718 033**	**6 060 942 177**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	2 628 718 033		2 628 718 033	6 060 942 177
TOTAL ACTIFS COURANTS	**22 611 625 142**	**453 363 129**	**22 158 262 012**	**23 653 390 294**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**46 068 078 430**	**14 859 365 004**	**31 208 713 426**	**33 292 912 363**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	15 000 000 000	15 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	3 210 499 394	2 693 208 771
Report à nouveau		-21 399 572
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	-21 399 572
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**916 141 231**	**638 690 194**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**19 126 640 624**	**18 310 499 394**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	3 473 947 568	4 865 919 733
Impôts (différés et provisionnés)	6 699 776	606 009
Autres dettes & comptes de regul. NC	135 948 450	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	997 753 648	977 915 708
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**4 614 349 442**	**5 844 441 450**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	4 869 472 172	7 363 368 327
Impôts	913 029 805	492 345 307
Autres dettes	1 685 221 383	1 282 257 885
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**7 467 723 360**	**9 137 971 519**
TOTAL GENERAL PASSIF	**31 208 713 426**	**33 292 912 363**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:25:18 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 08 : TCR ENAC

Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	11 030 792 915	20 510 081 060	-46.22%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	1 894 002 937	-708 462 900	367.34%
730000 Production immobilisée	2 268 266		
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**12 927 064 117**	**19 801 618 160**	**-34.72%**
60000T Achats consommés	2 135 115 452	7 179 472 922	70.26%
61000T Services extérieurs	2 845 448 265	4 530 809 741	37.20%
62000T Autres services extérieurs	444 188 612	434 282 482	-2.28%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**5 424 752 330**	**12 144 565 145**	**55.33%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**7 502 311 788**	**7 657 053 016**	**-2.02%**
63000T Charges de personnel	4 289 136 751	4 537 760 865	5.48%
64000T Impots & taxes	244 094 772	336 799 755	27.53%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**2 969 080 264**	**2 782 492 396**	**6.71%**
75000T Autres produits opérationnels	247 314 190	176 483 247	40.13%
65000T Autres charges opérationnelles	75 236 433	9 859 684	-663.07%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	1 816 637 173	1 965 372 599	7.57%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	114 266 549	110 030 729	3.85%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**1 438 787 397**	**1 093 774 089**	**31.54%**
76TOT Produits financiers	32 012 179	25 883 416	23.68%
66TOT Charges financieres	241 302 850	300 071 635	19.58%
RESFIN Resultat financier	**-209 290 671**	**-274 188 219**	**23.67%**

Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**1 229 496 726**	**819 585 869**	**50.01%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	306 618 341	76 295 473	301.88%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	6 737 155	104 600 202	-93.56%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**13 320 657 036**	**20 114 015 552**	**-33.77%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**12 404 515 805**	**19 475 325 358**	**-36.31%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**

Annexe 09 : Bilan social HESP (actif)

BILAN ACTIF

Halliburton Entreprise Services aux Puits "HESP"
Logging & Perforating
B.P:109 ZONE INDUSTRIELLE H.M.D
30500 HASSI MESSAOUD
SPA CAPITAL.1.200.000.000.00 DA

RC:99B122725
NIF:099930012272551

Exercice clos le 31/12/2020

ACTIF	Note	N Brut	N Amort-Prov	N Net	N-1 Net
ACTIF IMMMOBILISE (NON COURANT)					
Ecart d'acquisition (ou goodwill)					
Immobilisations incorporelles	(2.1.1)	220 596 903,29	184 579 002,43	36 017 900,86	47 598 486,55,
Immobilisations corporelles					
Terrains		157 788 000,00		157 788 000,00	157 788 000,00
Bâtiments		711 948 378,11	431 258 102,92	280 690 275,19	322 663 979,72
Autres immobilisations corporelles.	(2.1.2)	14 677 755 308,00	107 68 747 550,32	3 909 007 757,68	4 245 948 221,28
Immobilisations en concession					
Immobilisations en cours	(2.1.3)	145 033 241,50		145 033 241,50	45 794 824 ,75
Immobilisations financiers					
Prêts et autres actifs financiers NC	(2.5)	62 585 625,00		62 585 625,00	59 225 625,00
Impôts différés actifs	(2.6)	113 068 609,40		113 068 609,40	76 874 150,99
TOTAL ACTIF NON COURANT		**16 088 776 065 ,30**	**11 384 584 655,67**	**4 704 191 409,63**	**4 955 893 287,39**
ACTIF COURANT					
Stocks et encours	(2.7)	996 534 143,41	48 426 711,48	948 107 431,93	974 060 641,28
Créances & emplois assimilés					
Clients	(2.8.1)	1 117 822 124,10	7 218 240,95	1 110 603 883,15	1 063 452 470,09
Autres débiteurs	(2.8.2)	49 898 499,01		49 898 499,01	33 594 985,42
Impôts	(2.9.1)	183 908 197,32		183 908 197,32	203 205 207,02
Disponibilités et assimilés					
Trésorerie	(2.11)	1 534 201 756,30		1 534 201 756,30	951 189 189,22
TOTAL ACTIF COURANT		**38 823 64 720,14**	**55 644 952,43**	**3 826 719 767,71**	**3 225 502 493,03**
TOTAL GENERAL ACTIF		**19 971 140 785,44**	**11 144 0229 608,10**	**8 530 911 177,34**	**8 181 395 780,42**

Annexe 10 : bilan social HESP (passif)

BILAN PASSIF

Halliburton Entreprise Services aux Puits "HESP"
Logging & Perforating
B.P:109 ZONE INDUSTRIELLE H.M.D
30500 HASSI MESSAOUD
SPA CAPITAL.1.200.000.000.00 DA

RC:99B122725
NIF:099930012272551

Exercice clos le 31/12/2020

PASSIF	Note	N	N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	(2.12.1)	1 200 000 000,00	1 200 000 000,00
Primes et réserves	(2.12.2)	5 883 688 394,65	5 516 831 827,43
Résultat net		296 006 944,74	366 856 567.22
Autres capitaux propres- Report à nouveau	(2.12.3)		
Part de la société consolidante			
Part des minoritaires			
TOTAL I		**7 379 695 339,39**	**7 083 688 394.65**
PASSIFS NON COURANTS			
Autres dettes non courants		10 511 124,65	6 381 681,19
Provisions et produits. Comptabilisé d'avance	(2.13)	207 556 985,25	153 608 302,58
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		**218 068 109,90**	**159 989 983,77**
Fournisseurs et comptes rattachés	(2.10.1)	360 852 042,41	490 269 262,44
Impôts	(2.9.2)	21 665 5574,97	195 537 882,16
Autres dettes	(2.10.2)	355 640 110,67	251 910 257,40
TOTAL PASSIFS COURANTS III		**933 147 728,05**	**937 717 402,00**
TOTAL GENERAL PASSIF		**8 530 911 177,34**	**8 181 395 780,42**

Annexe 11 : TCR HESP

Tableau des comptes de résultat (par Nature)

Halliburton Entreprise Services aux Puits
"HESP" RC:99B122725
Logging & Perforation NIF:0999300122725 51

B.P:109 ZONE INDUSTRIELLE H.M.D **Exercice : 01/01/2020 au 31/12/2020**
30500 HASSI MESSAOUD
SPA CAPITAL.1.200.000.000.00 DA

Comptes de résultat	NOTE	N	N-1
Vente et produits annexes	(2.14)	3 802 406 653,57	4 395 926 307,54
I- PRODUCTION DE L'EXERCICE		**4 395 926 307,54**	**4 395 926 307,54**
Achat Consommés	(2.15)	-518 287 192,38	-574 415 721,86
Services Extérieurs &Autres consommations		-579 553 320.80	-837 517 313,02
II- CONSOMMATION DE L'EXERCICE		**-1 097 840 513,18**	**-1 411 933 034,90**
VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I+II)		**2 704 566 140,39**	**2 983 993 272,64**
Charges de Personnel	(2.16)	-1 260 701 996,88	-1 190 532 419,82
Impôts, taxes et versements assimilés		-95 479 346,28	-99 514 828,04
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		**1 348 384 797,23**	**1 693 946 024,78**
Autre produits opérationnels	(2.17)	294 706 940,43	17 500 902,49
Autres Charges opérationnelles		-7 810 738,44	-11 061 596,88
Dot.amort & provision perte valeur		-1 252 584 701,14	-1 186 253 278,80
Reprise sur perte de valeur et prov.		42 426 024,59	3 080 773,48
RESULTAT OPERATIONNEL		**425 122 322,67**	**517 212 825,07**
Produits financiers	(2.18)	1 458 515,69	219 990,54
Charges financières		-13 128 470,04	-16 114 377,86
RESULTAT FINANCIER		**-11 669 954,35**	**-15 894 387,32**
RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS		**413 452 368,32**	**501 318 434,75**
Impôt exigible/résultat ordinaire	(2.19)	-153 639 882,89	-144 604 603.68
Impôt différé(Var) /résultat Ord		36 194 459,31	10 142 733,15
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		**4 140 998 134,28**	**4 416 727 974,05**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		**-3 844 991 189,54**	**-4 049 871 406.83**
REULTAT NET ACTIVITE ORD		**296 006 944,74**	**366 856 567,22**
Elément extraordinaire (Produit)			
Elément extraordinaire (Charge)			
RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**296 006 944,74**	**366 856 567,22**

Annexe 12 : Bilan social ALGESCO (actif)

BILAN (ACTIF)

LIBELLE	NOTE	BRUT	AMO/PROV	NET	NET N-1
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles	1	**5 517 738,00**	**5 517 738,00**	0,00	0,00
Immobilisations corporelles					
Terrains	1	310 000 000,00	0,00	310 000 000,00	310 000 000,00
Bâtiments	1	1 061 726 189,97	389 157 354,09	672 568 835,88	711 736 662,84
Autres immobilisations corporelles	1	1 751 564 758,17	1 083 016 709,83	668 548 048,34	768 403 201,53
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours	1	**38 397 970,46**	0,00	**38 397 970,46**	**36 534 750,56**
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants	2	303 028 785,61	0,00	303 028 785,61	236 815 189,12
Impôts différés actif		472 644 101,00	0,00	472 644 101,00	384 740 740,45
TOTAL ACTIF NON COURANT		**3 942 879 543,21**	**1 477 691 801,92**	**2 465 187 741,29**	**2 448 230 544,50**
ACTIF COURANT					
Stocks et encours	3	**1 303 457 929,61**	**340 226 489,72**	**963 231 439,89**	**1 294 345 218,83**
Créances et emplois assimilés					
Clients	4	9 436 998 019,85	420 042 105,26	9 016 955 914,59	9 784 211 414,67
Autres débiteurs	5	17 491 256,54	0,00	17 491 256,54	79 834 835,08
Impôts et assimilés	6	1 798 089 814,21	0,00	1 798 089 814,21	1 230 941 023,45
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie	7	5 297 652 022,52	0,00	5 297 652 022,52	7 306 168 678,62
TOTAL ACTIF COURANT		**17 853 689 042,73**	**760 268 594,98**	**17 093 420 447,75**	**19 695 501 170,65**
TOTAL GENERAL ACTIF		**21 796 568 585,94**	**2 237 960 396,90**	**19 558 608 189,04**	**22 143 731 715,15**

Annexe 13 : bilan social ALGESCO (passif)

BILAN (PASSIF)

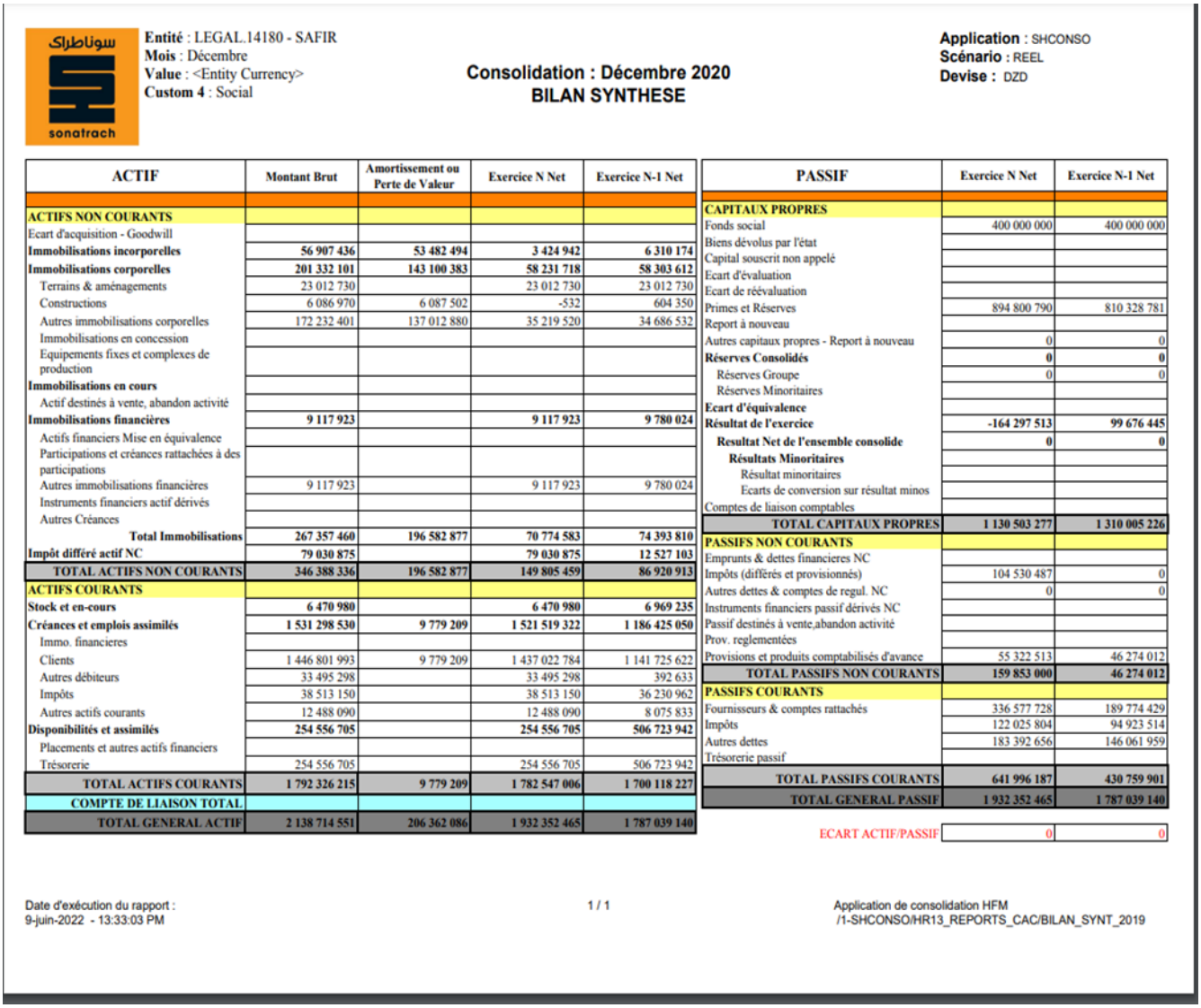
LIBELLE	NOTE	N	N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		99 670 000,00	99 670 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)		2 037 148 163,61	2 037 148 163,61
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net du groupe (1)		1 811 859 940,27	3 457 868 058,76
Autres capitaux propores - Report à nouveau		5 070 638 818,19	1 612 770 759,43
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		**9 019 316 922,07**	**7 207 456 981,80**
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance	**8**	392 818 082,08	337 714 539,91
TOTAL II		**392 818 082,08**	**337 714 539,91**
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés	**9**	4 525 002 966,39	8 692 881 409,21
Impôts	**10**	1 529 275 793,16	1 798 813 739,87
Autres dettes	**11**	4 092 194 425,34	4 106 865 044,36
Trésorerie passif			
TOTAL III		**10 146 473 184,89**	**14 598 560 193,44**
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		**19 558 608 189,04**	**22 143 731 715,15**

Annexe 14 : TCR ALGESCO

COMPTE DE RESULTAT/NATURE

LIBELLE	NOTE	2020	2019
Ventes et produits annexes	11	15 450 070 911,66	19 472 569 633,41
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE		**15 450 070 911,66**	**19 472 569 633,41**
Achats consommés	12	(9 332 134 869,43)	(11 465 136 168,30)
Services extérieurs et autres consommations	13	(834 880 126,72)	(1 743 984 900,08)
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE		**(10 167 014 996,15)**	**(13 209 121 068,38)**
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		**5 283 055 915,51**	**6 263 448 565,03**
Charges de personnel	14	(1 080 522 819,67)	(926 733 376,20)
Impôts, taxes et versements assimilés		(338 040 980,52)	(441 316 552,61)
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		**3 864 492 115,32**	**4 895 398 636,22**
Autres produits opérationnels		13 631 222,86	30 620 090,51
Autres charges opérationnelles		(22 981 786,81)	(65 236 464,51)
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	15	(950 240 862,01)	(1 104 622 631,15)
Reprise sur pertes de valeur et provisions	16	840 801 768,63	893 291 522,80
V- RESULTAT OPERATIONNEL		**3 745 702 457,99**	**4 649 451 153,87**
Produits financiers		41 514 711,18	117 036 433,78
Charges financières	17	(1 301 441 427,96)	(44 684 345,45)
VI-RESULTAT FINANCIER		**(1 259 926 716,78)**	**72 352 088,33**
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)		**2 485 775 741,21**	**4 721 803 242,20**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		(761 819 161,49)	(1 277 530 366,23)
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires		87 903 360,55	13 595 182,79
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		**14 491 104 700,36**	**14 491 104 700,36**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		**(12 226 842 228,93)**	**(12 226 842 228,93)**
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		**2 264 262 471,43**	**2 264 262 471,43**
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)		16 433 921 974,88	20 527 112 863,29
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)		(14 622 062 034,61)	(17 069 244 804,53)
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**1 811 859 940,27**	**3 457 868 058,76**

Annexe 15 : Bilan social SAFIR



Entité : LEGAL.14180 - SAFIR
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**56 907 436**	**53 482 494**	**3 424 942**	**6 310 174**
Immobilisations corporelles	**201 332 101**	**143 100 383**	**58 231 718**	**58 303 612**
Terrains & aménagements	23 012 730		23 012 730	23 012 730
Constructions	6 086 970	6 087 502	-532	604 350
Autres immobilisations corporelles	172 232 401	137 012 880	35 219 520	34 686 532
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours				
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**9 117 923**		**9 117 923**	**9 780 024**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	9 117 923		9 117 923	9 780 024
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**267 357 460**	**196 582 877**	**70 774 583**	**74 393 810**
Impôt différé actif NC	**79 030 875**		**79 030 875**	**12 527 103**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**346 388 336**	**196 582 877**	**149 805 459**	**86 920 913**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**6 470 980**		**6 470 980**	**6 969 235**
Créances et emplois assimilés	**1 531 298 530**	**9 779 209**	**1 521 519 322**	**1 186 425 050**
Immo. financieres				
Clients	1 446 801 993	9 779 209	1 437 022 784	1 141 725 622
Autres débiteurs	33 495 298		33 495 298	392 633
Impôts	38 513 150		38 513 150	36 230 962
Autres actifs courants	12 488 090		12 488 090	8 075 833
Disponibilités et assimilés	**254 556 705**		**254 556 705**	**506 723 942**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	254 556 705		254 556 705	506 723 942
TOTAL ACTIFS COURANTS	**1 792 326 215**	**9 779 209**	**1 782 547 006**	**1 700 118 227**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**2 138 714 551**	**206 362 086**	**1 932 352 465**	**1 787 039 140**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	400 000 000	400 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	894 800 790	810 328 781
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**-164 297 513**	**99 676 445**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**1 130 503 277**	**1 310 005 226**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC		
Impôts (différés et provisionnés)	104 530 487	0
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	55 322 513	46 274 012
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**159 853 000**	**46 274 012**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	336 577 728	189 774 429
Impôts	122 025 804	94 923 514
Autres dettes	183 392 656	146 061 959
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**641 996 187**	**430 759 901**
TOTAL GENERAL PASSIF	**1 932 352 465**	**1 787 039 140**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:33:03 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 16 : TCR SAFIR

Entité : LEGAL.14180 - SAFIR
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	688 591 606	1 104 641 839	-37.66%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**688 591 606**	**1 104 641 839**	**-37.66%**
60000T Achats consommés	9 365 614	15 955 380	41.30%
61000T Services extérieurs	364 024 689	393 259 278	7.43%
62000T Autres services extérieurs	22 024 690	26 401 150	16.58%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**395 414 993**	**435 615 808**	**9.23%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**293 176 613**	**669 026 031**	**-56.18%**
63000T Charges de personnel	379 029 425	488 365 525	22.39%
64000T Impots & taxes	14 866 194	28 386 504	47.63%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**-100 719 006**	**152 274 002**	**-166.14%**
75000T Autres produits opérationnels	924 340	451 412	104.77%
65000T Autres charges opérationnelles	9 361 315	1 062 938	-780.70%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	17 114 817	18 326 428	6.61%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition	9 770 689	9 770 689	
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	9 770 689	9 770 689	
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**-126 270 797**	**133 336 048**	**-194.70%**
76TOT Produits financiers			
66TOT Charges financieres			
RESFIN Resultat financier			

Entité : LEGAL.14180 - SAFIR
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**-126 270 797**	**133 336 048**	**-194.70%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		35 315 632	-100.00%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	38 026 715	-1 656 030	2 396.26%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**699 286 635**	**1 114 863 939**	**-37.28%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**863 584 148**	**1 015 187 494**	**-14.93%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**-164 297 513**	**99 676 445**	**-264.83%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**-164 297 513**	**99 676 445**	**-264.83%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**-164 297 513**	**99 676 445**	**-264.83%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**-164 297 513**	**99 676 445**	**-264.83%**

Annexe 17 : Bilan social BASP (actif)

BILAN ACTIF

Exercice clos le 31/12/2020

ACTIF	Note	2020 N Brut	2020 N Amort-Prov	2020 N Net	2019 N-1 Net
ACTIF IMMMOBILISE (NON COURANT)					
Ecart d'acquisition (ou goodwill)					
Immobilisations incorporelles		7 118 847,72	7 118 847,72		
Immobilisations corporelles		3 079 634 748,65	2 937 139 746,59	142 495 002,06	221 022 820,92
Immobilisations encours		2 210 000,00		2 210 000,00	2 210 000,00
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence — entreprises associées					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants		3 933 484,17		3 933 484,17	30 477 880,29
Charges et impôts différées		328 711 545,80		328 711 545,80	140 203 841,82
TOTAL ACTIF NON COURANT		**3 421 608 626,34**	**2 944 258 594,31**	**477 350 032,03**	**393 914 543,03**
ACTIF COURANT					
Stocks et encours		974 200 860,17	220 875 204,38	753 325 655,79	793 635 971,68
Créances et emplois assimilés					
Clients		780 697 322,20	86 523 166,01	694 174 156,19	1 476 899 991,99
Autres débiteurs		104 081 563,25		104 081 563,25	69 046 799,48
Impôts		234 193 407,30		234 193 407,30	251 088 305,37
Autres actifs courants					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie		355 185 470,29		355 185 470,29	612 263 082,12
TOTAL ACTIF COURANT		**2 448 358 623,21**	**307 398 370,39**	**2 140 960 252,82**	**3 202 934 150,64**
TOTAL GENERAL ACTIF		**5 869 967 249,55**	**3 251 656 964,70**	**2 618 310 284,85**	**3 596 848 693,67**

Annexe 18 : bilan social BASP (passif)

BILAN PASSIF

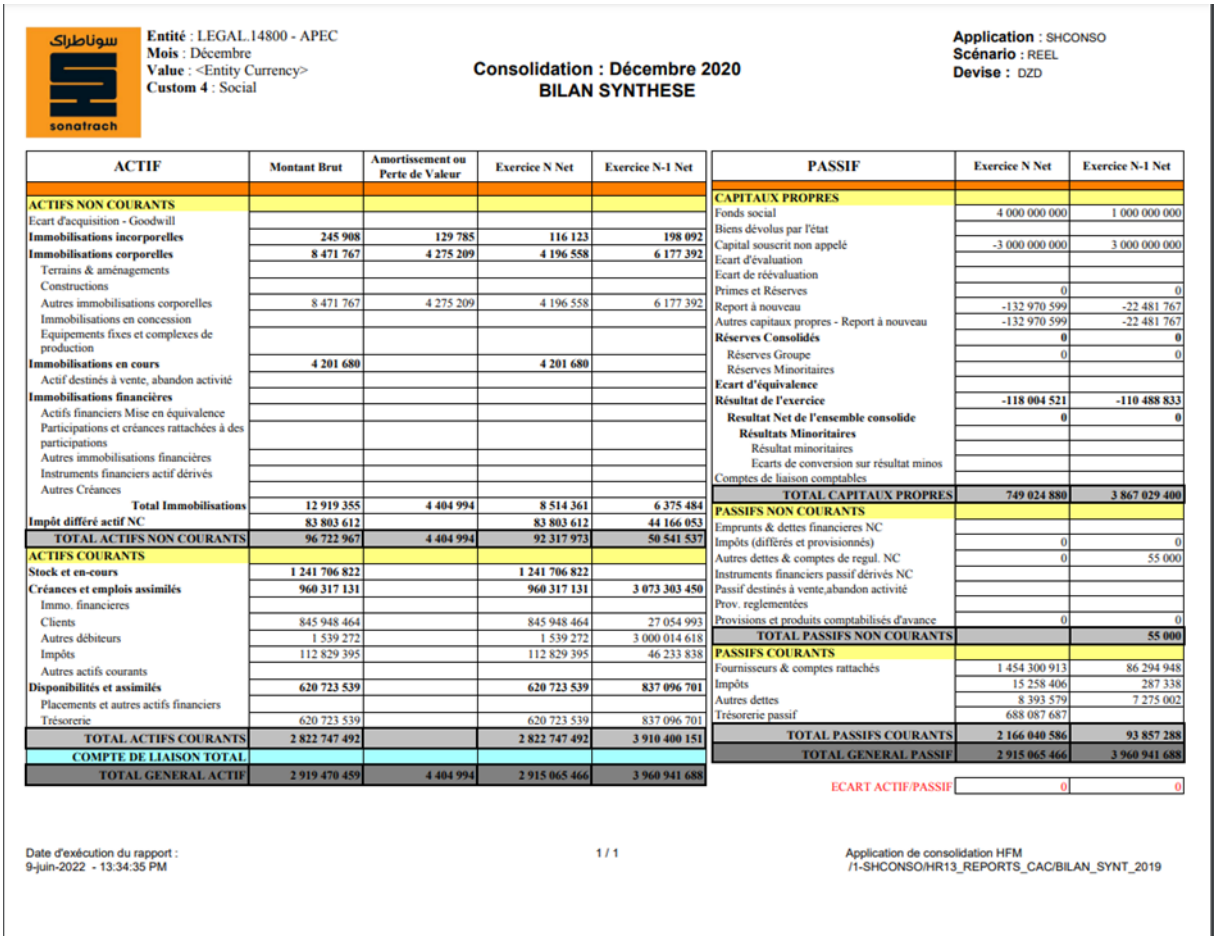
Exercice clos le 31/12/2020

PASSIF	Note	2020	2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis (ou compte de l'exploitant)		1 024 000 000,00	1 024 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves (Réserves consolidées (1))		2 684 842 225,02	2 684 842 225,02
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net (Résultat net part du groupe) (1)		-676 098 171,48	**-334 169 467,30**
Autres capitaux propres — Report à nouveau		-1 905 013 775,01	-1 570 844 307,71
Part de la société consolidante) (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		**1 127 730 278,53**	**1 803 828 450,01**
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)		2 016 038,57	41 068 105,57
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits comptabilisés d'avance		145 064 552,10	175 614 167,17
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		**147 080 590,67**	**216 682 272,74**
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		837 382 873,89	1 110 147 144,93
Impôts		29 544 075,58	26 452 795,44
Autres dettes		476 572 466,18	439 738 030,55
Trésorerie Passif			
TOTAL PASSIFS COURANTS III		**1 343 499 415,65**	**1 576 337 970,92**
TOTAL GENERAL PASSIF		**2 618 310 284,85**	**3 596 848 693,67**

Annexe 19 : TCR BASP

COMPTES DE RESULTATS DU 01/01/20209 AU 31/12/2020		
DESCRIPTION	**2020**	**2019**
Ventes et produits annexes	2 275 201 054,66	4 084 742 905,73
Variation stocks produits finis et en cours	- 5 287 713,29	- 79 751 559,81
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
1- PRODUCTION DE L'EXERCICE	**2 269 913 341,37**	**4 004 991 345,92**
Achats consommés	1 057 068 335,79	1 831 799 436,39
Services extérieurs et autres consommations	935 707 697,04	1 224 672 901,24
2- CONSOMMATION DE L'EXERCICE	**1 992 776 032,83**	**3 056 472 337,63**
3- VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION(1-2)	**277 137 308,54**	**948 519 008,29**
Charges de personnel	924 140 843,94	1 140 464 900,20
Impôts, taxes et versements assimilés	84 140 410,68	116 319 116,08
4- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**- 731 143 946,08**	**- 308 265 007,99**
Autres produits opérationnelles	27 347 105,46	27 216 229,57
Autres charges opérationnels	37 736 345,41	26 328 569,98
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur	216 582 441,40	179 622 485,47
Reprise sur pertes de valeur et provisions	119 723 001,43	135 506 345,92
5- RESULTAT OPERATIONNEL	**- 838 392 626,00**	**- 351 493 487,95**
Produits financiers	1 413 102,21	29 027 319,40
Charges financières	27 626 351,67	40 331 253,77
6- RESULTAT FINANCIER	**- 26 213 249,46**	**- 11 303 934,37**
7- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT (5+6)	**- 864 605 875,46**	**- 362 797 422,32**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	- 188 507 703,98	- 28 627 955,02
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**2 418 396 550,47**	**4 196 741 240,81**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**3 094 494 721,95**	**4 530 910 708,11**
8- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	**- 676 098 171,48**	**- 334 169 467,30**
Eléments extraordinaires/ Produits		
Eléments extraordinaires/ Charges		
9- RESULTAT EXTRAORDINAIRE		
10- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**- 676 098 171,48**	**- 334 169 467,30**

Annexe 20 : Bilan social APEC



Entité : LEGAL.14800 - APEC
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**245 908**	**129 785**	**116 123**	**198 092**
Immobilisations corporelles	**8 471 767**	**4 275 209**	**4 196 558**	**6 177 392**
Terrains & aménagements				
Constructions				
Autres immobilisations corporelles	8 471 767	4 275 209	4 196 558	6 177 392
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**4 201 680**		**4 201 680**	
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières				
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**12 919 355**	**4 404 994**	**8 514 361**	**6 375 484**
Impôt différé actif NC	**83 803 612**		**83 803 612**	**44 166 053**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**96 722 967**	**4 404 994**	**92 317 973**	**50 541 537**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**1 241 706 822**		**1 241 706 822**	
Créances et emplois assimilés	**960 317 131**		**960 317 131**	**3 073 303 450**
Immo. financieres				
Clients	845 948 464		845 948 464	27 054 993
Autres débiteurs	1 539 272		1 539 272	3 000 014 618
Impôts	112 829 395		112 829 395	46 233 838
Autres actifs courants				
Disponibilités et assimilés	**620 723 539**		**620 723 539**	**837 096 701**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	620 723 539		620 723 539	837 096 701
TOTAL ACTIFS COURANTS	**2 822 747 492**		**2 822 747 492**	**3 910 400 151**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**2 919 470 459**	**4 404 994**	**2 915 065 466**	**3 960 941 688**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	4 000 000 000	1 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé	-3 000 000 000	3 000 000 000
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	0	0
Report à nouveau	-132 970 599	-22 481 767
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-132 970 599	-22 481 767
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**-118 004 521**	**-110 488 833**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**749 024 880**	**3 867 029 400**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC		
Impôts (différés et provisionnés)	0	0
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	55 000
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		**55 000**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	1 454 300 913	86 294 948
Impôts	15 258 406	287 338
Autres dettes	8 393 579	7 275 002
Trésorerie passif	688 087 687	
TOTAL PASSIFS COURANTS	**2 166 040 586**	**93 857 288**
TOTAL GENERAL PASSIF	**2 915 065 466**	**3 960 941 688**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:34:35 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 21 : TCR APEC



Entité : LEGAL.14800 - APEC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	1 178 474 063	412 705 870	185.55%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**1 178 474 063**	**412 705 870**	**185.55%**
60000T Achats consommés	1 081 307 234	390 360 492	-177.00%
61000T Services extérieurs			
62000T Autres services extérieurs	71 196 586	77 741 106	8.42%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**1 152 503 820**	**468 101 598**	**-146.21%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**25 970 243**	**-55 395 728**	**146.88%**
63000T Charges de personnel	53 750 676	64 177 742	16.25%
64000T Impots & taxes	46 245 335	19 813 909	-133.40%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**-74 025 768**	**-139 387 379**	**46.89%**
75000T Autres produits opérationnels	4 640 581	80 361	5 674.67%
65000T Autres charges opérationnelles	2 304 023	2 347 958	1.87%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	2 062 803	2 342 191	11.93%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation			
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**-73 752 013**	**-143 997 167**	**48.78%**
76TOT Produits financiers			
66TOT Charges financieres	83 880 067	3 354 178	-2 400.76%
RESFIN Resultat financier	**-83 880 067**	**-3 354 178**	**-2 400.76%**

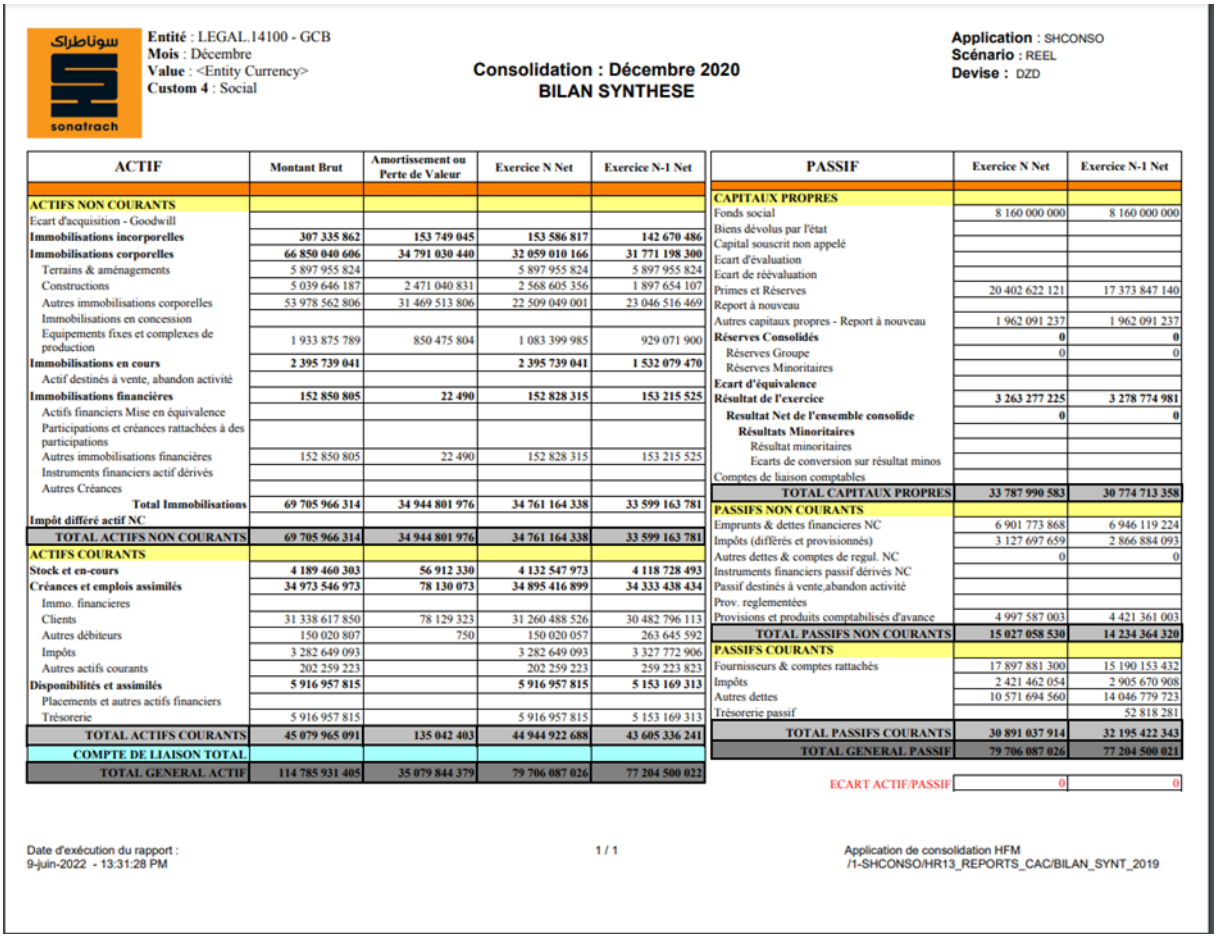
Entité : LEGAL.14800 - APEC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**-157 632 080**	**-147 351 345**	**-6.98%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	10 000	20 000	-50.00%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-39 637 559	-36 882 512	-7.47%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**1 183 114 644**	**412 786 231**	**186.62%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**1 301 119 164**	**523 275 064**	**148.65%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**-118 004 521**	**-110 488 833**	**-6.80%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**-118 004 521**	**-110 488 833**	**-6.80%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**-118 004 521**	**-110 488 833**	**-6.80%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**-118 004 521**	**-110 488 833**	**-6.80%**

Annexe 22 : Bilan social ENGCB



Entité : LEGAL.14100 - GCB
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**307 335 862**	**153 749 045**	**153 586 817**	**142 670 486**
Immobilisations corporelles	**66 850 040 606**	**34 791 030 440**	**32 059 010 166**	**31 771 198 300**
Terrains & aménagements	5 897 955 824		5 897 955 824	5 897 955 824
Constructions	5 039 646 187	2 471 040 831	2 568 605 356	1 897 654 107
Autres immobilisations corporelles	53 978 562 806	31 469 513 806	22 509 049 001	23 046 516 469
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production	1 933 875 789	850 475 804	1 083 399 985	929 071 900
Immobilisations en cours	**2 395 739 041**		**2 395 739 041**	**1 532 079 470**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**152 850 805**	**22 490**	**152 828 315**	**153 215 525**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	152 850 805	22 490	152 828 315	153 215 525
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**69 705 966 314**	**34 944 801 976**	**34 761 164 338**	**33 599 163 781**
Impôt différé actif NC				
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**69 705 966 314**	**34 944 801 976**	**34 761 164 338**	**33 599 163 781**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**4 189 460 303**	**56 912 330**	**4 132 547 973**	**4 118 728 493**
Créances et emplois assimilés	**34 973 546 973**	**78 130 073**	**34 895 416 899**	**34 333 438 434**
Immo. financieres				
Clients	31 338 617 850	78 129 323	31 260 488 526	30 482 796 113
Autres débiteurs	150 020 807	750	150 020 057	263 645 592
Impôts	3 282 649 093		3 282 649 093	3 327 772 906
Autres actifs courants	202 259 223		202 259 223	259 223 823
Disponibilités et assimilés	**5 916 957 815**		**5 916 957 815**	**5 153 169 313**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	5 916 957 815		5 916 957 815	5 153 169 313
TOTAL ACTIFS COURANTS	**45 079 965 091**	**135 042 403**	**44 944 922 688**	**43 605 336 241**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**114 785 931 405**	**35 079 844 379**	**79 706 087 026**	**77 204 500 022**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	8 160 000 000	8 160 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	20 402 622 121	17 373 847 140
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	1 962 091 237	1 962 091 237
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 263 277 225**	**3 278 774 981**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**33 787 990 583**	**30 774 713 358**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	6 901 773 868	6 946 119 224
Impôts (différés et provisionnés)	3 127 697 659	2 866 884 093
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	4 997 587 003	4 421 361 003
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**15 027 058 530**	**14 234 364 320**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	17 897 881 300	15 190 153 432
Impôts	2 421 462 054	2 905 670 908
Autres dettes	10 571 694 560	14 046 779 723
Trésorerie passif		52 818 281
TOTAL PASSIFS COURANTS	**30 891 037 914**	**32 195 422 343**
TOTAL GENERAL PASSIF	**79 706 087 026**	**77 204 500 021**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:31:28 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 23 : TCR ENGCB

Entité : LEGAL.14100 - GCB
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	50 410 587 758	47 676 715 237	5.73%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	854 375 442	1 139 600 024	-25.03%
730000 Production immobilisée	2 053 496 695	1 808 738 602	13.53%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**53 318 459 895**	**50 625 053 863**	**5.32%**
60000T Achats consommés	12 307 013 512	12 163 877 118	-1.18%
61000T Services extérieurs	9 839 234 716	10 412 532 669	5.51%
62000T Autres services extérieurs	1 545 663 029	1 905 547 404	18.89%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**23 691 911 257**	**24 481 957 190**	**3.23%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**29 626 548 638**	**26 143 096 673**	**13.32%**
63000T Charges de personnel	19 626 624 284	18 067 684 175	-8.63%
64000T Impots & taxes	969 335 766	1 001 396 198	3.20%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**9 030 588 588**	**7 074 016 301**	**27.66%**
75000T Autres produits opérationnels	1 483 150 390	2 665 736 785	-44.36%
65000T Autres charges opérationnelles	294 740 812	366 742 822	19.63%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	5 620 299 026	4 990 424 981	-12.62%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	22 490		
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	420 270	2 576 596	-83.69%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	145 075 363	300 027 335	-51.65%
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**4 744 172 282**	**4 685 189 214**	**1.26%**
76TOT Produits financiers	7 543 940	5 908 690	27.68%
66TOT Charges financieres	334 871 020	310 740 348	-7.77%
RESFIN Resultat financier	**-327 327 080**	**-304 831 658**	**-7.38%**

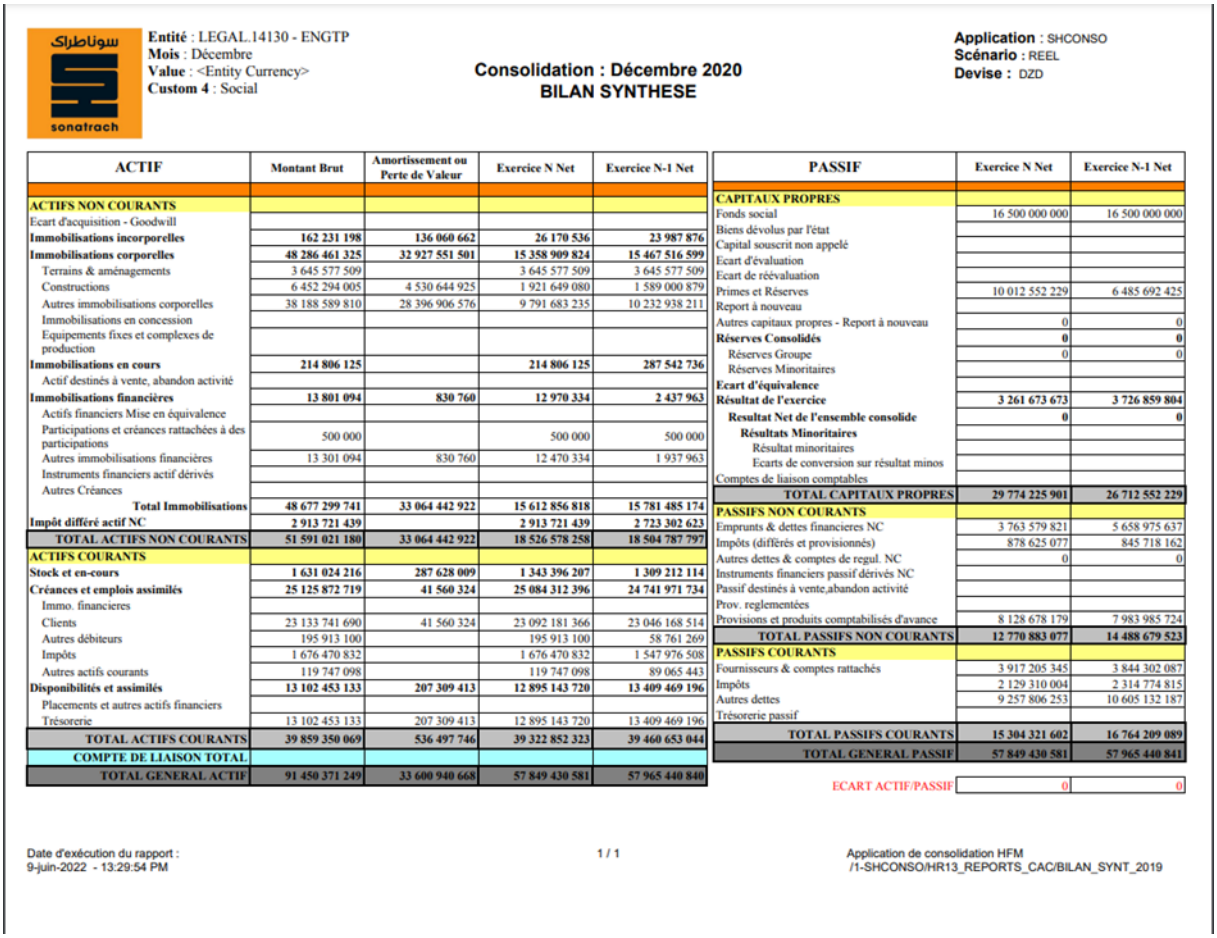
Entité : LEGAL.14100 - GCB
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**4 416 845 203**	**4 380 357 556**	**0.83%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	932 413 527	898 937 934	3.72%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	221 154 451	202 644 641	9.13%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**54 954 649 858**	**53 599 303 269**	**2.53%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**51 691 372 633**	**50 320 528 289**	**2.72%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 263 277 225**	**3 278 774 981**	**-0.47%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 263 277 225**	**3 278 774 981**	**-0.47%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 263 277 225**	**3 278 774 981**	**-0.47%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 263 277 225**	**3 278 774 981**	**-0.47%**

Annexe 24 : Bilan social ENGTP



Entité : LEGAL.14130 - ENGTP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**162 231 198**	**136 060 662**	**26 170 536**	**23 987 876**
Immobilisations corporelles	**48 286 461 325**	**32 927 551 501**	**15 358 909 824**	**15 467 516 599**
Terrains & aménagements	3 645 577 509		3 645 577 509	3 645 577 509
Constructions	6 452 294 005	4 530 644 925	1 921 649 080	1 589 000 879
Autres immobilisations corporelles	38 188 589 810	28 396 906 576	9 791 683 235	10 232 938 211
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**214 806 125**		**214 806 125**	**287 542 736**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**13 801 094**	**830 760**	**12 970 334**	**2 437 963**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	500 000		500 000	500 000
Autres immobilisations financières	13 301 094	830 760	12 470 334	1 937 963
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**48 677 299 741**	**33 064 442 922**	**15 612 856 818**	**15 781 485 174**
Impôt différé actif NC	**2 913 721 439**		**2 913 721 439**	**2 723 302 623**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**51 591 021 180**	**33 064 442 922**	**18 526 578 258**	**18 504 787 797**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**1 631 024 216**	**287 628 009**	**1 343 396 207**	**1 309 212 114**
Créances et emplois assimilés	**25 125 872 719**	**41 560 324**	**25 084 312 396**	**24 741 971 734**
Immo. financieres				
Clients	23 133 741 690	41 560 324	23 092 181 366	23 046 168 514
Autres débiteurs	195 913 100		195 913 100	58 761 269
Impôts	1 676 470 832		1 676 470 832	1 547 976 508
Autres actifs courants	119 747 098		119 747 098	89 065 443
Disponibilités et assimilés	**13 102 453 133**	**207 309 413**	**12 895 143 720**	**13 409 469 196**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	13 102 453 133	207 309 413	12 895 143 720	13 409 469 196
TOTAL ACTIFS COURANTS	**39 859 350 069**	**536 497 746**	**39 322 852 323**	**39 460 653 044**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**91 450 371 249**	**33 600 940 668**	**57 849 430 581**	**57 965 440 840**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	16 500 000 000	16 500 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	10 012 552 229	6 485 692 425
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 261 673 673**	**3 726 859 804**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**29 774 225 901**	**26 712 552 229**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	3 763 579 821	5 658 975 637
Impôts (différés et provisionnés)	878 625 077	845 718 162
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	8 128 678 179	7 983 985 724
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**12 770 883 077**	**14 488 679 523**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	3 917 205 345	3 844 302 087
Impôts	2 129 310 004	2 314 774 815
Autres dettes	9 257 806 253	10 605 132 187
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**15 304 321 602**	**16 764 209 089**
TOTAL GENERAL PASSIF	**57 849 430 581**	**57 965 440 841**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:29:54 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

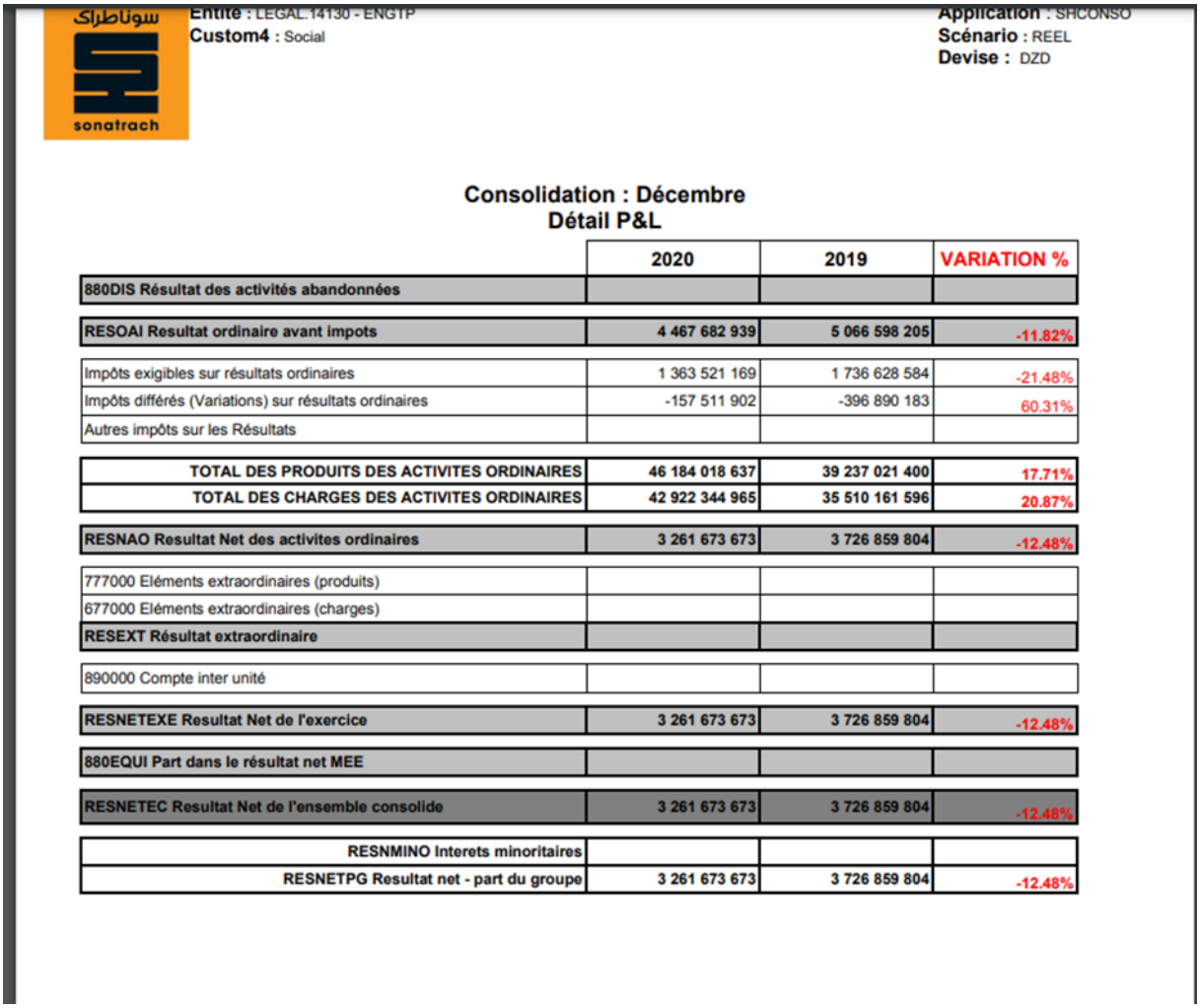
Annexe 25 : TCR ENGTP

Entité : LEGAL.14130 - ENGTP
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	44 927 936 943	38 786 442 573	15.83%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée	273 006 017	169 455 065	61.11%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**45 200 942 960**	**38 955 897 638**	**16.03%**
60000T Achats consommés	15 841 895 806	8 615 211 469	-83.88%
61000T Services extérieurs	579 505 096	855 119 764	32.23%
62000T Autres services extérieurs	3 893 585 972	3 225 321 619	-20.72%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**20 314 986 873**	**12 695 652 851**	**-60.02%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**24 885 956 086**	**26 260 244 787**	**-5.23%**
63000T Charges de personnel	16 100 225 771	16 295 226 726	1.20%
64000T Impots & taxes	1 051 716 935	858 029 659	-22.57%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**7 734 013 381**	**9 106 988 402**	**-15.08%**
75000T Autres produits opérationnels	126 216 389	209 182 769	-39.66%
65000T Autres charges opérationnelles	47 011 324	29 698 784	-58.29%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	4 002 208 026	3 496 886 169	-14.45%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers		497 561 548	100.00%
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	856 305 269	61 861 154	1 284.24%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**4 667 315 689**	**5 353 885 824**	**-12.82%**
76TOT Produits financiers	554 020	10 079 838	-94.50%
66TOT Charges financieres	200 186 769	297 367 457	32.68%
RESFIN Resultat financier	**-199 632 750**	**-287 287 619**	**30.51%**



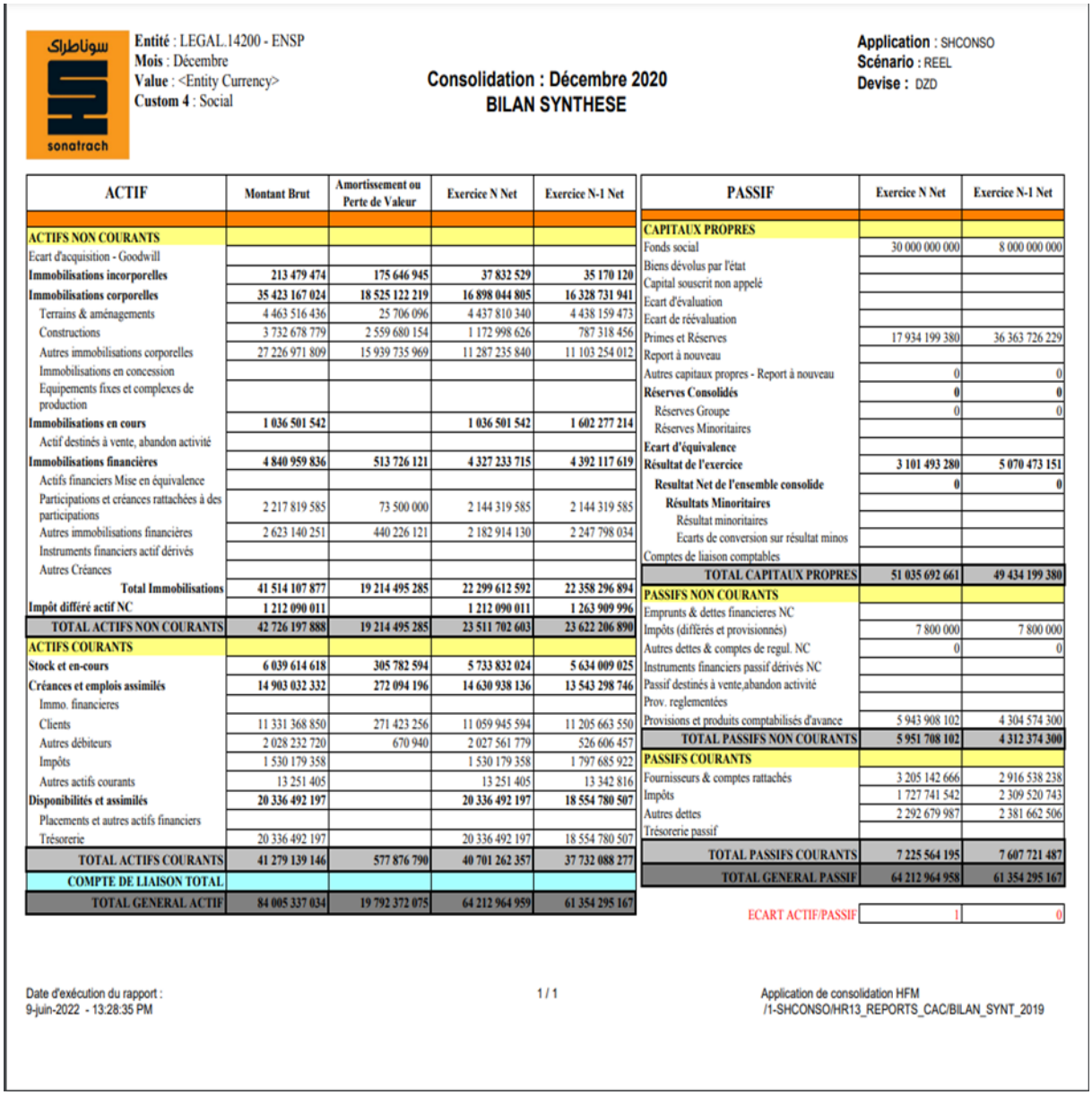
Entité : LEGAL.14130 - ENGTP
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**4 467 682 939**	**5 066 598 205**	**-11.82%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 363 521 169	1 736 628 584	-21.48%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-157 511 902	-396 890 183	60.31%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**46 184 018 637**	**39 237 021 400**	**17.71%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**42 922 344 965**	**35 510 161 596**	**20.87%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 261 673 673**	**3 726 859 804**	**-12.48%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 261 673 673**	**3 726 859 804**	**-12.48%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 261 673 673**	**3 726 859 804**	**-12.48%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 261 673 673**	**3 726 859 804**	**-12.48%**

Annexe 26 : Bilan social ENSP



Entité : LEGAL.14200 - ENSP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**213 479 474**	**175 646 945**	**37 832 529**	**35 170 120**
Immobilisations corporelles	**35 423 167 024**	**18 525 122 219**	**16 898 044 805**	**16 328 731 941**
Terrains & aménagements	4 463 516 436	25 706 096	4 437 810 340	4 438 159 473
Constructions	3 732 678 779	2 559 680 154	1 172 998 626	787 318 456
Autres immobilisations corporelles	27 226 971 809	15 939 735 969	11 287 235 840	11 103 254 012
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**1 036 501 542**		**1 036 501 542**	**1 602 277 214**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**4 840 959 836**	**513 726 121**	**4 327 233 715**	**4 392 117 619**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	2 217 819 585	73 500 000	2 144 319 585	2 144 319 585
Autres immobilisations financières	2 623 140 251	440 226 121	2 182 914 130	2 247 798 034
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**41 514 107 877**	**19 214 495 285**	**22 299 612 592**	**22 358 296 894**
Impôt différé actif NC	**1 212 090 011**		**1 212 090 011**	**1 263 909 996**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**42 726 197 888**	**19 214 495 285**	**23 511 702 603**	**23 622 206 890**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**6 039 614 618**	**305 782 594**	**5 733 832 024**	**5 634 009 025**
Créances et emplois assimilés	**14 903 032 332**	**272 094 196**	**14 630 938 136**	**13 543 298 746**
Immo. financieres				
Clients	11 331 368 850	271 423 256	11 059 945 594	11 205 663 550
Autres débiteurs	2 028 232 720	670 940	2 027 561 779	526 606 457
Impôts	1 530 179 358		1 530 179 358	1 797 685 922
Autres actifs courants	13 251 405		13 251 405	13 342 816
Disponibilités et assimilés	**20 336 492 197**		**20 336 492 197**	**18 554 780 507**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	20 336 492 197		20 336 492 197	18 554 780 507
TOTAL ACTIFS COURANTS	**41 279 139 146**	**577 876 790**	**40 701 262 357**	**37 732 088 277**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**84 005 337 034**	**19 792 372 075**	**64 212 964 959**	**61 354 295 167**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	30 000 000 000	8 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	17 934 199 380	36 363 726 229
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 101 493 280**	**5 070 473 151**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**51 035 692 661**	**49 434 199 380**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC		
Impôts (différés et provisionnés)	7 800 000	7 800 000
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	5 943 908 102	4 304 574 300
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**5 951 708 102**	**4 312 374 300**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	3 205 142 666	2 916 538 238
Impôts	1 727 741 542	2 309 520 743
Autres dettes	2 292 679 987	2 381 662 506
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**7 225 564 195**	**7 607 721 487**
TOTAL GENERAL PASSIF	**64 212 964 958**	**61 354 295 167**
ECART ACTIF/PASSIF	1	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:28:35 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 27 : TCR ENSP

Entité : LEGAL.14200 - ENSP
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	21 798 860 822	24 385 640 744	-10.61%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	57 657 669	-30 768 789	287.39%
730000 Production immobilisée	188 080 459	124 055 060	51.61%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**22 044 598 950**	**24 478 927 015**	**-9.94%**
60000T Achats consommés	1 070 211 424	1 246 617 163	14.15%
61000T Services extérieurs	1 820 672 722	1 859 223 442	2.07%
62000T Autres services extérieurs	1 957 952 936	2 190 921 001	10.63%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**4 848 837 082**	**5 296 761 606**	**8.46%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**17 195 761 868**	**19 182 165 410**	**-10.36%**
63000T Charges de personnel	9 809 623 269	10 057 896 485	2.47%
64000T Impots & taxes	554 731 389	537 142 643	-3.27%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**6 831 407 211**	**8 587 126 282**	**-20.45%**
75000T Autres produits opérationnels	517 391 617	458 037 562	12.96%
65000T Autres charges opérationnelles	78 740 303	47 958 350	-64.18%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	4 400 698 262	3 766 762 352	-16.83%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	1 329 696 265	1 104 028 513	20.44%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**4 199 056 527**	**6 334 471 655**	**-33.71%**
76TOT Produits financiers	109 907 219	82 218 804	33.68%
66TOT Charges financieres	1 805 014	6 882 581	73.77%
RESFIN Resultat financier	**108 102 206**	**75 336 223**	**43.49%**

Entité : LEGAL.14200 - ENSP
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**4 307 158 733**	**6 409 807 878**	**-32.80%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 153 845 466	1 686 764 943	-31.59%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	51 819 986	-347 430 216	114.92%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**24 001 594 052**	**26 123 211 894**	**-8.12%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**20 900 100 771**	**21 052 738 743**	**-0.73%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 101 493 280**	**5 070 473 151**	**-38.83%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 101 493 280**	**5 070 473 151**	**-38.83%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 101 493 280**	**5 070 473 151**	**-38.83%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 101 493 280**	**5 070 473 151**	**-38.83%**

Annexe 28 : Bilan social ENTP

Entité : LEGAL.14300 - ENTP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**380 718 742**	**357 759 544**	**22 959 198**	**28 144 308**
Immobilisations corporelles	**137 366 541 686**	**109 208 754 868**	**28 157 786 818**	**25 797 373 295**
Terrains & aménagements	193 259 584	122 396 750	70 862 834	75 268 688
Constructions	17 526 610 558	8 545 990 047	8 980 620 511	6 741 986 535
Autres immobilisations corporelles	119 646 671 544	100 540 368 071	19 106 303 473	18 980 118 072
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**7 601 079 872**		**7 601 079 872**	**10 128 048 352**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**3 631 165 013**	**1 147 315 010**	**2 483 850 003**	**2 742 373 959**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	1 222 315 010	1 147 315 010	75 000 000	75 000 000
Autres immobilisations financières	2 408 850 003		2 408 850 003	2 667 373 959
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**148 979 505 312**	**110 713 829 422**	**38 265 675 891**	**38 695 939 914**
Impôt différé actif NC	**4 841 074 909**		**4 841 074 909**	**2 569 891 605**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**153 820 580 222**	**110 713 829 422**	**43 106 750 800**	**41 265 831 519**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**24 077 791 466**	**2 194 652 722**	**21 883 138 745**	**18 121 633 060**
Créances et emplois assimilés	**31 480 911 159**	**1 713 366 892**	**29 767 544 267**	**30 659 676 761**
Immo. financieres				
Clients	29 238 337 391	1 713 366 892	27 524 970 499	28 058 042 498
Autres débiteurs	1 180 520 489		1 180 520 489	990 272 176
Impôts	992 222 902		992 222 902	1 503 144 843
Autres actifs courants	69 830 377		69 830 377	108 217 244
Disponibilités et assimilés	**3 056 381 551**	**174 979 000**	**2 881 402 551**	**17 085 371 000**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	3 056 381 551	174 979 000	2 881 402 551	17 085 371 000
TOTAL ACTIFS COURANTS	**58 615 084 177**	**4 082 998 614**	**54 532 085 563**	**65 866 680 821**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**212 435 664 399**	**114 796 828 036**	**97 638 836 363**	**107 132 512 341**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	67 000 000 000	67 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	13 024 175 931	15 624 853 848
Report à nouveau	-5 411 443 062	-3 568 409 443
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-5 411 443 062	-3 568 409 443
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**-4 886 305 796**	**2 467 731 525**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**69 726 427 073**	**81 524 175 931**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	1 583 077	2 583 077
Impôts (différés et provisionnés)	0	53 708 449
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	7 927 248 599	7 885 561 945
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**7 928 831 675**	**7 941 853 471**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	9 612 769 793	8 160 388 726
Impôts	706 876 529	2 615 855 762
Autres dettes	9 663 931 295	6 890 238 451
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**19 983 577 616**	**17 666 482 939**
TOTAL GENERAL PASSIF	**97 638 836 365**	**107 132 512 341**
ECART ACTIF/PASSIF	-1	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:27:20 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 29 : TCR ENTP

Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	11 030 792 915	20 510 081 060	-46.22%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	1 894 002 937	-708 462 900	367.34%
730000 Production immobilisée	2 268 266		
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**12 927 064 117**	**19 801 618 160**	**-34.72%**
60000T Achats consommés	2 135 115 452	7 179 472 922	70.26%
61000T Services extérieurs	2 845 448 265	4 530 809 741	37.20%
62000T Autres services extérieurs	444 188 612	434 282 482	-2.28%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**5 424 752 330**	**12 144 565 145**	**55.33%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**7 502 311 788**	**7 657 053 016**	**-2.02%**
63000T Charges de personnel	4 289 136 751	4 537 760 865	5.48%
64000T Impots & taxes	244 094 772	336 799 755	27.53%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**2 969 080 264**	**2 782 492 396**	**6.71%**
75000T Autres produits opérationnels	247 314 190	176 483 247	40.13%
65000T Autres charges opérationnelles	75 236 433	9 859 684	-663.07%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	1 816 637 173	1 965 372 599	7.57%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	114 266 549	110 030 729	3.85%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**1 438 787 397**	**1 093 774 089**	**31.54%**
76TOT Produits financiers	32 012 179	25 883 416	23.68%
66TOT Charges financieres	241 302 850	300 071 635	19.58%
RESFIN Resultat financier	**-209 290 671**	**-274 188 219**	**23.67%**

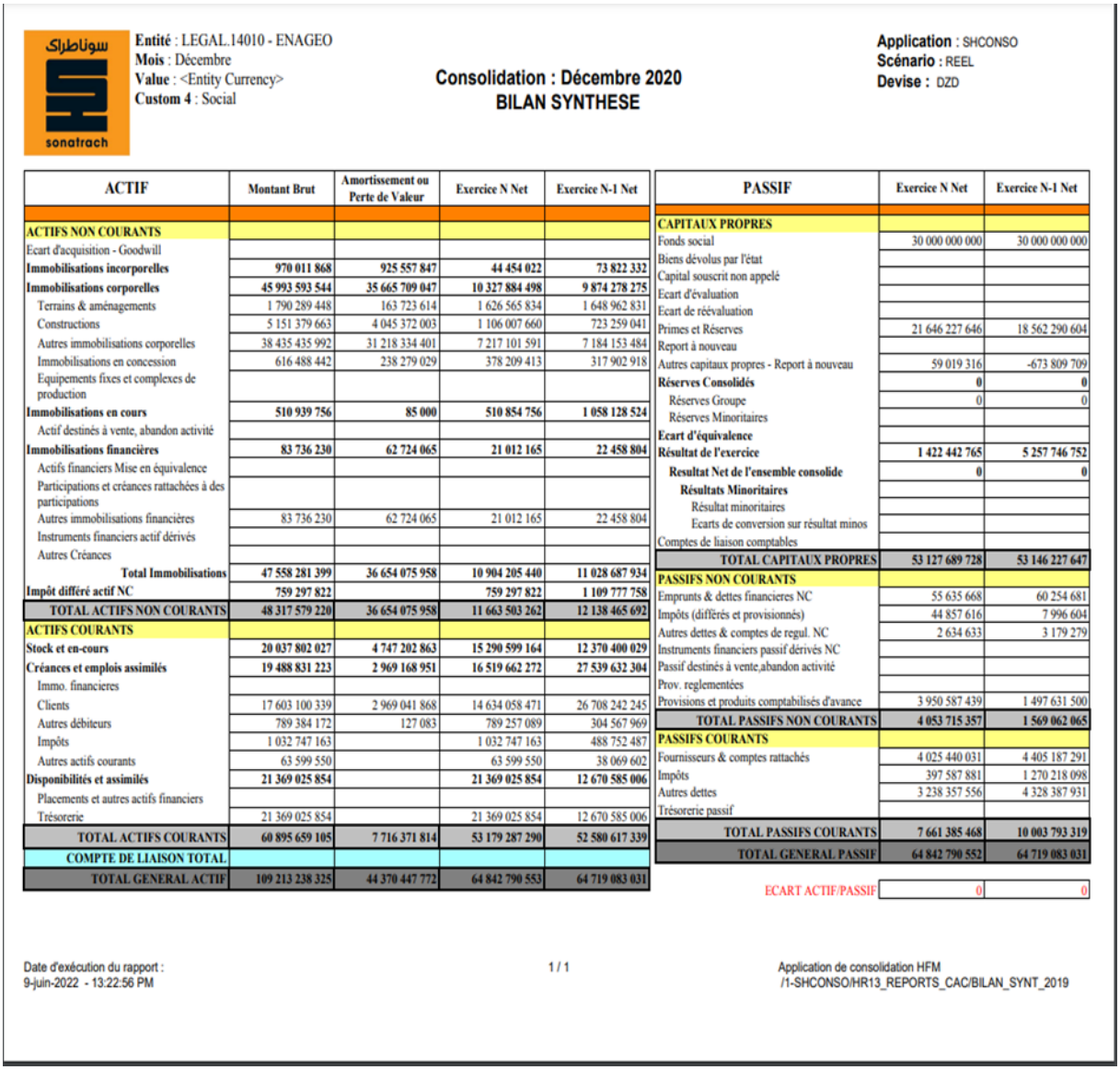
Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**1 229 496 726**	**819 585 869**	**50.01%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	306 618 341	76 295 473	301.88%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	6 737 155	104 600 202	-93.56%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**13 320 657 036**	**20 114 015 552**	**-33.77%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**12 404 515 805**	**19 475 325 358**	**-36.31%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**916 141 231**	**638 690 194**	**43.44%**

Annexe 30 : Bilan social ENAGEO



Entité : LEGAL.14010 - ENAGEO
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**970 011 868**	**925 557 847**	**44 454 022**	**73 822 332**
Immobilisations corporelles	**45 993 593 544**	**35 665 709 047**	**10 327 884 498**	**9 874 278 275**
Terrains & aménagements	1 790 289 448	163 723 614	1 626 565 834	1 648 962 831
Constructions	5 151 379 663	4 045 372 003	1 106 007 660	723 259 041
Autres immobilisations corporelles	38 435 435 992	31 218 334 401	7 217 101 591	7 184 153 484
Immobilisations en concession	616 488 442	238 279 029	378 209 413	317 902 918
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**510 939 756**	**85 000**	**510 854 756**	**1 058 128 524**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**83 736 230**	**62 724 065**	**21 012 165**	**22 458 804**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	83 736 230	62 724 065	21 012 165	22 458 804
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**47 558 281 399**	**36 654 075 958**	**10 904 205 440**	**11 028 687 934**
Impôt différé actif NC	**759 297 822**		**759 297 822**	**1 109 777 758**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**48 317 579 220**	**36 654 075 958**	**11 663 503 262**	**12 138 465 692**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**20 037 802 027**	**4 747 202 863**	**15 290 599 164**	**12 370 400 029**
Créances et emplois assimilés	**19 488 831 223**	**2 969 168 951**	**16 519 662 272**	**27 539 632 304**
Immo. financieres				
Clients	17 603 100 339	2 969 041 868	14 634 058 471	26 708 242 245
Autres débiteurs	789 384 172	127 083	789 257 089	304 567 969
Impôts	1 032 747 163		1 032 747 163	488 752 487
Autres actifs courants	63 599 550		63 599 550	38 069 602
Disponibilités et assimilés	**21 369 025 854**		**21 369 025 854**	**12 670 585 006**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	21 369 025 854		21 369 025 854	12 670 585 006
TOTAL ACTIFS COURANTS	**60 895 659 105**	**7 716 371 814**	**53 179 287 290**	**52 580 617 339**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**109 213 238 325**	**44 370 447 772**	**64 842 790 553**	**64 719 083 031**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	30 000 000 000	30 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	21 646 227 646	18 562 290 604
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	59 019 316	-673 809 709
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**1 422 442 765**	**5 257 746 752**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**53 127 689 728**	**53 146 227 647**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	55 635 668	60 254 681
Impôts (différés et provisionnés)	44 857 616	7 996 604
Autres dettes & comptes de regul. NC	2 634 633	3 179 279
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	3 950 587 439	1 497 631 500
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**4 053 715 357**	**1 569 062 065**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	4 025 440 031	4 405 187 291
Impôts	397 587 881	1 270 218 098
Autres dettes	3 238 357 556	4 328 387 931
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**7 661 385 468**	**10 003 793 319**
TOTAL GENERAL PASSIF	**64 842 790 552**	**64 719 083 031**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:22:56 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 31 : TCR ENAGEO

Entité : LEGAL.14010 - ENAGEO
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	24 532 175 364	33 633 578 944	-27.06%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	185 915 961	7 020 792	2 548.08%
730000 Production immobilisée	34 641 911	52 172 513	-33.60%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**24 752 733 236**	**33 692 772 249**	**-26.53%**
60000T Achats consommés	-903 628 016	7 063 069 074	112.79%
61000T Services extérieurs	2 712 272 787	2 843 830 395	4.63%
62000T Autres services extérieurs	1 463 490 625	1 836 773 082	20.32%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**3 272 135 396**	**11 743 672 551**	**72.14%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**21 480 597 840**	**21 949 099 698**	**-2.13%**
63000T Charges de personnel	9 710 143 253	11 390 527 209	14.75%
64000T Impots & taxes	760 554 349	1 295 375 124	41.29%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**11 009 900 238**	**9 263 197 365**	**18.86%**
75000T Autres produits opérationnels	1 203 863 506	1 884 768 964	-36.13%
65000T Autres charges opérationnelles	1 878 910 116	1 756 797 159	-6.95%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	8 839 122 683	2 673 890 090	-230.57%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	757 506 093	406 136 389	86.52%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	291 964 923		
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**2 545 201 961**	**7 123 415 470**	**-64.27%**
76TOT Produits financiers	249 004 738	79 042 941	215.02%
66TOT Charges financieres	64 483 643	60 579 057	-6.45%
RESFIN Resultat financier	**184 521 095**	**18 463 884**	**899.36%**

Entité : LEGAL.14010 - ENAGEO
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**2 729 723 055**	**7 141 879 354**	**-61.78%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	940 211 113	2 017 743 923	-53.40%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	367 069 178	-133 611 322	374.73%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**27 255 072 496**	**36 062 720 544**	**-24.42%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**25 832 629 731**	**30 804 973 791**	**-16.14%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**1 422 442 765**	**5 257 746 752**	**-72.95%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**1 422 442 765**	**5 257 746 752**	**-72.95%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**1 422 442 765**	**5 257 746 752**	**-72.95%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**1 422 442 765**	**5 257 746 752**	**-72.95%**

Annexe 32 : Bilan social ENAFOR

Entité : LEGAL.14600 - ENAFOR
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**460 092 057**	**396 116 394**	**63 975 664**	**20 428 028**
Immobilisations corporelles	**157 101 712 750**	**124 559 644 419**	**32 542 068 332**	**38 917 564 213**
Terrains & aménagements	387 718 690	207 557 803	180 160 886	126 417 620
Constructions	13 548 084 521	9 842 253 096	3 705 831 425	4 398 480 178
Autres immobilisations corporelles	143 165 909 540	114 509 833 519	28 656 076 021	34 392 666 415
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**3 164 368 513**	**200 397 962**	**2 963 970 550**	**3 290 814 500**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**3 678 822 453**	**2 773 572 409**	**905 250 044**	**912 579 561**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	3 175 139 992	2 270 510 551	904 629 441	911 958 958
Autres immobilisations financières	503 682 461	503 061 858	620 603	620 603
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Total Immobilisations	**164 404 995 773**	**127 929 731 184**	**36 475 264 590**	**43 141 386 302**
Impôt différé actif NC	**733 469 915**		**733 469 915**	**647 334 815**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**165 138 465 689**	**127 929 731 184**	**37 208 734 505**	**43 788 721 118**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**23 653 952 794**	**153 327 766**	**23 500 625 029**	**20 026 469 775**
Créances et emplois assimilés	**17 405 417 607**	**1 332 128 760**	**16 073 288 847**	**20 166 866 516**
Immo. financieres				
Clients	16 300 661 034	1 308 165 402	14 992 495 632	18 042 396 152
Autres débiteurs	243 188 666	23 963 358	219 225 307	353 680 599
Impôts	379 154 188		379 154 188	1 243 175 076
Autres actifs courants	482 413 720		482 413 720	527 614 689
Disponibilités et assimilés	**11 069 508 347**	**1 625 924**	**11 067 882 423**	**16 772 061 993**
Placements et autres actifs financiers				
Trésorerie	11 069 508 347	1 625 924	11 067 882 423	16 772 061 993
TOTAL ACTIFS COURANTS	**52 128 878 749**	**1 487 082 449**	**50 641 796 299**	**56 965 398 284**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**217 267 344 437**	**129 416 813 633**	**87 850 530 804**	**100 754 119 401**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	50 000 000 000	50 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	6 962 604 329	4 417 121 572
Report à nouveau	-2 229 809 275	
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-2 229 809 275	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**-4 973 934 809**	**2 745 482 757**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**0**	**0**
Résultats Minoritaires		
Résultat minoritaires		
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**49 758 860 245**	**57 162 604 329**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	20 512 317 572	25 795 668 918
Impôts (différés et provisionnés)	0	0
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	1 943 176 587	1 745 503 036
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**22 455 494 159**	**27 541 171 954**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	6 246 062 647	6 139 695 623
Impôts	482 528 508	1 776 161 224
Autres dettes	8 907 585 246	8 134 486 271
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**15 636 176 401**	**16 050 343 118**
TOTAL GENERAL PASSIF	**87 850 530 804**	**100 754 119 401**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
9-juin-2022 - 13:37:17 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/BILAN_SYNT_2019

Annexe 33 : TCR ENAFOR

Entité : LEGAL.14600 - ENAFOR
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	37 283 526 675	49 123 953 064	-24.10%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée	1 001 169 913	1 142 585 121	-12.38%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**38 284 696 588**	**50 266 538 185**	**-23.84%**
60000T Achats consommés	4 468 422 162	4 820 163 049	7.30%
61000T Services extérieurs	7 477 988 340	7 573 350 608	1.26%
62000T Autres services extérieurs	1 770 964 005	2 313 303 300	23.44%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**13 717 374 507**	**14 706 816 957**	**6.73%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**24 567 322 081**	**35 559 721 228**	**-30.91%**
63000T Charges de personnel	17 231 075 656	17 291 132 311	0.35%
64000T Impots & taxes	827 480 231	1 337 321 880	38.12%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**6 508 766 195**	**16 931 267 037**	**-61.56%**
75000T Autres produits opérationnels	334 152 901	537 149 406	-37.79%
65000T Autres charges opérationnelles	119 750 122	273 586 163	56.23%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	15 318 022 017	16 441 219 689	6.83%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	1 625 924	1 625 924	
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	4 734 795 925	4 491 815 746	5.41%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	1 625 924	1 625 924	
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**-3 860 057 118**	**5 245 426 337**	**-173.59%**
76TOT Produits financiers	20 238 788	24 691 117	-18.03%
66TOT Charges financieres	1 220 241 578	1 460 428 200	16.45%
RESFIN Resultat financier	**-1 200 002 791**	**-1 435 737 083**	**16.42%**

Entité : LEGAL.14600 - ENAFOR
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2020	2019	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**-5 060 059 909**	**3 809 689 254**	**-232.82%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	10 000	1 263 847 294	-100.00%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-86 135 100	-199 640 797	56.85%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**43 375 510 125**	**55 321 820 378**	**-21.59%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**48 349 444 935**	**52 576 337 621**	**-8.04%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**-4 973 934 809**	**2 745 482 757**	**-281.17%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**-4 973 934 809**	**2 745 482 757**	**-281.17%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**-4 973 934 809**	**2 745 482 757**	**-281.17%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**-4 973 934 809**	**2 745 482 757**	**-281.17%**

Annexe 34 : bilan consolidé SPP holding

Entité : HOLDINGS.14000_H - SPP HOLDING
Mois : Décembre
Value : <Entity Curr Total>
Custom 4 : Total retraité

Consolidation : Décembre 2020
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill	2 849 593 433	2 438 024 393	411 569 041	399 061 055
Immobilisations incorporelles	541 813 595 420	389 423 676 155	152 389 919 266	154 618 943 677
Immobilisations corporelles	18 316 238 666	519 384 264	17 796 854 402	16 744 913 441
Terrains & amenagements	52 970 733 582	33 072 285 942	19 898 447 640	16 613 525 085
Constructions	467 839 654 038	354 743 251 116	113 096 402 921	119 984 693 783
Autres immobilisations corporelles	753 093 346	238 279 029	514 814 317	346 740 468
Immobilisations en concession	1 933 875 789	850 475 804	1 083 399 985	929 071 900
Equipements fixes et complexes de production	16 304 401 442	200 482 962	16 103 918 480	19 068 661 039
Immobilisations en cours				
Actif destinés à vente, abandon activité	15 575 522 726	1 972 340 400	13 603 182 325	14 134 127 942
Immobilisations financières	3 549 285 093		3 549 285 093	3 861 380 011
Actifs financiers Mise en équivalence	1 821 329 001	957 086 592	864 242 409	718 855 576
Participations et créances rattachées à des participations	10 204 908 631	1 015 253 808	9 189 654 823	9 553 892 355
Autres immobilisations financières				
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances	576 543 113 021	394 034 523 910	182 508 589 111	188 220 793 713
Total Immobilisations	11 508 368 128		11 508 368 128	9 177 109 257
Impôt différé actif NC	**588 051 481 149**	**394 034 523 910**	**194 016 957 239**	**197 397 902 970**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS				
ACTIFS COURANTS	89 325 719 879	8 099 933 538	81 225 786 341	67 428 801 645
Stock et en-cours	163 180 569 609	6 991 240 607	156 189 329 001	168 305 825 129
Créances et emplois assimilés				
Immo financieres	141 711 183 116	6 924 719 410	134 786 463 706	144 958 001 555
Clients	4 878 125 204	66 521 197	4 811 604 007	6 291 805 730
Autres débiteurs	15 441 369 779		15 441 369 779	15 901 485 402
Impôts	1 149 891 509		1 149 891 509	1 154 532 442
Autres actifs courants	**84 015 742 831**	**442 894 560**	**83 572 848 271**	**97 488 059 778**
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers	84 015 742 831	442 894 560	83 572 848 271	97 488 059 778
Trésorerie	**336 522 032 316**	**15 534 068 705**	**320 987 963 613**	**333 222 686 552**
TOTAL ACTIFS COURANTS				
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**924 573 513 468**	**409 568 592 615**	**515 004 920 852**	**530 620 589 523**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	400 000 000	400 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé	-1 470 000 000	3 000 000 000
Ecart d'évaluation		
Ecart de reevaluation	0	0
Primes et Réserves	3 636 268 805	3 458 510 211
Report à nouveau	0	0
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**316 784 647 430**	**301 860 780 066**
Réserves Groupe	310 225 940 076	297 270 442 585
Réserves Minoritaires	6 558 707 354	4 590 337 480
Ecart d'équivalence	**2 193 492 710**	**704 545 634**
Résultat de l'exercice	**4 620 173 629**	**26 619 221 453**
Resultat Net de l'ensemble consolide	**4 620 173 629**	**26 619 221 453**
Résultat groupe	4 526 408 270	26 495 694 176
Résultats Minoritaires	**93 765 359**	**123 527 277**
Résultat minoritaires	93 765 359	123 527 277
Ecarts de conversion sur résultat minos		
Comptes de liaison comptables	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**326 164 582 574**	**336 043 057 364**
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts & dettes financieres NC	42 445 410 443	51 675 429 309
Impôts (différés et provisionnés)	4 250 251 936	3 862 754 638
Autres dettes & comptes de regul. NC	138 583 083	3 234 279
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Prov. reglementées		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	32 491 542 941	29 692 793 060
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**79 325 788 404**	**84 634 210 286**
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs & comptes rattachés	53 932 039 690	45 967 735 595
Impôts	10 100 554 145	14 940 688 384
Autres dettes	44 760 578 147	48 929 871 814
Tresorerie passif	721 377 894	105 026 078
TOTAL PASSIFS COURANTS	**109 514 549 876**	**109 943 321 871**
TOTAL GENERAL PASSIF	**515 004 920 854**	**530 620 589 522**

Date d'execution du rapport : 1-juin-2022 - 12:34:17 PM

1/2

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC BILAN_SYNT_2019

Annexe 35 : TCR consolidé SPP holding

Entité : HOLDINGS.14000_H - SPP HOLDING
Custom4 : Total retraité

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE

	2020	2019	VARIATION %
Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	247 689 404 083	284 300 517 572	-12.88%
Production stockée ou déstockée (Var)	3 026 936 759	407 389 127	643.01%
Production immobilisée	3 552 663 260	3 297 006 361	7.75%
Subventions d exploitation	222 700 000	470 835 505	-52.70%
Production de l'exercice	**254 491 704 102**	**288 475 748 566**	**-11.78%**
Achats consommés	43 121 497 880	48 749 411 962	11.54%
Services extérieurs	30 802 623 396	34 348 682 274	10.32%
Autres services extérieurs	24 661 428 488	27 407 743 738	10.02%
Ecarts sur achats-ventes de Mses			
Ecarts sur achats-ventes de MF			
Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
Consommation de l'exercice	**98 585 549 763**	**110 505 837 975**	**10.79%**
Valeur Ajoutée d'exploitation	**155 906 154 338**	**177 969 910 591**	**-12.40%**
Charges de personnel	104 286 340 884	104 064 331 320	-0.21%
Impots & taxes	6 070 026 001	7 021 868 941	13.56%
Excedent Brut d'exploitation	**45 549 787 454**	**66 883 710 329**	**-31.90%**
Autres produits opérationnels	4 602 696 185	7 277 238 379	-36.75%
Autres charges opérationnelles	2 475 523 453	2 958 575 500	16.33%
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	49 153 918 506	43 314 241 135	-13.48%
Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	-2 334 445 455	-1 592 785 017	46.56%
Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition	9 770 689	9 770 689	
Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	7 870 719 652	6 316 410 447	24.61%
Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	439 461 765	-401 854 505	209.36%
Liaison sur opérations réciproques financières			-100.00%
Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
Resultat Operationnel	**9 157 897 863**	**35 385 702 344**	**-74.12%**
76TOT Produits financiers	622 174 541	410 696 139	51.49%
66TOT Charges financieres	2 185 147 439	2 531 804 291	-13.69%
Resultat financier	**-1 562 972 898**	**-2 121 108 152**	**26.31%**
Résultat des activités abandonnées			
Resultat ordinaire avant impots	**7 594 924 965**	**33 264 594 193**	**-77.17%**

Annexe 36 : TFT consolidé SPP holding

Entité : HOLDINGS.14000_H - SPP HOLDING
Value : <Entity Curr Total>

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
TFT CONSOLIDE

	2020	2019
Resultat avant impôt	7 594 924 965	33 264 594 193
PMV cession d actifs	23 499 236	611 315 827
Amort. immos corporelles	31 732 992 767	28 362 204 846
Dépréciation immos corporelles	-18 377 615	66 504 685
Amort. immos incorporelles	167 463 551	160 750 115
Autres Provisions	5 583 528 900	10 349 747 101
Subvension d'exploitation	222 700 000	470 835 505
Impôts différés	-2 022 803 805	-2 812 483 205
Amortissements et provisions	35 665 503 799	36 597 559 047
Impôts sur le résultat	-2 947 822 219	-8 345 985 615
Intérêts payés	-135 083 332	123 125 745
Tréso dégagée des activités opérat.	**40 201 022 449**	**62 250 609 196**
Flux de Trésorerie avant éléments extraordinaires		
Stocks	-17 800 053 764	-4 304 010 650
Créances clients	14 031 956 151	-5 315 675 010
Fournisseurs	1 320 100 867	7 734 056 546
Autres - BFR exploitation	-1 542 566 777	-2 132 719 027
Incidence de la var de BFR opérat.	**-3 990 563 523**	**-4 018 348 141**
Autres - BFR non opérationnelle	775 291 826	-1 478 051 008
Comptes de liaison Intragroupe	-3 560 575 063	3 573 392 228
Incidence de la var de BFR non opérat.	**-2 785 283 237**	**2 095 341 219**
Autres opérations non cash		
Flux de tréso liés aux activités opérat.	33 425 175 689	60 327 602 274
Acquisition d immo.corporelles	-89 742 925 341	-112 552 706 842
Acquisition d immo.incorporelles	-217 571 959	-204 692 091
Acquisition d immo.financières	-1 275 832 826	-5 612 193 501
Acquisition des titres - auto contrôle	-270 061 224	-1 857 581 664
Besoin de trésorerie (investissement)	**-91 506 391 350**	**-120 227 174 098**
Cession d immo.corporelles	63 224 891 924	83 936 265 632
Cession d immo.incorporelles	34 785 661	18 900 903
Cession d immo.financières	3 868 201 598	4 537 936 427
Ressources liées aux investissements	**67 127 879 183**	**88 493 102 961**
Flux de tréso liés aux activités invest	**-24 378 512 167**	**-31 734 071 136**
Augmentation de capital	-6 559 898 419	-2 965 672 704
Emissions d'emprunts	1 582 102 033	7 499 148 775
Remboursements d'emprunts	-9 534 399 989	-10 674 925 516
Aug (dim) autres dettes financières NC	-276 521 753	269 510 147
Aug (dim) autres dettes financières Ct	-3 234 406 893	1 319 399 160

1 / 2

Date d'exécution du rapport :
1-juin-2022 - 12:37:29 PM

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/TFT_CONSO

Entité : HOLDINGS.14000_H - SPP HOLDING
Value : <Entity Curr Total>

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
TFT CONSOLIDE

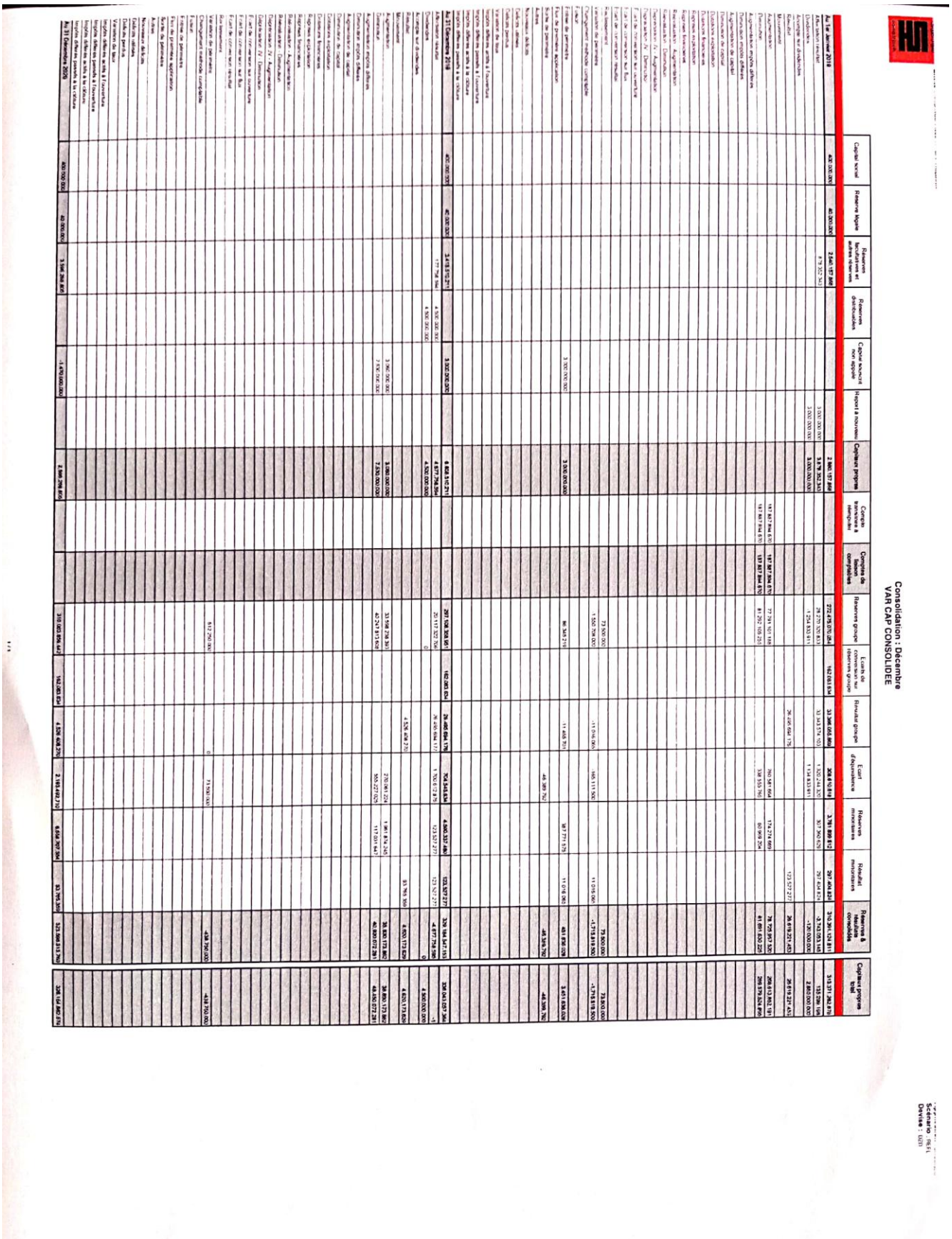
	2020	2019
Dividendes versés	-4 500 000 000	-1 692 515 217
Flux de tréso liés aux activités fin	**-22 523 125 022**	**-6 245 055 355**
Ecarts non expliqués - var méth conso	-438 750 000	-823 319 500
Ecarts non expliqués - entrée périmètre		1 079 490 124
Ecarts non expliqués - erreur	-5	0
Ecarts non expliqués - sortie		222 505 609
Ecarts non expliqués	-438 750 005	478 676 233
Trésorerie - mouvement (calculée)	**-13 915 211 505**	**22 827 152 016**
Trésorerie - clôture (calculée)	83 572 848 271	97 488 059 778
Trésorerie - ouverture	97 488 059 778	74 660 907 759
Variation de trésorerie	**-13 915 211 507**	**22 827 152 019**
entrée périmètre sur trésorerie		-1 074 167 650
Autres variation sur trésorerie		**-1 074 167 650**
Tableau des flux de trésorerie	**-27 830 423 011**	**44 580 136 385**
Contrôle	2	-3

2 / 2

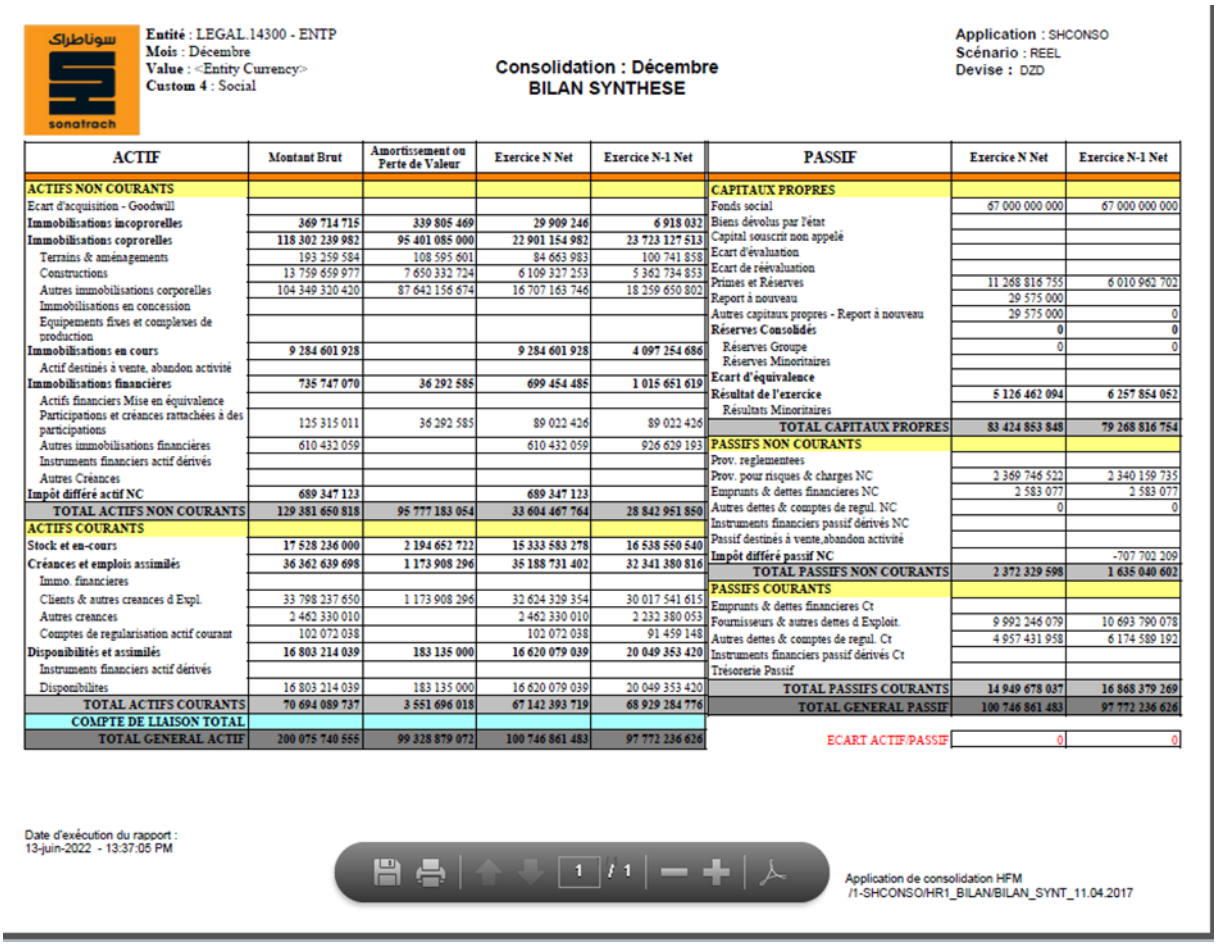
Date d'exécution du rapport :
1-juin-2022 - 12:37:29 PM

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR13_REPORTS_CAC/TFT_CONSO

Annexe 37: variations des capitaux propres consolidé SPP holding



Annexe 38 : bilan social « ENTP » exercice 2018



Entité : LEGAL.14300 - ENTP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	**369 714 715**	**339 805 469**	**29 909 246**	**6 918 032**
Immobilisations corporelles	**118 302 239 982**	**95 401 085 000**	**22 901 154 982**	**23 723 127 513**
Terrains & aménagements	193 259 584	108 595 601	84 663 983	100 741 858
Constructions	13 759 659 977	7 650 332 724	6 109 327 253	5 362 734 853
Autres immobilisations corporelles	104 349 320 420	87 642 156 674	16 707 163 746	18 259 650 802
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**9 284 601 928**		**9 284 601 928**	**4 097 254 686**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**735 747 070**	**36 292 585**	**699 454 485**	**1 015 651 619**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	125 315 011	36 292 585	89 022 426	89 022 426
Autres immobilisations financières	610 432 059		610 432 059	926 629 193
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	**689 347 123**		**689 347 123**	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**129 381 650 818**	**95 777 183 054**	**33 604 467 764**	**28 842 951 850**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**17 528 236 000**	**2 194 652 722**	**15 333 583 278**	**16 538 550 540**
Créances et emplois assimilés	**36 362 639 698**	**1 173 908 296**	**35 188 731 402**	**32 341 380 816**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	33 798 237 650	1 173 908 296	32 624 329 354	30 017 541 615
Autres creances	2 462 330 010		2 462 330 010	2 232 380 053
Comptes de regularisation actif courant	102 072 038		102 072 038	91 459 148
Disponibilités et assimilés	**16 803 214 039**	**183 135 000**	**16 620 079 039**	**20 049 353 420**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	16 803 214 039	183 135 000	16 620 079 039	20 049 353 420
TOTAL ACTIFS COURANTS	**70 694 089 737**	**3 551 696 018**	**67 142 393 719**	**68 929 284 776**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**200 075 740 555**	**99 328 879 072**	**100 746 861 483**	**97 772 236 626**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	67 000 000 000	67 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	11 268 816 755	6 010 962 702
Report à nouveau	29 575 000	
Autres capitaux propres - Report à nouveau	29 575 000	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**5 126 462 094**	**6 257 854 052**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**83 424 853 848**	**79 268 816 754**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	2 369 746 522	2 340 159 735
Emprunts & dettes financieres NC	2 583 077	2 583 077
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC		-707 702 209
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**2 372 329 598**	**1 635 040 602**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	9 992 246 079	10 693 790 078
Autres dettes & comptes de regul. Ct	4 957 431 958	6 174 589 192
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**14 949 678 037**	**16 868 379 269**
TOTAL GENERAL PASSIF	**100 746 861 483**	**97 772 236 626**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:37:05 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 39 : TCR social « ENTP » Exercice 2018

Entité : LEGAL 14300 - ENTP
Custom4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

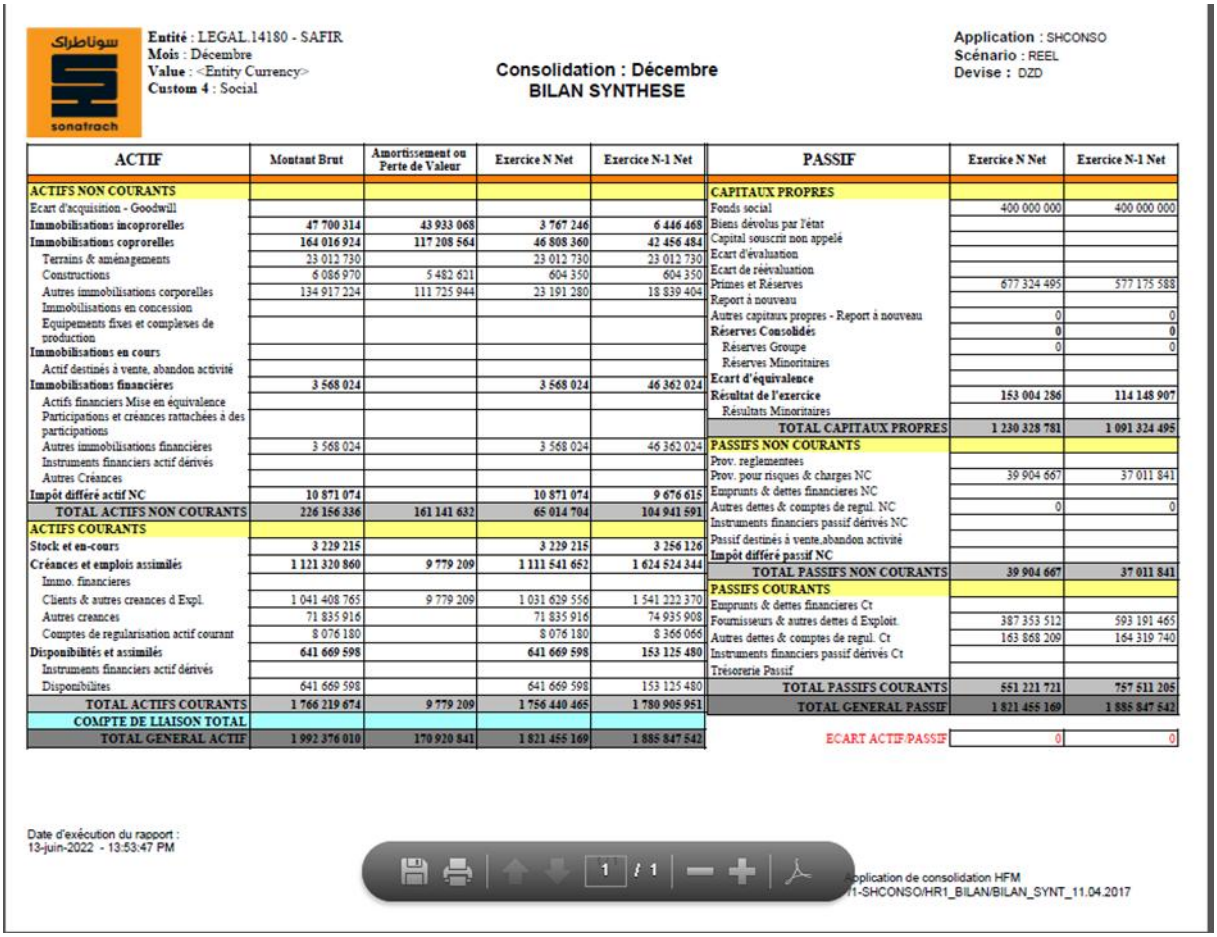
Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	60 574 743 484	56 171 818 077	7.84%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**60 574 743 484**	**56 171 818 077**	**7.84%**
60000T Achats consommés	5 851 670 512	5 261 404 402	-11.22%
61000T Services extérieurs	7 082 616 583	5 565 947 837	-27.25%
62000T Autres services extérieurs	12 002 492 500	10 786 094 956	-11.28%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**24 936 779 596**	**21 613 447 195**	**-15.38%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**35 637 963 888**	**34 558 370 882**	**3.12%**
63000T Charges de personnel	21 230 555 383	18 806 930 078	-12.89%
64000T Impots & taxes	1 515 229 986	1 232 981 787	-22.89%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**12 892 178 519**	**14 518 459 016**	**-11.20%**
75000T Autres produits opérationnels	608 271 561	318 738 732	90.84%
65000T Autres charges opérationnelles	850 645 493	312 601 845	-172.12%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	5 957 662 032	6 507 320 167	8.45%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	117 880 209	810 922 386	-85.46%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**6 810 022 764**	**8 828 198 123**	**-22.86%**
76TOT Produits financiers	4 955 019	7 165 548	-30.85%
66TOT Charges financières		15 942	100.00%
RESFIN Resultat financier			**-30.70%**

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant Impots	**6 814 977 783**	**8 835 347 729**	**-22.87%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 670 160 603	2 400 038 920	-30.41%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	18 355 086	177 454 757	-89.66%
Autres Impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**61 305 850 272**	**57 308 644 743**	**6.97%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**56 179 388 179**	**51 050 790 691**	**10.05%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**5 126 462 094**	**6 257 854 052**	**-18.08%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**5 126 462 094**	**6 257 854 052**	**-18.08%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**5 126 462 094**	**6 257 854 052**	**-18.08%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**5 126 462 094**	**6 257 854 052**	**-18.08%**

Annexe 40 : bilan social SAFIR exercice 2018



Entité : LEGAL.14180 - SAFIR
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	**47 700 314**	**43 933 068**	**3 767 246**	**6 446 468**
Immobilisations coprorelles	**164 016 924**	**117 208 564**	**46 808 360**	**42 456 484**
Terrains & aménagements	23 012 730		23 012 730	23 012 730
Constructions	6 086 970	5 482 621	604 350	604 350
Autres immobilisations corporelles	134 917 224	111 725 944	23 191 280	18 839 404
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours				
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**3 568 024**		**3 568 024**	**46 362 024**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	3 568 024		3 568 024	46 362 024
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	**10 871 074**		**10 871 074**	**9 676 615**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**226 156 336**	**161 141 632**	**65 014 704**	**104 941 591**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**3 229 215**		**3 229 215**	**3 256 126**
Créances et emplois assimilés	**1 121 320 860**	**9 779 209**	**1 111 541 652**	**1 624 524 344**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	1 041 408 765	9 779 209	1 031 629 556	1 541 222 370
Autres creances	71 835 916		71 835 916	74 935 908
Comptes de regularisation actif courant	8 076 180		8 076 180	8 366 066
Disponibilités et assimilés	**641 669 598**		**641 669 598**	**153 125 480**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	641 669 598		641 669 598	153 125 480
TOTAL ACTIFS COURANTS	**1 766 219 674**	**9 779 209**	**1 756 440 465**	**1 780 905 951**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**1 992 376 010**	**170 920 841**	**1 821 455 169**	**1 885 847 542**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	400 000 000	400 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	677 324 495	577 175 588
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**153 004 286**	**114 148 907**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**1 230 328 781**	**1 091 324 495**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	39 904 667	37 011 841
Emprunts & dettes financieres NC		
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC		
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**39 904 667**	**37 011 841**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	387 353 512	593 191 465
Autres dettes & comptes de regul. Ct	163 868 209	164 319 740
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**551 221 721**	**757 511 205**
TOTAL GENERAL PASSIF	**1 821 455 169**	**1 885 847 542**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:53:47 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 41 : TCR social SAFIR exercice 2018

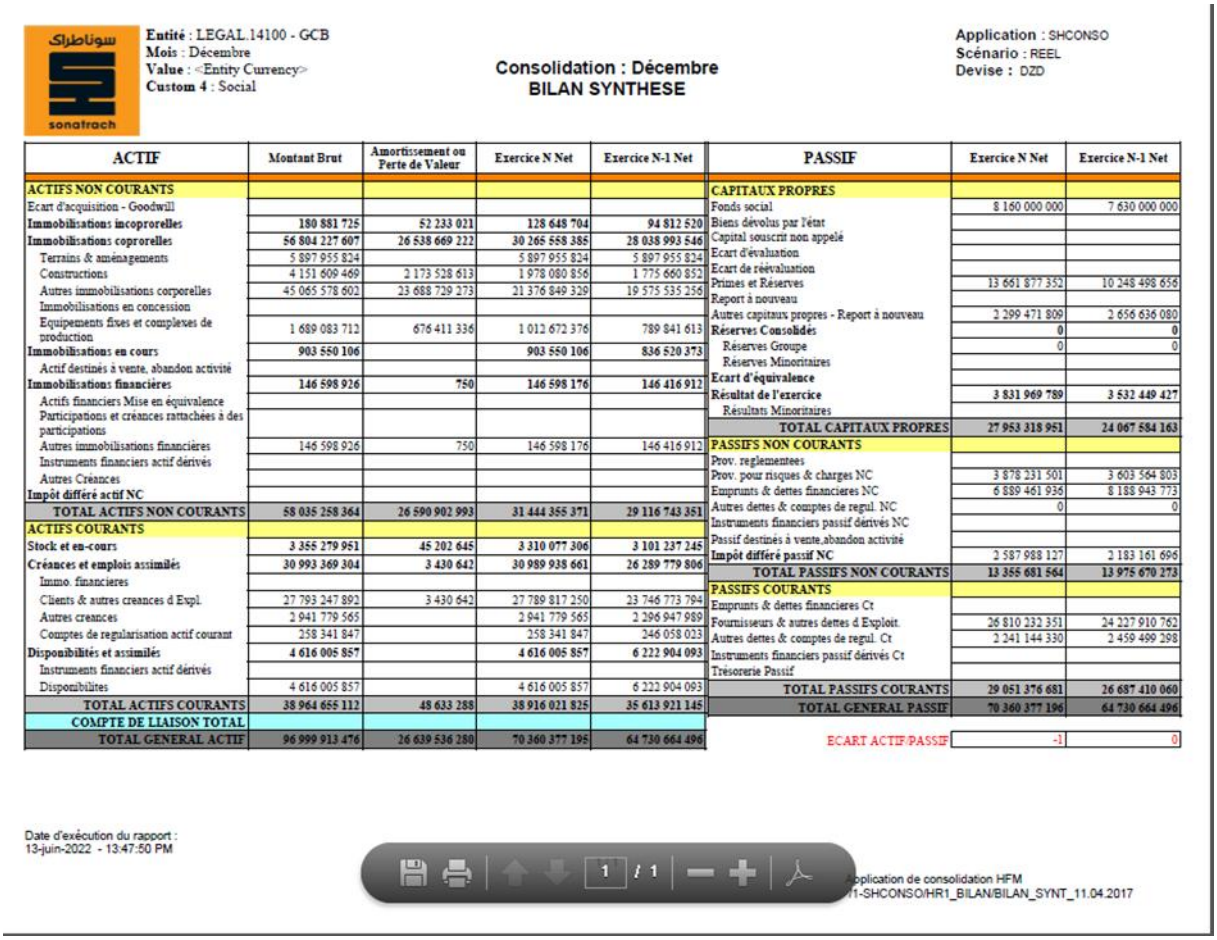
Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	1 516 169 283	1 238 406 307	22.43%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**1 516 169 283**	**1 238 406 307**	**22.43%**
60000T Achats consommés	8 000 109	6 192 168	-29.20%
61000T Services extérieurs	766 276 647	500 405 641	-53.13%
62000T Autres services extérieurs	21 279 733	27 064 708	21.37%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**795 556 489**	**533 662 517**	**-49.07%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**720 612 794**	**704 743 790**	**2.25%**
63000T Charges de personnel	408 164 779	462 639 434	11.77%
64000T Impots & taxes	90 329 829	34 454 049	-162.17%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**222 118 185**	**207 650 307**	**6.97%**
75000T Autres produits opérationnels	253 943	139 000	82.69%
65000T Autres charges opérationnelles	1 498 931	20 648 207	92.74%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	19 772 544	28 780 707	31.30%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'aoquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	1 924 153	3 231 869	-40.46%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**203 024 807**	**161 592 262**	**25.64%**
76TOT Produits financiers	1 352	194 627	-99.31%
66TOT Charges financieres			
RESFIN Resultat financier	**1 352**	**194 627**	**-99.31%**

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**203 026 159**	**161 786 889**	**25.49%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	53 007 580	47 637 982	11.27%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-2 985 707		
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**1 518 348 731**	**1 241 971 803**	**22.25%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**1 365 344 446**	**1 127 822 896**	**21.06%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**153 004 286**	**114 148 907**	**34.04%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**153 004 286**	**114 148 907**	**34.04%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**153 004 286**	**114 148 907**	**34.04%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**153 004 286**	**114 148 907**	**34.04%**

Annexe 42 : bilan social « ENGCB » exercice 2018



Entité : LEGAL.14100 - GCB
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	**180 881 725**	**52 233 021**	**128 648 704**	**94 812 520**
Immobilisations coprorelles	**56 804 227 607**	**26 538 669 222**	**30 265 558 385**	**28 038 993 546**
Terrains & aménagements	5 897 955 824		5 897 955 824	5 897 955 824
Constructions	4 151 609 469	2 173 528 613	1 978 080 856	1 775 660 852
Autres immobilisations corporelles	45 065 578 602	23 688 729 273	21 376 849 329	19 575 535 256
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production	1 689 083 712	676 411 336	1 012 672 376	789 841 613
Immobilisations en cours	**903 550 106**		**903 550 106**	**836 520 373**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**146 598 926**	**750**	**146 598 176**	**146 416 912**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	146 598 926	750	146 598 176	146 416 912
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC				
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**58 035 258 364**	**26 590 902 993**	**31 444 355 371**	**29 116 743 351**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**3 355 279 951**	**45 202 645**	**3 310 077 306**	**3 101 237 245**
Créances et emplois assimilés	**30 993 369 304**	**3 430 642**	**30 989 938 661**	**26 289 779 806**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	27 793 247 892	3 430 642	27 789 817 250	23 746 773 794
Autres creances	2 941 779 565		2 941 779 565	2 296 947 989
Comptes de regularisation actif courant	258 341 847		258 341 847	246 058 023
Disponibilités et assimilés	**4 616 005 857**		**4 616 005 857**	**6 222 904 093**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	4 616 005 857		4 616 005 857	6 222 904 093
TOTAL ACTIFS COURANTS	**38 964 655 112**	**48 633 288**	**38 916 021 825**	**35 613 921 145**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**96 999 913 476**	**26 639 536 280**	**70 360 377 195**	**64 730 664 496**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	8 160 000 000	7 630 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	13 661 877 352	10 248 498 656
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	2 299 471 809	2 656 636 080
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 831 969 789**	**3 532 449 427**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**27 953 318 951**	**24 067 584 163**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	3 878 231 501	3 603 564 803
Emprunts & dettes financieres NC	6 889 461 936	8 188 943 773
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC	2 587 988 127	2 183 161 696
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**13 355 681 564**	**13 975 670 273**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	26 810 232 351	24 227 910 762
Autres dettes & comptes de regul. Ct	2 241 144 330	2 459 499 298
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**29 051 376 681**	**26 687 410 060**
TOTAL GENERAL PASSIF	**70 360 377 196**	**64 730 664 496**
ECART ACTIF/PASSIF	-1	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:47:50 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
71-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 43 : TCR social « ENGCB » exercice 2018

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	46 185 800 307	36 192 299 960	27.61%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	770 638 760	677 327 078	13.78%
730000 Production immobilisée	1 136 875 529	832 171 990	36.62%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**48 093 314 596**	**37 701 799 028**	**27.56%**
60000T Achats consommés	11 333 175 411	8 971 451 272	-26.32%
61000T Services extérieurs	9 700 915 703	7 300 852 922	-32.87%
62000T Autres services extérieurs	1 536 045 178	1 453 688 888	-5.67%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**22 570 136 292**	**17 725 993 081**	**-27.33%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**25 523 178 304**	**19 975 805 946**	**27.77%**
63000T Charges de personnel	16 552 386 858	12 179 791 633	-35.90%
64000T Impots & taxes	804 677 912	623 687 814	-29.02%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**8 166 113 534**	**7 172 326 500**	**13.86%**
75000T Autres produits opérationnels	867 908 602	2 608 231 903	-66.72%
65000T Autres charges opérationnelles	144 625 070	186 086 872	22.28%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	4 303 200 145	4 482 014 671	3.99%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'aoquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	2 199 960	31 797 061	-93.08%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	640 346 844	21 441 970	2 886.42%
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**5 228 743 725**	**5 165 695 891**	**1.22%**
76TOT Produits financiers	5 866 824	6 480 967	-9.48%
66TOT Charges financieres	316 279 333	276 945 585	16.09%
RESFIN Resultat financier	[illegible]	[illegible]	**16.21%**

1 / 2

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**4 918 331 216**	**4 795 231 274**	2.57%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	765 450 045	801 340 659	-4.48%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	320 911 382	461 441 189	-30.45%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**49 609 636 826**	**40 369 750 929**	22.89%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**45 777 667 036**	**36 837 301 502**	24.27%
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 831 969 789**	**3 532 449 427**	8.48%
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 831 969 789**	**3 532 449 427**	8.48%
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 831 969 789**	**3 532 449 427**	8.48%
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 831 969 789**	**3 532 449 427**	8.48%

Annexe 44 : bilan social « ENGTP » exercice 2018

Entité : LEGAL.14130 - ENGTP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	**125 223 307**	**113 425 659**	**11 797 648**	**14 058 171**
Immobilisations coprorelles	**43 318 808 687**	**28 470 558 475**	**14 848 250 212**	**13 992 823 891**
Terrains & aménagements	3 645 577 509		3 645 577 509	3 645 577 509
Constructions	5 332 755 510	4 136 073 775	1 196 681 734	1 165 746 414
Autres immobilisations corporelles	34 340 475 669	24 334 484 700	10 005 990 968	9 181 499 968
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et compleves de production				
Immobilisations en cours	**316 905 066**		**316 905 066**	**364 108 971**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**260 972 046**	**50 587**	**260 921 459**	**258 546 609**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	500 000		500 000	500 000
Autres immobilisations financières	260 472 046	50 587	260 421 459	258 046 609
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	**2 309 297 244**		**2 309 297 244**	**1 806 079 409**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**46 331 206 350**	**28 584 034 722**	**17 747 171 628**	**16 435 617 051**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**1 563 278 880**	**241 778 663**	**1 321 500 217**	**1 189 811 809**
Créances et emplois assimilés	**18 642 321 083**	**68 461 515**	**18 573 859 568**	**16 703 614 264**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	17 569 783 890	68 461 515	17 501 322 375	15 579 514 859
Autres creances	1 026 953 793		1 026 953 793	1 065 070 319
Comptes de regularisation actif courant	45 583 400		45 583 400	59 029 086
Disponibilités et assimilés	**13 122 125 760**	**207 309 413**	**12 914 816 347**	**9 166 551 171**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	13 122 125 760	207 309 413	12 914 816 347	9 166 551 171
TOTAL ACTIFS COURANTS	**33 327 725 724**	**517 549 591**	**32 810 176 132**	**27 059 977 243**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**79 658 932 073**	**29 101 584 314**	**50 557 347 760**	**43 495 594 295**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	16 500 000 000	6 390 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	2 866 472 594	10 249 998 783
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 719 219 831**	**2 876 473 811**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**23 085 692 425**	**19 516 472 594**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	6 634 131 904	6 341 857 055
Emprunts & dettes financieres NC	7 038 758 075	6 654 746 875
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC	828 602 966	826 670 084
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**14 501 492 944**	**13 823 274 014**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	10 450 738 838	8 456 728 847
Autres dettes & comptes de regul. Ct	2 519 423 552	1 699 118 840
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**12 970 162 390**	**10 155 847 687**
TOTAL GENERAL PASSIF	**50 557 347 760**	**43 495 594 295**
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:43:36 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
Files\Applications\11-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 45 :TCR social « ENGTP » exercice 2018

Consolidation : Décembre
Détail P&L

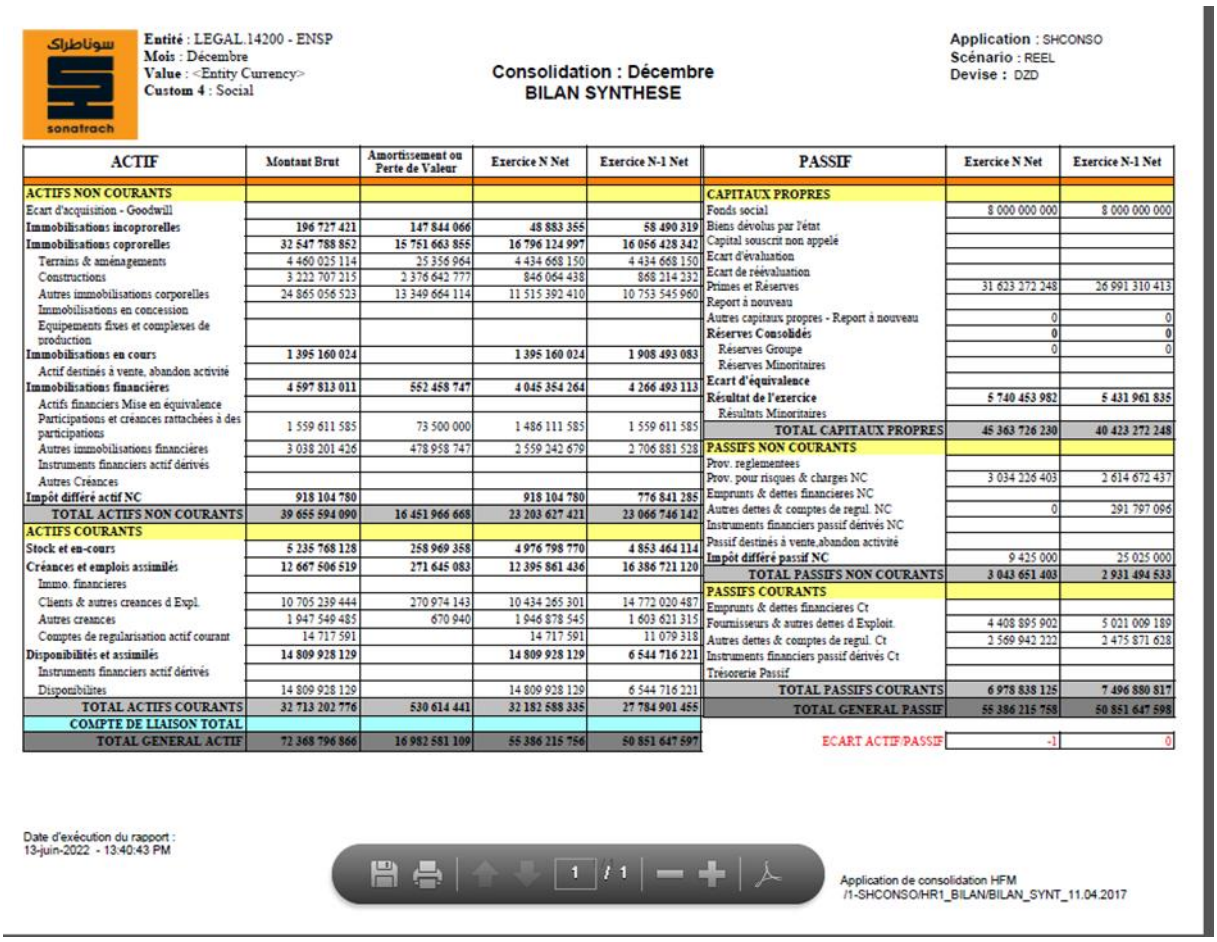
	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	36 220 905 322	33 187 276 228	9.14%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée	133 061 213	180 078 422	-26.11%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**36 353 966 534**	**33 367 354 650**	**8.95%**
60000T Achats consommés	9 279 519 029	9 297 973 375	0.20%
61000T Services extérieurs	626 920 647	549 522 499	-14.08%
62000T Autres services extérieurs	3 242 045 814	2 887 838 586	-12.27%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**13 148 485 489**	**12 735 334 460**	**-3.24%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**23 205 481 045**	**20 632 020 190**	**12.47%**
63000T Charges de personnel	14 725 366 922	13 394 140 684	-9.94%
64000T Impots & taxes	799 217 905	736 175 076	-8.56%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**7 680 896 218**	**6 501 704 429**	**18.14%**
75000T Autres produits opérationnels	205 271 464	534 415 231	61.59%
65000T Autres charges opérationnelles	25 265 214	621 034 552	95.93%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	2 815 479 112	2 481 938 107	-13.44%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	249 369	185 094	-34.73%
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	379 588 089	281 064 047	35.05%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers		204 000	-100.00%
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**5 424 762 075**	**4 214 229 955**	**28.72%**
76TOT Produits financiers	16 234 942	12 777 824	27.06%
66TOT Charges financieres	294 029 127	313 439 166	6.19%
RESFIN Resultat financier	-277 794 185	-300 661 342	7.61%

1 / 2

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**5 146 967 890**	**3 913 568 613**	**31.52%**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 929 033 012	1 072 387 937	79.88%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-501 284 953	-35 293 135	-1 320.35%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**36 955 061 029**	**34 195 815 752**	**8.07%**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**33 235 841 198**	**31 319 341 942**	**6.12%**
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 719 219 831**	**2 876 473 811**	**29.30%**
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 719 219 831**	**2 876 473 811**	**29.30%**
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 719 219 831**	**2 876 473 811**	**29.30%**
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 719 219 831**	**2 876 473 811**	**29.30%**

Annexe 46 : bilan social « ENSP » exercice 2018



Entité : LEGAL.14200 - ENSP
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incorporelles	196 727 421	147 844 066	48 883 355	58 490 319
Immobilisations corporelles	32 547 788 852	15 751 663 855	16 796 124 997	16 056 428 342
Terrains & aménagements	4 460 025 114	25 356 964	4 434 668 150	4 434 668 150
Constructions	3 222 707 215	2 376 642 777	846 064 438	868 214 232
Autres immobilisations corporelles	24 865 056 523	13 349 664 114	11 515 392 410	10 753 545 960
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	1 395 160 024		1 395 160 024	1 908 493 083
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	4 597 813 011	552 458 747	4 045 354 264	4 266 493 113
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	1 559 611 585	73 500 000	1 486 111 585	1 559 611 585
Autres immobilisations financières	3 038 201 426	478 958 747	2 559 242 679	2 706 881 528
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	918 104 780		918 104 780	776 841 285
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	39 655 594 090	16 451 966 668	23 203 627 421	23 066 746 142
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	5 235 768 128	258 969 358	4 976 798 770	4 853 464 114
Créances et emplois assimilés	12 667 506 519	271 645 083	12 395 861 436	16 386 721 120
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	10 705 239 444	270 974 143	10 434 265 301	14 772 020 487
Autres creances	1 947 549 485	670 940	1 946 878 545	1 603 621 315
Comptes de regularisation actif courant	14 717 591		14 717 591	11 079 318
Disponibilités et assimilés	14 809 928 129		14 809 928 129	6 544 716 221
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	14 809 928 129		14 809 928 129	6 544 716 221
TOTAL ACTIFS COURANTS	32 713 202 776	530 614 441	32 182 588 335	27 784 901 455
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	72 368 796 866	16 982 581 109	55 386 215 756	50 851 647 597

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	8 000 000 000	8 000 000 000
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	31 623 272 248	26 991 310 413
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	0	0
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	5 740 453 982	5 431 961 835
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	45 363 726 230	40 423 272 248
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	3 034 226 403	2 614 672 437
Emprunts & dettes financieres NC		
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	291 797 096
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC	9 425 000	25 025 000
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 043 651 403	2 931 494 533
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	4 408 895 902	5 021 009 189
Autres dettes & comptes de regul. Ct	2 569 942 222	2 475 871 628
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	6 978 838 125	7 496 880 817
TOTAL GENERAL PASSIF	55 386 215 758	50 851 647 598
ECART ACTIF/PASSIF	-1	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:40:43 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 47 : TCR social « ENSP » exercice 2018

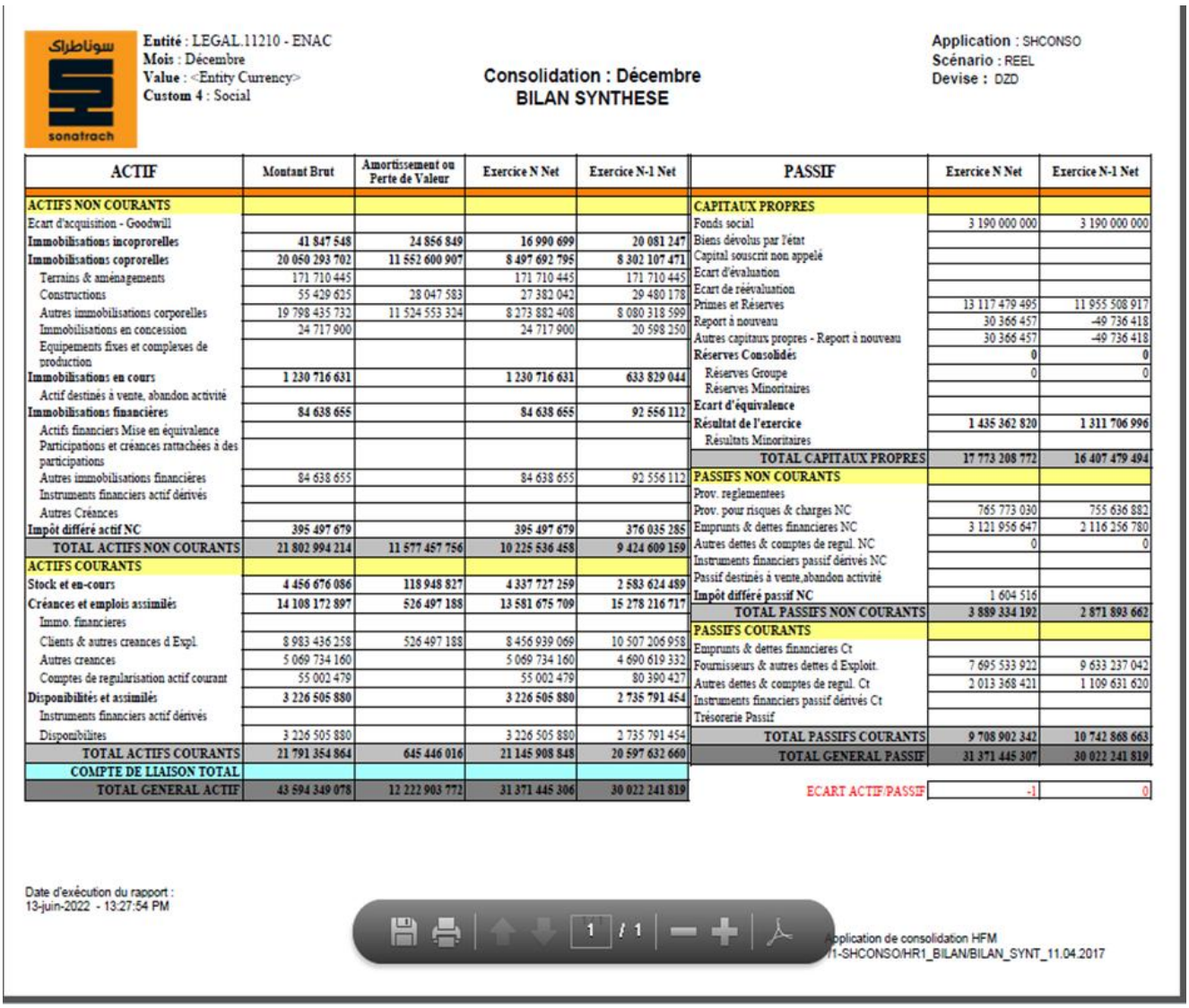
Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	23 881 179 240	22 910 353 568	4.24%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	-24 890 900	-21 941 423	-13.44%
730000 Production immobilisée	98 397 606	105 433 683	-6.67%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**23 954 685 946**	**22 993 845 828**	**4.18%**
60000T Achats consommés	1 420 419 127	1 247 832 484	-13.83%
61000T Services extérieurs	1 806 877 846	2 143 738 291	15.71%
62000T Autres services extérieurs	1 861 833 101	1 694 415 288	-9.88%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**5 089 130 074**	**5 085 986 063**	**-0.06%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**18 865 555 871**	**17 907 859 764**	**5.35%**
63000T Charges de personnel	9 350 374 942	9 129 608 994	-2.42%
64000T Impots & taxes	567 492 768	496 867 905	-14.21%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**8 947 688 161**	**8 281 382 865**	**8.05%**
75000T Autres produits opérationnels	478 699 468	504 577 134	-5.13%
65000T Autres charges opérationnelles	19 429 785	312 443 785	93.78%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	3 021 643 086	2 381 021 929	-26.91%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	1 101 762 025	1 180 606 753	-6.68%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**7 487 076 784**	**7 273 101 038**	**2.94%**
76TOT Produits financiers	[illegible]	[illegible]	-4.53%
66TOT Charges financieres	[illegible]	[illegible]	32.77%
RESFIN Resultat financier	**86 814 594**	**89 533 637**	**-3.04%**

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**7 573 891 378**	**7 362 634 675**	2.87%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 990 300 891	1 924 895 494	3.40%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-156 863 496	5 777 346	-2 815.15%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**25 625 135 593**	**24 773 283 834**	3.44%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**19 884 681 611**	**19 341 321 999**	2.81%
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**5 740 453 982**	**5 431 961 835**	5.68%
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**5 740 453 982**	**5 431 961 835**	5.68%
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**5 740 453 982**	**5 431 961 835**	5.68%
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**5 740 453 982**	**5 431 961 835**	5.68%

Annexe 48 : bilan social « ENAC » exercice 2018



Entité : LEGAL.11210 - ENAC
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	**41 847 548**	**24 856 849**	**16 990 699**	**20 081 247**
Immobilisations coprorelles	**20 050 293 702**	**11 552 600 907**	**8 497 692 795**	**8 302 107 471**
Terrains & aménagements	171 710 445		171 710 445	171 710 445
Constructions	55 429 625	28 047 583	27 382 042	29 480 178
Autres immobilisations corporelles	19 798 435 732	11 524 553 324	8 273 882 408	8 080 318 599
Immobilisations en concession	24 717 900		24 717 900	20 598 250
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**1 230 716 631**		**1 230 716 631**	**633 829 044**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**84 638 655**		**84 638 655**	**92 556 112**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	84 638 655		84 638 655	92 556 112
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	**395 497 679**		**395 497 679**	**376 035 285**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**21 802 994 214**	**11 577 457 756**	**10 225 536 458**	**9 424 609 159**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**4 456 676 086**	**118 948 827**	**4 337 727 259**	**2 583 624 489**
Créances et emplois assimilés	**14 108 172 897**	**526 497 188**	**13 581 675 709**	**15 278 216 717**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	8 983 436 258	526 497 188	8 456 939 069	10 507 206 958
Autres creances	5 069 734 160		5 069 734 160	4 690 619 332
Comptes de regularisation actif courant	55 002 479		55 002 479	80 390 427
Disponibilités et assimilés	**3 226 505 880**		**3 226 505 880**	**2 735 791 454**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	3 226 505 880		3 226 505 880	2 735 791 454
TOTAL ACTIFS COURANTS	**21 791 354 864**	**645 446 016**	**21 145 908 848**	**20 597 632 660**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**43 594 349 078**	**12 222 903 772**	**31 371 445 306**	**30 022 241 819**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	3 190 000 000	3 190 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	13 117 479 495	11 955 508 917
Report à nouveau	30 366 457	-49 736 418
Autres capitaux propres - Report à nouveau	30 366 457	-49 736 418
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**1 435 362 820**	**1 311 706 996**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**17 773 208 772**	**16 407 479 494**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	765 773 030	755 636 882
Emprunts & dettes financieres NC	3 121 956 647	2 116 256 780
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC	1 604 516	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**3 889 334 192**	**2 871 893 662**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	7 695 533 922	9 633 237 042
Autres dettes & comptes de regul. Ct	2 013 368 421	1 109 631 620
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**9 708 902 342**	**10 742 868 663**
TOTAL GENERAL PASSIF	**31 371 445 307**	**30 022 241 819**
ECART ACTIF/PASSIF	-1	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:27:54 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 49 : TCR social « ENAC » exercice 2018

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	14 120 481 972	14 064 892 936	0.40%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	1 305 751 267		
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**15 426 233 239**	**14 064 892 936**	9.68%
60000T Achats consommés	2 901 488 002	2 395 236 154	-21.14%
61000T Services extérieurs	3 507 535 774	3 617 428 374	3.04%
62000T Autres services extérieurs	645 808 291	616 058 512	-4.83%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**7 054 832 068**	**6 628 723 040**	-6.43%
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**8 371 401 171**	**7 436 169 895**	12.58%
63000T Charges de personnel	3 746 109 318	4 383 892 482	14.55%
64000T Impots & taxes	304 508 877	351 445 338	13.36%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**4 320 782 976**	**2 700 832 075**	59.98%
75000T Autres produits opérationnels	134 800 223	141 585 116	-4.79%
65000T Autres charges opérationnelles	10 986 673	71 810 834	84.70%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	2 619 179 577	1 548 407 652	-69.15%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	176 288 782	570 692 689	-69.11%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**2 001 705 731**	**1 792 891 394**	11.65%
76TOT Produits financiers	29 527 708	20 991 411	40.67%
66TOT Charges financieres	150 605 820	94 044 807	-60.24%
RESFIN Resultat financier	-121 168 [illegible]	-73 053 396	-65.86%

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**1 880 537 610**	**1 719 837 998**	9.34%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	472 103 168	299 959 487	57.39%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-26 928 378	108 171 516	-124.89%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**15 766 849 952**	**14 798 162 152**	6.55%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**14 331 487 132**	**13 486 455 156**	6.27%
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**1 435 362 820**	**1 311 706 996**	9.43%
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**1 435 362 820**	**1 311 706 996**	9.43%
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**1 435 362 820**	**1 311 706 996**	9.43%
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**1 435 362 820**	**1 311 706 996**	9.43%

Annexe 50 : bilan social « ENAFOR » exercice 2018

Entité : LEGAL.14600 - ENAFOR
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	**395 491 535**	**382 802 276**	**12 689 259**	**6 506 772**
Immobilisations coprorelles	**144 118 191 403**	**102 996 770 466**	**41 121 420 936**	**39 209 841 137**
Terrains & aménagements	281 257 832	120 429 144	160 828 688	197 577 151
Constructions	12 756 130 883	7 810 109 805	4 946 021 078	4 895 198 030
Autres immobilisations corporelles	131 080 802 688	95 066 231 518	36 014 571 171	34 117 065 955
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	**8 186 754 994**		**8 186 754 994**	**12 664 750 211**
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	**3 518 182 461**	**2 050 646 228**	**1 467 536 233**	**1 948 131 734**
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations	2 508 250 000	1 547 584 370	960 665 630	1 416 261 130
Autres immobilisations financières	1 009 932 461	503 061 858	506 870 603	531 870 603
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	**447 694 018**		**447 694 018**	**386 796 405**
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**156 666 314 411**	**105 430 218 971**	**51 236 095 441**	**54 216 026 259**
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	**18 858 260 305**	**157 693 095**	**18 700 567 210**	**17 305 446 920**
Créances et emplois assimilés	**22 859 215 595**	**2 831 186 920**	**20 028 028 675**	**19 394 208 192**
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	20 164 024 547	1 177 379 545	18 986 645 002	15 167 886 687
Autres creances	2 165 258 445	1 653 807 375	511 451 071	4 140 232 904
Comptes de regularisation actif courant	529 932 602		529 932 602	86 088 602
Disponibilités et assimilés	**8 631 567 924**	**1 625 924**	**8 629 942 000**	**7 189 121 081**
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	8 631 567 924	1 625 924	8 629 942 000	7 189 121 081
TOTAL ACTIFS COURANTS	**50 349 043 824**	**2 990 505 938**	**47 358 537 886**	**43 888 776 193**
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	**207 015 358 235**	**108 420 724 909**	**98 594 633 326**	**98 104 802 452**

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	14 800 000 000	14 800 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	36 091 857 539	35 184 484 017
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	0	0
Réserves Consolidés	**0**	**0**
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	**3 675 264 032**	**1 017 373 522**
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**54 567 121 571**	**51 001 857 539**
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	1 294 486 878	1 284 308 490
Emprunts & dettes financieres NC	29 661 447 908	31 808 210 064
Autres dettes & comptes de regul. NC	0	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC		
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**30 955 934 786**	**33 092 518 554**
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	12 416 808 202	12 130 919 526
Autres dettes & comptes de regul. Ct	654 768 767	1 879 506 833
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	**13 071 576 969**	**14 010 426 359**
TOTAL GENERAL PASSIF	**98 594 633 326**	**98 104 802 452**
ECART ACTIF/PASSIF	1	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:17:11 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 51 : TCR social « ENAFOR » exercice 2018

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	47 582 237 811	42 655 431 099	11.55%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée	1 414 711 040	864 724 121	63.60%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**48 996 948 851**	**43 520 155 220**	12.58%
60000T Achats consommés	4 591 446 780	4 121 587 391	-11.40%
61000T Services extérieurs	7 263 204 763	6 961 084 296	-4.34%
62000T Autres services extérieurs	1 879 956 644	1 730 304 758	-8.65%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**13 734 608 187**	**12 812 976 446**	-7.19%
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**35 262 340 664**	**30 707 178 774**	14.83%
63000T Charges de personnel	15 703 834 135	13 893 288 253	-13.03%
64000T Impots & taxes	919 730 871	892 077 001	-3.10%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**18 638 775 659**	**15 921 813 520**	17.06%
75000T Autres produits opérationnels	81 412 071	452 191 629	-82.00%
65000T Autres charges opérationnelles	343 152 030	251 857 493	-36.25%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	15 467 661 235	16 109 553 323	3.98%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	1 625 924	1 625 924	
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	3 768 038 613	3 072 668 256	22.63%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	1 625 924	1 625 924	
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**6 677 413 078**	**3 085 262 589**	116.43%
76TOT Produits financiers	35 689 668	43 307 042	-17.59%
66TOT Charges financieres	1 717 430 687	1 667 242 071	-3.01%
RESFIN Resultat financier	[illegible]	[illegible]	-3.56%

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**4 995 672 059**	**1 461 327 559**	241.86%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1 381 305 640	432 253 569	219.56%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-60 897 613	11 700 469	-620.47%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**52 883 715 127**	**47 089 948 071**	12.30%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**49 208 451 094**	**46 072 574 549**	6.81%
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**3 675 264 032**	**1 017 373 522**	261.25%
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**3 675 264 032**	**1 017 373 522**	261.25%
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**3 675 264 032**	**1 017 373 522**	261.25%
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**3 675 264 032**	**1 017 373 522**	261.25%

Annexe 52 :bilan social « ENAGEO » exercice 2018

Entité : LEGAL.14010 - ENAGEO
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	927 012 648	831 458 928	95 553 720	62 303 327
Immobilisations coprorelles	42 455 616 570	31 630 293 696	10 825 322 874	12 042 511 623
Terrains & aménagements	1 774 402 945	116 313 947	1 658 088 998	1 685 447 130
Constructions	4 394 820 709	3 479 979 790	914 840 919	1 123 105 764
Autres immobilisations corporelles	35 954 504 146	27 899 304 642	8 055 199 504	9 099 555 739
Immobilisations en concession	331 888 770	134 695 317	197 193 453	134 402 989
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours	309 554 989	85 000	309 469 989	102 500 617
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières	1 317 833 528	1 092 963 483	224 870 045	225 343 566
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	1 317 833 528	1 092 963 483	224 870 045	225 343 566
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	983 734 233		983 734 233	805 934 241
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	45 993 751 967	33 554 801 107	12 438 950 860	13 238 593 375
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours	13 698 686 870	742 667 812	12 956 019 058	10 770 838 211
Créances et emplois assimilés	29 122 954 345	3 106 596 596	26 016 357 749	21 647 118 272
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	28 954 448 462	3 106 469 513	25 847 978 950	21 321 343 104
Autres creances	104 105 177	127 083	103 978 094	311 284 576
Comptes de regularisation actif courant	64 400 705		64 400 705	14 490 591
Disponibilités et assimilés	7 941 887 226		7 941 887 226	8 274 621 626
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	7 941 887 226		7 941 887 226	8 274 621 626
TOTAL ACTIFS COURANTS	50 763 528 441	3 849 264 408	46 914 264 033	40 692 578 108
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	96 757 280 408	37 404 065 514	59 353 214 894	53 931 171 483

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	7 000 000 000	7 000 000 000
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	35 335 855 515	31 243 623 815
Report à nouveau		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-680 357 079	7 254 050
Réserves Consolidés	0	0
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	7 226 435 089	4 892 231 700
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	48 881 933 525	43 143 109 564
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC	1 375 555 477	1 328 670 556
Emprunts & dettes financieres NC	102 097 205	102 097 205
Autres dettes & comptes de regul. NC	3 723 926	4 693 752
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC	15 564 400	25 198 773
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	1 496 941 007	1 460 660 285
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	6 804 063 009	6 136 500 861
Autres dettes & comptes de regul. Ct	2 170 277 353	3 190 900 772
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	8 974 340 362	9 327 401 633
TOTAL GENERAL PASSIF	59 353 214 894	53 931 171 483
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 13:23:27 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
/1-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 53 : TCR social « ENAGEO » exercice 2018

Consolidation : Décembre
Détail P&L

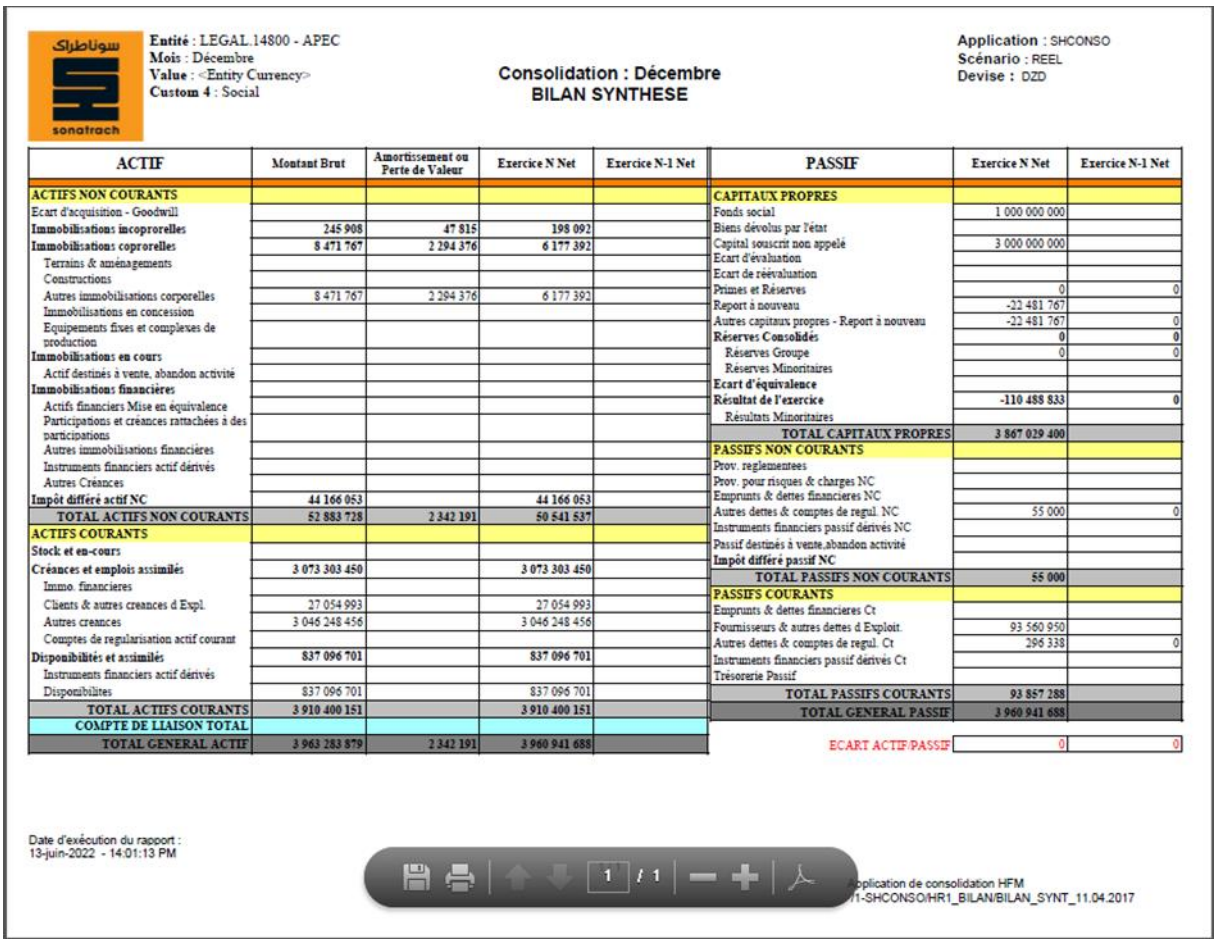
	2018	2017	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	30 780 461 673	27 036 377 072	13.85%
720000 Production stockée ou déstockée (Var)	47 055 996	-25 626 715	283.62%
730000 Production immobilisée	53 673 827	78 599 482	-31.71%
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**30 881 191 496**	**27 089 349 839**	**14.00%**
60000T Achats consommés	8 674 967 722	4 057 544 711	-113.80%
61000T Services extérieurs	1 754 305 150	1 952 762 013	10.16%
62000T Autres services extérieurs	1 917 387 132	1 944 116 324	1.37%
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**12 346 660 004**	**7 954 423 048**	**-55.22%**
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**18 534 531 492**	**19 134 926 790**	**-3.14%**
63000T Charges de personnel	9 597 509 624	8 926 220 273	-7.52%
64000T Impots & taxes	661 818 515	609 474 690	-8.59%
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**8 275 203 354**	**9 599 231 828**	**-13.79%**
75000T Autres produits opérationnels	771 400 676	1 345 595 624	-42.67%
65000T Autres charges opérationnelles	284 141 988	914 191 787	68.92%
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	3 525 766 921	3 522 237 880	-0.10%
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation	4 380 070 608	197 778 384	2 114.64%
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers	32 323 288		
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**9 649 089 018**	**6 706 176 168**	**43.88%**
76TOT Produits financiers	128 705 174	137 510 631	-6.40%
66TOT Charges financieres	61 882 085	71 530 305	13.49%
RESFIN Resultat financier	[illegible]	[illegible]	**1.28%**

1 / 2

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2018	2017	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant impots	**9 715 912 107**	**6 772 156 494**	43.47%
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	2 676 911 382	2 172 993 319	23.19%
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-187 434 364	-293 068 525	36.04%
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**36 193 691 243**	**28 770 234 478**	25.80%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**28 967 256 154**	**23 878 002 778**	21.31%
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**7 226 435 089**	**4 892 231 700**	47.71%
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**7 226 435 089**	**4 892 231 700**	47.71%
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**7 226 435 089**	**4 892 231 700**	47.71%
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**7 226 435 089**	**4 892 231 700**	47.71%

Annexe 54 : Bilan « APEC » exercice 2019



Entité : LEGAL.14800 - APEC
Mois : Décembre
Value : <Entity Currency>
Custom 4 : Social

Application : SHCONSO
Scénario : REEL
Devise : DZD

Consolidation : Décembre
BILAN SYNTHESE

ACTIF	Montant Brut	Amortissement ou Perte de Valeur	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill				
Immobilisations incoprorelles	245 908	47 815	198 092	
Immobilisations coprorelles	8 471 767	2 294 376	6 177 392	
Terrains & aménagements				
Constructions				
Autres immobilisations corporelles	8 471 767	2 294 376	6 177 392	
Immobilisations en concession				
Equipements fixes et complexes de production				
Immobilisations en cours				
Actif destinés à vente, abandon activité				
Immobilisations financières				
Actifs financiers Mise en équivalence				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Instruments financiers actif dérivés				
Autres Créances				
Impôt différé actif NC	44 166 053		44 166 053	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	52 883 728	2 342 191	50 541 537	
ACTIFS COURANTS				
Stock et en-cours				
Créances et emplois assimilés	3 073 303 450		3 073 303 450	
Immo. financieres				
Clients & autres creances d Expl.	27 054 993		27 054 993	
Autres creances	3 046 248 456		3 046 248 456	
Comptes de regularisation actif courant				
Disponibilités et assimilés	837 096 701		837 096 701	
Instruments financiers actif dérivés				
Disponibilites	837 096 701		837 096 701	
TOTAL ACTIFS COURANTS	3 910 400 151		3 910 400 151	
COMPTE DE LIAISON TOTAL				
TOTAL GENERAL ACTIF	3 963 283 879	2 342 191	3 960 941 688	

PASSIF	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds social	1 000 000 000	
Biens dévolus par l'état		
Capital souscrit non appelé	3 000 000 000	
Ecart d'évaluation		
Ecart de réévaluation		
Primes et Réserves	0	0
Report à nouveau	-22 481 767	
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-22 481 767	0
Réserves Consolidés	0	0
Réserves Groupe	0	0
Réserves Minoritaires		
Ecart d'équivalence		
Résultat de l'exercice	-110 488 833	0
Résultats Minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 867 029 400	
PASSIFS NON COURANTS		
Prov. reglementees		
Prov. pour risques & charges NC		
Emprunts & dettes financieres NC		
Autres dettes & comptes de regul. NC	55 000	0
Instruments financiers passif dérivés NC		
Passif destinés à vente,abandon activité		
Impôt différé passif NC		
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	55 000	
PASSIFS COURANTS		
Emprunts & dettes financieres Ct		
Fournisseurs & autres dettes d Exploit.	93 560 950	
Autres dettes & comptes de regul. Ct	296 338	0
Instruments financiers passif dérivés Ct		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS	93 857 288	
TOTAL GENERAL PASSIF	3 960 941 688	
ECART ACTIF/PASSIF	0	0

Date d'exécution du rapport :
13-juin-2022 - 14:01:13 PM

1 / 1

Application de consolidation HFM
11-SHCONSO/HR1_BILAN/BILAN_SYNT_11.04.2017

Annexe 55 : TCR social « APEC » exercice 2019

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2019	2018	VARIATION %
70000T Ventes de marchandises, pdts fabriqués, prestations de services et pdts annexes	412 705 870		
720000 Production stockée ou déstockée (Var)			
730000 Production immobilisée			
740000 Subventions d exploitation			
PRODEX Production de l'exercice	**412 705 870**		
60000T Achats consommés	390 360 492		
61000T Services extérieurs			
62000T Autres services extérieurs	77 741 106		
600L Ecarts sur achats-ventes de Mses			
601L Ecarts sur achats-ventes de MF			
620L Liaison sur opérations réciproques d'exploitation			
CONSOMEX Consommation de l'exercice	**468 101 598**		
VAEXP Valeur Ajoutée d'exploitation	**-55 395 728**		
63000T Charges de personnel	64 177 742		
64000T Impots & taxes	19 813 909		
EBEXP Excedent Brut d'exploitation	**-139 387 379**		
75000T Autres produits opérationnels	80 361		
65000T Autres charges opérationnelles	2 347 958		
68000T Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur d'exploitation	2 342 191		
68600T Dotations des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
687TOT Dépréciations nettes sur ecarts d'acquisition			
78000T Reprise sur pertes de valeur et provisions d exploitation			
78600T Reprises des pertes de valeurs et provisions d'éléments financiers			
660L Liaison sur opérations réciproques financières			
657L Liaison sur opérations réciproques Exceptionnlles sur gestion courante			
RESOP Resultat Operationnel	**-143 997 167**		
76TOT Produits financiers			
66TOT Charges financières			
RESFIN Resultat financier			

Consolidation : Décembre
Détail P&L

	2019	2018	VARIATION %
880DIS Résultat des activités abandonnées			
RESOAI Resultat ordinaire avant Impots	**-147 351 345**		
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	20 000		
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	-36 882 512		
Autres impôts sur les Résultats			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	**412 786 231**		
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	**523 275 064**		
RESNAO Resultat Net des activites ordinaires	**-110 488 833**		
777000 Eléments extraordinaires (produits)			
677000 Eléments extraordinaires (charges)			
RESEXT Résultat extraordinaire			
890000 Compte inter unité			
RESNETEXE Resultat Net de l'exercice	**-110 488 833**		
880EQUI Part dans le résultat net MEE			
RESNETEC Resultat Net de l'ensemble consolide	**-110 488 833**		
RESNMINO Interets minoritaires			
RESNETPG Resultat net - part du groupe	**-110 488 833**		

Annexe 56 : Les documents demandés par le CAC

GROUPEMENT MOMENTANÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SONATRACH

Encha Ellah MEGUELLATI — Rachid TERMANE — Abdelhamid BENKHELIFA — Samir OUZZANI

Réf N°23/2022

Alger, le 18/04/2022

Monsieur Le Vice-Président
Direction Corporate Finances SONATRACH
A l'Attention de Mr le Directeur de la Comptabilité et Consolidation Mr ZOUAOUI

Objet : Mandat exercice 2021. Consolidation des comptes Groupe SONATRACH - Exercice 2021

Monsieur,

Dans le cadre de la mise en œuvre de nos diligences professionnelles sur les Etats financiers consolidés du Groupe SONATRACH au titre de l'exercice 2021, nous vous demandons de bien vouloir mettre à notre disposition, sous format Excel, les fichiers suivants :

1. Liasse habituelle des états financiers comprenant notamment : Bilan actif et passif, Compte de résultats, Tableau des flux de trésorerie, Tableau de Variation des capitaux propres, tableaux annexes (Immobilisations, Amortissements, Stocks, Provisions et pertes de valeur, Balance comptable, Balance résultat, Capitaux propres ;
2. Tableau reprenant les états financiers consolidés selon la **méthode de l'intégration globale**, faisant ressortir par entité (y compris la société mère) les comptes d'actifs, de passifs, de charges et de produits, avec indication du montant cumulé et des retraitements réalisés par compte et par entité ;
3. Etat détaillé des capitaux propres consolidés par entité ;
4. État portant sur les calculs réalisés pour déterminer la part des intérêts minoritaires, avec indication des titres de chaque colonne extraite à partir du logiciel HFM ;
5. État portant sur les calculs réalisés sur les entités consolidées selon la **méthode de la mise en équivalence**, avec indication des titres de chaque colonne extraite à partir du logiciel HFM ;
6. Tableau de passage du Social vers le consolidé ; avec indication des titres de chaque colonne pour les extractions à partir du logiciel HFM ;
7. Etat portant sur les opérations non rapprochées avec indication des montants et des motifs ;
8. Périmètre de consolidation avec indication des pourcentages de contrôle et d'intérêts ;
9. Liste des entités non consolidées avec indication des pourcentages de contrôle et d'intérêts et des motifs de non consolidation ;
10. Tableau relatif aux titres de participations détenues par SONATRACH Spa ;
11. Tableau relatif aux calculs de l'écart d'évaluation de SONATRACH Spa ;
12. Taux de conversion utilisés ;
13. Document portant « Notes annexes, principes et méthodes comptables appliqués » ;

Page 1/2

14. Tableau portant sur les retraitements opérés au titre de l'harmonisation des comptes des filiales consolidées, neutralisation des marges sur stocks et sur immobilisations, pertes de valeur, variation qui en découle sur les impôts différés, élimination de dividendes et leur impact sur le résultat ;
15. Etat relatif aux conversions ou retraitements opérés sur les comptes des filiales ne présentant pas leurs Etats financiers selon les prescriptions du Système Comptable Financier ;
16. Copie des rapports établis par les Commissaires aux comptes de toutes les filiales consolidées au titre de l'exercice 2021 ;
17. Etats financiers et notes annexes émanant des filiales dans le cas où ces deniers ne sont pas annexés aux rapports des Commissaires aux comptes ;
18. Copie du rapport de gestion Groupe, éventuellement.
19. Copie des procédures élaborées suite à nos différentes réserves sur les comptes : avances sur dividendes, pertes de valeur, contrôle et validation des liasses de consolidation, hypothèses de calculs actuariels.

Nous vous demandons de bien vouloir mettre à notre disposition les documents requis au fur et à mesure de leur disponibilité.

Par ailleurs, nous vous signalons que les états financiers consolidés doivent être arrêtés par le Conseil d'administration de SONATRACH Spa et soumis à l'approbation de son Assemblée générale.

P/*Le Groupement des Commissaires aux Comptes*
Le Chef de file

E. MEGUELLATI



Annexe 57 : rapport d'audit de SPC BVI

KPMG

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

A **Administrateurs de la société SPC BVI**
De **Bertrand Desbarrières (KPMG Paris)**
Date 23 avril 2021
Réf Compte-rendu des auditeurs KPMG au conseil d'administration

- Bonne qualité générale de la préparation de la clôture du 31 décembre 2020, dans le contexte particulier du contexte sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19. Notre audit a été réalisé à distance.
- Bon niveau de communication entre la direction, les équipes financières et les auditeurs, ce qui a permis d'avancer efficacement pour traiter les sujets
- SPC a consenti en 2019 des prêts à des sociétés du groupe Sonatrach (SIHC et SPIC) pour un montant total de 300 mUSD. Ces prêts avaient respectivement pour échéance le 31/12/2019 et 09/01/2020. A la date de notre intervention, ces deux prêts n'ont pas fait l'objet d'un remboursement par les deux sociétés débitrices (seuls 20 mUSD ont été remboursés par SPIC). Une décision du Conseil d'Administration de SPC devra être prise afin de statuer sur le devenir de ces prêts. En l'absence de remboursement à ce jour ou d'accord entre les parties pour définir une nouvelle échéance de remboursement, nous considérons qu'il y a un risque de recouvrement de ces prêts pour lesquels aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée chez SPC BVI au 31 décembre 2020. En conséquence, compte tenu de l'importance des montants concernés, et en l'absence d'accord formalisé définissant une nouvelle date de remboursement, KPMG émettra un rapport de certification avec réserve.
- Concernant le contrat de vente de fuel avec le Ministère de l'eau et de l'énergie du Liban (MEW), la norme IFRS 15 a continué de s'appliquer compte tenu de l'existence de clauses contractuelles de « back to back » avec les fournisseurs de SPC. Ainsi seule la commission est comptabilisée au niveau de l'entité SPC. Le montant de la commission réalisée en 2020 est de 7,2 mUSD. Ce contrat a pris fin au 31/12/2020.
- Livraison d'une cargaison « off-spec » auprès de MEW : En mars 2020, une cargaison de fuel livrée au Liban a été considérée comme non conforme au déchargement. Des procédures juridiques ont été engagées contre SPC suite à cette livraison. L'affaire pour laquelle un non-lieu avait été prononcé à l'égard de SPC a été réouverte par EDL (Electricité du Liban) en juillet 2020 bien que SPC n'ait pas de relations contractuelles avec cette société. Cette affaire est toujours en cours à la date de cette lettre. Le management est confiant sur l'absence de risques liés à cette affaire, SPC s'étant conformé à toutes ses obligations contractuelles. Nous sommes d'accord avec la position retenue par SPC.
- Concernant les créances détenues par SPC sur Sonatrach maison-mère, un important travail de suivi, de contrôle et de réconciliation s'est poursuivi tout au long de l'année. Une procédure mensuelle de confirmation réciproque des soldes a été mise en place permettant de limiter un maximum le volume des

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Document Classification: KPMG Confidential

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14-30080101 et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

créances échues non payées. Ce montant de créances échues représente 5,1 mUSD (dont 5 mUSD échues depuis moins de 3 mois) au 31 décembre 2020. Ces créances ont été payées à la date de la présente note.

- Le travail d'assainissement des comptes comptables principalement sur les opérations intragroupes s'est poursuivi (opération SPC/SDL/Alger) grâce notamment aux procédures de contrôle interne s'agissant des relances régulières pour les créances auprès de la maison-mère.
- Nous observons que la fin de durée de vie économique des navires loués par SPC aux sociétés de shipping approche. Pour l'instant, la direction de SPC nous a indiqué qu'il n'est pas prévu de les remplacer.
- Suite à un changement des règles de substance économiques introduites aux BVI en 2019, la société SIHC a mandaté le cabinet d'avocats fiscalistes spécialisé en BVI, Harneys, pour faire une étude sur les conséquences des nouvelles règles applicables aux BVI pour le Groupe Sonatrach. A la demande des autorités BVI, les formulaires ont été déposés par le cabinet Harneys. A ce jour, la demande est en attente de retour et aucune provision n'est comptabilisée à ce titre. Une note explicative a été ajoutée dans les annexes des six sociétés de navire (cf note 13 Economic substance des annexes).
- Il n'existait pas d'instruments financiers ouverts en date du 31/12/2020.
- La quote-part de base taxable de la société SPC pour la Grande Bretagne reste identique à celle des années passées. Nous n'avons pas connaissance de contrôles fiscaux du HMRC.

Points d'audit et ajustement identifiés lors des audits réalisés par KPMG :

- ✓ SDL : néant
- ✓ SPC : La situation des créances intercompagnies s'est grandement améliorée mais reste un point d'attention pour les prochains exercices. Par ailleurs, le conseil d'administration devra statuer sur la prorogation des prêts consentis à SIHC et SPIC.

Recommandations de l'auditeur sur le contrôle interne :

- ✓ SDL : néant
- ✓ SPC : notre recommandation émise en 2018 a été mise en œuvre concernant la mise en place de relances régulières par la société SPC pour obtenir le paiement des créances clients sur la maison mère Sonatrach SPA dans des délais normaux.

Document Classification: KPMG Confidential

Opinions d'audit de KPMG pour SPC (comptes individuels) et SDL :

- ✓ SDL : Certification sans réserve
- ✓ SPC : Certification avec réserve.

Comptes consolidés de SPC : Ils sont en cours de préparation par la société.

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.



Bertrand Desbarrières
Associé

Document Classification: KPMG Confidential

Annexe 58 : Rapport d'audit de NEAL EXERCICE 2020

BENHABILES ZOHEIR
Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Rouïba
N° Agrément : 0131

NEW ENERGY ALGERIA

Société Par Actions au Capital social de 200 000 000,00 DZD

33, RUE AISSAT IDIR, CHERAGA - ALGER

RAPPORT DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Exercice 2020

Mai 2021

3. OBSERVATIONS

PRISE EN CHARGE DES RECOMMANDATIONS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SORTANT

Assainissement des comptes (Opérations SONATRACH)
NEAL a pu réconcilier une partie du montant à assainir qui s'élève à **6 264 913,64 DZD**, le reste est en cours de rapprochement et validation par les deux parties.

Opérations en suspens sur les rapprochements bancaires
Le traitement des suspens est en cours.

Continuité d'exploitation
L'assemblée générale réunie en date du 31.05.2020 a demandé la création d'un groupe de travail afin de :

- Identifier les engagements de NEAL envers SPP1
- Etudier les conséquences d'une éventuelle dissolution de NEAL
- Analyser les opportunités de développement de NEAL en cas de non dissolution

Ce groupe de travail a été installé en date du 31.12.2020, un délai de 05 mois a été accordé afin de remettre son rapport.

RECOMMANDATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

IMPÖTS DIFFERES
Les opérations générant un impôt différé doivent faire l'objet de constatation conformément aux dispositions du SCF suivi de leur retraitement fiscal, ceci s'applique aux opérations suivantes :

- Provision sur congés payés
- Provision du commissaire aux comptes

ETATS FINANCIERS
Il est recommandé de procéder au renseignement du Tableau de variation des capitaux propres sur logiciel afin de pouvoir l'éditer d'une manière automatique ;
La note d'orientation du CNC publié en février 2021, portant sur l'incidence de la pandémie COVID-19 sur la préparation et la présentation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2020, reprend clairement dans son point « 4 » les informations à fournir dans l'annexe. A cet effet il y a lieu de mettre en exergue l'impact de la pandémie sur les comptes de la société et en faire communication à l'Organe de Gestion.

Le Commissaire Aux Comptes
Z.BENHABILES



Annexe 59 : Rapport d'audit de Sipex Niger

mazars

SIPEX NIGER BRANCH SARL

256 RUE DU GRAND HOTEL QUARTIER TERMINUS
BP 12716 NIGER - NIAMEY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 décembre 2020

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 13 Août 2020, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020 sur :

- l'audit des états financiers annuels de SIPEX Niger BRANCH SARL, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

1. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de SIPEX NIGER BRANCH SARL, comprenant le bilan au 31 décembre 2020 faisant apparaitre un total de 79 352 millions FCFA, le compte de résultat faisant ressortir un résultat nul, ainsi que les notes annexes aux états financiers annuels y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers annuels tels qu'ils sont présentés en annexe de ce présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit ISA, conformément aux prescriptions du Règlement n°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

mazars

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement n°01/2017/CM/OHADA précité, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point d'information suivant :

SIPEX Niger BRANCH SARL a fait l'objet d'un contrôle ponctuel de l'administration fiscale au mois de décembre 2019. La notification primaire reçue en janvier 2020 faisait ressortir un montant de redressement de **F CFA 130 197 739**. Par lettre SIPEX/SNB/147/2020 du 11 novembre 2020, SIPEX a introduit une réclamation contentieuse. A la date du présent rapport, le contentieux suit son cours.

Responsabilités de la gérance relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par la Gérance.

Le Gérance est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels cconformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ou tout autre référentiel applicable, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Gérance d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Gérance a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Gérance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Annexe 60 : Périmetre de consolidation 2020 groupe Sonatrach

Nom de l'Entité	2020	2019	2018	Détention du capital social
ANGT	MEE	MEE	Non Consolidée	25% SH SPA, 25% HYPROC SHIPPING COMPANY, 25% ITOCHU, 25% MOL
MLTC	MEE	MEE	Non Consolidée	25% SH SPA,25% HYPROC SHIPPING COMPANY
SLTC	MEE	MEE	Non Consolidée	25% SH SPA, 25% HYPROC SHIPPING COMPANY
TRANSMED	MEE	MEE	MEE	50% SH Spa, 50% ENI
SONATRACH-RÉ	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	90% SH SPA, 10% SIHC Holding
MEDGAZ	GLOBAL	MEE	MEE	51% SH Spa
MARICONSULT	MEE	MEE	MEE	50% SH SPA, 50 %ENI
ENERGIA DE PORTUGAL	MEE	Non Consolidée	Non Consolidée	2,19% SH SPA
GALSI	MEE	MEE	MEE	47,06 % SH SPA, 23,53% EDISON Spa, 17,64% ENEL PRODUZIONE, 11,77% HERA Spa
STEP	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	51% SH SPA, 49% TOTAL
SONATRACH SPA	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% l'Etat Algérien
HELIOS	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	51% SOALKIM, 49% HELAP France
AOA	MEE	MEE	MEE	49% SOALKIM, 51% Divers
SORFERT	MEE	MEE	MEE	49% SOALKIM, 51% OCI
HELISON PRODUCTION	MEE	MEE	MEE	49% SOALKIM, 51% LIND AG
ASMIDAL	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	100% SOALKIM
ASFERTRADE	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	100% ASMIDAL
ALPHYT	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	100% ASMIDAL
WG SOMIAS	MEE	MEE	Non Consolidée	45% ASMIDAL
FERTIAL	MEE	MEE	Non Consolidée	34% ASMIDAL
SGS	MEE	MEE	Non Consolidée	20% ASMIDAL
ISGA	MEE	MEE	Non Consolidée	16,67% ASMIDAL, 16,67% SIP
SOALKIM HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
ENAC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
ENAGEO	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
GCB	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
ENGTP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
SAFIR	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
ENSP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
BJSP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	51% ENSP, 49% BAKER HUGHES
HESP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	51% ENSP, 49% HALLIBURTON CORPORATION
BASP	MEE	MEE	MEE	40% ENSP, 60% HALLIBURTON
WESP	Non Consolidée	MEE	MEE	49% ENSP
MESP	MEE	MEE	MEE	49% ENSP
ENTP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
APEC	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	51% SPP, 49% BHGE
ENAFOR	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPP
FORAQUA	MEE	MEE	MEE	67% ENAFOR
SAHARA WELL(SWCS)	MEE	MEE	MEE	49% ENAFOR
SPA JSS	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	75% ENAFOR, 21,40% CSA, 3,60% Autres
ALGESCO	MEE	MEE	MEE	24% SPP
M.I. ALGERIA	MEE	MEE	MEE	40% SPP
ALBARYTE SPA	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	20% ENAFOR, 20% ENTP, 20% ENSP, 40% ENOF
SPP HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
HYPROC SHIPPING COMPANY	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SVH
NAJDAMAGREB	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% HYPROC SHIPPING COMPANY
NEAL	MEE	MEE	MEE	45% SVH
SPP1	MEE	MEE	MEE	14% SVH,20% NEAL,51% ABENER ENERGIA,15% COFIDES
AEC	GLOBAL	GLOBAL	MEE	100% SVH
KAHRAMA	GLOBAL	GLOBAL	MEE	100% AEC
DEM SOUK TLATA (AAS) (MYAH TILIMCANIA)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM FOUKA (MT)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM TENES	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM MOSTAGANEM (STMM)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM HAMA (HWD)	MEE	MEE	MEE	30% AEC
DEM BENI SAF (BWC)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM SKIKDA (ADS)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM CAP DJENET (SMD)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
DEM MAQTAA	MEE	MEE	MEE	43% AEC
DEM HONAIN (MBH)	MEE	MEE	MEE	49% AEC
NAFTAL	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SVH
BAG	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% NAFTAL
STPE	MEE	MEE	MEE	50% NAFTAL,50% SNTF
COGIZ	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SVH
SVH HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
SKH	MEE	MEE	MEE	10% AIE, 29% AEC, 51% AUI , 10% SONELGAZ
SKE Ex SKS	MEE	MEE	MEE	49% AIE, 51% SONELGAZ
SKT	Non Consolidée	MEE	MEE	49% AIE, 51% SONELGAZ
SKD	Non Consolidée	MEE	MEE	49% AIE, 51% SONELGAZ
SKB	Non Consolidée	MEE	MEE	49% AIE, 51% SONELGAZ
AIE HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
2SP	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	98%SIP,1% SOMIZ,1%SOMIK
SOMIZ	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIP
SOMIK	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIP
SOTRAZ	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIP
G-CCO	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIP
CASH	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	63,82% SIP, 18,23% NAFTAL, 11,96% CAAR, 5,98% CCR
AGLIC	MEE	Non Consolidée	Non Consolidée	42,50% CASH
BAOSEM	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	50% SIP, 15% Naftal, 35% Sat Info
SARPI	GLOBAL	GLOBAL	MEE	100% SIP
STH	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	60% SIP, 20% EPA, 15% EPS, 5% EPB
SIP HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
TMPC	MEE	MEE	MEE	50% SIHC, 50% ENI
SAMCO	MEE	MEE	MEE	90% TMPC, 5% SH Spa, 5% ENI
SPTC BVI	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
SBAC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPTC BVI
SBSC	MEE	MEE	Non Consolidée	30% HYPROC SHIPPING COMPANY, 20% SPTC BVI, 50% BW GAS
SIPEX	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
SH PEROU	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	80% SIPEX, 20% SIHC BVI
SIPEX MAURITANIE	Non Consolidée	Non Consolidée	GLOBAL	100% SIPEX
SIPEX NIGER	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIPEX
SIPEX MALI	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIPEX
SIPEX LYBIE	GLOBAL	GLOBAL	Non Consolidée	100% SIPEX
NUMHYD	MEE	MEE	MEE	50% SIPEX
SPI BVI	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
HELISON MARKETING	MEE	MEE	MEE	49% SPI BVI
SPC BVI	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
ALTC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
RNTC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
HMTC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
SPOTC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
SGCC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
NEW OCEAN VENTURE	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPC BVI
SIFID (ex SPC NA)	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
SPIC BV	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIFID
SGM	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPIC BV
BASP - PROPANCHEM	MEE	MEE	MEE	49% SPIC BV
CGC	MEE	MEE	MEE	30% SPIC BV
SGC	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPIC BV
GEPESA	MEE	MEE	MEE	30% SPIC BV
SRI	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SPIC BV
SIPCO	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIHC BVI
SIPCO PEROU	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SIPCO
TG PERU	MEE	MEE	MEE	21,18% SIPCO PEROU
SIHC HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA
TAL	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	82,44% SGS, 17,56% SONATRACH SPA
TTA	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% TAL
COMINTAL	MEE	MEE	MEE	20% SGS
SSPA MCA	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	99,48% SGS
IAHEF	MEE	Non Consolidée	Non Consolidée	10% SGS
AGRO ALIMENTAIRE ACTIVITE	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SGS
SG S HOLDING	GLOBAL	GLOBAL	GLOBAL	100% SH SPA

Annexe 61 : transformation de Med gaz en filiale

بنك الجزائر
Bank of Algeria

CONSEIL DE LA MONNAIE ET DU CREDIT
SECRETARIAT GENERAL

Réf n °19 /CAB/SG CMC/2020

Alger, le 6 mai 2020

Objet : Demande de transfert de fonds à l'étranger au titre de l'investissement lié à l'acquisition des actions du groupe EMIRATI MUBADALA dans le capital social de MEDGAZ et la mise en place d'une garantie bancaire à l'international.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil de la Monnaie et du Crédit, réuni en session ordinaire le mardi 5 mai 2020, a procédé à l'examen de la demande d'autorisation de transfert, introduite par l'entreprise SONATRACH, entrant dans le cadre du projet d'acquisition de 4 824 actions, détenues dans le capital de Medgaz SA, par le groupe EMIRATII MUBADALA, propriétaire de la Compagnie espagnole CEPSA, ainsi que celle relative à l'autorisation de la mise en place d'une garantie bancaire à l'international, en faveur de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Le Conseil de la Monnaie et du Crédit, après en avoir délibéré, a décidé d'autoriser SONATRACH à :

- transférer 99.371.949,02 Euros au titre de l'acquisition de 4824 actions détenues dans le capital social de MEDGAZ SA, par le groupe EMIRATI MUBADALA, propriétaire de la compagnie espagnole CEPSA;

- transférer 19.500 Euros représentant les frais accessoires afférents à la transaction et à la garantie;

- mettre en place une garantie bancaire d'un montant de 44.351.906,25 Euros en faveur de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Veuillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

Conseil de la Monnaie et du Crédit – Secrétariat Général

Le Secrétaire Général

Salah Eddine TALEB

Monsieur le Président Directeur Général
de l'Entreprise Nationale SONATRACH

SONATRACH – DIRECTION GENERALE
06 MAI 2020
Courrier Arrivée

38, Avenue Franklin Roosvelt – Alger – Algérie – Tél : 23. 00. 23 – Fax. 23. 93. 71

Annexe 62 :la fusion de sk conseil d'administration de sonatrach

سونطراك
sonatrach

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SONATRACH
RÉSOLUTION DU 18 DÉCEMBRE 2019

Le Conseil d'Administration de SONATRACH, après avoir pris connaissance de la proposition de fusion-absorption des sociétés de production d'électricité détenues en partenariat entre SONATRACH et SONELGAZ, qui porte sur :

- La fusion-absorption par la société Shariket Kahraba Skikda (SKS) des sociétés suivantes :
  - Shariket Kahraba Berrouaguia (SKB)
  - Shariket Kahraba Terga (SKT)
  - Shariket Kahraba Koudiet Eddraouch (SKD)

- La cession par SONATRACH à SONELGAZ de 01% du capital social de la société Shariket Kahraba Skikda (SKS) à la valeur nominale. Ainsi, cette société sera détenue à hauteur de 51% par SONELGAZ et 49% par SONATRACH.

- L'élargissement des activités de la société SKS au développement des énergies nouvelles et renouvelables.

Le Conseil d'Administration approuve cette proposition et mande le Président Directeur Général à l'effet de la soumettre à l'Assemblée Générale.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité des membres.

Le Président,

Kamel Eddine CHIKHI

Les Administrateurs,

Mustapha HANIFI

Kamel AISSANI

Djamel-Eddine BENBELKACEM

Abdelhamid RAIS ALI

M'Hamed KAROUBI

Farid GHEZALI

Hamou TOUAHRIA

Hamid DAHMANI

Faycel TADINITE

Chaher BOULAKHRAS

Noureddine BENMOULAI

Toufik HAKKAR

Kellaf DJERROUD

Annexe 63 :la fusion de sk AGO de sonatrach

سونطراك
sonatrach

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE SONATRACH

TENUE LE MERCREDI 18 DECEMBRE 2019

RESOLUTION N° 03

L'Assemblée Générale Ordinaire de SONATRACH, réunie le mercredi 18 décembre 2019, au siège de la société, après avoir entendu un exposé sur la proposition de fusion-absorption des sociétés de production d'électricité détenues en partenariat entre SONATRACH et SONELGAZ, approuve :

- La fusion-absorption par la société Shariket Kahraba Skikda (SKS) des sociétés suivantes :
  - Shariket Kahraba Berrouaguia (SKB)
  - Shariket Kahraba Terga (SKT)
  - Shariket Kahraba Koudiet Eddraouch (SKD)

- La cession par SONATRACH à SONELGAZ de 01% du capital social de la société Shariket Kahraba Skikda (SKS) à la valeur nominale. Ainsi, cette société sera détenue à hauteur de 51% par SONELGAZ et 49% par SONATRACH à travers son holding AIE.

- L'élargissement des activités de la société SKS au développement des énergies nouvelles et renouvelables.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents.

Le Président,

Mohamed ARKAB

L'Assesseur,

Mohamed LOUKAL

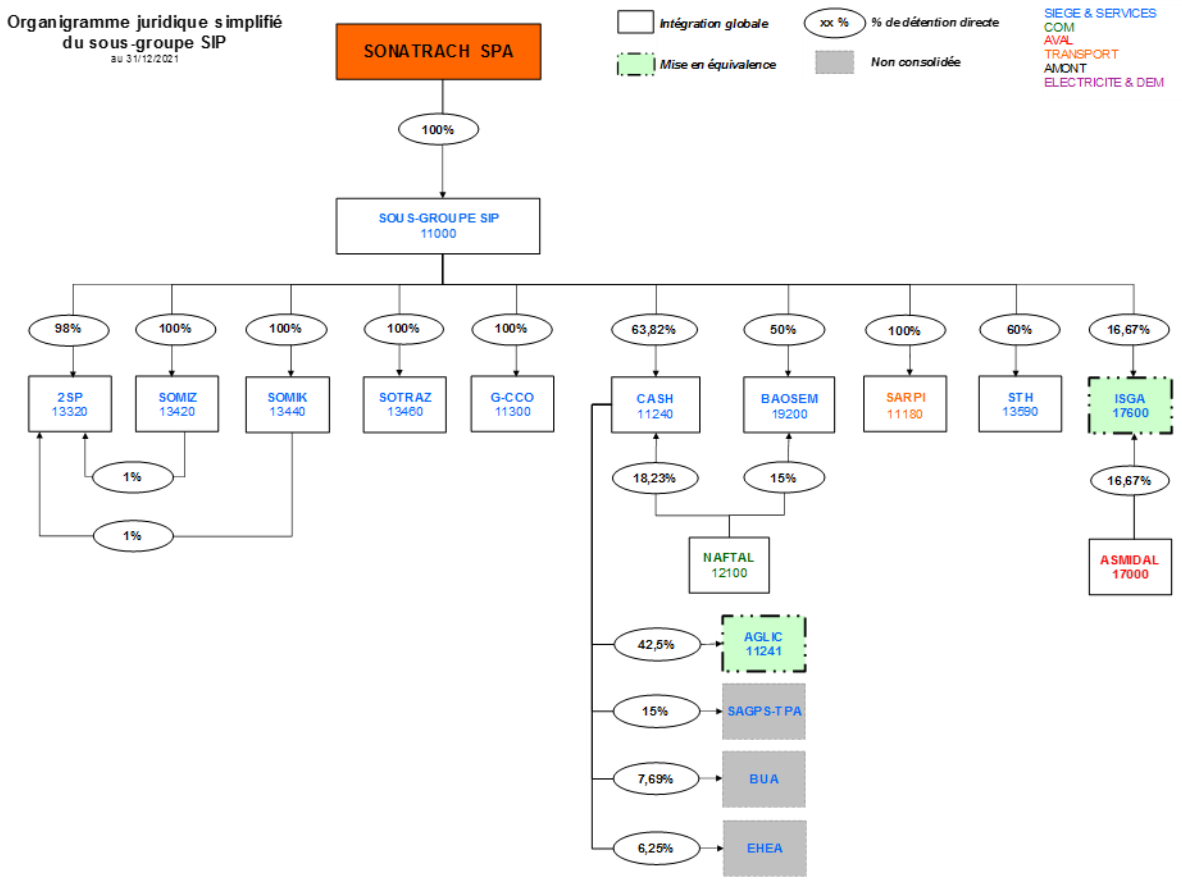
L'Assesseur,

Aimene BENABDERRAHMANE

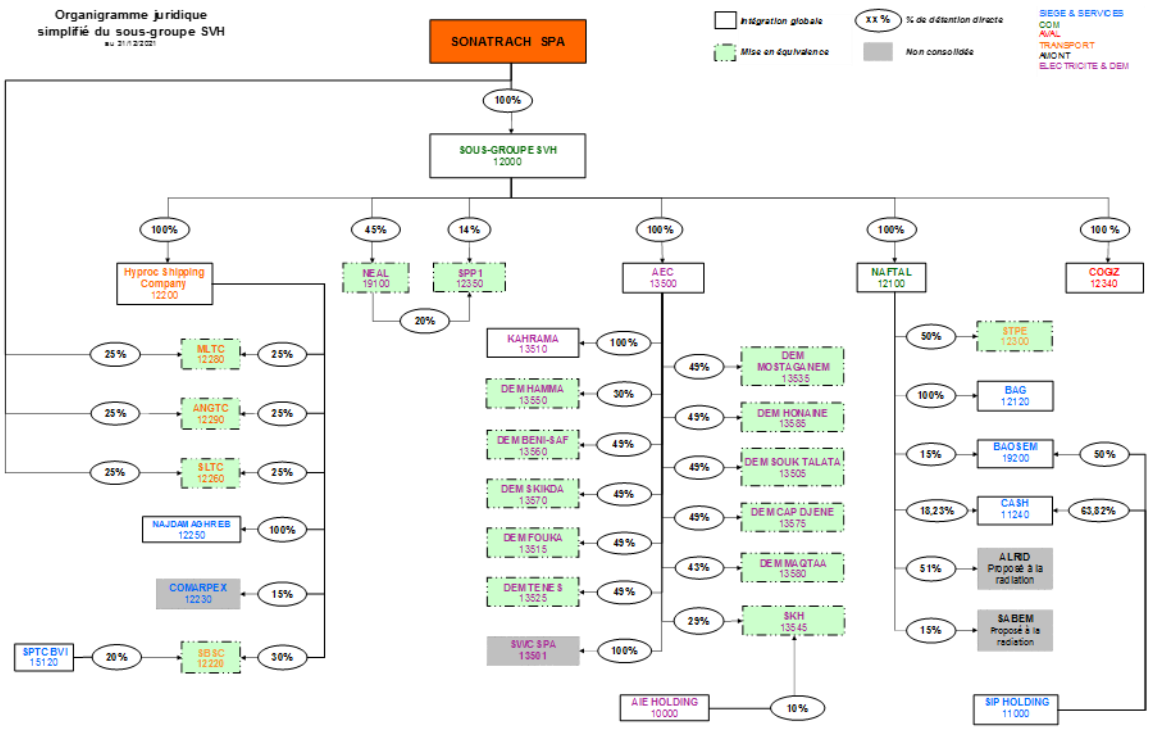
Le Secrétaire de séance,

Kamel Eddine CHIKHI

Annexe 64 : Organigramme de SIP



Annexe 65 : Organigramme SVH



Annexe 67 : suivie de levé de réserve « uniforme de taux de change »

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	**Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes**	Date :	12/2021
		Réf. :	Rapport CAC/AGO JUIN 2021
		Page :	

Partie à renseigner par le Correspondant chargé du suivi	**Libellé du constat :**	Uniforme des taux de change	**Exercice comptable:** 2020
	Consistance du constat :	Uniformisation des taux de change dinars/devises utilisés par les filiales nationales du Groupe ;	**Degré de gravité** Majeur ☐ Modéré ☐ Mineur ☐
	Recommandation émise :		

Partie à renseigner par la structure concernée et validée par le responsable N-1 des : Directions Exécutives, Directions Centrales ou Divisions.	**Nom & Prénom :**		**Fonction :**		**Signature :**
	Situation du constat	**Levée :**	x	**Non levée :**	
		En cours :			
	Description du Plan d'Action engagé pour la levée du constat				
	Date butoir de réalisation de levée de la réserve	**Processus (action)**			
		Les taux de conversion seront introduits dans la procédure de clôture des comptes consolidés en 2021 qui sera envoyée aux filiales nationales du groupe.			

Partie à renseigner par le 1er Responsable de la structure concernée (Directeur Exécutif, Directeur Centrale ou Divisionnaire)	**Nom et prénom :**	M.O. ZOUAOUI	**Commentaires du 1er responsable:**	Je Valide
	Fonction :	DIRECTEUR COMPTA CONSOL GRPE		
	Date :			
	Signature :			
Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	**Nom et prénom :**		**Commentaires du CAC :**	
	Date :			
	Signature :			

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes	Date :	11/2021
		Réf. :	Rapport CAC AGO JUIN 2021
		Page :	09
Libellé du constat :	Uniformisation des taux de change utilisés	Exercice comptable:	Consolidation 2020

Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	Nom et prénom :	MEGUELLATI Encha Ellah	Commentaires du CAC :	*Nous prenons note que les taux de conversion à utiliser seront intégrer dans la procédure de clôture des comptes consolidés de l'exercice 2021. Nous fournir cette procédure au plus tard avec les comptes consolidés 2021.*
	Date :	12 NOV. 2021		
	Signature :			

Annexe 69 : suivie de levé de réserve « élaboration tft méthode directe »

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	**Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes**	Date :	12/2021
		Réf. :	Rapport CAC/AGO JUIN 2021
		Page :	

Partie à renseigner par le Correspondant chargé du suivi	**Libellé du constat :**	Elaboration TFT méthode directe	**Exercice comptable:** 2020
	Consistance du constat :	Elaboration du Tableau des Flux de Trésorerie (TFT) selon la méthode directe préconisée par le SCF au lieu de la méthode indirecte utilisée actuellement ;	**Degré de gravité** Majeur ☐ Modéré ☐ Mineur ☐
	Recommandation émise :		

Partie à renseigner par la structure concernée et validée par le responsable N-1 des : Directions Exécutives, Directions Centrales ou Divisions.	**Nom & Prénom :**		**Fonction :**	**Signature :**
	Situation du constat	**Levée :** x		**Non levée :** ☐
		En cours : ☐		
	Description du Plan d'Action engagé pour la levée du constat			
	Date butoir de réalisation de levée de la réserve	**Processus (action)**		
		Sonatrach a opté pour la méthode indirecte prévu aussi par le SCF.		

Partie à renseigner par le 1er Responsable de la structure concernée (Directeur Exécutif, Directeur Centrale ou Divisionnaire)	**Nom et prénom :**	M.O. ZOUAOUI	**Commentaires du 1er responsable:**	Je Valide
	Fonction :	DIRECTEUR COMPT&CONSOL GRPE		
	Date :			
	Signature :			
Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	**Nom et prénom :**		**Commentaires du CAC :**	
	Date :			
	Signature :			

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	**Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes**	Date :	11/2021
		Réf. :	Rapport CAC AGO JUIN 2021
		Page :	09
Libellé du constat :	**Elaboration du Tableau des Flux de Trésorerie (TFT) selon la méthode directe**	**Exercice comptable:**	Consolidation 2020

Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	**Nom et prénom :**	MEGUELLATI Encha Ellah	**Commentaires du CAC :**	*Nous prenons note que SONATRACH a retenu la méthode indirecte pour l'établissement du TFT prévu par le SCF qui recommande toutefois la méthode directe.*
	Date :	12 NOV. 2021		
	Signature :			

EXPERT COMPTABLE مشلاتي إنشاء الله MEGUELLATI Enchallah COMMISSAIRE AUX COMPTES

Annexe 69 : suivi de levé de réserve Acomptes surdividendes

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	**Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes**	Date :	12/2021
		Réf. :	Rapport CAC/AGO JUIN 2021
		Page :	07

Partie à renseigner par le Correspondant chargé du suivi	**Libellé du constat :**	Recommandation : procédure sur acompte sur dividendes	**Exercice comptable:**	2020
	Consistance du constat :	Lorsque la filiale procède à la distribution d'acomptes sur dividendes, les versements d'acomptes sont inscrits au débit du compte « 12-acomptes sur dividendes versés ». La société mère enregistre, quant à elle, un « produit financier ». En consolidation, il faut extourner ce produit en contrepartie du compte acompte versé.	**Degré de gravité** Majeur ☐ Modéré ☐ Mineur ☐	
	Recommandation émise :	Une procédure spécifique à ce type d'opérations doit être élaborée par le Groupe. Il en est de même pour la mise à jour des logiciels de comptabilité qui ne prennent pas en charge cette problématique ainsi que sa présentation dans les états financiers tant individuels que consolidés.		

Partie à renseigner par la structure concernée et validée par le responsable N-1 des : Directions Exécutives, Directions Centrales ou Divisions.	**Nom & Prénom :**		**Fonction :**	**Signature :**
	Situation du constat	**Levée :** ☐	**Non levée :** ☐	
		En cours : x		
	Description du Plan d'Action engagé pour la levée du constat			
	Date butoir de réalisation de levée de la réserve	**Processus (action)**		
		Une procédure est en cours d'élaboration « Traitement des acomptes sur dividendes », nous étudions la faisabilité d' un paramétrage au niveau de l'application HFM.		

Partie à renseigner par le 1er Responsable de la structure concernée (Directeur Exécutif, Directeur Centrale ou Divisionnaire)	**Nom et prénom :**	M.O. ZOUAOUI	**Commentaires du 1er responsable:**	- je Valide - - - -
	Fonction :	DIRECTEUR COMPT&CONSOL GRPE		
	Date :	21/12/2021		
	Signature :			

Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	**Nom et prénom :**		**Commentaires du CAC :**	- - -
	Date :			
	Signature :			

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN

Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes

Libellé du constat : Procédure sur acompte sur dividendes et sa présentation dans les états financiers

Date :	11/2021
Ref :	Rapport CAC AGO JUIN 2021
Page :	09
Exercice comptable :	Consolidation 2020

Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	Nom et prénom :	MEGUELLATI Encha Ellah	Commentaires du CAC :	*Nous prenons note qu'une procédure est en cours d'élaboration. Les corrections des progiciels utilisés doivent être prises en charge. Nous fournir la procédure au plus tard avec les comptes consolidés 2021*
	Date :	12 NOV. 2021		
	Signature :			

مشلاتي انشاء الله
MEGUELLATI Enchaillah
EXPERT-COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Annexe 70 : suivi de levé de réserve « pourcentage de control MEE »

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN

Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes

Date :	12/2021
Réf. :	Rapport CAC/AGO JUIN 2021
Page :	04

Partie à renseigner par le Correspondant chargé du suivi	**Libellé du constat :**	Pourcentage de contrôle des MEE	**Exercice comptable:** 2020
	Consistance du constat :	La mise en équivalence pour les participations dans les entités associées (entités dont le taux de détention est compris entre 20% et 50%). Cette méthode a été élargie en 2020 à trois (03 entités non consolidables au sens de la règlementation : IATEF avec une participation de 10%, Energias de Portugal EDP avec une participation de 2,38% et Naturgy (ex-Gas Natural Fenosa) avec une participation de 4,007%.	**Degré de gravité** Majeur ☐ Modéré ☐ Mineur ☐
	Recommandation émise :		

Partie à renseigner par la structure concernée et validée par le responsable N-1 des : Directions Exécutives, Directions Centrales ou Divisions.	**Nom & Prénom :**	**Fonction :**	**Signature :**
	Situation du constat	**Levée :** ☒	**Non levée :** ☐
		En cours : ☐	
	Description du Plan d'Action engagé pour la levée du constat		
	Date butoir de réalisation de levée de la réserve	**Processus (action)**	
		Afin d'améliorer notre information financière et vu l'existence d'opérations interentreprises importantes notamment les montant des dividendes reçus (Naturgy : 45 887 390 EUR EDP : 14 051 700 EUR), ces entités ont été intégré aux périmètre de consolidation de l'exercice 2020.	

Partie à renseigner par le 1er Responsable de la structure concernée (Directeur Exécutif, Directeur Centrale ou Divisionnaire)	**Nom et prénom :**	M.O. ZOUAOUI	**Commentaires du 1er responsable:**	Je valide.
	Fonction :	DIRECTEUR CONTRÔLE CONSOLIDE GROUPE		
	Date :			
	Signature :			
Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	**Nom et prénom :**		**Commentaires du CAC :**	
	Date :			
	Signature :			

CANEVAS DE SUIVI DE LA LEVÉE DES RESERVES :

DCP-FIN	Tableau de Suivi de la levée des réserves des commissaires aux comptes	Date : 11/2021 Réf. Rapport CAC AGO JUIN 2021 Page : 09
Libellé du constat :	Pourcentage de contrôle des entités consolidées selon la méthode de mise en équivalence : Cas EDP (2,38%), NATURGY (4,007%) et IAHEF (10%)	Exercice comptable: Consolidation 2020

Partie à renseigner par le(s) Commissaire(s) aux comptes	Nom et prénom :	MEGUELLATI Encha Ellah	Commentaires du CAC :	*Le taux de participation dans les entités citées ci-dessus est inférieur au minimum requis (20%) pour l'application de la méthode de mise en équivalence.* *Pour EDP et NATURGY (ex-GNF), qui sont des sociétés cotées en bourse, les capitaux consolidés sur la base des bilans donnent des valeurs inférieures à celles comptabilisées dans les comptes individuels de la société Mère SONATRACH : Les capitaux propres consolidés sont négatifs alors que les valeurs enregistrées dans les comptes individuels sont positives.*
	Date :			
	Signature :	12 NOV. 2021 EXPERT COMPTABLE مغلاتي انشاء الله MEGUELLATI Enchallah COMMISSAIRE AUX COMPTES		